

Parlamentsdienste

Services du Parlement

Servizi del Parlamento

Servetschs dal parlament



Dokumentationsdienst
3003 Bern
Tel. 031 322 97 44
Fax 031 322 82 97
doc@parl.admin.ch

02.010 Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit (BGSA)



02.010 - Geschäft des Bundesrates.
Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit (BGSA)

[Texte français](#)

Stand der Beratung Erledigt

Botschaft vom 16. Januar 2002 zum Bundesgesetz über Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit (BBI 2002 3605)

Vorlage 1

Bundesgesetz über Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit (Bundesgesetz gegen die Schwarzarbeit, BGSA)

Chronologie:

17.06.2004 NR Beschluss abweichend vom Entwurf des Bundesrates.

16.12.2004 SR Abweichend.

09.03.2005 NR Abweichend.

02.06.2005 SR Abweichend.

07.06.2005 NR Zustimmung.

17.06.2005 NR Das Bundesgesetz wird in der Schlussabstimmung angenommen.

17.06.2005 SR Das Bundesgesetz wird in der Schlussabstimmung angenommen.

Bundesblatt 2005 4193; Ablauf der Referendumsfrist: 6. Oktober 2005

Amtliches Bulletin - die Wortprotokolle

Zuständig	Volkswirtschaftsdepartement (EVD)
Behandelnde Kommissionen	<u>Kommission für Wirtschaft und Abgaben NR (WAK-NR)</u> Antrag: Differenzbereinigung <u>Kommission für Wirtschaft und Abgaben SR (WAK-SR)</u> Antrag: Differenzbereinigung
Behandlungskategorie NR:	III, Reduzierte Debatte (Art. 48 GRN)

Bundesblatt	<u>Botschaft des Bundesrates 16.01.02 (BBI 2002 3605)</u> <u>Text des Erlasses (BBI 2005 4193)</u>
--------------------	---

Konnexe Geschäfte	<u>04.3001</u>
--------------------------	----------------

Deskriptoren	Schwarzarbeit; Gesetz; Schwarzarbeiter/in; Untergrundwirtschaft; Eindämmung der Kriminalität; Verwaltungsreform; Kontrolle; Strafe; Arbeitgeber/in; Meldepflicht; 15;
---------------------	--

 [Home](#)

**02.010 - Objet du Conseil fédéral.
Loi contre le travail au noir (LTN)**[Deutscher Text](#)

Etat actuel Liquidé

Message du 16 janvier 2002 concernant la loi fédérale contre le travail au noir (FF 2002 3371)

Projet 1

Loi fédérale concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir (Loi sur le travail au noir, LTN)

Chronologie:

17.06.2004 CN Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.

16.12.2004 CE Divergences.

09.03.2005 CN Divergences.

02.06.2005 CE Divergences.

07.06.2005 CN Adhésion.

17.06.2005 CN La loi est adoptée en votation finale.

17.06.2005 CE La loi est adoptée en votation finale.

Feuille fédérale 2005 3973; délai référendaire: 6 octobre 2005

Bulletin officiel - les procès-verbaux

Compétence	Département de l'économie (DFE)
Commissions traitant l'objet	<u>Commission de l'économie et des redevances CN (CER-CN)</u> <i>Proposition:</i> Traitement des divergences <u>Commission de l'économie et des redevances CE (CER-CE)</u> <i>Proposition:</i> Traitement des divergences
Catégorie objet CN:	III, Débat réduit (art. 48 RCN)

Feuille fédérale	<u>Message du Conseil fédéral 16.01.02 (FF 2002 3371)</u> <u>Texte de l'acte législatif (FF 2005 3973)</u>
-------------------------	---

Objets apparentés	<u>04.3001</u>
--------------------------	----------------

Descripteurs	Schwarzarbeit; Gesetz; Schwarzarbeiter/in; Untergrundwirtschaft; Eindämmung der Kriminalität; Verwaltungsreform; Kontrolle; Strafe; Arbeitgeber/in; Meldepflicht; 15;
---------------------	--

 Home

02.010 Loi contre le travail au noir (LTN)

Message du 16 janvier 2002 concernant la loi fédérale contre le travail au noir (FF 2002 3371)

Situation initiale

Le travail au noir ne constitue pas un délit négligeable. Il est à l'origine de nombreux problèmes (notamment pertes de recettes pour le secteur public, menace pour la protection des travailleurs, distorsions de la concurrence et de la péréquation financière). Par ailleurs, le non-respect des lois affecte la crédibilité de l'Etat. Il doit donc être combattu pour des raisons à la fois économiques, sociales, juridiques et éthiques. Les données disponibles concernant l'ampleur du travail au noir en Suisse font état d'un volume de quelque 37 milliards de francs pour l'an 2001 (9,3 % du PIB). Même si l'on admet les limites de ces estimations, il apparaît clairement que les montants drainés par le travail au noir sont considérables. Le Conseil fédéral est convaincu qu'il se doit de réagir et que le présent projet constitue une solution efficace et pragmatique pour contribuer à endiguer ce phénomène. La lutte contre le travail au noir passe certes par des mesures d'incitation, mais surtout, pragmatisme oblige, par une politique de répression. Cette tâche est à la fois complexe et de longue haleine. Elle requiert la coordination des actions, ainsi que la collaboration de nombreux organismes et autorités. Elle ne peut s'accomplir sans la volonté politique de tous les niveaux de gouvernement. La Confédération est prête à s'investir dans ce but. Au niveau fédéral, il existe déjà de nombreux instruments législatifs susceptibles de favoriser la lutte contre le travail au noir. Il s'agit donc de compléter ces moyens dans les domaines qui sont de la compétence de la Confédération, en vue de soutenir l'action appelée en priorité au niveau cantonal.

Le projet fédéral de lutte contre le travail au noir et son principal corollaire, la loi fédérale contre le travail au noir, prévoient les mesures suivantes :

En premier lieu, au chapitre des incitations, le Conseil fédéral préconise l'instauration d'allègements administratifs pour les assurances sociales. Les modèles proposés, prévus pour les activités économiques de portée limitée, ont pour but de rendre plus simple et plus rapide la déclaration de ces dernières, en se basant sur des solutions d'avenir (annonces également possibles par le biais d'Internet). Le projet prévoit également que ces modèles, initialement prévus pour des tâches de nettoyage, de surveillance et d'entretien effectuées dans le cadre des domiciles privés des particuliers, puissent être utilisés par les entreprises. En second lieu, le projet prévoit une série de mesures pour accroître la répression, actuellement encore par trop lacunaire. Le dispositif existant en matière de lutte contre le travail au noir présente le gros inconvénient d'être totalement disparate et dispersé dans les diverses législations applicables. Les partenaires sociaux, les autorités administratives chargées de l'application des lois pertinentes et les autorités judiciaires travaillent indépendamment les uns des autres. Cette dispersion des forces et ce manque de vision d'ensemble fait le jeu des personnes pratiquant sous une forme ou une autre le travail au noir. Le Conseil fédéral corrige cette faiblesse en instituant des organes cantonaux de contrôle qui auront véritablement une appréhension globale des problèmes et en créant les bases légales nécessaires à une véritable collaboration entre les divers intervenants. Ce volet du projet se traduit par les mesures suivantes:

- l'accroissement des compétences de contrôle des services cantonaux et des commissions cantonales de contrôle ;
- la mise en réseau de certaines données administratives (données de l'AVS et de l'assurance-chômage) et le devoir de communication des résultats des contrôles d'employeurs ;
- le renforcement des sanctions.

Les deux premières mesures visent la mise sur pied de contrôles plus systématiques et plus efficaces, parce que mieux coordonnés. Concernant la nature de l'organe de contrôle, le projet prévoit une solution souple. Les cantons doivent créer ou désigner un organisme unique chargé des tâches de coordination, mais sont libres de choisir la solution qui convient le mieux à leurs spécificités et à leurs expériences: il peut s'agir d'une commission tripartite, quadripartite ou d'un service de l'Etat. Par ailleurs, des compétences de contrôle peuvent être déléguées à des commissions paritaires dans des branches dotées d'une convention collective de travail, en se fondant sur une convention de prestations réglant également les questions financières. En réservant un rôle particulier aux partenaires sociaux, le projet reconnaît leurs compétences particulières et leur haut degré de connaissance en matière de travail au noir, sans toutefois créer en leur faveur un droit d'ingérence dans les entreprises, en particulier dans celles qui ne sont soumises à aucune convention collective de travail.

La dernière mesure, le renforcement des sanctions, a pour but de produire un effet réellement dissuasif. A l'heure actuelle, les peines prononcées sont souvent sans rapport avec la gravité réelle des infractions constatées et ne remplissent pas l'objectif souhaité. Les sanctions prévues contre des

employés étant généralement déjà suffisamment sévères, le Conseil fédéral est de l'avis que cette mesure doit avant tout se traduire par une punition plus systématique des employeurs. Il importe de donner l'assurance que le travail au noir n'est pas profitable: l'amende, par exemple, doit représenter pour l'auteur de l'acte une perte financière proportionnelle à la faute commise. Il convient cependant de souligner que, au vu de la diversité des cas de travail au noir, pour des motifs de proportionnalité, le projet renonce à fixer des amendes et des peines minimales et renforce ainsi la coresponsabilité du juge. Concrètement, le renforcement des sanctions se traduit par la création d'une nouvelle mesure, l'exclusion, pour une certaine durée, de la procédure d'attribution des marchés publics, ainsi que par des sanctions pénales et administratives plus lourdes dans les domaines de la main-d'œuvre étrangère et des assurances sociales. Il est à signaler que le Conseil fédéral estime qu'il n'y a pas lieu de renforcer les sanctions dans le domaine fiscal: la marge offerte par le cadre légal en la matière est déjà suffisamment étendue.

Délibérations

17-06-2004	CN	Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.
16-12-2004	CE	Divergences.
09-03-2005	CN	Divergences.
02.06.2005	CE	Divergences.
07.06.2005	CN	Adhésion.
17.06.2005	CN	La loi est adoptée en votation finale. (121:48)
17.06.2005	CE	La loi est adoptée en votation finale. (42:2)

Lors du débat d'entrée en matière au **Conseil national**, tous les représentants des groupes se sont accordés pour dénoncer le travail au noir, qualifié de fléau économique et social. Cette unanimité sur le fond n'a pas empêché des différences sur la forme. A la gauche et aux Verts plus sensibles au destin des travailleurs au noir, s'opposait la droite, plus réceptive aux problèmes des employeurs fautifs. L'entrée en matière a été acceptée sans opposition. La proposition de Josef Zisyadis (-, VD) de renvoyer le projet au Conseil fédéral afin d'inclure dans la loi une régularisation collective des travailleurs en situation irrégulière a été rejetée par 124 voix contre 4.

Le Conseil national a, à l'art. 2b, suivi sa commission sans discussion dans la question de la simplification des procédures pour les rapports de travail de moindre importance. Partant de l'idée qu'une partie du travail au noir était due à une surcharge administrative, la commission avait proposé à l'unanimité une simplification des procédures allant plus loin que la proposition du Conseil fédéral. La Chambre basse a donc décidé que, pour les employés avec un salaire annuel inférieur à 9 445 francs (moitié du seuil LPP), l'ensemble des démarches administratives (annonce aux différentes assurances sociales et prélèvement des cotisations) se ferait par l'intermédiaire des caisses de compensation AVS. Ces dernières seraient également chargées de prélever un impôt forfaitaire de 0,5 % (pour l'IFD) qui se substituerait à la procédure normale de perception de l'impôt sur le revenu. Seuls des relativement petits employeurs, pourraient toutefois bénéficier de ce système puisque cette procédure simplifiée ne pourrait s'appliquer au sein d'une entreprise qu'à 5 personnes au maximum.

Alors qu'une forte minorité de la commission proposait de supprimer la possibilité pour les cantons de mettre sur pied des commissions comprenant les partenaires sociaux, ce dans le souci d'éviter de mettre sur pied des structures trop lourdes, le Conseil national a préféré la solution de la majorité de la Commission, qui, comme le Conseil fédéral, estimait que le projet de loi devait laisser les cantons libres de choisir la structure adéquate (Art. 3).

Une minorité de la commission emmenée par Jean-Claude Rennwald (S, JU) a tenté d'obtenir que les clandestins en Suisse depuis un an puissent obtenir une autorisation de séjour jusqu'à ce qu'ils aient pu faire valoir leurs droits résultant du contrat de travail ou d'une convention collective (Art. 15a). Cette proposition a été rejetée par 100 voix contre 55.

Après un débat nourri sur la question du transfert des données relevant des assurances sociales et des autorités fiscales aux autorités compétentes en matière d'asile et de droit des étrangers (Art. 17), le Conseil national a suivi la majorité de sa commission. Le transfert de données aura lieu lorsque les autorités concernées constatent dans leur domaine que les contributions (cotisations et impôt) n'ont pas été acquittées. Les députés ont rejeté une proposition de minorité qui souhaitait que les autorités puissent informer également lorsqu'elles ont des indications concrètes, sur la base des contrôles effectués, que les personnes sont en situation irrégulière.

Sur la question des sanctions (art. 18), le Conseil fédéral proposait de barrer l'accès aux adjudications publiques pour les entreprises prises en flagrant délit d'utiliser des travailleurs clandestins, et cela pour une période de cinq ans au plus. La majorité de la commission a estimé qu'il fallait compléter le dispositif en prévoyant une réduction ou une suspension temporaire des aides étatiques. Les députés

ont toutefois refusé par 98 voix contre 65 d'ajouter cette sanction à celles déjà prévues. Ils ont également refusé de rendre la liste des contrevenants publique, ainsi que l'aurait souhaité une minorité de la commission emmenée par Remo Gysin (S, BS).

La majorité de la commission avait également prévu un nouvel article (art. 19a) qui reconnaissait aux syndicats la qualité pour agir afin en constatation de l'existence de prétentions qu'un travailleur, notamment celui découvert sans permis de séjour, pourrait avoir à l'encontre de son employeur. Défendue par les groupes socialistes et vert, de même que par le Conseil fédéral, cette disposition a été rejetée comme le demandait une proposition de minorité de la commission à laquelle se sont ralliés les groupes bourgeois. La suppression de cet article a entraîné, lors du vote sur l'ensemble, un refus de la loi par la majorité des Verts. Une minorité du groupe UDC a également voté contre la loi, une loi finalement acceptée par 128 voix contre 24 et 15 abstentions.

Le **Conseil des Etats**, qui a drastiquement simplifié et raccourci le projet voté par le Conseil national, a créé un certain nombre de divergences avec le Conseil national.

C'est ainsi que la Chambre haute, suivant le vœu de la majorité de sa commission, a supprimé toute définition du travail au noir dans la loi et biffé l'art. 2. Comme le souhaitait la majorité de sa commission, la Chambre haute a donné la haute main sur la surveillance aux cantons qui désigneront les organes de contrôle compétents sur leur territoire (art. 3). Le Conseil des Etats a également revu les allègements administratifs en faveur des employeurs (art. 2a). Les petits patrons pourront faire l'ensemble des démarches auprès des caisses de compensations AVS à condition que le salaire annuel respectif de chaque salarié n'excède pas le salaire minimum fixé à l'article 7 LPP (soit actuellement 19 350 francs); et que la masse salariale annuelle totale de l'entreprise n'excède pas 150 pour cent du montant de la rente vieillesse annuelle maximale de l'AVS (soit 38 700 francs). Au chapitre des sanctions (art. 18), il a adopté une proposition de minorité de la commission emmenée par Fritz Schiesser (RL, GL). Alors que la majorité de la commission prévoyait d'exclure les entrepreneurs fraudeurs pour trois ans des marchés publics, les sénateurs ont, comme le Conseil national et le Conseil fédéral, opté pour cinq ans. Ils ont d'autre part, contrairement au Conseil national, admis que ces entrepreneurs voient leurs subventions étatiques coupées. La liste des contrevenants sera, comme le proposait la majorité de la commission, publique.

Le Conseil des Etats a également adopté un art. 19a qui accorde un droit de recours aux syndicats en cas d'expulsion de travailleurs clandestins. Les représentants des travailleurs pourraient ainsi poursuivre en justice un employeur qui n'aurait pas versé de salaire ou de cotisations d'assurance.

Au vote sur l'ensemble, le projet de loi a été adopté par 31 voix contre 1.

Le **Conseil national** s'est rallié en grande partie à la version du Conseil des Etats. Sur certains points, il a toutefois adopté des positions divergentes. Contrairement au Conseil des Etats, le Conseil national, suivant en cela la majorité de sa commission, a refusé, par 89 voix contre 73, de réduire les subventions publiques aux employeurs qui auraient fraudé. Par 94 voix contre 66, il a décidé que la liste des fraudeurs exclus des marchés ne serait pas publique. La Chambre du peuple a en plus jugé trop restrictives les conditions posées par le Conseil des Etats pour accorder des simplifications administratives dans la déclaration des employés et les a assouplies.

Sans adopter la solution du Conseil national, le **Conseil des Etats** s'en est toutefois rapproché sur la question du décompte simplifié (art. 2a). Les sénateurs ont ainsi augmenté la masse salariale de l'entreprise permettant d'effectuer un décompte simplifié pour la fixer au maximum à 200 % de la rente maximale annuelle AVS, soit environ 50 000 francs. La Chambre haute a maintenu sa version, plus dissuasive pour les contrevenants, concernant les sanctions.

Le **Conseil national** s'est rallié aux décisions du Conseil des Etats.

L'Union patronale suisse ayant appelé les parlementaires bourgeois à rejeter cette loi superflue à ses yeux, plusieurs députés ont pris la parole au Conseil national avant les votations finales. Certains orateurs ont, en rapport avec la libre circulation des personnes, réaffirmé l'importance de la loi, d'autres en ont plutôt souligné le caractère superfétatoire ou l'incohérence. Le groupe UDC et « A gauche toute » ont finalement été les seuls à rejeter massivement la loi.

Etat au 2 août 2005

Proposition Zisyadis

Renvoi au Conseil fédéral

avec mandat d'inclure une régularisation collective de tous les travailleurs en situation irrégulière.

Gysin Hans Rudolf (RL, BL), für die Kommission: Die Schwarzarbeit in der Schweiz erreicht nach einer Studie von Professor Schneider ein Ausmass von jährlich gegen 40 Milliarden Franken. Das sind fast 10 Prozent unseres Bruttoinlandproduktes. Sie hat damit schwerwiegende Auswirkungen auf die Gesellschaft und den Staat. Sie führt zu Einkommensverlusten für die Steuer- und Sozialversicherungsbehörden, sie bewirkt erhebliche Wettbewerbsverzerrungen zulasten der so genannt ehrlichen Arbeitgebenden – und das ist die grosse Mehrheit, die absolute Mehrheit, würde ich sagen – und ebenso der Arbeitnehmenden. Sie gefährdet den effizienten Vollzug des Arbeitnehmerschutzes, und sie verzerrt schliesslich den Finanzausgleich und erhält damit eine staatspolitische Dimension.

Obwohl die heutige materielle Gesetzgebung eigentlich ausreichend wäre, indem sie die Schwarzarbeit bereits verbietet, hat die Vergangenheit gezeigt, dass sich der Vollzug problematisch gestaltet. Eine Anhörung der kantonalen Polizei-, Justiz- und Volkswirtschaftsdirektoren sowie der Sozialpartner hat denn auch ergeben, dass es zwar hier und dort Bestimmungen gibt, dass aber zu wenige Ressourcen bereitstehen, um die verschiedenen Bereiche, in denen schwarzgearbeitet wird, zu durchleuchten. Es kommt vor, dass die Arbeitslosenversicherungsbeiträge und die AHV/IV/EO-Beiträge umgangen werden; das stellt eine Form von Schwarzarbeit dar. Zudem gibt es Steuern, die nicht bezahlt werden, es gibt Leute, die Arbeitslosenentschädigung beziehen, aber trotzdem arbeiten, und es gibt solche, die keine Ausländerbewilligung haben.

Heute ist es so: Jede Instanz, die kontrolliert, schaut nur für sich oder überhaupt nicht, weil ihr nämlich die Ressourcen für die Kontrollen fehlen. Lassen Sie mich darum auch ein weiteres interessantes Faktum zur heutigen Situation aufzeigen: Die kantonalen Polizeidirektoren haben sich im Rahmen dieser Befragung darüber beklagt, dass sich das, was sie bei der Kontrolle von Schwarzarbeit hereinholen können – im Gegensatz zu den Einnahmen aus Geschwindigkeitskontrollen – finanziell nicht lohne und zudem keine übergreifende Wirkung habe. Damit dies möglich wird, braucht es einen gewissen Austausch von Daten, und den sieht die heutige Gesetzgebung nicht vor.

Weiter braucht es Sanktionsmöglichkeiten, die generell, aber auch speziell präventiv wirken. Auch das sieht die heutige Gesetzgebung nicht vor. Schliesslich braucht es einen Kontrollapparat, der die korrumpierten Bereiche umfassend durchleuchten kann; auch das fehlt in den heutigen Gesetzen. Abhilfe kann hier nur eine Bundeslösung schaffen, da insbesondere die involvierten Sozialversicherungseinrichtungen ebenfalls auf Bundesrecht beruhen.

Vor dem Hintergrund dieser Erkenntnisse und um der Schwarzarbeit künftig effektiver begegnen zu können, hat der Bundesrat dem Parlament einen Entwurf für ein Bundesgesetz über Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit unterbreitet. Der Gesetzentwurf sieht eine Reihe von Verbesserungsmassnahmen zur wirksamen Kontrolle sowie zum konsequenteren Vollzug des neuen Rechtes vor. Ich fasse diese Neuerungen in vier Punkten zusammen:

1. Auf kantonaler Ebene sollen Kontrollstellen geschaffen werden, die mit Überwachungs- und Koordinationsaufgaben betraut sind. Die Kantone sollen dabei aber frei sein, ob sie eine staatliche Dienststelle oder eine tripartite Kommission – analog dem Entsendegesetz – einrichten wollen.
2. Der Entwurf verpflichtet die betroffenen Behörden – nämlich Sozialversicherungsbehörden, Steuerbehörden, Fremdenpolizeien und Asylbehörden – zur besseren Zusammenarbeit und zum gegenseitigen Informationsaustausch über die Ergebnisse der Kontrollen.
3. Bei den Sanktionen sieht der Gesetzentwurf einerseits eine Verstärkung der bestehenden Sanktionen und anderer-

02.010

Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit**Loi contre le travail au noir***Erstrat – Premier Conseil*Botschaft des Bundesrates 16.01.02 (BBI 2002 3605)
Message du Conseil fédéral 16.01.02 (FF 2002 3371)

Nationalrat/Conseil national 17.06.04 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 17.06.04 (Fortsetzung – Suite)

Antrag Zisyadis

Rückweisung an den Bundesrat mit dem Auftrag, in die Vorlage eine gesamthafte Regelung für alle irregulären Arbeitskräfte aufzunehmen.



seits auch den Ausschluss von Arbeitgebenden von Aufträgen des öffentlichen Beschaffungswesens vor, wenn sich diese in Bezug auf die Schwarzarbeit eines schwerwiegenden Verstosses schuldig gemacht haben.

4. Im Sinne eines Anreizes schlägt der Entwurf administrative Erleichterungen im Sozialversicherungsbereich für geringfügige Erwerbstätigkeiten, z. B. Reinigungsarbeiten in Privathaushalten oder sehr begrenzte Tätigkeiten, vor.

Sie können meinen Ausführungen entnehmen, dass der vorliegende Gesetzentwurf nicht nur mit dem Drohfinger operiert, sondern versucht, die Beteiligten mittels positiver Anreize auf den rechten Weg zu bringen, beispielsweise durch administrative Entlastungen im Steuerwesen, bei den Sozialversicherungen oder Bewilligungen. Erst in zweiter Linie wird auf systematischere und effizientere Kontrollen abgezielt, ohne dabei – das sei deutlich hervorgehoben – die Unternehmerschaft unnötig zu kriminalisieren.

Die nationalrätliche Kommission hat nach langen und eingehenden Diskussionen und nach Klärungen diverser komplexer Aspekte durch eine Subkommission folgende Änderungen am Entwurf des Bundesrates vorgenommen:

Weil sie davon ausgeht, dass ein Teil der Schwarzarbeit auf administrative Überlastungen zurückzuführen ist, beantragt die Kommission einstimmig, bei Arbeitsverhältnissen kleineren Umfangs administrative Vereinfachungen einzuführen, die weiter gehen als die vom Bundesrat vorgeschlagenen Massnahmen. Bei Jahreseinkommen bis zu 10 000 Franken, genauer gesagt bis zur Hälfte des Schwellenwerts für die obligatorische berufliche Vorsorge, sollen die gesamten Lohnabzüge sowie eine Steuerpauschale von einem halben Prozent neu einfach über die AHV-Ausgleichskassen abgerechnet werden können. In den Genuss dieser administrativen Erleichterungen sollen allerdings nur kleinere Firmen mit maximal fünf Arbeitnehmenden kommen.

Ob dieses von der Kommission erarbeitete neue System schlussendlich tatsächlich zu einer administrativen Erleichterung führt, so, wie das jetzt beschrieben wird, ist eher fraglich. Die Schweizerische Vereinigung der Verbandsausgleichskassen wehrt sich gegen diese Neuregelung. Ich bin der Meinung, der Ständerat sollte sich nochmals ausführlich mit diesem Fragenkomplex befassen, damit die beabsichtigte Vereinfachung nicht zu einer Erschwerung wird.

Besonders intensiv befasste sich die Kommission mit der Frage der Weitergabe von Daten der Sozialversicherung an die Steuerbehörden sowie die zuständigen Asyl- und Ausländerbehörden. Wie gesagt ist gemäss geltendem Recht aus Gründen des Datenschutzes ein solcher Datenaustausch nicht gestattet. Die Kommissionsmehrheit möchte nun die Weitergabe dieser Daten gestatten, falls festgestellt wird, dass Sozialabgaben und Steuern nicht entrichtet worden sind. Dabei besteht eine Verpflichtung zur Datenweitergabe ausschliesslich für und konzentriert auf jene Fälle, denen ein verstärkter Missbrauch in Form schwerer Verstösse zugrunde liegt und mit denen vermutlich schwere Verstösse im Asyl- und Ausländerrecht einhergehen. Eine Minderheit befürwortet die Datenweitergabe bereits dann, wenn Hinweise auf illegale Beschäftigung vorliegen.

Bezüglich der Kontrollorgane beantragt die Mehrheit der Kommission, allerdings nur mit Stichentscheid des Präsidenten, die Möglichkeit beizubehalten, wonach die Kantone analog dem Entsendegesetz tripartite Kommissionen schaffen können. Die Kantone können das tun, müssen aber nicht. Im Übrigen verfügen gewisse Kantone, z. B. Jura, Valais, Freiburg und Basel-Stadt, bereits über solche tripartiten Kommissionen im Bereich der kantonalen Schwarzarbeitsregelung. Die Minderheit möchte nur eine kantonale Dienststelle, sie möchte allzu schwerfällige Strukturen vermeiden. Weiter beantragt die Kommissionsmehrheit, dass die Gewerkschaften Anspruch auf eine Feststellungsklage haben sollen, in Bezug auf Ansprüche, die ein Arbeitnehmender gegenüber dem Arbeitgebenden hat, vor allem wenn er ohne Aufenthaltsbewilligung entdeckt worden ist. Eine Minderheit sprach sich gegen diesen Antrag aus.

In der Frage der Sanktionen beantragt die Kommissionsmehrheit, dass die Arbeitgebenden im Falle eines schweren

Verstosses nicht nur, wie im Gesetzentwurf vorgesehen, vom öffentlichen Beschaffungswesen ausgeschlossen werden können, sondern teilweise oder ganz den Anspruch auf staatliche Hilfe verlieren, z. B. auf Direktzahlungen in der Landwirtschaft. Ich bin persönlich der Meinung, dass diese zweite Massnahme in die falsche Richtung zielt und zu weit geht.

In Bezug auf die Regularisierung von Schwarzarbeit beantragt eine Minderheit, dass ausländischen Arbeitnehmenden, die ohne Aufenthaltsbewilligung entdeckt werden und seit mindestens einem Jahr in der Schweiz arbeiten, eine Aufenthaltsbewilligung ausgestellt werden kann; dies für eine Frist, innerhalb der sie ihre Ansprüche aus dem Arbeitsvertrag oder dem Gesamtarbeitsvertrag geltend machen können. Die Mehrheit möchte hingegen die Beratung des neuen Ausländergesetzes abwarten, bevor sie entscheidet, ob die Inkraftsetzung des neuen Gesetzes mit einer allfälligen Regularisierung der Schwarzarbeit zu koppeln ist.

Die Kommission hat im Zusammenhang mit dieser Vorlage zahlreiche Fragestellungen ausgiebig diskutiert, mehrere Hearings durchgeführt, Arbeitsgruppen und auch eine Subkommission eingesetzt. Ich verschweige nicht, dass viele Kommissionsmitglieder bei einigen Artikeln viele innere Vorbehalte hatten, aber am Schluss im Sinne eines Kompromisses doch zugestimmt haben, um dieses komplexe Werk im Nationalrat jetzt über die Runden zu bringen, und zwar aufgrund der Erkenntnis, dass Handlungsbedarf besteht. Wenn 40 Milliarden Franken neben den Sozialversicherungen und dem Fiskus «vorbeigesteuert» werden, so harret dieses Problem einer raschen Lösung.

Aus einem Schreiben, das der Schweizerische Arbeitgeberverband gestellt hat, geht hervor, dass es Leute gibt, die meinen, dieses Gesetz sei arbeitgeberfeindlich. All jenen möchte ich zurufen, dass die Mehrheit aller Arbeitgebenden in der Schweiz ganz normal ihren Abrechnungsverpflichtungen nachkommt und somit praktisch von diesem Gesetz nicht betroffen ist. Nein, ich gehe sogar weiter: Diese Arbeitgebenden, welche seit Jahrzehnten ihre Verpflichtungen erfüllen, haben einen Anspruch auf gleich lange Spiesse im Wettbewerb; und jenen kriminellen Elementen von Arbeitgebenden, die sich bereichern, indem sie ganze Kolonnen von Schwarzarbeitenden beschäftigen – was wir vor allem in Grenzkantonen feststellen –, ist das Handwerk zu legen.

Nach Abschluss der Beratungen sprach sich die Kommission mit 19 zu 0 Stimmen bei 5 Enthaltungen für die Gesetzesvorlage aus.

Ich beantrage Ihnen namens der Kommission Eintreten auf die Vorlage und jeweils Zustimmung zu den Anträgen der Kommissionsmehrheit.

Recordon Luc (G, VD), pour la commission: Ne vous laissez pas abuser par le résultat final des travaux de la commission, qui indique que le projet a été finalement voté par 19 voix contre 0 et 5 abstentions. Pour situer la position politique du problème, il faut en effet dire d'emblée que ce projet est le fruit d'un compromis extrêmement délicat et qui, à mon avis, ne tient qu'à un fil. Il sera donc nécessaire, si on veut atteindre l'objectif légal – et je crois qu'il y a sur ce point une volonté très large –, d'être très prudent dans les changements qui pourraient être apportés par notre conseil.

Je rappelle aussi que la commission avait traité dans un premier temps cet objet sans parvenir à un accord, puisqu'à l'occasion d'un vote interne sur l'ensemble elle avait rejeté le projet. Ce n'est qu'après la reprise des travaux sous l'égide d'un groupe de travail, d'une sous-commission qu'elle a réussi à construire une position de compromis utile.

C'est une chose essentielle pour l'économie de ce pays que de ne pas laisser le travail au noir se développer comme un cancer. Le travail au noir, dans certains pays qui nous sont proches, voisins, représente, dit-on, jusqu'à un tiers du produit intérieur brut. En Suisse, cela doit plutôt tourner – les estimations sont évidemment difficiles et sujettes à caution – autour de 10 pour cent. Mais enfin, 30 à 40 milliards de francs sur le produit intérieur brut, c'est énorme. Non seule-

ment ce sont des sommes qui sont indûment soustraites aux assurances sociales et au fisc – un grand nombre de personnes ne sont pas dûment assurées contre les risques que nos assurances sociales, Dieu merci! couvrent encore et qui sont des risques élémentaires –, mais c'est aussi, du point de vue économique, une considérable distorsion de concurrence.

Je voudrais rappeler ici les mânes de notre ancien collègue libéral Christoph Eymann, qui était intervenu avec la plus grande vigueur pour faire prendre conscience à ce conseil de ce qu'il était profondément injuste pour l'économie nationale – et qu'elle était par là même faussée – de laisser dûment se perpétuer un avantage tout à fait déloyal. Cet avantage favorisait ceux qui ne payaient pas régulièrement leurs cotisations aux assurances sociales ou leurs impôts et qui pour finir l'emportaient, voire mettaient à mal les entreprises gérées par des gens qui avaient un certain sens civique et qui étaient tout simplement corrects. C'est aussi pour cela, pour ce faisceau de motifs, que je crois qu'on peut espérer obtenir, sur l'ensemble des bancs de ce conseil, un soutien résolu au principe.

Mais, évidemment, le diable se cache dans le détail! Je vous en donne un petit prélude puisque la discussion par article vous permettra de vous en rendre compte plus tard. Ce qu'il faut savoir, c'est que, du côté de la gauche de la commission et, plus encore, des Verts, nous avons craint énormément – et je vous rends attentifs quand même à cela – que la loi ne tourne à une sorte de chasse aux sorcières. Il ne serait pas admissible qu'en voulant mieux assurer les gens, qu'en voulant assurer contre des distorsions de concurrence, on se mette à chasser des personnes qui, en général, ne peuvent pas grand-chose à la situation réelle, qui, bien sûr, en tirent un certain avantage, mais qui, enfin, en contrepartie, apportent un travail éminemment nécessaire à la communauté nationale, puisqu'elles effectuent en général des travaux qu'aucun Suisse ni aucun étranger établi depuis longtemps en Suisse ne veut accomplir.

De l'autre côté de la commission, on a craint pendant longtemps que cette loi ne constitue de nouveau une occasion de compliquer par trop la tâche des entreprises et de l'économie en général. Nous avons donc accordé un soin tout particulier et une longue attention à préparer des solutions de décompte simplifiées, du moins à en poser les bases, de manière à ce que chacun puisse se contenter d'indiquer dans un premier décompte les travailleurs qu'il emploie et les salaires qu'il octroie et qu'ensuite, par cette sorte de guichet unique, l'information suive sans qu'il y ait des myriades de formulaires insensés à remplir, ce qui prend finalement beaucoup de temps et coûte beaucoup d'argent.

Je n'entrerai pas ici dans les détails, car je reprendrai la parole, au nom de la commission, dans la discussion par article.

Zisyadis Josef (–, VD): C'est très bien de vouloir combattre ce que certains appellent «un grave et préjudiciable problème représentant une menace pour la protection des travailleurs». Il y a là, semble-t-il, une belle unanimité qui cache un fait fondamental: dans toute lutte contre le travail au noir, c'est d'abord la partie la plus faible qui subit les premières conséquences, soit le travailleur au noir, précarisé et saigné à blanc par un patron qui l'a bien engagé pour profiter de sa force de travail. Il ne peut pas y avoir de bonne loi contre le travail au noir sans une sortie de la précarité et de la zone noire ou grise de tous les travailleurs engagés au mépris des lois sociales, qui sont déjà si maigrichonnes dans ce pays. Sinon, c'est de la poudre aux yeux pour se donner bonne conscience et faire semblant.

Soyons clairs: la précarité croissante du travail n'est pas un phénomène météo. C'est une lame de fond de ce système capitaliste; c'est étroitement lié à la mondialisation. Cela prend plusieurs visages: le travail intérimaire, le travail à la carte, le travail temporaire, la liberté de licencier toujours plus et la précarité des salaires. Le travail au noir se développe partout, dans toute l'OCDE et dans tout le monde en

général. Ce travail privé de toute règle est surtout totalement privé de tout droit. Cela ne concerne pas seulement – comme on veut le faire croire – les travaux les plus pénibles, les activités saisonnières, comme dans l'agriculture, l'hôtellerie, la restauration, ou les services domestiques, mais aussi de plus en plus les secteurs de l'informatique, de la haute finance, et aussi certains secteurs de la santé.

C'est là le paradoxe de votre système économique, que majoritairement vous défendez: plus le patronat flexibilise, plus le patronat précarise, et plus il dérègle et fait toujours plus recours au travail au noir. Les économistes officiels ont tout faux! L'économie souterraine ne se nourrit pas de la rigidité de l'économie officielle ou de l'excès des charges sociales, comme aiment à le dire certains. Nous vivons justement une période où les rares garanties que le monde du travail a conquises depuis la Deuxième Guerre mondiale sont en train d'être détruites année après année par des politiques néolibérales. Au lieu de voir le travail au noir disparaître, puisqu'on libéralise, eh bien le travail au noir ne cesse d'augmenter.

Donc, la vérité est ailleurs. Cela signifie que plus le travail se flexibilise, plus il se précarise, plus le travail au noir se développera. Alors, lutter contre le travail au noir tout en «cassant» les protections sociales et les réglementations protégeant les travailleurs est une absurdité totale. C'est pour cela que cette loi est de la poudre aux yeux pour se donner bonne conscience. Il est parfaitement vraisemblable que les premiers êtres humains qui en feront les frais ne seront pas les patrons négriers, mais les sans-droits, corvéables à merci, qui ont toujours été considérés comme forces de réserve et bien utiles pour les yoyos de la production. C'est pour cela que, pour notre groupe «A gauche toute!», il ne peut pas y avoir d'autre levier essentiel contre le travail au noir que de redonner une dignité pleine et entière à tous ces hommes et à toutes ces femmes surexploités et sans garanties quant à leur emploi.

A notre avis, il faut donc accomplir un acte de régularisation collective, afin de mettre les compteurs à zéro et sortir ainsi de la zone grise et noire 10 pour cent de l'économie du pays. Sans cette cautèle, la loi ne remplira jamais son rôle. Certes, un certain patronat sera ou pourra être sanctionné, mais si peu et de manière si superficielle! Par contre, il est parfaitement vraisemblable qu'une partie des travailleurs aujourd'hui en zone grise vont même passer en zone noire, là aussi pressurés par un patronat sans scrupules, et ils seront à ce moment-là les seules vraies victimes de cette opération.

Notre groupe «A gauche toute!» vous demande, pour ces raisons de fond, de renvoyer ce projet au Conseil fédéral afin qu'il ait un mandat clair d'inclure dans la loi une régularisation collective des travailleurs en situation irrégulière, engagés de manière irrégulière par un certain patronat.

Pelli Fulvio (RL, TI): Der gesunde Menschenverstand sagt uns, dass kein Mensch und keine Organisation für die Schwarzarbeit ist. Tatsächlich wird dieses Phänomen allgemein als negativ beurteilt. Vor diesem Hintergrund ist allerdings Folgendes bedenklich: Alle Experten bestätigen, dass die Schwarzarbeit zunimmt. Schätzungen gehen von einem jährlichen Umsatz von fast 40 Milliarden Franken oder knapp 10 Prozent unseres Bruttoinlandsproduktes aus. Damit ist Schwarzarbeit volkswirtschaftlich kein Kavaliärsdelikt und kein vereinzelt Phänomen. Wir alle kennen konkrete Beispiele von Schwarzarbeit, die bestätigen, dass in gewissen Branchen, z. B. in der Hausarbeit, der Landwirtschaft, dem Gastgewerbe oder im Tourismus, regelmässig Schwarzarbeit betrieben wird. Deshalb haben die Mitglieder der WAK bei der Detailberatung mit einer gewissen Überraschung festgestellt, dass es auf diesem Gebiet so viele Wenn und Aber gibt, dass man daran zweifeln könnte, dass tatsächlich alle Personen und Organisationen gegen die Schwarzarbeit kämpfen wollen.

Die Arbeit in der Kommission war schwierig. Ein Konsens wurde schliesslich nur erreicht, weil der politische Druck so

stark geworden war, dass es keine Partei wagte, für dieses Projekt die Rolle des «Scharfrichters» zu übernehmen. Die Schwierigkeiten der WAK können in zwei Sätzen zusammengefasst werden, die ich zitiere:

1. «Wir sagen klar Ja zu zusätzlichen Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit. Allerdings gilt es dabei, die Proportionen zu wahren.»

2. «Wir kritisieren, dass gewisse Organe der sozialen Sicherheit Informationen über eine ausländerrechtlich unrechtmässige Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer an die Fremdenpolizei weitergeben.»

In der Detailberatung waren die Verhältnismässigkeit auf der einen Seite und der Informationsaustausch zwischen den verschiedenen Behörden auf der anderen Seite die am meisten geprüften Punkte. Dabei hat man versucht, nicht nur repressiv zu wirken, sondern – wenn immer praktikabel – die Ursachen der Schwarzarbeit zu bekämpfen. Diese Bekämpfung der Ursachen ist für die FDP wichtig. Bereits in der Vernehmlassung forderte sie administrative Erleichterungen für Dienstleistungen in Privathaushalten. Sie hat auch die Vernetzung der Behördendaten unterstützt. Auf der repressiven Ebene verlangte sie eine Verschärfung der Sanktionen zur Erhöhung des Abschreckungseffektes. Auch trat sie für eine Verstärkung der Kontrollkompetenzen der paritätischen und tripartiten Kommissionen ein. Dabei insistierte sie jedoch darauf, dass keine neuen Behörden und Organe geschaffen, sondern die bestehenden genutzt werden.

Nach Prüfung der Arbeit der WAK zeigt sich die FDP-Fraktion grundsätzlich zufrieden. Bei einer so schwierigen Materie mit so vielen gegensätzlichen Interessen ist es für die FDP-Fraktion bereits ein Erfolg, dass die Hauptziele dieses Koordinationsgesetzes erreicht worden sind, namentlich die Vernetzung der Informationen, die Verschärfung der Sanktionen und der seriöse Versuch einer administrativen Vereinfachung für Arbeitende mit sehr kleinen Lohnsummen.

Für die FDP-Fraktion ist es auch wichtig, dass den Kantonen eine besondere Verantwortung beim Kampf gegen die Schwarzarbeit zukommt. Es besteht jedoch die Sorge, dass sie dafür nicht bestehende Behörden oder Kommissionen nutzen, sondern neue staatliche Organe schaffen: Sinn des Gesetzes ist es, dank der Vernetzung der Informationen bessere, nicht aber mehr Kontrollen durchzuführen! Die Arbeitgeber unterliegen schon heute einer Vielzahl von Kontrollen. Weitere Kontrollen vorzusehen würde zu teuren Doppelspurigkeiten führen und wäre wachstumshemmend. Wir hoffen deshalb, dass die Kantone die Aufgabe der Kontrolle schon bestehenden Behörden oder Kommissionen anvertrauen.

Von der Haltung der Kantone wird auch die Wirksamkeit des vereinfachten Systems zur Anmeldung der Arbeitnehmenden abhängen. Hier soll die Verpflichtung von Arbeitgebern und Arbeitnehmern, steuerbare Einkünfte anzumelden, mit der Anmeldung bei der AHV erfüllt werden. Das bedeutet eine massive administrative Vereinfachung. Damit dieses System funktioniert und genügt, müssen aber die Kantone die Pauschalsteuer auf einem vernünftigen, das heisst tiefen, Niveau festlegen. Eine zu hohe Belastung von Arbeitgebern und Arbeitnehmern würde das Interesse an der Benützung des neuen Anmeldesystems reduzieren. Damit würde der Kampf gegen die Schwarzarbeit in einem zentralen Bereich behindert.

Wegen der wichtigen Rolle, die die Kantone im Kampf gegen die Schwarzarbeit spielen werden, sollte der Ständerat die Frage prüfen, ob eine erneute Vernehmlassung der Kantone notwendig ist. Die WAK-NR hat angesichts der sehr langen Dauer der Kommissionsarbeit darauf verzichtet. In gewissen Kantonen hat sich jedoch in letzter Zeit ein anderes, einfacheres System entwickelt als jenes, das die WAK vorschlägt. So hat die WAK die in Teilen des Kantons Wallis und in den Kantonen Genf, Waadt und Neuenburg angewandten Systeme gründlich geprüft. Sie stellen interessante Experimente dar.

Für die FDP können sie aber eine nationale Lösung nicht ersetzen. Vielmehr ist die FDP überzeugt, dass ein nationales System mit der AHV-Verwaltung als Hauptpfeiler viel

effizienter arbeitet. Die FDP kann nicht sicher sein, dass die künftige Anwendung des Bundesgesetzes gegen die Schwarzarbeit zu grossen Erfolgen im Kampf gegen das perverse Phänomen Schwarzarbeit führen wird. Niemand kann das versprechen. Sehr viel hängt in der Tat von der Effizienz der kantonalen Kontrollen und von der tatsächlichen Benützung des vereinfachten Anmeldesystems ab.

Ich bitte Sie im Namen der FDP-Fraktion einzutreten.

Spuhler Peter (V, TG): Ich vertrete die SVP-Fraktion. Der Fraktionsbeschluss lautet auf Eintreten, die Diskussion in der Fraktion war aber ziemlich ausführlich. Wir behalten uns bei Nichterreichen einiger Ziele vor, dass wir in der Schlussabstimmung Nein sagen würden. Die Begründung dafür liefere ich Ihnen.

Ich glaube, es ist uns allen klar, dass Schwarzarbeit von niemandem geliebt wird, von allen bekämpft werden will, und auch ich als Wirtschaftsvertreter teile diese Meinung absolut. Schwarzarbeit ist in hohem Masse unsozial. Fehlende Sozialabgaben haben für ehrliche Unternehmer und ehrliche Arbeitnehmer immer höhere Lohnnebenkosten zur Folge, was wiederum einen negativen Wettbewerbseffekt auf die Schweizer Wirtschaft hat.

Schwarzarbeit ist aber auch in hohem Ausmass wettbewerbsverzerrend, und gerade in Randgebieten wie zum Beispiel im Thurgau ist das auch beim Gewerbe und bei KMU sehr verpönt. Niemand will Schwarzarbeit, und niemand aus diesem Bereich will sie unterstützen.

Die Schwarzarbeit erhöht permanent den Druck auf die Lohnnebenkosten. Es gibt Studien, die besagen, dass in Deutschland bereits 16 Prozent des Bruttoinlandproduktes durch Schwarzarbeit erbracht werden; für die Schweiz spricht man von 9 Prozent. Es muss also ein Ziel sein, hier ein griffiges Gesetz zu schaffen, um diesen Prozentsatz zu reduzieren.

Stellen Sie sich mal hypothetisch vor, wir würden es hinkriegen, diesen Anteil von 9 auf 8 Prozent zu reduzieren. Das würde im Hinblick auf das BIP bedeuten, dass 4,2 Milliarden Franken aus der Schwarzarbeit in den «normalen» Arbeitsbereich transferiert würden. Das hätte zur Folge – nehmen wir mal die BVG-Abgaben heraus, die altersabhängig sind –, dass etwa 500 bis 600 Millionen Franken zusätzliche Mittel in die Sozialwerke fliessen würden. Auch hier ist es ein grosses Anliegen der Wirtschaft, des Gewerbes und schlussendlich – so hoffe ich wenigstens – aller bürgerlichen Fraktionen, dass wir hier mit geeigneten Mitteln Druck von den Lohnnebenkosten wegnehmen können. Als Unternehmer kenne ich Deutschland gut. Da läuft das Ganze komplett in die andere Richtung, mit ganz fatalen Folgen betreffend die Lohnnebenkosten. Ich erinnere Sie auch daran: Deutschland löst das Problem zurzeit nicht mit einer Reduktion oder einer Verschärfung der Gesetzgebung, sondern mit einer Quersubventionierung.

In der Kommission hat sich dann – Herr Pelli hat es bereits erwähnt – die grosse Frage gestellt, wie wir nun ganz konkret die Schwarzarbeit bekämpfen sollen. Aus meiner Sicht gibt es drei Wege: Der erste Weg sind möglichst tiefe Steuersätze. Der zweite Weg besteht darin, die administrativen Verfahren, Anmeldungen usw., möglichst zu vereinfachen. Der dritte Weg, und daran krankt momentan auch die Schweiz, ist die konsequente Durchsetzung des bestehenden Rechtes. Zu Punkt 1 – den tieferen Sätzen – will ich heute nichts sagen; das steht auch nicht zur Diskussion, das wird in anderen Gesetzen geregelt. Bei Punkt 3 glaube ich auch, dass wir alle gleicher Meinung sind. Also konzentrieren wir uns auf den Bereich der vereinfachten Verfahren, der administrativen Entlastung.

Wir schaffen hier ein neues Gesetz, und wir müssen uns bewusst sein, dass wir mit diesem neuen Gesetz die Gesetzesflut erhöhen. Ich denke da an die KMU-Verträglichkeit, ich denke auch an unseren Bundespräsidenten, der ja auch die KMU sehr ins Zentrum stellt und da Entlastungen will. Wenn wir hier ein neues Gesetz einführen, dann muss eine konkrete Wirkung das Ziel sein. Wenn diese Wirkung aus-

bleibt, müssen wir auch den Mut haben – die Presse hört ja sicher zu –, auch hier Nein sagen zu können.

Wir haben uns in diesem Bereich schwer getan, und wir haben uns zu einer möglichen tragfähigen Lösung zusammengeerauft. Die Vorteile dieses neuen Gesetzes aus der Sicht der Wirtschaft liegen darin, dass wir bei der Anmeldung ein sehr einfaches Verfahren haben: ein Formular an die AHV. Wir haben uns auf die Freigrenze von 50 Prozent des definierten BVG-Lohnes geeinigt. Wir haben uns dazu zusammengeerauft, dass beide möglichen Systeme – als erstes System die normale Abrechnung, wie das heute in allen Betrieben der Fall ist, und als zweites dieses vereinfachte Verfahren – parallel laufen können. Das war zuerst nicht vorgesehen. Ich glaube, das ist ein wichtiger Punkt. Es hat keinen Sinn, dass es beispielsweise in einem Restaurant, wo drei Personen angestellt sind, nicht möglich ist, das vereinfachte Verfahren parallel laufen zu lassen.

Wir haben uns auch dafür eingesetzt, dass die juristischen Personen nicht ausgeklammert werden. Auch hier hätten wir keine Wirkung erzielt. Wir haben uns schlussendlich auf fünf Arbeitsverhältnisse im vereinfachten Verfahren pro Jahr geeinigt.

Nachteile gibt es sicher auch. Die Gefahr besteht, dass wir hier wieder einen administrativen GAU erzeugen, dass wir die Administration herauffahren und zusätzliche Kommissionen usw. schaffen. In diesem Bereich wollen wir von der SVP-Fraktion keinen weiteren Ausbau. Das ist auch der Punkt, bei dem wir uns vorbehalten müssen, eventuell Nein zu sagen.

Als Zusammenfassung: Die SVP-Fraktion hat sich für Eintreten entschieden. Wir behalten uns vor, Nein sagen zu können, gerade wenn im administrativen Bereich, auch betreffend die KMU, der Karren überladen wird. Wir hoffen, dass wir hier ein griffiges Gesetz schaffen können, das wirklich Wirkung im Ziel erzeugt.

Walter Hansjörg (V, TG): In unserem Land nimmt die Schwarzarbeit rasant zu. Angesichts dieser Tatsache, die wir feststellen, ist es erforderlich, dass die Politik reagiert. Bedenklich ist auch, dass vor allem die so genannte organisierte Schwarzarbeit zunimmt, an der Unternehmungen und Organisationen beteiligt sind, die zum Teil ihren Sitz im Ausland haben, Leute in die Schweiz schleusen, durch billige Akkordarbeit konkurrenzfähig sind, aber natürlich das Gebot der gleich langen Spiesse im Wettbewerb extrem verletzen. Von der Schwarzarbeit sind alle Branchen betroffen; auch die privaten Haushalte, die privaten Einzelunternehmer sind hier zum Teil Akteure. Es kann nicht sein, dass immer weniger bereit sind, die Abgaben und Steuern zu entrichten, und so dazu beitragen, dass diese Abgaben und Steuern durch höhere Sätze erhöht werden müssen.

Es gibt ja zwei Arten von Schwarzarbeit: Auf der einen Seite werden eben diese Abgaben nicht entrichtet. Die Ursachen dafür liegen zum Teil in tieferen Arbeitszeiten, bei Feierabendarbeit, bei Dienstleistungen, die erbracht werden – in der Automobilbranche, indem jemand noch einem Bauern hilft oder sonst irgendeinen Service leistet. Auf der anderen Seite haben wir die eigentliche Schwarzarbeit, wo in gewissen Branchen, sagen wir einmal in der Landwirtschaft, ohne Bewilligung gearbeitet wird, aber wo eben trotzdem abgerechnet wird. Wir haben von unserem Kanton gesprochen; wir können bezüglich Steuern und AHV abrechnen, auch bei solchen, die keine offizielle Arbeitsbewilligung haben.

Unser Ziel ist es, hier in diesem Bereich Ordnung zu schaffen, damit es sich nicht lohnt, damit es nicht attraktiv ist, die Abgaben eben nicht zu leisten. Ob nun das vorliegende Gesetz eine Wirkung erzielt, ist noch offen. Ich habe für die Anliegen von Herrn Zisyadis ein gewisses Verständnis, aber wir müssen etwas versuchen. Wenn wir den Bereich der administrativen Leistungen und die Verhältnismässigkeit berücksichtigen, tun wir einen Schritt in die richtige Richtung.

Rennwald Jean-Claude (S, JU): Après plus de deux ans de travaux, la Commission de l'économie et des redevances a

finalément, dans sa séance du 25 mai dernier, fini par approuver ce projet de loi contre le travail au noir, cela par 19 voix contre 0 et 5 abstentions. Ce score démontre qu'il a finalement été possible de dégager un consensus assez large.

Décidément, il était temps d'arriver à une décision, non seulement parce que les plaisanteries les plus courtes sont les meilleures, mais surtout parce que le travail au noir est un véritable fléau social, économique et fiscal. Tout d'abord, le travail au noir constitue une menace pour les travailleurs au noir, comme pour ceux qui sont en règle. Sans assurance, le travailleur au noir n'est protégé ni contre les accidents de travail, ni contre la maladie, ni contre l'invalidité et la vieillesse. Cela tient au fait que, du point de vue juridique, le travailleur au noir n'existe pas. Il est par conséquent à la merci des humeurs de son patron, qui peut le licencier comme bon lui semble pour réengager un autre travailleur au noir et en l'absence de tout contrôle administratif.

Quand on dit les choses de cette manière, cela paraît un peu théorique, mais j'ai ici un exemple relaté par un excellent journal qui s'appelle «L'Événement syndical» et qui fait état du cas d'un ouvrier agricole portugais qui a été engagé en début d'année par un marchand de bétail jurassien qui ne l'a pas déclaré aux assurances sociales. Ce travailleur portugais a été victime d'un accident. Résultat des courses: il se retrouve sans travail, sans revenu, sans assurance. Je ne crois pas que ce soit la société que nous voulons.

Mais les conditions des autres salariés sont aussi menacées par cette économie souterraine. En effet, la présence sur le marché de salariés qui sont disposés, voire obligés de fournir une prestation à un coût inférieur ne peut que favoriser le dumping social et la sous-enchère salariale. Du même coup, le travail au noir génère une concurrence déloyale entre les entreprises correctes et celles qui ne le sont pas. C'est pourquoi ces dernières doivent être lourdement frappées.

Le travail au noir a aussi de graves conséquences du fait qu'il engendre d'importantes pertes sur le plan fiscal et au niveau de toutes les branches de la sécurité sociale. Pis encore, l'économie souterraine reporte ses charges sur l'ensemble de la société. En d'autres termes, ici encore, ce sont les autres salariés, ainsi que les entreprises honnêtes qui passent à la caisse, ce qui constitue une autre distorsion de concurrence.

De par sa nature même, le travail au noir est très difficile à quantifier. Aujourd'hui, les seules données disponibles sur l'emploi du travail au noir en Suisse reposent sur une estimation indirecte de l'économie souterraine, méthode qui présente toutefois quelque limite. Pour l'année 2001, ces calculs font état d'un volume de travail au noir équivalent à 37 milliards de francs, ce qui représente presque 10 pour cent du produit intérieur brut, autrement dit de la richesse nationale, encore que le terme de «richesse» ne soit peut-être guère approprié dans ce cas de figure. Le travail au noir, par ailleurs, va croissant partout, et cela notamment en raison des progrès de la globalisation. Dans ce contexte, nous considérons aussi que ce projet est un complément aux mesures d'accompagnement liées à la libre circulation des personnes.

Au vu de ces considérations, le groupe socialiste est favorable à l'entrée en matière, d'autant plus que le texte qui est débattu aujourd'hui lui paraît meilleur que le projet initial du Conseil fédéral et que le premier projet discuté en commission.

Je tiens aussi à souligner que, même si elle ne nous satisfait pas entièrement, la solution concernant la transmission des données relatives au travail au noir aux autorités compétentes en matière d'asile et de droit des étrangers nous paraît acceptable, d'autant plus que cette transmission se fera selon le principe de la proportionnalité. Concrètement, cela signifie que les autorités compétentes en matière d'assurance-chômage et chargées de l'application des législations en matière d'assurances sociales communiqueront les résultats de leurs contrôles aux autorités compétentes en matière d'asile et de droit des étrangers si la personne a perçu un revenu provenant d'une activité dépendante ou indépendante

pour laquelle des contributions aux assurances sociales n'ont pas été versées et s'il n'apparaît pas d'emblée que la situation de séjour de la personne concernée est conforme aux dispositions en vigueur.

Le groupe socialiste tient aussi à saluer l'introduction d'un nouvel article 19a dans le projet, article qui confère un droit d'action aux organisations syndicales dans le domaine du travail au noir. Je dois toutefois préciser que cet article est combattu par une minorité relativement importante de la commission. Or, le destin de cet article sera l'un des principaux éléments d'appréciation du groupe socialiste avant le vote sur l'ensemble.

Même si ce projet permet d'aller dans la bonne direction, nous avons maintenu deux propositions de minorité. La première, à l'article 15a, vise à instaurer une forme de régularisation des sans-papiers pour que ceux-ci puissent faire valoir leurs droits. Nous sommes en effet persuadés que si cette problématique n'est pas abordée de manière sérieuse, il manquera une pièce importante dans le dispositif de lutte contre le travail au noir. L'autre proposition de minorité socialiste se trouve à l'article 17. Aux termes de cette proposition de minorité, les organes dans lesquels siègent des représentants des travailleurs, comme les commissions de contrôle et les commissions paritaires, ne seraient pas tenus de communiquer des informations aux autorités compétentes en matière d'asile et de droit des étrangers. Nous avons fait cette proposition parce qu'il nous paraît difficilement acceptable d'obliger des syndicalistes à pratiquer ce qu'il faut bien appeler de la délation. Nous reviendrons bien évidemment là-dessus lors de la discussion par article.

Pour l'instant, je vous invite à entrer en matière, à suivre pour l'essentiel la majorité de la commission, à accepter les deux propositions de minorité socialistes précitées, mais par contre à rejeter toutes celles qui visent à affaiblir les instruments permettant de prévenir et de combattre le travail au noir.

Daguet André (S, BE): Alle haben sich bisher klar gegen Schwarzarbeit ausgesprochen. Es ist auch genügend klar gesagt worden, welche volkswirtschaftliche Bedeutung Schwarzarbeit hat. Aber etwas ist mir schon aufgefallen, wenn ich den beiden Referenten der SVP-Fraktion zugehört habe, namentlich jenem Kollegen, der acht Minuten beansprucht hat: Herr Spuhler sagt, wir seien alle gegen Schwarzarbeit. Wenn ich dann seine Ausführungen höre, heisst es, die Bedingungen seien aber tiefere Steuersätze und administrative Vereinfachungen; so einfach sei das. Da muss ich sagen, liebe Kolleginnen und Kollegen der SVP-Fraktion: Wer sagt, er sei gegen Schwarzarbeit, und am Schluss das Problem quasi darauf reduziert, wenn dereguliert wäre, gäbe es keine Schwarzarbeit, kennt erstens das Problem nicht – oder will es nicht zur Kenntnis nehmen – und hat zweitens keine Lust, konsequent gegen Schwarzarbeit anzutreten. Das ist meine Feststellung.

Lieber Kollege Spuhler: Wer die Wirtschaft kennt – Sie kennen sie, und ich kenne sie auch, aber aus gewerkschaftlicher Sicht –, der weiss, dass gerade in Branchen mit zum Teil enorm schlechten Bedingungen, mit tiefsten Löhnen und schlechten Sozialbedingungen, Schwarzarbeit noch viel stärker verbreitet ist als in jenen Branchen, wo wir ein sehr gutes Lohn- und Sozialniveau haben. Von dorthin sind wir uns bewusst: Wenn Schwarzarbeit volkswirtschaftlich in der Grössenordnung von 40 Milliarden Franken liegt – das sind rund 10 Prozent des BIP –, dann haben wir einen Handlungsbedarf.

Wenn ich von Handlungsbedarf spreche, so haben wir bei der Bekämpfung der Schwarzarbeit enorme Lücken im schweizerischen System. Es geht nicht um die Sanktionen, das möchte ich hier klar betonen; die Sanktionen gegen die Arbeitnehmenden sind streng genug, das ist die Realität. Dagegen brauchen wir systematischere Sanktionen gegenüber den Arbeitgebern – darüber sind wir uns in der Kommission auch einig gewesen –, wenn wir Schwarzarbeit wirksam bekämpfen wollen. Neben stärkeren administrati-

ven und strafrechtlichen Sanktionen, die wir einzuführen beabsichtigen – da ist sich die Kommission auch mehrheitlich einig geworden –, wollen wir Sanktionen, die wirksam sind. Dazu gehört der Ausschluss vom öffentlichen Beschaffungswesen und zusätzlich auch der vollständige oder teilweise Verlust staatlicher Unterstützungsleistungen, sprich Direktzahlungen oder Subventionen anderer Art, bei schwerwiegenden Verstössen. Wir haben uns darauf geeinigt, dass dies ein wirksames Instrument ist.

Das Entscheidende sind die Sanktionen. Ganz entscheidend sind auch die Kontrollen, die durchgeführt werden; wir werden bei Artikel 3 darauf zurückkommen. Schliesslich sind auch die Zusammenarbeit und der Durchsetzungsmechanismus entscheidend. Das ist ja der Grund, weshalb wir in der Kommission beschlossen haben, dass wir in Artikel 19a mit diesem Klagerecht ein wirksames Instrument brauchen. Das wird in der Durchsetzung der Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit ein ganz entscheidender Punkt sein.

In diesem Sinne möchte ich Sie im Namen der SP-Fraktion auffordern, auf diese Vorlage einzutreten. Sie ist dringend nötig, es gibt einen Handlungsbedarf. Ich möchte Sie im Sinne der Kommissionsmehrheit auch bitten, diesen Gesetzentwurf nicht abzuschwächen. Ich bitte Sie zudem, zur Verbesserung der Vorlage den Minderheitsanträgen der SP-Fraktion zuzustimmen.

Donzé Walter (E, BE): Die EVP/EDU-Fraktion begrüsst die Vorlage für eine effiziente Bekämpfung illegaler Beschäftigung, für administrative Vereinfachungen, für verstärkte Kontrollen, für verschärfte Sanktionen und für einen verbesserten Informationsaustausch unter den Behörden. Wir wollen keine einseitige Pönalisierung der Arbeitgeber in Artikel 15a, dafür unterstützen wir aber auch die Mehrheit beim Klagerecht der Arbeitnehmerverbände in Artikel 19a. Wir meinen, dass Generalunternehmer Verantwortung für ihre Unterakordanten übernehmen müssen.

Schwarzarbeit ist nicht im Interesse der Wirtschaft. Sie entzieht dem Staat und den Versicherten wichtige Mittel, sie setzt den Arbeitnehmer Risiken aus, sie wird von Arbeitnehmern aber auch missbräuchlich angestrebt. Sie ist Unrecht, und sie muss von Staates wegen geahndet werden.

Wir brauchen dieses griffige Gesetz. Ich bitte Sie um Eintreten.

Leuenberger Ueli (G, GE): Par définition, l'expression «travail au noir» englobe les activités échappant aux statistiques. Il peut s'agir d'activités souterraines illicites, voire criminelles, comme d'activités licites, mais échappant au fisc et aux assurances sociales, comme l'AVS et le deuxième pilier. Il s'agit, pour une partie, d'activités exercées par des personnes sans autorisation de travail. Parfois, ces dernières, bien qu'elles n'aient pas de permis de travail, cotisent aux organisations paritaires; on parle donc alors souvent de «travail au gris».

Outre l'absence de définitions claires, on relèvera le peu de recherches mené pour déterminer l'étendue de ce phénomène. Parmi les plus dignes de foi et celles qui font consensus, relevons celle de l'«Institut für Volkswirtschaftslehre» à l'université autrichienne de Linz. Selon ses travaux, l'économie souterraine helvétique aurait représenté en 2001 un volume de 37 milliards de francs suisses, soit l'équivalent de 9,3 pour cent du PIB. Selon une communication faite par le professeur François Hainard dans le cadre d'un colloque organisé à l'Université de Neuchâtel, le seul travail au noir coûterait en Suisse environ 10 milliards de francs par année au fisc et aux assurances sociales. 10 milliards de francs, c'est une somme conséquente! Or, quelle est la première cible du projet de loi qui nous est soumis? L'emploi des travailleurs étrangers en violation des dispositions du droit des étrangers. Quand on parle de travail au noir, comme presque chaque fois qu'on discute dans notre pays d'abus, tout se cristallise généralement sur les étrangers. Et tout est bon pour certains pour déclencher de nouvelles polémiques qui attisent la xénophobie dans notre pays. Pourtant, le nombre

des étrangers, selon une étude du Forum suisse des migrations faite sur mandat de l'Office fédéral des réfugiés, se situe dans une fourchette allant de 70 000 à 180 000 personnes, dont seules quelques milliers sont des requérants d'asile ou des personnes admises provisoirement.

Si l'on estime que les travailleurs au noir toucheraient en moyenne un salaire mensuel de 2500 francs, sur lequel les employeurs devraient payer environ 13 pour cent de cotisations paritaires, on arrive par an à une somme allant de 270 à 700 millions de francs. S'y ajoutent environ 175 à 450 millions de francs d'impôts, soit au total une fourchette allant de 450 millions de francs à 1,1 milliard de francs. Des montants qui ne sont pas une bagatelle, mais représentent seulement de 5 à 10 pour cent des sommes soustraites au fisc et aux organisations paritaires, soit une masse faible par rapport aux estimations des professeurs Schneider et Hainard.

Qui sont donc les autres travailleurs au noir? Il s'agit certainement d'une majorité de Suisses, du menuisier au conseiller d'entreprise, de l'architecte à l'informaticien, du manoeuvre au retraité, jusque parfois, mais oui! à la conseillère nationale et au conseiller national. La palette dépasse largement les travailleurs de l'hôtellerie, du bâtiment, de l'agriculture et de l'économie domestique mentionnés habituellement.

Certains avancent que l'augmentation considérable de l'économie souterraine et du travail au noir, multipliée par 2,5 en vingt ans, serait due à une trop grande étatisation. Or, il faut au contraire se demander si ce n'est pas le résultat d'une trop grande libéralisation. En effet, par le jeu des délocalisations, de grosses pressions sont exercées sur les bas salaires, les emplois à temps partiel non souhaités se sont multipliés. En outre, l'absence de salaire minimal a conduit à l'augmentation du nombre des «working poor». Ils sont estimés en 2001, selon une étude du bureau BASS sur mandat de l'Office fédéral de la statistique, à 250 000 personnes actives, touchant au total 535 000 personnes, si l'on prend en compte les familles concernées. L'étude du programme national de recherche 45 conclut très clairement: «Si l'activité professionnelle ne garantit plus de pouvoir vivre au-dessus du seuil de pauvreté fixé selon les critères politiques, il est à craindre que les normes existantes soient de moins en moins respectées. L'érosion graduelle d'une éthique du travail pourrait en être la conséquence, comme une augmentation du travail au noir.»

Le travail au noir ne touche donc pas uniquement certains secteurs comme l'agriculture, la construction, la restauration, l'hôtellerie et l'économie domestique. Il y a par ailleurs fort à parier que, dans cette salle, ici, même des parlementaires, qu'ils soient hommes ou femmes, ont eu recours un jour ou l'autre à des travailleurs au noir ou au gris, qui sont nombreux.

Si, pour les Verts, la nécessité de lutter contre le travail au noir est indéniable, en revanche nous déplorons que la loi ne cible pas de manière prioritaire les premiers responsables de ce phénomène, à savoir des employeurs indécents. Pour nous, il est également important de régulariser les travailleurs au noir ou au gris qui se trouvent dans notre pays sans autorisation de séjour, pour mettre fin à l'une des plus grandes hypocrisies qui existent dans notre pays.

La proposition de la minorité Rennwald à l'article 15a va dans la bonne direction, mais reste évidemment insuffisante pour lutter contre l'injustice criante concernant les sans-papiers dans notre pays.

Malgré nos critiques et nos réserves, nous vous appelons néanmoins à entrer en matière sur ce projet.

Genner Ruth (G, ZH): Es gibt viele Gründe, warum wir Grünen auf dieses Gesetz gegen die Schwarzarbeit eintreten wollen.

Für uns Grüne stehen folgende Punkte im Vordergrund: der mit Schwarzarbeit gefährdete Arbeitnehmerschutz, die hohe Gefahr von Lohndumping und damit auch das Entstehen von Working Poor, oftmals unwürdige Arbeitsbedingungen, die schwierige Situation von Arbeitnehmerinnen und Arbeitneh-

mern, die Angst vor der Aufdeckung ihres illegalen Arbeitsverhältnisses haben müssen, und dann schliesslich auf volkswirtschaftlichem Niveau der die verschiedenen staatlichen Ebenen betreffende massive Entzug von Steuermitteln und die nicht geleisteten Sozialbeiträge an die Sozialversicherungen.

Wir haben es gehört, das geschätzte Volumen an Schwarzarbeit ist gross. Wer ist in diesem grossen Arbeitsvolumen involviert? Unter Artikel 2 werden die vielfältigsten Möglichkeiten von so genannter Schwarzarbeit dargestellt. Es handelt sich um Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in den verschiedensten Situationen, gleicherweise geht es aber auch um Selbstständigerwerbende, die ihr Einkommen nicht mit dem Fiskus abrechnen. Wesentlich ist es, festzuhalten, dass Schwarzarbeit sowohl Schweizerinnen und Schweizer wie auch Ausländerinnen und Ausländer betrifft. Arbeitgeber sollten in ihrem eigenen Interesse alles daran setzen, dass weder Schwarzarbeit noch sonstige, «graue» Arbeitsverhältnisse eine Chance haben.

In diesem Zusammenhang muss ich mein Befremden über ein Schreiben von Hotelleriesuisse ausdrücken. Darin spricht sich Hotelleriesuisse gegen die Einsetzung von kantonalen Kontrollkommissionen aus. Gerade diese Kontrollkommissionen sind ein Instrument zur Bekämpfung von Schwarzarbeit. Allerdings werden diese nicht wirklich alle Fälle aufdecken können. Diese Kommissionen werden besonders in gewissen Branchen Wirkung entfalten können. Persönlich befürchte ich, dass vor allem Frauen, die in Haushalten unter zum Teil prekären Verhältnissen arbeiten und arbeiten müssen, kaum erfasst werden.

Schwarzarbeit zu bekämpfen, vielschichtig wirksam zu bekämpfen bedeutet, dass gesellschaftspolitisches Engagement notwendig ist, welches über die Möglichkeiten eines solchen Gesetzes hinausgeht. Diese Überlegung gilt für Arbeitgeberinnen und Arbeitgeber genauso wie für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer. Die Kommissionsarbeit gestaltet sich harzig, vor allem wegen der Komplexität der Ansätze. Wir Grünen setzen uns aber für dieses neue Gesetz ein, das vielleicht auch wieder revidiert werden muss, vor allem dann, wenn wir weitere und bessere Wege zur Bekämpfung von Schwarzarbeit finden.

Aber machen wir uns heute auf diesen Weg, und machen wir heute einen Anfang: Treten wir auf die Vorlage ein.

Meier-Schatz Lucrezia (C, SG): Obschon Schwarzarbeit vielen bekannt und bis anhin sowohl von Arbeitgeberinnen als auch von Arbeitnehmern oft als Kavaliersdelikt betrachtet worden ist, ist sie ganz klar eine Umgehung gesetzlicher Verpflichtungen. Das haben wir heute Morgen mehrmals gehört. Wir haben es dann mit Schwarzarbeit zu tun, wenn mit der Leistungserbringung in erheblichem Umfang Leistungsmissbrauch, unrechtmässige Gewerbeausübung oder unerlaubte Ausübung eines Handwerks verbunden ist. Gleiches gilt, wenn Steuern und Sozialversicherungsbeiträge nicht abgegeben oder wenn Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer illegal beschäftigt werden. Auch Scheinselbstständigkeit fällt unseres Erachtens unter den Tatbestand der Schwarzarbeit.

Wir gehen davon aus, dass diese Schattenwirtschaft – das hat der Kommissionsprecher bereits gesagt – bis zu 10 Prozent aller Arbeiten in unserem Land umfasst und jährlich etwa 37 Milliarden Franken erwirtschaftet. Das Phänomen Schwarzarbeit ist selbstverständlich kein ausschliesslich schweizerisches; so geht man zum Beispiel bei unserem nördlichen Nachbarn davon aus, dass die Schattenwirtschaft im letzten Jahr etwa 370 Milliarden Euro erwirtschaftet hat und innerhalb eines Jahres um 6 Prozent angewachsen ist. Das hat auch dazu geführt, dass Professor Schneider von der Universität Linz ganz klar gesagt hat, dass die Schwarzarbeit in Deutschland – das Gleiche könnte für die Schweiz gesagt werden – zu den blühendsten Wirtschaftszweigen des Landes gehöre. Die Schattenwirtschaft bedeutet einerseits für den Staat Steuer- und Abgabenausfälle in Milliardenhöhe und andererseits – das ist ebenso

wichtig – fehlenden Versicherungsschutz und fehlenden Schutz für die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer. Daher betont auch das Seco zu Recht, dass Schwarzarbeit ein gravierendes und schädliches Phänomen sei, das bekämpft werden müsse. Schwarzarbeit führt zu inakzeptablen und ungerechtfertigten Wettbewerbsverzerrungen.

Auch aus ethischen Überlegungen gilt es, jene zu bestrafen, die den Staat betrügen oder/und den Mitarbeitenden den gesetzlich vorgeschriebenen Schutz verwehren. Eigentlich sollte die heutige materielle Gesetzgebung die Entstehung der Schwarzarbeit verunmöglichen. Dennoch müssen wir feststellen, dass sie floriert, und daher ist es auch angebracht, dass wir neu legislieren und ein neues Gesetz schaffen. Der Handlungsbedarf ist klar erwiesen, und das anerkennen sowohl Arbeitgeberverbände als auch die Gewerkschaften, da zahlreiche Beschäftigte auf dem Schwarzmarkt tätig sind.

Die Sachverhalte sind zahlreich und gehen von der gelegentlichen Samstagsarbeit von Handwerkern, der Reinigungsfrau im Privathaushalt bis hin zur Beschäftigung illegal anwesender Ausländer und Ausländerinnen. Oft werden diese Tätigkeiten von den Betroffenen nicht als unrechtmässig betrachtet, dennoch gilt es zu handeln, denn die Umgehung der gesetzlichen Normen ist stossend und ethisch nicht akzeptabel. Aus ethischer Sicht müssen wir alles daran setzen, dass die Ordnung auf dem Arbeitsmarkt zur Vermeidung illegaler Beschäftigung aufrechterhalten bleibt.

Wir von der CVP sind überzeugt, dass von der energischen Bekämpfung der Schwarzarbeit und der damit zusammenhängenden Steuerhinterziehung, um nur einen Aspekt zu erwähnen, schliesslich das gesamte Gemeinwesen profitieren wird. Die CVP begrüsst daher die Schaffung eines Bundesgesetzes zur Bekämpfung der Schwarzarbeit und unterstützt den Bundesrat in seinen Bemühungen, damit erstens die administrativen Erleichterungen bei den Sozialversicherungen durch Einführung eines vereinfachten Abrechnungsverfahrens für kleinere wirtschaftliche Tätigkeiten ermöglicht werden und damit zweitens eine Verschärfung der Sanktionen sowohl im Ausländerrecht und im Sozialversicherungsbereich als auch die Einführung neuer Sanktionen ermöglicht werden. Wir wollen die Möglichkeit zum Beispiel des Ausschlusses vom öffentlichen Beschaffungswesen für jene Unternehmen fördern, die die Gesetznormen verletzen und vom öffentlichen Beschaffungswesen profitieren könnten.

Wir haben uns in der Fraktion mit den Themen administrative Vereinfachungen, Regularisierung, Datenschutz und Datentransfer, Zeugnisverweigerung und Klagerecht auseinandergesetzt. Wir stellen fest, dass noch einige Fragen präzisiert werden sollten, namentlich im Bereiche der administrativen Vereinfachungen, und erwarten, dass der Ständerat sich nicht nur der versicherungstechnischen Abläufe annimmt, sondern auch der Folgen, die sich allenfalls mit den erforderlichen zusätzlichen Informationen – mit dem Datenerhebungsaufwand beim Arbeitgeber, sofern dieser auch besteht – ergeben.

Selbst wenn wir die eine oder andere Frage noch nicht bis ins Detail geklärt haben, obschon wir zweieinhalb Jahre lang an diesem Gesetz gearbeitet haben, sind wir dezidiert der Meinung, dass wir die Rechtslage klären müssen. Auf der einen Seite wollen wir den Unternehmen entgegenkommen und entsprechende Vereinfachungen im administrativen Bereich gesetzlich verankern, damit sie einen Anreiz haben, ihre schwarzarbeitenden Mitarbeiter anzumelden. Administrative Entlastungen müssen für kleinere Pensen erfolgen. Auch gehen wir davon aus, dass diese Vereinfachungen vor allem von Arbeitgebern mit einer kleinen Zahl beschäftigter Personen, die allenfalls temporär oder auf Abruf arbeiten oder kleine Arbeitspensen haben, genutzt werden sollen.

Die Bekämpfung der Schwarzarbeit im Privatbereich setzt ebenfalls ein vereinfachtes System für die Erbringung der Steuer- und Beitragspflicht voraus. Diese so genannten Minijobs müssen erfasst werden und sind auch klar von der Nachbarschaftshilfe, von Gefälligkeiten – sofern kein Gewinn angestrebt wird – zu unterscheiden.

Die CVP-Fraktion wird auf diese Vorlage eintreten. Sie wird dies aus drei Gründen tun, die ich abschliessend nochmals in Erinnerung rufen möchte:

1. Aus ethischen Überlegungen: Die Schaffung oder indirekte Unterstützung einer Schattenwirtschaft führt zu einer Vernichtung von Arbeitsplätzen und schädigt zunehmend gesetzestreue Unternehmer und Arbeitnehmer. Dieses schädliche Verhalten können und wollen wir nicht unterstützen.
2. Aus der Sicht der Arbeitnehmenden: Es gilt, den Kampf aufzunehmen, damit sie in den Genuss des Arbeitnehmer- und des Sozialversicherungsschutzes gelangen.
3. Aus der Sicht der Unternehmen: Sie sollen ihre Mitarbeiter dank einem vereinfachten und kostengünstigen System ohne grossen Aufwand anmelden und somit legal beschäftigen können. Wir wollen damit bewirken, dass in Zukunft weniger illegale Beschäftigungsverhältnisse am Fiskus und an den Sozialversicherungen vorbeigeschleust werden.

Ich bitte Sie im Namen der CVP-Fraktion, auf die Gesetzesvorlage einzutreten.

Deiss Joseph, président de la Confédération: Je crois que les divers intervenants ont fait suffisamment le procès du travail au noir. Par conséquent, il est maintenant nécessaire pour le conseil de procéder à la discussion par article. A mon sens, il n'est donc pas nécessaire de démontrer encore qu'il existe un réel besoin de légiférer. Les faits sont là et parlent d'eux-mêmes: le travail au noir est une réalité. Mais c'est aussi un délit, et un délit que nous ne voulons pas considérer comme mineur.

En effet, non seulement le travail au noir fausse la concurrence en avantageant ceux qui en abusent, mais surtout il est aussi pernicieux parce qu'il supprime la protection des travailleurs ou encore parce que l'Etat se voit privé de revenus importants. On voit ainsi que le travail au noir est un phénomène néfaste pour l'ensemble de la société, mais plus encore pour les employeurs honnêtes qui, non seulement payent leur dû, mais doivent faire un effort supplémentaire pour compenser ce qui est détourné. Il y a donc dans tout cela non seulement des aspects pratiques, mais aussi une dimension éthique essentielle. Par le travail au noir, des personnes indélicates adoptent un comportement asocial et font supporter à celles qui sont respectueuses de notre ordre juridique l'entier du financement, tant de l'activité étatique que des assurances sociales.

J'aimerais vous rappeler brièvement quels sont, au sens du Conseil fédéral, les quatre axes principaux du projet qui vous est soumis maintenant.

Le premier axe concerne les mesures incitatives qui visent à faciliter les procédures dans le domaine des assurances sociales et des impôts. Votre commission a très largement discuté de cet aspect; elle a prévu de le rendre applicable de façon plus large que ce que prévoyait le Conseil fédéral. Il s'agit de mesures qui tendent à surmonter les difficultés actuelles en créant des incitations pour amener les personnes concernées à modifier leur comportement.

Le deuxième paquet de mesures vise à améliorer l'exécution des législations existantes. Pour cela, chaque canton se dote d'un organe appelé à jouer le rôle de plaque tournante et disposant d'une vision globale de la lutte contre le travail au noir. Tel qu'il est conçu, ce principe est assez large et laisse suffisamment de liberté aux cantons pour s'organiser comme ils le souhaitent, soit au moyen d'un organe administratif, soit par l'intermédiaire d'une commission tripartite, institution qui existe déjà dans le cadre des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes, et qui pourrait, si le canton le souhaite, voir ses compétences étendues aux aspects de la lutte contre le travail au noir.

Le troisième paquet de mesures vise à renforcer l'arsenal répressif: d'une part en revoyant à la hausse le montant des amendes dans différentes lois, dont la nouvelle loi sur les étrangers et certaines assurances sociales; d'autre part, en introduisant une nouvelle sanction, sous la forme d'une exclusion, pour une certaine durée, des entreprises ayant

commis de graves infractions en matière de travail au noir des procédures relatives aux marchés publics et à l'octroi de subsides publics. Mais nous reviendrons encore ultérieurement sur ce point dans la discussion par article.

Enfin, quatrième axe, et comme cela a déjà été annoncé dans le message, il est prévu de procéder à une vaste campagne d'information et de sensibilisation sur le travail au noir et ses méfaits, ainsi que sur la nouvelle loi, avant l'entrée en vigueur du dispositif. Nous répondons ainsi au postulat de la Commission de l'économie et de la redevances (2004.3001) qui appelle de ses vœux une telle campagne.

En ce qui concerne les discussions qui ont eu lieu ces dernières semaines autour de cette nouvelle loi, j'aimerais insister sur le fait que cette loi ne doit pas ou ne va pas amener de nouvelles difficultés, ou de nouvelles charges administratives, notamment pour les entreprises, pour les entrepreneurs honnêtes! Il serait impensable que nous puissions, par l'intermédiaire de l'instrument qui vise à lutter contre les abus, gêner surtout ceux qui se comportent correctement. Par conséquent, il faut le dire clairement aussi, les entrepreneurs qui se comportent réglementairement, conformément à la loi, ne doivent craindre ni cette loi ni même un surcroît de travail!

Le Conseil fédéral remercie la commission de l'intensité et du sérieux avec lesquels elle a fait le travail. Certes, cela a pris quelque temps, mais je pense que nous avons maintenant un projet qui mérite d'être adopté par le Parlement, et qui doit nous permettre d'aller de l'avant. Il serait donc malencontreux que le conseil renvoie ce projet au Conseil fédéral, comme le propose Monsieur Zisyadis, puisque cela retarderait une fois encore l'application de ces dispositions.

Le Conseil fédéral va soutenir, dans la plupart des cas, les propositions faites par la majorité de la commission et vous invite par conséquent à le faire aussi.

Recordon Luc (G, VD), pour la commission: Messieurs Zisyadis et Walter Hansjörg se sont retrouvés dans une touchante unanimité pour dire que ce projet n'était pas musclé, que c'était un animal sans dents. Je crois que c'est faire une lecture peu crédible de ce projet.

A l'intention de Monsieur Zisyadis et du groupe «A gauche toute!», je dirai bien sûr que ce projet est délicat; je l'ai d'ailleurs déjà dit lors de ma première intervention dans le cadre de ce débat d'entrée en matière. Il pose véritablement un problème s'il est l'occasion de tourner à la chasse aux sorcières. Mais si l'on regarde le texte assez finement pesé de l'article 17 alinéa 2, on constate qu'une cautèle a été posée. Naturellement, la cautèle posée par la proposition de la minorité Rennwald est meilleure encore et elle donne une véritable garantie. Je crois que nous sommes face à un dilemme très délicat. D'un côté, il s'agit de savoir si l'on veut véritablement aller de l'avant et prendre le risque que dans certains cas des personnes en situation illégale soient assez injustement attrapées et renvoyées. De l'autre, il s'agit de savoir si l'on veut prendre le risque de voir des personnes du même milieu ne pas être assurées, être victimes d'invalidité, du décès d'un proche sans aucune compensation. A ce stade-là, on doit faire un choix difficile, mais qui paraît quand même assez nettement faire pencher la balance, dirai-je à l'intention du groupe «A gauche toute!», en faveur du projet de loi, du moins tel qu'il est actuellement rédigé.

A ce titre, je le rappelle, nous marchons en effet sur des oeufs, nous sommes sur le fil du rasoir. Il est clair qu'un déséquilibre du projet, même faible, pourrait conduire à se retrouver dans la même situation qu'en commission, où nous avons fini par voir les extrêmes s'additionner pour refuser très largement le projet. Ce serait assez déplorable. Et là, je ne le dis maintenant plus au groupe «A gauche toute!», mais à «A droite plein gaz!», à Monsieur Walter, que ses critiques sont quelques peu outrées et surtout contradictoires. Parce qu'on ne peut pas à la fois dire que cette loi n'apporte rien de sérieux et vouloir à coup de petits amendements, comme le propose la minorité Spuhler dont fait partie Monsieur Walter, affaiblir encore par-ci par-là les éléments qui

sont nécessaires dans cette loi. Je pense notamment au degré des sanctions que l'on veut affaiblir dans certaines situations, à la composition des organes de contrôle dans lesquels il est absolument indispensable que les partenaires sociaux puissent intervenir, comme nous le verrons lorsque nous arriverons à l'article 19.

Donc, dans l'ensemble je vous dis avec conviction d'entrer en matière.

Gysin Hans Rudolf (RL, BL), für die Kommission: Zuerst zum Antrag Zisyadis auf Rückweisung an den Bundesrat. Die Kommission hat sich sehr ausführlich mit der Frage der Regulierung befasst. Sie ist aber nach eingehenden Beratungen zum Schluss gelangt, dass es jetzt nicht darum gehen kann, in erster Linie Amnestien sowohl für Arbeitgeber als auch für Arbeitnehmer zu gewähren, die bis jetzt gegen die Bestimmungen der entsprechenden Gesetze verstossen haben. Es würde mich eigentlich noch interessieren, ob sich Herr Zisyadis auch so stark dafür einsetzt, wenn es einmal um die Amnestie im Steuerrecht geht. Aber das ist eine persönliche Bemerkung.

Ich bitte Sie deshalb, den Rückweisungsantrag Zisyadis abzulehnen.

Vielleicht doch noch ein paar Worte zu jenen, die sich zwar positiv zur ganzen Vorlage geäußert, aber doch bereits gedroht haben, gegebenenfalls in der Schlussabstimmung mit Nein zu stimmen. Ich möchte Ihnen sagen, dass insbesondere die Bauwirtschaft ein grosses Interesse an der Erfassung jener kriminellen Elemente hat, die einerseits ihre Arbeitnehmer brutal ausnützen – meistens sind es auch ausländische Arbeitnehmer, die sich zu Unrecht in der Schweiz aufhalten – und sich auf deren Kosten bereichern und die andererseits den sich korrekt verhaltenden Unternehmern Konkurrenz machen. Erste Kontrollen, die im Kanton Basel-Landschaft im Rahmen des Entsendegesetzes seit dem 1. Juni durch die entsprechenden Organe durchgeführt worden sind, haben in diesem Grenzkanton doch aufgezeigt, dass Handlungsbedarf bei der Bekämpfung von Schwarzarbeit besteht, auch wenn es hier um das Entsendegesetz geht.

Darum bitte ich alle, die jetzt in der Detailberatung mitmachen, schlussendlich nicht einfach ein Ja oder ein Nein zu einer Mehrheit oder Minderheit zum Anlass zu nehmen, bereits jetzt zum Ausdruck zu bringen, man sei gegen die ganze Vorlage.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

Präsident (Binder Max, Präsident): Wir stimmen über den Rückweisungsantrag Zisyadis ab.

Abstimmung – Vote
Für den Antrag Zisyadis 4 Stimmen
Dagegen 124 Stimmen

**Bundesgesetz über Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit
Loi fédérale concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir**

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1
Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 2*Antrag der Kommission**Abs. 1*

....

d. Streichen

....

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 2*Proposition de la commission**Al. 1*

....

d. Biffer

....

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***1a. Abschnitt Titel***Antrag der Kommission*

Administrative Vereinfachungen bei den Abgaben für die Sozialversicherungen und Steuern

Section 1a titre*Proposition de la commission*

Simplifications administratives lors du prélèvement des cotisations aux assurances sociales et de l'impôt

*Angenommen – Adopté***Art. 2a***Antrag der Kommission**Titel*

Persönlicher Geltungsbereich

Text

Arbeitgeber können die Löhne von höchstens fünf in ihrem Betrieb beschäftigten Arbeitnehmenden gemäss den nachstehenden Bestimmungen abrechnen. Die Löhne dürfen je den halben Mindestlohn nach Artikel 7 BVG nicht übersteigen.

Art. 2a*Proposition de la commission**Titre*

Personnes concernées

Texte

Les employeurs peuvent effectuer le décompte des salaires conformément aux dispositions ci-dessous pour au plus cinq travailleurs occupés dans leur entreprise. Le salaire versé à chacun de ces travailleurs ne peut excéder la moitié du salaire minimum fixé à l'article 7 LPP.

*Angenommen – Adopté***Art. 2b***Antrag der Kommission**Titel*

Vereinfachtes Abrechnungsverfahren

Abs. 1

Die Anmeldung erfolgt bei der AHV-Ausgleichskasse für die Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung, die Erwerbsersatzordnung, die Arbeitslosenversicherung, die Familienzulagen in der Landwirtschaft, die Unfallversicherung und für die Steuern gemäss Artikel 37a DBG und Artikel 11 Absatz 4 StHG.

Abs. 2

Die AHV-Ausgleichskasse erhebt die Sozialversicherungsbeiträge und die Steuern. Die Prämien der obligatorischen Unfallversicherung werden direkt durch die Versicherer erhoben. Weiter gehende Vereinbarungen zwischen AHV-Ausgleichskassen und Unfallversicherern bleiben vorbehalten.

Abs. 3

Der Bundesrat regelt die Einzelheiten.

Art. 2b*Proposition de la commission**Titre*

Procédure de décompte simplifiée

Al. 1

Les employeurs annoncent les salariés auprès de la caisse de compensation AVS en ce qui concerne l'assurance-veilles, survivants et invalidité, les allocations pour perte de gain, l'assurance-chômage, les allocations familiales dans l'agriculture, l'assurance-accidents et l'impôt dû en vertu des articles 37a LIFD et 11 alinéa 4 LHID.

Al. 2

La caisse de compensation AVS prélève les cotisations aux assurances sociales et l'impôt. Les assureurs-accidents prélèvent directement les primes de l'assurance-accidents obligatoire. Des conventions plus détaillées entre les caisses de compensation AVS et les assureurs-accidents demeurent réservées.

Al. 3

Le Conseil fédéral règle les détails.

*Angenommen – Adopté***Art. 2c***Antrag der Kommission*

Die AHV-Ausgleichskasse erstattet keine namentliche Nennung an die Steuerbehörden.

(Siehe auch Art. 14 Abs. 6 und 69 Abs. 2bis AHVG, Art. 93 Abs. 7 UVG, Art. 37a und 83 DBG, Art. 11 Abs. 4 und 32 StHG)

Art. 2c*Proposition de la commission*

La caisse de compensation AVS ne communique pas le nom des travailleurs à l'autorité fiscale.

(Voir également art. 14 al. 6 et 69 al. 2bis LAVS, art. 93 al. 7 LAA, art. 37a et 83 LIFD ainsi que les art. 11 al. 4 et 32 LHID)

*Angenommen – Adopté***Art. 3***Antrag der Mehrheit**Abs. 1–3*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 4

.... erstattet der vom Bundesrat bezeichneten Behörde jährlich Bericht

Antrag der Minderheit

(Spuhler, Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Abs. 1

Jeder Kanton bezeichnet eine Verwaltungseinheit (kantonale Dienststelle). (Rest des Absatzes streichen)

Abs. 2–4

Streichen

Art. 3*Proposition de la majorité**Al. 1–3*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 4

.... année, à l'organe désigné par le Conseil fédéral, un rapport

Proposition de la minorité

(Spuhler, Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Al. 1

Chaque canton désigne une unité administrative (service cantonal). (Biffer le reste de l'alinéa)

Al. 2–4

Biffer

Spuhler Peter (V, TG): Ich vertrete die Minderheit bei Artikel 3; die Anträge dieser Minderheit ziehen sich durch das ganze Gesetz hindurch.

Ich habe bereits in meinem Eintretensvotum darauf hingewiesen, dass unsere Fraktion, aber auch die Wirtschaftsvertreter usw. hier auf keinen Fall eine zusätzliche administrative Aufblähung haben wollen. Denken Sie bitte an die KMU-Verträglichkeit, die überall, bis in die Reihen der Linken, propagiert wird. Es kann nicht sein, dass wir hier wieder Tür und Tor öffnen, um weitere administrative Stellen schaffen zu können.

Wir vertreten die Meinung, dass die kantonalen Dienststellen genügen und dass die in den GAV geregelten sozialpartnerschaftlichen Regelungen hier absolut ihre Wirkung im Ziel erhalten. Die «oder»-Verknüpfung in Absatz 1 ist in der Praxis faktisch mit einer «und»-Verknüpfung gleichzusetzen. Wir haben hier das Problem, dass dann die tripartiten Kommissionen überall flächendeckend eingeführt werden; das möchten wir nicht.

Ich bitte Sie daher, unbedingt die Minderheit zu unterstützen, damit hier nicht weiteren administrativen Aufblähungen Tür und Tor geöffnet wird.

Pelli Fulvio (RL, TI): Sollen die Kantone frei sein, wie der Bundesrat es vorschlägt, selber zu entscheiden, ob die Kontrollstellen zur Bekämpfung von Schwarzarbeit Dienststellen der Verwaltung sein müssen oder mit Teilnahme der Sozialpartner gebildete Kommissionen?

Im Vernehmlassungsentwurf hatte der Bundesrat vorgesehen, die Kantone zu verpflichten, tripartiten Kommissionen nach dem Modell des Entsendegesetzes den Vollzug des Gesetzes zur Bekämpfung der Schwarzarbeit anzuvertrauen. Nachdem in der Vernehmlassung ein Teil der Kantone und der politischen Parteien geltend gemacht hatte, dass der Vollzug von öffentlich-rechtlichen Bestimmungen dem Staat vorbehalten sein solle und nicht an Private vergeben werden dürfe, hat der Bundesrat entschieden, den Kantonen die Wahlfreiheit zu überlassen.

Die FDP-Fraktion hat Verständnis für die Sorgen der Minderheit Spuhler. Es sind dieselben Sorgen, die der Kommission seitens des Arbeitgeberverbandes mitgeteilt wurden. Der Einbezug der Sozialpartner in die Gesetzeskontrolle und in die Sanktionierung stellt einen Eingriff in die klassische Aufgabenteilung des Staates dar, indem paritätischen Strukturen die Aufgabe übertragen wird, nicht nur die Durchsetzung der aus dem Gesamtarbeitsvertrag entstehenden vertraglichen Verpflichtungen, sondern auch gesetzliche Verpflichtungen zu kontrollieren bzw. umzusetzen. Es handelt sich somit nicht nur um ein theoretisches Problem.

Indem den kantonalen Kontrollstellen die Untersuchungsrechte gemäss Artikel 10 garantiert werden, stellt sich die Frage der Benutzung der firmeninternen Daten, in welche Mitglieder der Kommissionen im Rahmen der Kontrollen Einsicht haben werden. In diese Daten Einsicht zu haben kann gemäss Arbeitgeberverband die Gewerkschaftspolitik beeinflussen. Diese Bedenken sind ernst zu nehmen und aufmerksam zu prüfen. Sie dürfen jedoch nicht übertrieben werden. Wenn ein Kanton einer tripartiten Kommission die Aufgabe der Kontrollstelle gemäss dem Bundesgesetz gegen Schwarzarbeit anvertraut, dann ist der gewerkschaftliche Vertreter in jener Kommission – ebenso wie die anderen Kommissionsmitglieder – gemäss Artikel 8 der Schweigepflicht unterstellt.

Man kann sich sogar fragen, ob die Tätigkeit in einer solchen Kommission nicht vollamtlich ausgeübt werden müsste – insbesondere, wenn jene Kommissionen, wie sie sich die FDP-Fraktion wünscht, gleichzeitig Aufgaben aus dem Entsendegesetz sowie aus Artikel 360b OR erfüllen. Als vollamtlicher Verbandsvertreter in der Kommission könnte ein Mitglied keine Aufgabe im Rahmen der gewerkschaftlichen oder patronalen Organisationen mehr übernehmen. Vor diesem Hintergrund hat der Arbeitgeberverband bereits früher zu Recht festgestellt, «dass die Kantone auch ohne den Segen des Bundes Kommissionen einsetzen können; damit

bleibt wohl nichts anderes übrig, als solche Kommissionen im Bundesgesetz als Kann-Vorschrift zuzulassen, keinesfalls dürfen sie aber obligatorisch werden».

Das ist der Vorschlag des Bundesrates und der Kommissionmehrheit. Die FDP-Fraktion unterstützt eine solche pragmatische Haltung, die die Rechte, aber auch die politische Intelligenz der kantonalen Behörde respektiert.

Ich bitte Sie deshalb, die Mehrheit zu unterstützen.

Daguet André (S, BE): Die SVP-Fraktion sagt, der Minderheitsantrag zu Artikel 3 und andere Anträge zu anderen Artikeln dieses Gesetzentwurfes sorgten dafür, dass keine administrative Aufblähung stattfindet. Es geht doch gar nicht um die administrative Aufblähung, im Gegenteil. Ich glaube, Herr Gysin hat es bereits vorher in seinem Votum auch dargelegt: Man muss die Erfahrungen nutzbar machen, die man bereits in verschiedenen Kantonen und Regionen gesammelt hat. Dann ist es doch richtig, wenn man sagt – entsprechend den unterschiedlichen Erfahrungen und Kulturen in den Kantonen –, dass die Kantone die Freiheit haben sollen, zu bestimmen, welche Verwaltungseinheit sie allenfalls einsetzen, ob sie eine Kommission einsetzen, ob sie eine tripartite Kommission mit dieser Kontrolle beauftragen. In diesem Sinne geht es doch nicht darum, mit diesem Antrag vonseiten der SVP-Fraktion irgendwo die administrative Aufblähung zu bekämpfen, sondern im Prinzip will man damit den Kantonen verbieten, die Form zu finden, die am effizientesten ist. Gerade in diesem Bereich sind natürlich sozialpartnerschaftliche Erfahrungen, auch Erfahrungen aus tripartiten Kommissionen, sehr hilfreich und effizient.

In dem Sinne bitten wir Sie, diesen Antrag vonseiten der SVP abzulehnen. Ich kann Ihnen versichern: Das, was die Mehrheit der Kommission beantragt, ist ein sehr pragmatischer Ansatz mit Organen, die wir kennen. Es geht letztlich auch darum, dass wir versuchen, eine gewisse Kompatibilität mit den Massnahmen herzustellen, die wir im Bereich der Personenfreizügigkeit mit der EU, mit der Öffnung gegenüber der EU ohnehin umsetzen müssen.

In dem Sinne bitte ich darum, diesen Minderheitsantrag abzulehnen.

Präsident (Binder Max, Präsident): Die SVP-Fraktion unterstützt den Antrag der Minderheit.

Meier-Schatz Lucrezia (C, SG): Die CVP-Fraktion hat sich im Vorfeld dieser Debatte intensiv mit beiden Formulierungen auseinandergesetzt und die Vor- und Nachteile abgewogen; dies nicht zuletzt, weil wir ja wissen, dass wir vor der zweiten Lesung versucht haben, unter den vier Bundesratsparteien einen Konsens zu finden, damit wir diesem Gesetz auch zum Durchbruch verhelfen. Die Minderheit Spuhler spricht jetzt von einem Casus Belli und macht diesen Artikel zum Schicksalsartikel; sie befürchtet, dass wir eine administrative Aufblähung hätten, wenn wir die bundesrätliche Fassung beziehungsweise die Mehrheit der Kommission unterstützen würden.

Nach eingehender Diskussion innerhalb der CVP-Fraktion sind wir ganz klar der Meinung, dass die bundesrätliche Fassung eine Differenzierung ermöglicht und – das ist für uns zentral – den Kantonen die Gestaltungsfreiheit lässt. Bereits heute nehmen paritätisch zusammengesetzte Kommissionen – Sie haben es von meinem Vorredner gehört – in gewissen Kantonen diese Aufgabe wahr. Wenn wir nun, wie dies die Minderheit vorsieht, zwecks administrativer Vereinfachung die Kontrolle ausschliesslich einer kantonalen Dienststelle übertragen, dann nehmen wir dem Kanton die Möglichkeit, diese Tätigkeit auszugliedern, und jenen, die sich bis anhin dieser Aufgabe angenommen haben, verunmöglichen wir, ihre Kontrollen fortzusetzen.

Die CVP-Fraktion will dem Kanton eine möglichst grosse Freiheit in der Organisation der Kontrolle lassen und ihm nicht bis ins Detail vorschreiben, wie er vorzugehen hat. Auch muss man davon ausgehen, dass die Kantone angesichts ihrer eigenen angespannten Finanzlage überhaupt

kein Interesse haben, zusätzliche Kontrollinstanzen ins Leben zu rufen, wenn sie ohne diese die Schwarzarbeit erfolgreich bekämpfen können. Der Bundesrat soll Mindestanforderungen in der Verordnung festlegen – wir sind überzeugt, dass das notwendig ist –, aber den Kantonen weiterhin die Möglichkeit geben, mit paritätisch zusammengesetzten Kommissionen zusammenzuarbeiten.

Wir sehen auch in der Formulierung der Mehrheit nicht eine Gefährdung der nationalen Sozialpartnerschaft, wie uns dies gewisse Branchen glauben machen wollten, bevor wir diese Debatte starteten. Es sind Branchen, die einen Gesamtarbeitsvertrag haben bzw. einen Landesgesamtarbeitsvertrag, einen so genannten LGAV, abgeschlossen haben. Diese können durchaus weiterhin bestehen, da in der Formulierung der Mehrheit keine Eingriffe in diese sozialpartnerschaftlichen Verträge vorgesehen sind.

Die CVP-Fraktion unterstützt daher die Mehrheit der Kommission und den Bundesrat, dies unter anderem, um den Kantonen weiterhin die Möglichkeit zu geben, den bereits existierenden Kommissionen mittels eines Leistungsvertrages diese Kontrolltätigkeiten zu übertragen. Wir werden danach logischerweise auch in allen Artikeln die geforderten Anpassungen der Minderheit Spuhler betreffend die kantonalen Verwaltungsstellen ablehnen.

Vischer Daniel (G, ZH): Herr Spuhler spricht von Vereinfachung; das ist ein bisschen eine Masche. Man spricht immer dann von Vereinfachungen, wenn man das, was man bekämpft, materiell nicht will. Es geht ihm also nicht um eine Vereinfachung, sondern es geht ihm um die materielle Änderung eines heute funktionierenden Status in einzelnen Kantonen mit diesen Kontrollkommissionen. Darum geht es, und darüber müssen wir abstimmen. Sie müssen nicht mit Ihrem Scheinargument der Vereinfachung kommen.

Reden wir zur Sache: Der Bundesrat schlägt eine differenzierte Lösung vor; sie hat sich in der Praxis bewährt. Die Kantone sind frei, die Kontrollen so durchzuführen, wie sie wollen. Es besteht kein Grund – nur weil die SVP das nicht so gut findet –, nun eine einheitliche Bundeslösung zu suchen. Pikanterweise ist es die SVP, die heute eine Einheitslösung will, die aber sonst so viel Wert legt auf die Möglichkeit eines differenten Vorgehens der einzelnen Kantone. Also: Föderalismus von Fall zu Fall. Wenn es um die Sache geht, ist man plötzlich bundesetatistisch.

Stimmen Sie der Fassung des Bundesrates bzw. der Mehrheit zu.

Deiss Joseph, Bundespräsident: Ich habe etwas Mühe, die Argumentation der Minderheit Spuhler zu verstehen. Laut dieser Argumentation geht es ja darum, möglichst wenig zusätzlichen administrativen Aufwand und möglichst wenig zusätzliche Bürokratie zu verursachen. Der Bundesrat schlägt vor, die ohnehin existierenden tripartiten Kommissionen – es geht nicht darum, diese Kommissionen zu schaffen – auch für diesen Zweck einsetzen zu können; also ohne zusätzliche Kosten, vielleicht mit zusätzlichem Zeitaufwand, weil mehr Arbeit auch etwas mehr Zeit braucht.

Nun schlagen Sie vor, dass man dafür nur Verwaltungseinheiten bestimmen kann, dass diese Arbeit auf der Ebene der Verwaltungen gemacht werden muss. Ich gehe davon aus, dass hier neue Stellen oder neue Einheiten geschaffen werden müssten. In meiner Sicht steht das im Widerspruch zu dem, was Sie immer befrworten. Das Zweite ist, dass der Bundesrat der Meinung ist, dass wir bei der Ausführung der Gesetze den Kantonen möglichst viel Freiheit lassen sollten, wo es für den Zweck keine Rolle spielt.

Der Bundesrat ist also der Meinung, dass mit dieser Wahlmöglichkeit auch den Kantonen am besten gedient ist, und bittet Sie deshalb, der Mehrheit zuzustimmen.

Gysin Hans Rudolf (RL, BL), für die Kommission: Ich möchte noch vorausschicken, dass der Antrag der Minderheit Spuhler auch für die Artikel 4, 5, 6, 9, 12, 13, 14, 15, 16 und 22 gilt. Die Kommissionssprecher werden nicht jedes Mal dar-

auf zurückkommen; ich trage deshalb die Argumente jetzt vor.

In Artikel 3 werden die Kontrollorgane bestimmt. Sinnvollerweise hat es der Bundesrat den Kantonen überlassen – hier ist ihm die Kommissionsmehrheit gefolgt –, ob sie den Vollzug der Kontrolle mit einer Verwaltungseinheit oder einer kantonalen Kontrollkommission, also einer tripartiten Kommission, regeln wollen. Die Frage war in der Kommission sehr umstritten. Mit Stichentscheid des Präsidenten hat sich die Mehrheit durchgesetzt, welche es den Kantonen überlassen will, selber zu wählen, ob sie eine Verwaltungseinheit oder eine entsprechende Kommission einsetzen möchten.

Es ist doch richtig, den Kantonen diese Freiheit zu belassen, ob sie solche tripartiten Kommissionen einsetzen oder ob sie es lieber bleiben lassen wollen. Wenn man sich aber für tripartite Kommissionen entscheidet, ist es sicher auch sinnvoll – das möchte ich gerne zuhänden der Gesetzesmaterialien sagen –, nach Möglichkeit dieselben zu nehmen, wie wir sie bereits im Entsendegesetz definiert haben. Ich habe Ihnen vorhin gesagt, dass verschiedene Kantone schon heute einen Vollzug von Massnahmen gegen Schwarzarbeit haben, in Form von kantonalen Gesetzen oder entsprechenden Regierungsverordnungen, wie zum Beispiel die Kantone Jura, Freiburg, Wallis und Basel-Stadt. Diese Kantone haben also dieses Instrument bereits eingesetzt.

Es ist auch deshalb sinnvoll: Wenn es in einer Kommission, wo Arbeitgebende, Arbeitnehmende und die öffentliche Hand vertreten sind, darum geht, Präventivmassnahmen gegen Schwarzarbeit zu beschliessen, die ja auch sehr wichtig sind, dann muss das Ganze sehr breit abgestützt sein. Als einer, der seit Jahren in der Sozialpartnerschaft im Kanton Baselland tätig ist, begreife ich eigentlich nicht, warum gewisse Kreise die tripartiten Kommissionen fürchten wie der Teufel das Weihwasser. Es gehört eben zu einer guten Streitkultur zwischen den Sozialpartnern, dass man sich nach harten Auseinandersetzungen, wenn die Unterschriften unter die Verträge gesetzt sind, an den Tisch setzt und diese Verträge gemeinsam umsetzt.

Ich möchte nicht immer den Kanton Baselland zitieren, aber ich erinnere mich zum Beispiel, dass wir bei uns auch für die kantonale Wirtschaftsförderung und für die Umsetzung des Berufsbildungsgesetzes überall das Prinzip der «Tripartität» gewählt haben. Es hat sich bewährt, weil die Partner immer zusammen am Tisch sitzen. Es gehört aber auch dazu, dass die entsprechenden Partner in einer solchen Kommission über eine gewisse Streitkultur verfügen.

Ich bitte Sie deshalb, dem Antrag der Mehrheit zu folgen und den Minderheitsantrag Spuhler abzulehnen. Ich kann Herrn Spuhler eigentlich folgendermassen trösten: Auch wenn sein Antrag angenommen wird, kann er die Kantone nicht daran hindern, trotzdem neben der Verwaltungseinheit solche Kommissionen einzusetzen, denn er hat ja in seinem Antrag den Kantonen nicht explizit verboten, dies zu tun. Auch wenn der Antrag der Minderheit angenommen werden sollte, werden sich also die Kantone die Freiheit nicht nehmen lassen, in diesem Fall das zu tun, was sie für richtig halten.

Spuhler Peter (V, TG): Herr Gysin, normalerweise kämpfen wir ja auf der gleichen Seite. Eine Frage: Würden Sie bitte noch Ihre Interessen offen legen; wie weit stehen Sie beruflich mit diesen tripartiten Kommissionen in Verbindung?

Gysin Hans Rudolf (RL, BL), für die Kommission: Ich mache das sehr gerne. Ich bin zum Beispiel Mitglied der tripartiten Kommission im Kanton Basel-Landschaft, die das Entsendegesetz gefordert hat. Dort vertrete ich die Seite der Arbeitgebenden. Ich bin aber auch in vielen – heute nicht mehr in allen – Kommissionen der Berufsbildung tätig, die gemäss kantonalem Gesetz tripartit zusammengesetzt sind. Nicht zuletzt bin ich heute noch in der Konsultativkommission des Regierungsrates für Wirtschaftsförderung, die ebenfalls tripartit zusammengesetzt ist.

Herr Spuhler, in meiner Brust habe ich nicht zwei Seelen, ich bin durch und durch ein Arbeitgebervertreter. Auch ich

kämpfe wie Sie für die Anliegen der Arbeitgeberschaft. Ich meine aber, dass die Gewerkschaften nicht in erster Linie unsere Gegner sind, sondern dass wir uns in einer guten Demokratie und in einer guten Streitkultur, wie wir sie in der Schweiz haben, nicht davor fürchten müssen, uns mit den Partnern an einen Tisch zu setzen, schon gar nicht, wenn der dritte Partner, nämlich die Vertretung der öffentlichen Hand, noch dabei ist.

Präsident (Binder Max, Präsident): Die folgende Abstimmung über Artikel 3 gilt auch für die Anträge der Minderheit in den Artikeln 4 bis 6, 9, 12 bis 16 und 22.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 97 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit 54 Stimmen

Art. 4

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Spuhler, Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Abs. 1

.... kantonale Dienststelle ihre Kompetenzen

Art. 4

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Spuhler, Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Al. 1

Dans les branches dotées d'une convention collective de travail, le service cantonal peut

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 5

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Spuhler, Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Abs. 1

Die kantonale Dienststelle kontrolliert

Abs. 2

Die kantonale Dienststelle bezeichnet

Abs. 3

.... Dienststelle die Kontrolltätigkeit

Art. 5

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Spuhler, Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Al. 1

Le service cantonal veille

Al. 2

Le service cantonal désigne

Al. 3

En cas de délégation, le service cantonal surveille

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 6

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Spuhler, Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Abs. 1

Die kantonale Dienststelle und die paritätischen

Antrag Hutter Markus

Abs. 1

.... der Kontrollen qualifizierte Inspektoren an. Sie können geeignete aussen stehende Fachleute beiziehen. (Rest streichen)

Art. 6

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Spuhler, Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Al. 1

Les services cantonaux et les commissions paritaires (organes de contrôle) engagent

Proposition Hutter Markus

Al. 1

.... engagent des inspecteurs qualifiés pour exécuter les contrôles. Ils peuvent recourir aux services d'experts extérieurs ayant les capacités requises. (Biffer «si les spécificités d'un cas le requièrent»)

Hutter Markus (RL, ZH): Es geht in meinem Antrag zu Artikel 6 Absatz 1 um eine klärende Spezifizierung. Nicht irgendwelche Inspektoren oder Fachleute sollen mit der Kontrolle betraut werden, sondern nur qualifizierte und geeignete. Mit diesen Ergänzungen sollen die fachlichen und persönlichen Qualifikationen sowie die Eignung der Inspektoren und der aussen stehenden Fachleute als grundlegende Anforderung für Personen, die mit der Kontrolle betraut sind, von allem Anfang an festgeschrieben werden. Ich ersuche Sie, diesen ergänzenden Spezifizierungen in Artikel 6 Absatz 1 zuzustimmen.

Spuhler Peter (V, TG): Die SVP-Fraktion unterstützt die Anträge Hutter Markus zu den Artikeln 6 und 7. Die Begründung dafür liegt ebenfalls wieder in einer möglichen Überregulierung. Ich denke, dass bei den GAV-Kommissionen die Kontrolle besser verankert ist und sich die Sozialpartner entsprechend unterhalten sollen.

Ich möchte mich daher kurz halten: Die SVP-Fraktion unterstützt bei den Artikeln 6 und 7 die Anträge Hutter Markus.

Präsident (Binder Max, Präsident): Die CVP-Fraktion und die FDP-Fraktion unterstützen auch bei den Artikeln 6 und 7 die Anträge Hutter Markus.

Deiss Joseph, Bundespräsident: Ich kann mich dem Antrag insofern anschliessen, als die Absätze 2 und 3 nicht geändert werden.

Präsident (Binder Max, Präsident): Die Berichterstatter verzichten auf das Wort. Der Antrag der Minderheit entfällt.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Hutter Markus 124 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Art. 7

Antrag der Kommission

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

Die vom Bundesrat bezeichnete Behörde organisiert

Antrag Hutter Markus
Streichen

Art. 7

Proposition de la commission

Al. 1, 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3

L'organe désigné par le Conseil fédéral organise

Proposition Hutter Markus

Biffer

Hutter Markus (RL, ZH): Es handelt sich bei Artikel 7 mit diesen detaillierten Vorschriften um eine unnötige und unübliche Überreglementierung. Die eben beschlossene Bezeichnung «qualifizierte Inspektoren» in Artikel 6 Absatz 1 umschreibt die Zielanforderungen genügend und bietet die nötige Flexibilität für die Aus- und Weiterbildung der mit der Kontrolle betrauten Personen. Die Festschreibung von «ausreichenden Sachkenntnissen», «regelmässigen Weiterbildungskursen» oder deren Organisation bindet die zuständigen Stellen allzu sehr und ist als eigentlicher Ausbildungsauftrag unverhältnismässig und wenig zweckmässig. Zudem wird für die wenigsten staatlichen Verwaltungsaufgaben eine spezielle Ausbildung mit Weiterbildungsverpflichtung verlangt. Es ist nicht einzusehen, weshalb gerade bei der Bekämpfung der Schwarzarbeit neue und einengende Regulierungen für Aus- und Weiterbildung ins Gesetz aufgenommen werden sollen.

Ich ersuche Sie deshalb, im Sinne einer Vereinfachung Artikel 7 zu streichen.

Daguet André (S, BE): Wir haben ja nichts dagegen, dass man in Artikel 6, wie wir es jetzt auch gemacht haben, praktisch unisono gesagt hat, es brauche «qualifizierte Inspektoren», «geeignete aussen stehende Fachleute». Das ist ja richtig, deshalb haben wir auch zugestimmt. Aber dies jetzt zu benutzen und zu sagen, wir hätten das definiert und könnten deshalb Artikel 7 streichen, indem man sagt, dies sei überreguliert, finde ich politisch gesehen spitzfindig. Denn es ist doch richtig, was hier in Artikel 7 definiert wird; es heisst, dass die Qualifizierung aufgrund der Ausbildung oder Berufserfahrung nachzuweisen ist. Wer weiss, dass die Schwarzarbeit in der Praxis nicht so einfach zu bekämpfen sein wird, dass das relativ komplex ist und dass wir alles Interesse daran haben müssen, eine gewisse Praxis in der gesamten Schweiz einzuführen, findet es auch richtig, das noch mit einer regelmässigen Weiterbildung zu verknüpfen, die durch die zuständigen Behörden des Bundes dann auch sichergestellt werden soll. In diesem Sinne waren wir einverstanden, Artikel 6 so zu verbessern; aber es ist falsch, gleich auch noch Artikel 7 zu streichen.

Deshalb bitte ich Sie, Artikel 7 im Sinne der Kommission beizubehalten und den Antrag Hutter Markus abzulehnen.

Deiss Joseph, président de la Confédération: En soi, la Direction du travail du SECO n'a pas besoin de cet article pour pouvoir organiser des cours. Si vous biffez cet élément, cela n'aura pas de conséquence. En revanche, je pense que l'idée qui sous-tend cet article est de garantir la qualité du travail qui est réalisé à cet effet. Par conséquent, je n'ai pas le sentiment que c'est une question de surréglementation, mais c'est simplement une question de volonté de faire au mieux. Je crois que dans ce cas, tout le monde devrait avoir cet intérêt. Comme je vous l'ai dit d'emblée, le fait de biffer cet article ne porte donc pas à conséquence.

Gysin Hans Rudolf (RL, BL), für die Kommission: Selbstverständlich kann man sich bei diesem Artikel fragen, ob es sich um eine Überreglementierung handle. Ich schliesse

mich der Meinung von Bundespräsident Deiss an, der gesagt hat: Schlussendlich ist es auch eine Frage der Qualität. Wollen wir Qualität bei der Umsetzung dieses Gesetzes? Ich habe bei der Umsetzung des Entsendegesetzes selber solche Kurse des Seco – dort sind entsprechende Ausbildungskurse vorgesehen – zusammen mit Vorstehern von Arbeitsämtern usw. besucht. Ich habe festgestellt, dass mir das einiges gebracht hat, obwohl ich politisch doch schon sehr viel gewusst habe. Wenn nun das Seco im Bereich Schwarzarbeit seine Erfahrungen in der Ausbildung, die es beim Entsendegesetz gemacht hat, hier wieder einbringt, erachte ich das als positiv.

Darum, meine ich, sollte man diesen Artikel so stehen lassen, wie ihn die Kommission beschlossen hat.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Hutter Markus 81 Stimmen

Für den Antrag der Kommission 67 Stimmen

Art. 8

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 9

Antrag der Mehrheit

Abs. 1, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

.... stehen. Sie dürfen auch nicht direkt oder indirekt von kontrollierten Personen abhängig sein.

Antrag der Minderheit

(Spuhler, Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Abs. 2

Die von der kantonalen Dienststelle angestellten

Antrag Hutter Markus

Abs. 2

Die von der kantonalen Dienststelle oder Kontrollkommission angestellten Inspektoren, Fachleute gemäss Artikel 6 Absatz 1 sowie Mitglieder der paritätischen Kommissionen dürfen nicht in einem wirtschaftlichen Konkurrenzverhältnis zu den kontrollierten Personen und Arbeitgebern stehen.

Art. 9

Proposition de la majorité

Al. 1, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

.... contrôlées. Ils ne doivent pas non plus être directement ou indirectement dépendants des personnes contrôlées.

Proposition de la minorité

(Spuhler, Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Al. 2

Les inspecteurs engagés par les services cantonaux ne doivent

Proposition Hutter Markus

Al. 2

Les inspecteurs et experts selon l'article 6 alinéa 1, engagés par les services cantonaux ou les commissions de contrôle ainsi que les membres des commissions paritaires ne doivent en aucun cas se trouver dans un rapport de concurrence économique direct avec les personnes et employeurs contrôlés.

Hutter Markus (RL, ZH): Dieser Antrag betrifft Artikel 9 Absatz 2 und beinhaltet zwei Ergänzungen: einerseits die Prä-

zisierung und Vervollständigung des verbotenen wirtschaftlichen Konkurrenzverhältnisses der Kontrollierenden zu den Kontrollierten, andererseits die Ergänzung «und Arbeitgeber» aufseiten der Kontrollierten.

1. Logischerweise muss ein Konkurrenzverbot bzw. das Verbot eines direkten wirtschaftlichen Konkurrenzverhältnisses für alle gelten, nicht nur für die Inspektoren, sondern auch für aussen stehende Fachleute und die Mitglieder der paritätischen Kommissionen. Alles andere wäre rechtsungleich. Dabei ist mir bewusst, dass es, wohl insbesondere bei den paritätischen Kommissionen, Grenzfälle geben kann, die im Einzelfall zu lösen sind. Es geht nicht darum, beispielsweise Angehörige einer gleichen Branche grundsätzlich von der Kontrolltätigkeit auszuschliessen. Aber Berufsleute, die beispielsweise auf der gleichen Baustelle arbeiten oder für denselben Auftrag offeriert haben, befinden sich in einem direkten wirtschaftlichen Konkurrenzverhältnis und dürfen für Kontrollen nicht berücksichtigt werden.

Dabei möchte ich ausdrücklich festhalten, dass der französische Text meines Antrages, der von «rapport de concurrence économique direct» spricht, als Grundlage diene. Es geht darum, die Frage des direkten wirtschaftlichen Konkurrenzverhältnisses zu lösen.

2. Die wirtschaftliche Konkurrenz besteht ja wohl auch zu den kontrollierten Betrieben, nicht nur zu den kontrollierten Personen. Deshalb erscheint mir der Zusatz «und Arbeitgeber» eben sinnvoll oder nötig.

Ich bitte Sie deshalb, die Ergänzungen, wie sie in diesem Antrag enthalten sind, zu genehmigen.

Gysin Hans Rudolf (RL, BL), für die Kommission: Es ist nur eine technische Frage, weil es nicht ganz klar aus dem Antrag hervorgeht, und ich hätte diese Frage auch persönlich stellen können, aber es ist mir nicht aufgefallen. Gemäss dem Antrag hört die Formulierung von Herrn Hutter nach dem Wort «stehen» auf. Auf der Fahne haben wir noch einen zusätzlichen Satz: «Sie dürfen auch nicht direkt oder indirekt von kontrollierten Personen abhängig sein.» Ist dieser letzte Satz zu streichen?

Hutter Markus (RL, ZH): Dieser Satz bleibt bestehen. Die Regelung ist nur in den von mir hier begründeten Fällen zu ändern.

Präsident (Binder Max, Präsident): Die SVP-Fraktion unterstützt den Antrag Hutter Markus.

Deiss Joseph, Bundespräsident: Aufgrund der Erklärung, die jetzt Herr Hutter abgegeben hat, und insbesondere wenn der deutsche Text ergänzt wird und von einem «direkten wirtschaftlichen Konkurrenzverhältnis» die Rede ist, wenn also das Wort «direkt» eingefügt wird, kann ich mich damit einverstanden erklären.

Präsident (Binder Max, Präsident): Der Antrag der Minderheit entfällt.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Hutter Markus 103 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit 20 Stimmen

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Art. 10

Antrag der Kommission

Abs. 1

....

c. alle erforderlichen Unterlagen konsultieren und fotokopieren; (Rest des Buchstabens streichen)

....

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 10

Proposition de la commission

Al. 1

....

c. consulter ou copier les documents nécessaires; (biffer le reste de la lettre)

....

Al. 2, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 11

Antrag der Kommission

.... Verlangen alle für den Kontrollauftrag erforderlichen Dokumente

Antrag Hutter Markus

Titel

Pflichten der kontrollierten Personen und Betriebe

Text

Die kontrollierten Personen und Betriebe sind verpflichtet

Art. 11

Proposition de la commission

.... nécessaires à leur contrôle. Au surplus

Proposition Hutter Markus

Titre

Obligations des personnes et entreprises contrôlées

Texte

Les personnes et entreprises contrôlées

Art. 11b

Antrag Lustenberger

Ausländischen Arbeitskräften, welche in schwerwiegender Art und Weise gegen dieses Gesetz verstossen, kann die Aufenthaltsbewilligung entzogen werden.

Art. 11b

Proposition Lustenberger

Les travailleurs étrangers qui enfreignent gravement la présente loi peuvent se voir retirer l'autorisation de séjour.

Hutter Markus (RL, ZH): Hier geht es um klärende Ergänzungen bezüglich der Auswirkung der Kontrollen, und zwar betrifft das sowohl Artikel 11 als auch die Artikel 13 und 14 des Gesetzes. Die Begründung ist deshalb für alle drei Artikel identisch. Wenn nicht nur Personen, sondern auch Betriebe kontrolliert werden müssen, so soll dies auch im Titel und im Text zum Ausdruck kommen. Es macht wenig Sinn, wenn ausschliesslich die kontrollierten Personen, nicht aber die Betriebe, welche diese Personen beschäftigen, zur Zusammenarbeit verpflichtet werden. Zudem ist es nur konsequent, wenn auch die Betriebe mit einer Kopie des Protokolls bedient werden.

Aus diesen Gründen ersuche ich Sie um Zustimmung zu meinem Antrag.

Präsident (Binder Max, Präsident): Die CVP-Fraktion unterstützt den Antrag Hutter Markus.

Lustenberger Ruedi (C, LU): Wenn Sie dieses Gesetz durchlesen, dann stellen Sie fest, dass es ein Erlass ist, der einseitig auf die Arbeitgeber ausgerichtet ist. In der Regel braucht es aber beim Tatbestand der Schwarzarbeit mindestens zwei Parteien: erstens eine Unternehmung, welche Schwarzarbeitende beschäftigt und somit den Staat um die ihm zustehenden Abgaben prellt, und zweitens Arbeitskräfte, die sich in der Regel bewusst schwarzstellen lassen und damit im gleichen Ausmass schuldig werden wie der Arbeitgeber.

Eine Frage an Herrn Bundespräsident Deiss – ich habe sie gestern auch Herrn Bundesrat Blocher im Zusammenhang

mit dem Ausländergesetz gestellt –: Wieso sieht dieses Gesetz keine Sanktionen gegenüber den Arbeitnehmenden vor, die sich rechtswidrig verhalten?

Sie erinnern sich an die gestrige Diskussion im Ausländergesetz bei Artikel 117ff. Die Mehrheit unseres Rates hat im Submissionswesen ganz bewusst Sanktionen gegenüber Firmen festgeschrieben, die sich nicht an die Regelungen des Arbeitsrechtes halten. Wenn Sie jetzt konsequent sind, dann stimmen Sie meinem Antrag zu. Er verlangt, dass ausländische Arbeitnehmende, die in schwerer Art und Weise gegen das Gesetz verstossen, ausgewiesen werden können, indem man ihnen die Aufenthaltsbewilligung entzieht. Denn die Aufenthaltsbewilligung ist ja die Voraussetzung, in der Schweiz arbeiten zu dürfen. Ausländische Arbeitnehmende, die sich schwarzstellen lassen, und dies in vollem Bewusstsein, verstossen gegen das Gastrecht, das wir ihnen bieten.

Ich bitte Sie, eine Parität zum gestrigen Beschluss zu machen, als Sie die Arbeitgeber, also die Unternehmungen, konsequenterweise und ganz bewusst in der Submissionsgesetzgebung in die Pflicht genommen haben. Schaffen Sie gleiches Recht gegenüber den Arbeitnehmenden, die bei der Ausübung der Schwarzarbeit im gleichen Mass schuldig werden.

Präsident (Binder Max, Präsident): Die SP-Fraktion und die SVP-Fraktion unterstützen bei Artikel 11 den Antrag Hutter Markus. Bei Artikel 11b unterstützt die SVP-Fraktion den Antrag Lustenberger.

Pelli Fulvio (RL, TI): Die FDP-Fraktion unterstützt die beiden Anträge Hutter Markus zu Artikel 11, 13 und 14. Es handelt sich um eine vernünftige Vervollständigung des Textes. Dagegen kann die FDP-Fraktion den Antrag Lustenberger nicht unterstützen, denn er gehört nicht zu diesem Gesetz: Es handelt sich um ein Koordinationsgesetz, das koordiniert zwischen verschiedenen Gesetzen, die sich mit Schwarzarbeit befassen. So gibt es hier nichts über verwaltungsrechtliche oder strafrechtliche Sanktionen gegenüber Arbeitgebern oder Arbeitnehmern zu entscheiden. Eine einzige Sanktion ist hier vorgesehen: In Artikel 18 geht es um den Ausschluss von öffentlichen Märkten bei schweren Verstössen, aber das ist eine wirtschaftliche Sanktion, die notwendigerweise zu diesem Gesetz gehört. Dagegen gehört das, was Herr Lustenberger beantragt, zur Diskussion von gestern betreffend das Ausländergesetz und nicht zur heutigen Diskussion. Ich bitte Sie deshalb, diesen Antrag abzulehnen.

Präsident (Binder Max, Präsident): Die SP-Fraktion lehnt in Artikel 11b den Antrag Lustenberger ab.

Leuenberger Ueli (G, GE): J'aimerais réagir à la proposition Lustenberger. Je ne comprends vraiment pas sa logique. Les Verts sont évidemment opposés à sa proposition. J'espère que les collègues du parti démocrate-chrétien de Monsieur Lustenberger ne soutiennent pas cette proposition. Peut-être y aurait-il encore la possibilité de convaincre Monsieur Lustenberger de retirer sa proposition, car je crois tout simplement qu'il n'est pas conscient de ce que ça veut dire.

Jusqu'à nouvel avis, nous parlons ici de travailleurs, donc de personnes qui ont un contrat de travail – écrit ou non – avec un employeur. C'est cet employeur qui est responsable face à l'administration, face à l'office de l'emploi, face à la police des étrangers, etc., pour annoncer quelqu'un. C'est cet employeur qui n'a pas le droit d'engager quelqu'un si l'autorisation requise n'est pas accordée. Maintenant, on sait qu'en pratique, c'est un peu plus compliqué, qu'il y a des travailleurs qui ont besoin de travailler et qui, parfois, croient qu'ils vont obtenir une autorisation de travail par la suite.

Ce que vous proposez, Monsieur Lustenberger, c'est-à-dire une sanction extrêmement grave comme expulser quelqu'un de Suisse qui n'aurait pas d'autorisation de travail – chez un

employeur qui l'a employé –, c'est tout simplement un non-sens. Et si ce n'est pas un non-sens, c'est extrêmement inhumain et illogique.

Deiss Joseph, président de la Confédération: Tout d'abord, en ce qui concerne la proposition Hutter Markus, je ne vois pas de problèmes. Mais, lorsqu'on parle de «personnes», je précise qu'il s'agit de personnes physiques ou morales. Les entreprises sont donc aussi des personnes. Disons que cette proposition ne pose pas de problèmes si on l'introduit. En revanche, avec la proposition Lustenberger, il y a une difficulté d'unité de la matière et je crois qu'il y a une erreur d'appréciation.

Sie haben die Frage gestellt, ob nur die Unternehmer bestraft würden. Das ist nicht der Fall. Wie Herr Pelli gesagt hat, sind die Sanktionen nicht in diesem Gesetz festgehalten. Sie beziehen sich ja nur auf ausländische Arbeitskräfte, und es gibt diese Möglichkeit für Ausländer heute schon; sie ist nämlich in Artikel 9 Absatz 2 Buchstabe b des Ausländergesetzes schon vorgesehen. Und nicht nur das: Es ist auch vorgesehen, dass sie bestraft werden können.

Heute oder gestern konnten Sie in den Medien von einem Fall lesen, wo bei einem Vorkommnis dieser Natur der Ausländer mit 15 Tagen bestraft wurde, während der Betrieb 800 Franken Busse bezahlen musste. Was hier nicht aufgeht, ist das Missverhältnis zwischen den beiden Strafen. Es ist also auf jeden Fall ein Irrtum, wenn Sie glauben, die Arbeitnehmer würden nicht betroffen und nicht bestraft.

Ein Zweites: Eine solche Bestimmung existiert schon, sie gehört aber auf keinen Fall in dieses Gesetz, sondern, wie das Herr Pelli auch gesagt hat, ins Ausländergesetz.

Ich bitte Sie also, den Antrag Lustenberger abzulehnen.

Recordon Luc (G, VD), pour la commission: Je ne veux pas allonger ni appuyer sur la tête de notre collègue Lustenberger qui, je crois, de bonne foi a cherché à résoudre un problème qui ne se trouve en effet pas où il croyait. En réalité, ce qu'il prévoit, dans sa proposition, c'est un délit impossible du point de vue juridique: il nous demande de prévoir le retrait de l'autorisation de séjour à l'encontre des travailleurs étrangers «qui enfreignent gravement la présente loi». Si vous relisez attentivement la présente loi, vous constaterez que ça ne peut concerner que la volonté de se soustraire à des contrôles. Or, il n'est possible de commettre des infractions graves en se soustrayant à l'obligation de contrôles ou d'y participer – contrôles qui, d'ailleurs, reposent largement sur l'employeur, et pas sur le travailleur – qu'en commettant un délit pénal plus grave. C'est au titre de la commission de ce délit pénal plus grave qu'alors on pourrait retirer l'autorisation de séjour. On ne peut pas imaginer que quelqu'un qui omet de donner un renseignement commette ainsi une violation grave de la présente loi.

C'est donc un délit impossible, et je crois qu'il vaut mieux soit que Monsieur Lustenberger retire sa proposition, soit que nous la rejetions.

Quant aux propositions Hutter, elles «ne mangent pas de pain», comme on dit. On peut les adopter ou non, c'est sans importance.

Präsident (Binder Max, Präsident): Die Abstimmung in Bezug auf den Antrag Hutter Markus gilt auch für die Artikel 13 und 14.

Art. 11

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Hutter Markus 142 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Art. 11b

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Lustenberger 54 Stimmen
Dagegen 91 Stimmen

Art. 12*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Spuhler, Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Abs. 3

Sie muss das Protokoll unverzüglich der kantonalen Dienststelle zustellen.

Art. 12*Proposition de la majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Spuhler, Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Al. 3

.... au service cantonal.

Präsident (Binder Max, Präsident): Der Antrag der Minderheit entfällt.*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité***Art. 13***Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Spuhler, Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Abs. 1

....

b. an die kantonale Dienststelle weiter;

c. an die kantonale Dienststelle weiter.

Abs. 2

Die kantonale Dienststelle ergreift

*Antrag Hutter Markus**Abs. 2*

.... kontrollierten Personen und Betrieben eine Kopie des Protokolls zu.

Art. 13*Proposition de la majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Spuhler, Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Al. 1

....

b. transmet le procès-verbal au service cantonal;

c. transmet au service cantonal, après

Al. 2

Le service cantonal prend

*Proposition Hutter Markus**Al. 2*

.... Une copie est remise aux personnes et entreprises contrôlées.

Präsident (Binder Max, Präsident): Der Antrag der Minderheit entfällt.*Abs. 2 – Al. 2**Angenommen gemäss Antrag Hutter Markus**Adopté selon la proposition Hutter Markus**Übrige Bestimmungen angenommen**Les autres dispositions sont adoptées***Art. 14***Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Spuhler, Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Hat die kantonale Dienststelle die Kontrolle

....

Antrag Hutter Markus

....

c. stellt sie den kontrollierten Personen und Betrieben eine Kopie des Protokolls zu.

Art. 14*Proposition de la majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Spuhler, Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Si le contrôle lui incombe, le service cantonal:

....

Proposition Hutter Markus

....

c. remet une copie du procès-verbal aux personnes et entreprises contrôlées.

Präsident (Binder Max, Präsident): Der Antrag der Minderheit entfällt.*Angenommen gemäss Antrag Hutter Markus**Adopté selon la proposition Hutter Markus***Art. 15***Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Spuhler, Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Abs. 2

Sie informieren die kantonale Dienststelle über ihre

Art. 15*Proposition de la majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Spuhler, Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Al. 2

Elles informent le service cantonal de leurs

Präsident (Binder Max, Präsident): Der Antrag der Minderheit entfällt.*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité**Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen**Le débat sur cet objet est interrompu**Schluss der Sitzung um 13.00 Uhr**La séance est levée à 13 h 00*

Fünfzehnte Sitzung – Quinzième séance

Donnerstag, 17. Juni 2004

Jeudi, 17 juin 2004

15.00 h

02.010

Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit

Loi contre le travail au noir

Fortsetzung – Suite

Botschaft des Bundesrates 16.01.02 (BBl 2002 3605)
Message du Conseil fédéral 16.01.02 (FF 2002 3371)

Nationalrat/Conseil national 17.06.04 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 17.06.04 (Fortsetzung – Suite)

Bundesgesetz über Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit Loi fédérale concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir

Präsident (Binder Max, Präsident): Ich beantrage Ihnen, die Artikel 15a und 19a in einer gemeinsamen Debatte zu behandeln. – Es gibt Widerstand, und ich lasse mich nicht auf eine Diskussion ein. Wir behandeln die Artikel einzeln.

Art. 15a

Antrag der Minderheit

(Rennwald, Fässler, Goll, Gysin Remo, Leutenegger Oberholzer, Rechsteiner Paul, Recordon, Vischer)

Abs. 1

Alle ausländischen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer, die von einem Kontrollorgan (kantonale Dienststelle, kantonale Kontrollkommission, paritätische Kommission) entdeckt werden und seit mindestens einem Jahr in der Schweiz arbeiten, erhalten eine Aufenthaltsbewilligung.

Abs. 2

Das Kontrollorgan (kantonale Dienststelle, kantonale Kontrollkommission, paritätische Kommission) setzt der Arbeitnehmerin oder dem Arbeitnehmer eine Frist von vier Monaten, damit dieser seine Ansprüche aus dem Arbeitsvertrag oder dem Gesamtarbeitsvertrag sowie gegenüber den Sozialversicherungen geltend machen kann.

Abs. 3

Das Kontrollorgan überprüft, ob das Gesuch offensichtlich unbegründet ist. Ist das nicht der Fall, so erhält die Arbeitnehmerin oder der Arbeitnehmer eine Aufenthalts- und Arbeitsbewilligung, die jedes Jahr erneuert werden, bis die Arbeitnehmerin oder der Arbeitnehmer alle Ansprüche hat geltend machen können, namentlich solche, die sich aus einem Gesamtarbeitsvertrag ergeben.

Art. 15a

Proposition de la minorité

(Rennwald, Fässler, Goll, Gysin Remo, Leutenegger Oberholzer, Rechsteiner Paul, Recordon, Vischer)

Al. 1

Tout travailleur étranger découvert par un organe de contrôle (service cantonal, commission de contrôle cantonale, commission paritaire) et travaillant en Suisse depuis au moins une année est mis au bénéfice d'une autorisation de séjour.

Al. 2

L'organe de contrôle (service cantonal, commission de contrôle cantonale, commission paritaire) fixe au travailleur un délai de quatre mois pour qu'il puisse faire valoir ses droits résultant du contrat de travail ou d'une convention collective ainsi que des assurances sociales.

Al. 3

L'organe de contrôle vérifie si la demande est manifestement infondée. Si tel n'est pas le cas, le travailleur est mis au bénéfice d'une autorisation de séjour et de travail qui sont renouvelées d'année en année, jusqu'à ce que le travailleur ait pu faire valoir tous ses droits, découlant notamment d'une convention collective de travail.

Rennwald Jean-Claude (S, JU): Comme je l'ai déjà relevé lors du débat d'entrée en matière, le groupe socialiste estime que le projet qui nous est soumis par la majorité de la commission laisse malheureusement de côté l'un des éléments importants du travail au noir, c'est-à-dire les travailleurs immigrés sans autorisation de séjour. C'est pourquoi, à l'article 15a, une minorité de la commission propose d'instaurer une forme de régularisation des sans-papiers reposant sur trois principes.

1. Tout travailleur découvert par un organe de contrôle et travaillant en Suisse depuis au moins une année est mis au bénéfice d'une autorisation de séjour.

2. L'organe de contrôle fixe au travailleur un délai de quatre mois pour qu'il puisse faire valoir ses droits résultant du contrat de travail ou d'une convention collective ainsi que des assurances sociales.

3. L'organe de contrôle vérifie si la demande est manifestement infondée. Si tel n'est pas le cas, le travailleur est mis au bénéfice d'une autorisation de séjour et de travail qui est renouvelée d'année en année, jusqu'à ce que le travailleur ait pu faire valoir tous ses droits, découlant notamment d'une convention collective de travail.

En commission, il nous a été reproché de vouloir ainsi créer une sorte d'amnistie permanente. Ce n'est pas tout à fait exact, et le problème, c'est que personne n'a présenté une meilleure proposition, alors que, je le répète, la question des sans-papiers est un élément essentiel de la problématique du travail au noir. En effet, si une telle procédure n'est pas instituée, un certain nombre d'employeurs continueront d'engager des travailleurs au noir, et cela malgré la nouvelle loi. Dans le cas précis, il faut ajouter que si cette régularisation a bien un caractère permanent, c'est parce qu'elle vise essentiellement à protéger les droits individuels des hommes et des femmes qui sont entrés dans l'engrenage du travail au noir. Par conséquent, on ne saurait assimiler cette proposition de minorité à une volonté de régularisation générale des sans-papiers. Très concrètement, il s'agit d'éviter que les travailleurs en situation d'infraction soient doublement pénalisés: une fois par des conditions de travail ou des salaires abusifs et une autre fois par une expulsion immédiate. Enfin, nous sommes persuadés qu'une telle disposition aurait un caractère préventif, en ce sens que la possibilité accordée au salarié de faire valoir ses droits aurait, pour beaucoup d'employeurs, un effet dissuasif plus fort qu'une amende, même salée.

Le groupe socialiste salue par ailleurs l'introduction du nouvel article 19a dans le projet, article qui confère un droit d'action aux organisations syndicales dans le domaine du travail au noir. En cas de découverte d'une relation de travail au noir, les syndicats ayant pour but statutaire de défendre les intérêts sociaux et économiques de leurs membres auraient ainsi qualité pour agir en constatation de l'existence de prétentions encore ouvertes qu'un travailleur pourrait faire valoir à l'encontre de son employeur. Précision importante: si la relation de travail perdurait, l'accord préalable du travailleur serait nécessaire.

J'ajoute, et c'est important, qu'il ne faut pas confondre ce droit avec le droit d'action dont disposent par exemple les organisations de protection de l'environnement. Celles-ci ont en effet le droit d'agir pour un but idéal, alors que dans le cas

précis, il s'agit de protéger, de préserver des droits économiques à titre individuel. Un tel droit d'action est très important, car la majorité des travailleurs de l'économie souterraine sont des êtres fragiles qui ont très peu de moyens financiers à disposition, qui ignorent souvent tout de nos lois, de nos us et coutumes et qui, dans bien des cas, ne parlent pas la langue de la région où ils travaillent.

Comme je l'ai déjà dit lors du débat d'entrée en matière, je répète que le sort réservé à cet article pèsera d'un poids important dans l'évaluation globale que le groupe socialiste fera du projet.

Je précise encore que cette idée s'inscrit parfaitement dans le cadre du partenariat social. A mon sens, renoncer à cet article reviendrait en quelque sorte à lancer un appel déguisé à la pratique du travail au noir.

C'est pourquoi, sur ce point, je vous demande de suivre la proposition de la majorité.

Pelli Fulvio (RL, TI): Die FDP-Fraktion widersetzt sich dem Minderheitsantrag Rennwald bei Artikel 15a. In der Kommission wurde vertieft diskutiert, ob das Inkrafttreten des Schwarzarbeitsgesetzes mit einer Amnestie für die Vergangenheit und für die illegal anwesenden Ausländer mit einem Regularisierungsverfahren zu verbinden sei. Die Kommission hat jedoch entschieden, mit der Beantwortung dieser berechtigten Fragen bis zum Abschluss der parlamentarischen Beratung des Ausländergesetzes zu warten. Das Problem bleibt deshalb offen und wird bald wieder zur Diskussion gestellt werden.

Schwarzarbeit ist jedoch nicht nur ein Problem der illegal anwesenden Ausländer, auch viele Schweizer bzw. niedergelassene Ausländer arbeiten voll oder zum Teil schwarz. Ein Regularisierungsverfahren hat deshalb je nach Art der Schwarzarbeit differenzierte Regeln vorzusehen. In diesem Sinne schafft die im Antrag der Minderheit Rennwald dargestellte gewerkschaftliche Vereinfachung des Problems Ungleichheiten. Illegal anwesenden Ausländern wird nicht nur das Recht bestätigt, die eigenen Rechte geltend machen zu können – was ihnen übrigens auch in Artikel 19a garantiert wird –, vielmehr sollen sie auch eine definitive oder bei offensichtlich unbegründetem Gesuch zumindest eine provisorische Aufenthaltsbewilligung erhalten. Schweizer und legal anwesende Ausländer hingegen, die schwarzarbeiten, sollen nicht in den Genuss einer strafrechtlichen Voll- oder Teilamnestie kommen, was aber vor der Einführung verschärfter Strafbestimmungen vernünftig wäre und die spontane Meldung von Schwarzarbeit fördern würde.

Vor diesem Hintergrund drängt es sich auf, das Problem der Amnestie bzw. der Regularisierung von ausländischen Arbeitskräften im Moment offen zu lassen – dies auch deshalb, weil in der Kommission eine Initiative zu diesem Thema hängig ist.

Ich bitte Sie deshalb, mit der Mehrheit zu stimmen.

Spuhler Peter (V, TG): In Artikel 15a versucht die Minderheit, im Bundesgesetz gegen die Schwarzarbeit eine Legalisierung für die «sans-papiers» mit hineinzunehmen. Das kann nicht sein! Das ist eine Einladung zum Missbrauch und zur Umgehung der Bestimmungen im Ausländergesetz. Es kann nicht sein, dass wir die Legalisierung der Papierlosen hier, bei der Vorlage zur Bekämpfung der Schwarzarbeit, integrieren. Ich habe grosse Mühe damit.

Sie haben heute Morgen die Diskussion betreffend die Bekämpfung der Schwarzarbeit gehört. Sie haben gehört, dass jetzt die linke Seite versucht, an dieser Stelle, wo wir an und für sich Schwarzarbeit bekämpfen wollen, illegal Anwesende nach einem Jahr automatisch mit einer Aufenthaltsbewilligung auszurüsten. Das kann nicht sein! Ich wehre mich mit der SVP-Fraktion gegen diese Vermischung von Schwarzarbeit und Ausländerrecht.

Aus diesem Grund bitte ich Sie, die Mehrheit der Kommission zu unterstützen.

Vischer Daniel (G, ZH): Der Satz «Das kann es nicht sein» ist ja noch kein Argument dafür, dass es falsch ist, Herr

Spuhler. Sodann sagen Sie, es dürfe keine Vermischung zwischen der Bekämpfung der Schwarzarbeit und dem Ausländerrecht geben. Das ist an sich, normativ gesehen, möglicherweise ein sinnvoller Standpunkt. Nur hat er nichts mit der Realität zu tun.

Wenn Sie keine Regelung wie jene von Artikel 15a hineinnehmen, dann schaffen Sie in einer anderen Richtung eine Ungleichheit. Dann wird nämlich dieses Gesetz zur Bekämpfung der Schwarzarbeit zu einem Gesetz zur Aussonderung der «sans-papiers». Das ist genau das Problem. Leute, die in diesem Land zur Wertschöpfung beitragen, haben auch ein Anrecht darauf, dass sie auch rechtlich dementsprechend behandelt werden. Leute, die Schwarzarbeit leisten, sind Leute, die in prekären Situationen, weit unter GAV-Normen, zur Wertschöpfung in diesem Land beitragen. Das sind Leute, die oft ausgenutzt werden, die in prekären Situationen eine Arbeitsstelle annehmen.

Wenn diese Leute nun aufgrund des Bundesgesetzes gegen die Schwarzarbeit entdeckt werden, kann es doch nicht sein, dass die logische Folge die fremdenpolizeiliche Abschiebung ist. Also braucht es mindestens für jene, die über eine bestimmte Zeitdauer in diesem Land waren, eine Schutzbestimmung, die ihnen das Anrecht auf den Erhalt einer Aufenthaltsbewilligung gibt. Genau das will diese Bestimmung, die übrigens mit Artikel 19a in einer Konnexität steht. Es geht ja auch darum, dass die Leute eine Aufenthaltsbewilligung brauchen, um überhaupt – weil sie tatsächlich hier anwesend sind – ihre rechtlichen Ansprüche aus dem Arbeitsrecht wahrnehmen zu können. Das ist ein ganz entscheidender Punkt.

Sie wollen nämlich den Fünfer und das Weggli, Herr Spuhler; Sie vertreten im Grunde genommen eine Position, die besagt: Okay, Schwarzarbeit ist nicht so schlimm, aber nach aussen müssen wir sie ein bisschen bekämpfen. Aber dann wollen wir dann gleichwohl, dass die Leute, die als Arbeitnehmer Schwarzarbeit geleistet haben, die keine Papiere haben, die Hauptfolgen davon tragen müssen. Wir wollen nicht auch noch riskieren müssen, dass diese Leute dann vollumfänglich ihre Rechte aus dem Arbeitsrecht geltend machen können.

Genau das will diese Bestimmung in Verbindung mit Artikel 19a verhindern. Das ist ein entscheidender Pflock, den dieses Gesetz braucht, denn ohne diesen Pflock ist das Gesetz ein einseitiges Gesetz zulasten der «sans-papiers», und das kann nicht im Ernst die Intention des Gesetzgebers sein. Herr Spuhler, heute geht es darum, dass mit Bezug auf dieses Gesetz ein sozialpartnerschaftlicher Konkordanzkonsens hergestellt werden kann. Dass Sie das nicht wollen, mag sein. In Ihrem Betrieb handeln Sie übrigens – das ist aus meiner Sicht positiv – anders. Bieten Sie doch Hand, damit ein ausgewogenes Gesetz verabschiedet wird, das die verschiedenen Aspekte der gesamten Problematik mitberücksichtigt.

In diesem Sinne ersuche ich Sie dringend, der Minderheit und damit diesem Artikel 15a zuzustimmen.

Meier-Schatz Lucrezia (C, SG): Ich spreche ausschliesslich zu Artikel 15a und nicht zu Artikel 19a, wie das der Präsident vorhin angekündigt hat.

Die Minderheit Rennwald schlägt Ihnen vor, dass ausländische Arbeitnehmer und Arbeitnehmerinnen, die während eines Jahres in der Schattenwirtschaft tätig sind und dabei ertappt werden, eine Aufenthaltsbewilligung erhalten. Diese Grosszügigkeit diesen Mitarbeitern gegenüber können wir so nicht akzeptieren. Dieser Vorschlag kommt einer ganz klaren Umgehung der Gesetze gleich. Mit einer solchen Klausel fördern wir eigentlich die Illegalität der Ausländer und laden sie geradezu dazu ein, ein Jahr Schwarzarbeit zu leisten, um danach in den Genuss einer Aufenthaltsbewilligung zu gelangen.

Das Gesetz sollte dazu dienen, dass wir alles daransetzen, um die Schwarzarbeit effizient zu bekämpfen. Doch wenn wir solche Schlupflöcher schaffen, nützen Strafen respektive Sanktionen nichts. Selbst wenn diese Arbeitnehmerinnen

und Arbeitnehmer, nachdem sie erwischt wurden, die Möglichkeit hätten, ihre Situation zu regularisieren, käme dies einer krassen Verletzung der Spielregeln unseres Rechtsstaates gleich – einer Verletzung, welche wir so nicht gutheissen können. Dies umso weniger, als wir ja im Rahmen des AuG und des Asylgesetzes eine Regularisierung auf individueller Basis vorsehen.

Der Antrag der Minderheit Rennwald käme eigentlich einer dauerhaften Amnestie gleich. Selbst wenn wir eine allgemeine Amnestie vor Inkraftsetzen des Gesetzes ins Auge fassen würden, könnten wir diesem Vorschlag so nicht zustimmen. Ausländer sind – dies wurde zu Recht auch von der Linken betont – nicht die Hauptakteure, die einer versteckten Tätigkeit nachgehen. Dennoch ist belegt, dass primär die Nachfrage im Rahmen der Schattenwirtschaft illegale Einwanderung induziert und nicht etwa umgekehrt illegale Einwanderung Schattenarbeit aus eigenen Stücken schafft. Die europaweite Zunahme der Schwarzarbeit ist die Kehrseite struktureller Veränderungen auf dem globalisierten Arbeitsmarkt. Daher müssen und wollen wir mit diesem Gesetz eine verstärkte Repression sowohl auf der Nachfrageseite wie auf der Anbieterseite durchsetzen; Letzteres werden wir später in Artikel 18 tun, wenn wir uns mit den Sanktionen beschäftigen und sie festlegen.

Das ist weitaus der beste Schutz für die potenziellen Migranten und Migrantinnen, denn diesen gebührt ein Schutz vor dem Missbrauch durch gewisse Arbeitgeber und Arbeitgeberinnen. Wenn diese wissen, dass ihre illegal beschäftigten Mitarbeiter nach einem Jahr in den Genuss von verbesserten Arbeitsrechten gelangen können, dann ist der Anreiz für die Ausübung illegaler Praktiken nicht mehr gegeben. Ziel muss sein, dass wir jedem in der Schweiz Erwerbstätigen den arbeitsrechtlichen und den sozialversicherungsrechtlichen Schutz gewähren. Ziel muss also sein, dass keine Schwarzarbeit toleriert wird, auch nicht während eines Jahres.

Sollten wir der Minderheit folgen, so lassen wir die Möglichkeit einer einjährigen Tätigkeit in der Schattenwirtschaft zu und setzen den ausländischen Arbeitnehmenden ein sehr eigenartiges Zeichen. Wir signalisieren damit implizit, dass sie ein Jahr ohne Schutz tätig sein können, bis sie in den Genuss ihrer Legalisierung kommen. Ziel muss doch sein, dass jeder in diesem Land, ob Schweizer oder Ausländer, arbeitsrechtlich und sozialversicherungsrechtlich von Beginn seiner Erwerbstätigkeit an geschützt wird. Alles andere ist unzulässig.

Ich bitte Sie namens der CVP-Fraktion, den Antrag der Minderheit Rennwald abzulehnen.

Rechsteiner Paul (S, SG): Frau Meier-Schatz, Sie haben Recht: Dieses Gesetz bezweckt die Bekämpfung der Schwarzarbeit. Wenn das aber das Ziel ist, muss man doch dafür sorgen, dass es sich nicht lohnt, schwarzarbeiten zu lassen. Wenn in solchen Situationen von prekärem, nicht reguliertem Aufenthalt in der Schweiz Schwarzarbeit geleistet wird, wenn ein Arbeitgeber davon profitiert, dass die normalen Arbeitsbedingungen nicht eingehalten werden müssen, dann muss doch eine Korrektur gemacht werden, damit diese Rechte letztlich doch durchgesetzt werden können. Falls die betroffenen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer, die sich in dieser kritischen oder irregulären Situation befinden, praktisch-faktisch nicht die Möglichkeit haben, diese Rechte überhaupt nur geltend zu machen, bedeutet das eine Belohnung derjenigen Arbeitgeber, die schwarzarbeiten lassen und sich damit unrechtmässige Konkurrenzvorteile gegenüber den korrekten Arbeitgebern verschaffen, die sich an die Gesetze und die Arbeitsbedingungen halten. Das kann nicht angehen.

Es gibt nur die Möglichkeit, dafür zu sorgen, dass diese Rechte real geltend gemacht werden können. In Artikel 15a wird das in der Weise vorgeschlagen, dass diese Leute die Möglichkeit bekommen, über eine temporäre Gewährung des Aufenthaltes das Recht einzuklagen. Das ist die Lösung gemäss Minderheit Rennwald, die wir bei Artikel 15a unterstützen.

Die subsidiäre Lösung, welche die Mehrheit für dasselbe Problem vorgeschlagen hatte, war das Klagerecht der Verbände. Es geht um eine Feststellungsklage, damit in solchen Fällen der Konkurrenzvorteil mindestens in Form einer Feststellungsklage thematisiert werden kann. Aber es ist klar: Die Leistungsklage ist der Feststellungsklage überlegen. Mit dieser Bestimmung schafft man die Möglichkeit, jenen Arbeitgebern, die schwarzarbeiten lassen und sich ungerechtfertigte Vorteile verschaffen – zulasten jener Arbeitgeber, die sich an die Gesetze halten –, diese Privilegien nicht mehr zukommen zu lassen. Wenn diese Möglichkeit nicht geschaffen ist und die Beschäftigten in solchen Situationen in der Realität rechtlos bleiben, dann ist die Bekämpfung von Schwarzarbeit nicht wirksam und bleibt in solchen Fällen ein Lippenbekenntnis.

Ich ersuche Sie deshalb, bei Artikel 15a der Minderheit Rennwald zuzustimmen.

Deiss Joseph, président de la Confédération: Le Conseil fédéral s'oppose à cet article 15a, puisqu'il n'était pas dans son intention de régler la question des sans-papiers par le biais de cette loi – sans-papiers de longue durée, ou en tout cas présents dans le pays depuis plus d'une année. D'ailleurs, une telle disposition aurait d'abord un effet d'attraction sur l'immigration illégale, puisqu'elle revient à dire que si l'on parvient à rester en Suisse pendant une année au moins, à travailler de manière illégale, on peut alors faire normaliser sa situation. Je pense que ce n'est pas la bonne voie pour régler cette question.

Au fond, je suis d'accord avec Monsieur Rechsteiner, lorsqu'il dit que le but de cette loi doit être de régler la question, ou de lutter, contre le travail au noir, et qu'il faut à cet effet prendre des mesures! Il a dit: «Il faut que le travail au noir ne soit pas intéressant.» Mais il ne faudrait pas créer dans cette loi des conditions qui annulent l'effet d'autres législations. L'immigration illégale doit aussi être combattue et il ne faudrait pas créer dans cette loi une possibilité qui rende cette immigration illégale intéressante. Par conséquent, séparons ces deux problèmes.

Monsieur Rechsteiner a aussi rendu attentif au lien qu'il peut y avoir entre l'article 15a et l'article 19a alinéa 2, où il est question de réserver ou de défendre les droits de personnes qui auraient déjà travaillé illégalement en Suisse et qui ont le droit de défendre leurs acquis par rapport à un employeur qui les aurait exploités.

Mais, à cet effet, je vous renvoie alors à l'article 19a, et cet article 19a sera soutenu par le Conseil fédéral.

Recordon Luc (G, VD), pour la commission: Dans cet article 15a, bien sûr, la solution proposée par la minorité permettrait d'atteindre presque à coup sûr un des buts importants que la commission s'est assignés en revoyant ce projet, c'est-à-dire d'éviter toute chasse aux sorcières. C'est bien clair. Néanmoins, la commission a préféré renoncer à aller dans ce sens, non pas du tout parce que, comme j'ai cru l'entendre tout à l'heure, on mélangerait deux domaines; les domaines sont étroitement liés entre la loi sur les étrangers et la loi sur le travail au noir; comme on sait bien que, par définition, la recherche de travail est un facteur d'immigration fondamentale et que, de toute façon, cela a été dit par Monsieur le représentant du gouvernement ce matin, la loi contre le travail au noir constitue justement une loi de coordination, ce n'est pas un problème de mélange.

Le problème qui se pose, en réalité, c'est que la commission s'est dit qu'elle voulait attendre d'avoir vu le bout des travaux sur la loi sur les étrangers avant de prendre une décision du type de celle proposée à l'article 15a. C'est ça qui a été la motivation de la commission, comme vous le verrez si vous reprenez le supplément à la Perspective que nous avons reçu. Ce supplément, je le signale en passant, comprend une erreur flagrante en page 8 lorsque sont évoqués «les mécanismes de lutte contre les travailleurs en situation illégale»: de grâce, ce sont des mécanismes de lutte contre le travail en situation illégale, il ne s'agit en aucune façon de lutter contre les travailleurs!

Pour autant, la commission a décidé d'attendre et, pour ce motif, de ne pas adopter l'article 15a. Il est vrai que, s'il était adopté, il enlèverait beaucoup d'intérêt pour les employeurs; peut-être même les empêcherait-il de faire venir des travailleurs au noir de l'étranger, parce que, évidemment, s'ils pouvaient être régularisés facilement, ces travailleurs-là seraient beaucoup moins intéressants. On aurait beaucoup de peine à leur proposer des conditions médiocres. Cela ne résoudreait en revanche pas le problème du travail au noir des travailleurs nationaux.

Gysin Hans Rudolf (RL, BL), für die Kommission: Wir befinden uns mit diesem Artikel im Bereich der Verfolgung der Verstösse durch Verwaltungs- und Gerichtsbehörden. Die Minderheit will, dass ausländischen Arbeitnehmenden, die ohne Aufenthaltbewilligung entdeckt werden und seit mindestens einem Jahr in der Schweiz arbeiten, eine Aufenthaltbewilligung ausgestellt werden soll, und zwar für eine Frist, innerhalb welcher sie ihre Ansprüche aus dem Arbeitsvertrag, also dem GAV, geltend machen können. Das mag aus ethischer Sicht vielleicht löblich sein; indirekt ist es aber doch eine Amnestie für Personen, die sich illegal in der Schweiz aufhalten.

Die Mehrheit der Kommission ist eindeutig der Meinung, man solle in diesem Gesetz zur Bekämpfung der Schwarzarbeit keine Vermischung von Ausländerrecht und Schwarzarbeitsverbot vornehmen. Man kann den Pelz nicht waschen, ohne dass er nass wird. Wenn man der Minderheit zustimmte, würde man sich wichtiger Präventionsmassnahmen im Rahmen des Bundesgesetzes gegen die Schwarzarbeit entledigen. Damit würden wir es fördern, dass solche Leute weiterhin illegal von Arbeitgebern beschäftigt werden. Die Arbeitnehmerseite hat mit der Feststellungsklage ein Instrument, um gegen illegal profitierende Arbeitgeber vorzugehen. Das ist ein besseres Instrument als jenes, das hier vorgeschlagen wird.

Darum bitte ich Sie, den Antrag der Minderheit Rennwald abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit 55 Stimmen
Dagegen 100 Stimmen

Art. 16

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

.... machen und die Indizien für das Vorliegen

Antrag der Minderheit

(Spuhler, Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Abs. 1

Die kantonale Dienststelle ist verpflichtet Die kantonale Dienststelle darf

Abs. 2

.... die kantonale Dienststelle über Feststellungen

Art. 16

Proposition de la majorité

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

(la modification ne concerne que le texte allemand)

Proposition de la minorité

(Spuhler, Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Al. 1

Le service cantonal est tenu Le service cantonal ne peut

Al. 2

.... Elles informent le service cantonal lorsqu'elles

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 17

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Die Steuerbehörden der Kantone und des Bundes haben die Ergebnisse ihrer Kontrollen den AHV-Ausgleichskassen bekannt zu geben, wenn die Kontrolle eine Steuerhinterziehung für ein Einkommen aus unselbstständiger oder selbstständiger Erwerbstätigkeit aufgedeckt hat.

Abs. 2

Die in Sachen Arbeitslosenversicherung zuständigen Behörden der Kantone und des Bundes, die für den Vollzug der Gesetzgebung über die Sozialversicherungen zuständigen Behörden der Kantone und des Bundes und die in diesen Bereichen zuständigen privaten Organisationen haben die Ergebnisse ihrer Kontrollen den Asyl- und Ausländerbehörden bekannt zu geben:

a. wenn die Person aus unselbstständiger oder selbstständiger Erwerbstätigkeit ein Einkommen erzielt hat, für das die Sozialversicherungsbeiträge (AHV, IV, EO, ALV) nicht entrichtet wurden; und

b. wenn sich nicht sogleich ergibt, dass der Aufenthalt der betroffenen Person mit den anwendbaren Bestimmungen übereinstimmt.

Abs. 2bis

Die weiteren Behörden nach Artikel 16 Absatz 2 teilen die Ergebnisse der im Rahmen ihrer Aufgaben vorgenommenen Kontrollen den gegebenenfalls betroffenen eidgenössischen oder kantonalen Behörden mit, wenn Anhaltspunkte dafür bestehen, dass Schwarzarbeit vorliegt.

Abs. 2ter

Als gegebenenfalls betroffene Behörden gelten:

a. die AHV-Ausgleichskassen und die Familienausgleichskassen kantonalen Rechtes;

b. die Unfallversicherer;

c. die Durchführungsstellen der Arbeitslosenversicherung;

d. die Steuerbehörden des Bundes und der Kantone;

e. die Asyl- und Ausländerbehörden.

Abs. 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

(Siehe auch Art. 50 Abs. 2bis AHVG, Art. 97 Abs. 1bis UVG, Art. 97a Abs. 2bis Avig, Art. 96 Abs. 2 AsylG, Art. 22c Abs. 4 Anag)

Antrag der Minderheit I

(Baader Caspar, Kaufmann, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates, aber:

.... wenn Indizien dafür

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates, aber:

....

a. die AHV- und Familienausgleichskassen kantonalen Rechtes;

Abs. 2bis, 2ter

Streichen

Antrag der Minderheit II

(Rennwald, Berberat, Fässler, Gysin Remo, Rechsteiner Paul)

Abs. 1, 2, 2bis

Gemäss Antrag der Mehrheit

Abs. 2ter

....

e. die Asyl- und Ausländerbehörden, unter Vorbehalt von Absatz 2quater.

Abs. 2quater

Die Organe, die Arbeitnehmervertreter aufweisen (Kontrollkommission, paritätische Kommission), sind nicht verpflich-

tet, den zuständigen Asyl- und Ausländerbehörden Informationen zukommen zu lassen.

Art. 17

Proposition de la majorité

Al. 1

Les autorités fiscales cantonales et fédérales communiquent les résultats de leurs contrôles aux caisses de compensation AVS lorsque le contrôle a relevé une soustraction fiscale pour un revenu provenant d'une activité lucrative dépendante ou indépendante.

Al. 2

Les autorités cantonales ou fédérales compétentes en matière d'assurance-chômage, les autorités cantonales ou fédérales et les organismes privés chargés de l'application des législations en matière d'assurances sociales communiquent les résultats de leurs contrôles aux autorités compétentes en matière d'asile et de droit des étrangers:

- a. si la personne a perçu un revenu provenant d'une activité lucrative dépendante ou indépendante pour laquelle les contributions aux assurances sociales (AVS, AI, APG, AC) n'ont pas été versées; et
- b. s'il n'apparaît pas d'emblée que la situation de séjour de la personne concernée est conforme aux dispositions en vigueur.

Al. 2bis

Les autres autorités désignées à l'article 16 alinéa 2 communiquent les résultats des contrôles exécutés dans le cadre de leurs tâches aux autorités fédérales ou cantonales qui peuvent être concernées, lorsqu'il existe un indice de travail au noir.

Al. 2ter

Par autorités qui peuvent être concernées, on entend:

- a. les caisses de compensation AVS et les caisses d'allocations familiales de droit cantonal;
- b. les assureurs en cas d'accidents;
- c. les autorités d'exécution de l'assurance-chômage;
- d. les autorités fiscales cantonales et fédérales;
- e. les autorités compétentes en matière d'asile et de droit des étrangers.

Al. 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral (voir également art. 50 al. 2bis LAVS, art. 97 al. 1bis LAA, art. 97a al. 2bis LACI, art. 96 al. 2 LAsi, art. 22c al. 4 LSEE)

Proposition de la minorité I

(Baader Caspar, Kaufmann, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral (la modification ne concerne que le texte allemand)

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral, mais:

....

- a. AVS et d'allocations familiales de droit cantonal;

Al. 2bis, 2ter

Biffer

Proposition de la minorité II

(Rennwald, Berberat, Fässler, Gysin Remo, Rechsteiner Paul)

Al. 1, 2, 2bis

Selon proposition de la majorité

Al. 2ter

....

- e. des étrangers, sous réserve de l'alinéa 2quater.

Al. 2quater

Les organes où siègent des représentants des travailleurs (commission de contrôle, commission paritaire) ne sont pas tenus de communiquer des informations aux autorités compétentes en matière d'asile et de droit des étrangers.

Baader Caspar (V, BL): Ich spreche bei Artikel 17 sowohl für die Minderheit I als auch für die SVP-Fraktion. Vorweg

muss ich ein Korrigendum vornehmen: Es wurde Ihnen bezüglich Artikel 17 Absatz 2ter eine bereinigte Fassung gestellt. Diese basiert auf einem Missverständnis zwischen dem Sekretär der WAK und mir. Absatz 2ter war nicht Inhalt des Beschlusses in der WAK. Ich ziehe den Antrag zu Absatz 2ter formell zurück und beschränke mich auf den übrigen Minderheitsantrag.

Die Minderheit I beantragt Ihnen, bei Artikel 17 dem Bundesrat zu folgen. Wir sind der Meinung, dass alle in Artikel 16 Absatz 2 aufgeführten Behörden, die Schwarzarbeit feststellen, den betroffenen eidgenössischen und kantonalen Behörden nach Artikel 17 Absatz 2 eine Mitteilung machen müssen, wenn man die Schwarzarbeit effektiv bekämpfen will, was ja die Absicht dieses Gesetzes ist.

Unseres Erachtens braucht es keine spezielle Bestimmung für die Steuerbehörden, wie sie in Absatz 1 gemäss der Mehrheit vorgesehen ist. Schon heute müssen nämlich die Steuerbehörden die steuerbaren Einkommen den Ausgleichskassen melden. Wenn sie nach Abschluss eines Veranlagungsverfahrens eine Hinterziehung feststellen, können sie die Veranlagung nur im Rahmen eines Nach- und Strafsteuerverfahrens abändern, mit der Konsequenz, dass es eine neue Veranlagung gibt, die automatisch wieder den Ausgleichskassen mitgeteilt werden muss. Dazu braucht es keine neue Bestimmung in einem neuen Gesetz. Das ist bereits die heutige Situation. Wir müssen aufhören, immer neue, überflüssige Dinge zu regeln.

In Absatz 2 übernimmt die Minderheit I die Formulierung aus Absatz 2ter der Mehrheit, da es richtig ist, dass auch die Familienausgleichskassen «betroffene» Behörden sein können. Es gibt für uns aber keinen Grund dafür, dass gemäss Absatz 2 der Mehrheit die Sozialversicherungsbehörden gegenüber den Asyl- und Ausländerbehörden nur eine beschränkte Auskunftspflicht haben, wenn sie Schwarzarbeit feststellen. Es ist nicht richtig, dass keine Meldepflicht dieser Behörden besteht, wenn die Sozialversicherungsbeiträge bezahlt werden. Zu diesem Zweck haben wir ja das vereinfachte Abrechnungsverfahren geschaffen. Damit soll erreicht werden, dass auch bei Gelegenheitsarbeiten eine Deklaration stattfindet und eben gerade keine Schwarzarbeit mehr vorliegt. Es ist daher nach Einführung dieser Möglichkeit falsch, die Sozialversicherungsbehörden unter gewissen Voraussetzungen trotzdem von der Meldepflicht zu befreien. Dem Datenschutzgesetz kann in dieser Frage keine übergeordnete Bedeutung zukommen.

Auf jeden Fall lehnt die SVP-Fraktion die Minderheit II bei Absatz 2quater ab, welcher die Kontrollorgane, in welchen Arbeitnehmervertreter sind, von der Meldepflicht der Schwarzarbeit an die Asyl- und Ausländerbehörden ausnehmen will. Man kann doch nicht als Mitglied einer paritätischen oder gar tripartiten Kommission Verantwortung beanspruchen wollen und dann gerade wieder Absolution verlangen, um illegale Aufenthalter schützen zu können. Dies würde ja die Wirksamkeit der gemischt zusammengesetzten Behörden bei der Bekämpfung der Schwarzarbeit zunichte machen.

Ich bitte Sie daher, der Minderheit I zu folgen, wobei Absatz 2ter hinfällig ist.

Rennwald Jean-Claude (S, JU): A l'article 17, la minorité II propose l'adjonction d'un alinéa 2quater, selon lequel «les organes où siègent des représentants des travailleurs (commission de contrôle, commission paritaire) ne sont pas tenus de communiquer des informations aux autorités compétentes en matière d'asile et de droit des étrangers». Nous avons fait cette proposition, parce qu'il nous paraît totalement inacceptable d'obliger des syndicalistes à faire en quelque sorte de la délation envers des autorités de police. Cela nous paraît d'autant plus inacceptable que dans certains cas, des représentants des syndicats pourraient être amenés à dénoncer des membres de leur propre organisation, ce qui serait tout de même un comble! Cette hypothèse vous fait peut-être sourire, mais elle est tout à fait plausible, car lorsqu'un travailleur adhère à un syndicat, celui-ci ne lui de-

mande pas de présenter ses papiers. Evidemment, le syndicat lui demande un certain nombre de données personnelles, mais cela ne signifie pas encore qu'il dispose de papiers en règle.

J'ajoute que si la proposition de la minorité II ne devait pas l'emporter, un grand nombre de syndicalistes risquerait bien, pour des raisons morales, de ne pas appliquer un article de loi les obligeant à communiquer des renseignements aux autorités compétentes en matière d'asile et de droit des étrangers.

Et enfin, en tant que responsable syndical exerçant une activité sur le plan national, pour des raisons éthiques d'abord, j'ai beaucoup de peine à défendre cette idée; mais j'ai aussi beaucoup de peine pour une autre raison, car si je devais défendre un tel point de vue auprès des cadres syndicaux qui travaillent sur le terrain dans les régions, je risquerais fort de passer par la fenêtre des bureaux de mon syndicat!

Pelli Fulvio (RL, TI): Artikel 17 ist ein sehr wichtiger Artikel dieser Vorlage. Es geht um die Vernetzung von Informationen zwischen verschiedenen Behörden betreffend die Schwarzarbeit. In der Kommission wurde über diese Knacknuss sehr viel diskutiert und verhandelt. Am Ende wählte die Kommission mit 16 zu 6 Stimmen bei 1 Enthaltung eine Fassung, die jener des Bundesrates sehr nahe steht, auch wenn sie mit ihr nicht identisch ist. Mit dieser Lösung können sowohl die verschiedenen Eigenheiten des Problems als auch die Anliegen der verschiedenen Interessengruppen respektiert werden.

Der Entwurf des Bundesrates, aber auch die Lösung der Minderheit Baader Caspar haben den Nachteil, dass alle Stellen, die Sozialversicherungen inbegriffen, verpflichtet würden, wie Polizisten nach Schwarzarbeit zu suchen. Im Zentrum würden die Interessen der Ausländer- und Asylbehörden stehen. Die Sozialversicherungen und die Steuerbehörden sollten auch ohne das Feststellen einer spezifischen Verletzung sozialversicherungsrechtlicher bzw. steuerrechtlicher Vorschriften allen anderen Behörden jeden Anhaltspunkt bzw. Verdacht oder Hinweis von Schwarzarbeit mitteilen müssen.

Wie kann aber eine Sozialversicherung Anhaltspunkte für das Vorliegen von Schwarzarbeit feststellen, wenn die durchgeführte Kontrolle auf keine Verletzung sozialversicherungsrechtlicher Verpflichtungen stösst? Wie kann eine Steuerbehörde das Vorliegen von Schwarzarbeit vermuten, wenn sie keine steuerrechtlichen Unkorrektheiten festgestellt hat? Einer nichtpolizeilichen Behörde solche Verpflichtungen aufzuerlegen kann Folgendes bewirken: Entweder gelingt es, diese nichtpolizeiliche Behörde zum Polizisten zu machen; dann stellt sich aber die Frage, ob sie weiterhin geeignet ist, die ihr ursprünglich übertragenen Aufgaben wahrzunehmen, und ob sie insbesondere immer noch genügend flexibel ist, um z. B. im Steuersektor mit ihrer Kundschaft zu verhandeln. Oder die zweite Variante: Es gelingt nicht, diese nichtpolizeiliche Behörde zum Polizisten zu machen, weil sie sich widersetzt. Dann besteht das Risiko, dass diese Behörde schlechte oder oberflächliche Kontrollen durchführt, gerade auch im eigenen Sektor, nur um keine Meldungen machen zu müssen.

Beide Varianten befriedigen nicht. Wir erachten es deshalb als besser, die Charakteristiken und die Unternehmensstruktur der verschiedenen Stellen zu respektieren. Der Informationsaustausch soll sich auf das Weiterleiten der Informationen über eine Verletzung der Steuer- und Sozialversicherungsgesetze konzentrieren, was gegenüber der heutigen Regelung eine entscheidende Verbesserung darstellen würde.

SP und SVP haben Mühe, die gemeinsam gefundene Lösung – es handelt sich um eine gemeinsam gefundene Lösung – vollständig zu unterstützen. Die SP will die Information der Asyl- und Ausländerbehörden dem Belieben der sozialversicherungsrechtlichen Behörden überlassen. Die SVP unterstützt dagegen die modifizierte Lösung des Bundesrates, die ich vorher kritisiert habe. Die SVP möchte, dass je-

der Verdacht auf einen illegalen Aufenthalt in der Schweiz den Asyl- und Ausländerbehörden mitgeteilt wird. Beide – SP und SVP – sind natürlich nicht bereit, die von der jeweils anderen Partei vertretene Lösung anzunehmen. Damit paralisieren sie – wie es seit einiger Zeit oft der Fall ist – die Diskussion und erschweren die Suche nach einer Lösung. Im Kampf gegen die Schwarzarbeit braucht es aber eine Lösung; sie soll nicht am Festhalten der beiden grössten Parteien an Extrempositionen scheitern.

Ich bitte Sie deshalb, die Mehrheit zu unterstützen.

Baader Caspar (V, BL): Es ist schön, Herr Pelli, wenn Sie eine Lösung um der Lösung willen suchen. Aber jetzt haben wir eine Lösung, die besagt, dass wir ein vereinfachtes Abrechnungsverfahren haben, um die Schwarzarbeit möglichst zu verhindern. Was gibt es jetzt noch für einen plausiblen Grund, dass man die Sozialversicherungen von der Meldepflicht ausnehmen will? Ich bin der Meinung, sie müssen es ebenfalls melden, wenn sie Schwarzarbeit feststellen. Was gibt es Ihrer Meinung nach für einen Grund dafür?

Pelli Fulvio (RL, TI): Ich habe schon vorher versucht, das zu erklären. Heute haben die versicherungsrechtlichen Behörden überhaupt kein Recht, etwas mitzuteilen. Also teilen sie nichts mit. In Zukunft, mit der Lösung, die wir vorgesehen haben, werden sie alle Informationen mitteilen, die Verletzungen der betreffenden Gesetze anbelangen, zu deren Anwendung sie verpflichtet sind. Das ist ein sehr grosser Fortschritt. Das genügt meines Erachtens, um eine viel bessere Bekämpfung der Schwarzarbeit zu ermöglichen.

Meier-Schatz Lucrezia (C, SG): Nach den Ausführungen von Herrn Pelli kann ich es kurz machen. Ich möchte Herrn Baader sagen: Wir suchen nicht «eine Lösung um der Lösung willen». Wir haben im Vorfeld dieser Debatte und vor allem im Vorfeld der zweiten Lesung – ich habe dies bereits erwähnt – die Fragen des Datenschutzes und des Datentransfers intensiv diskutiert, und zwar unter den vier Bundesratsparteien. An dieser Diskussion waren Herr Spuhler, Herr Pelli, Herr Rechsteiner Paul und ich selber dabei. Wir haben versucht, eine Lösung zu finden, eine Formulierung zu erarbeiten, die auch mehrheitsfähig sein kann. Die Kommission beantragt Ihnen mit 16 zu 6 Stimmen, der Mehrheit zu folgen und den Antrag der Minderheit I (Baader Caspar) abzulehnen. Wir stellen fest, dass Herr Baader hier an seiner ursprünglichen Version festhält. In der zweiten Fahne, die verteilt wurde, war dieser Antrag anders formuliert, nun aber ist dieser zurückgezogen; wir müssen daher auf diesen Teil nicht mehr näher eingehen.

Wichtig scheint mir, dass wir aus der Sicht der Betroffenen am Datenschutzgesetz festhalten können. Die Behörden müssen den notwendigen Schutz gewähren, und vor allem müssen die Menschen, die eventuell davon betroffen sind, richtig geschützt werden. Wir haben Ausnahmen in anderen Bereichen geschaffen, und ich sehe nicht ein, warum wir hier diesen Weg, den die Mehrheit eingeschlagen hat, nicht fortsetzen sollten.

Die Mehrheit schlägt vor, dass die Daten nur unter gewissen Voraussetzungen an die Ausländer- und Asylbehörden, also an die Fremdenpolizei, weitergegeben werden können. Das scheint uns auch richtig. Die Minderheit II (Rennwald) hingegen will in einem Absatz 2quater eine Präzisierung von Absatz 2ter Buchstabe e. Diese Präzisierung ist unseres Erachtens überflüssig, da die angesprochenen Kommissionen nicht a priori – wie das im ersten Teil der Bestimmung festgelegt wird – als Behörden bezeichnet werden können. Die Mehrheit hatte bereits in Artikel 3 festgehalten, dass wir eine Gestaltungsfreiheit für die Kantone offen lassen möchten. Somit ist diese Präzisierung nicht notwendig.

Wir werden die Minderheiten I (Baader Caspar) und II (Rennwald) klar ablehnen und den Antrag der Mehrheit unterstützen. Somit werden wir auch bei den zusätzlichen erforderlichen Gesetzesänderungen die Mehrheit unterstützen. Dies gilt namentlich für die anderen Artikel; ich denke

an Artikel 50 AHVG, an die Änderung im UVG, im Avig und neu im AuG und in der Asylgesetzgebung.

Vischer Daniel (G, ZH): Ich kann mit Bezug auf jenen Teil, der nicht vom Antrag der Minderheit II (Rennwald) betroffen ist, auf die zutreffenden Ausführungen von Herrn Pelli verweisen.

Primär ist die Mehrheitsfassung eine nüchterne Legiferierung dessen, was geltendes Recht ist und was in diesem Gesetz sinnvoll ist. Es ist gegenüber dem Status quo eine gewisse Erweiterung mit Bezug auf die Möglichkeit der Weitergabe der Daten, aber in einem verhältnismässigen und letztlich akzeptierbaren Rahmen. Diesen Konsens will die SVP-Fraktion sprengen. Sie möchte dieses Gesetz mit dem Antrag der Minderheit I (Baader Caspar) gewissermassen zur Denunziation missbrauchen.

Insofern ersuche ich Sie dringend, den Antrag der Minderheit I (Baader Caspar) abzulehnen.

Der Antrag der Minderheit II (Rennwald) ist ein nötiger zusätzlicher Schutz für den Bereich jener Kommissionen, in welchen Gewerkschafter mit tätig sind, nämlich der Kontrollkommissionen, die auf sozialpartnerschaftlicher Grundlage funktionieren. Er folgt letztlich dem Prinzip der Verhältnismässigkeit und ist mithin eigentlich die Anwendung eines Verfassungsrechtes, indem gesagt wird: Es kann doch nicht sein, dass die Gewerkschaften, wenn sie zusammen mit Arbeitgeberorganisationen und dem Staat eine Kontrolltätigkeit vornehmen, dazu verpflichtet sind, gegen ihre eigenen Interessen zu handeln und ihre eigenen Mitglieder oder Leute, die in ihrem Umfeld tätig sind, zu denunzieren.

Dies scheint mir ein relativ harmloser Zusatz zu einem Konsens, einer Vernetzung, zu sein. Es ist gewissermassen ein Notparagraf zugunsten der Ausübung gewerkschaftlicher Rechte, die eigentlich von der Verfassung her garantiert sind. In Anwendung des Verhältnismässigkeitsprinzips führt dies ausdrücklich zu diesem Tatbestand.

Es wurde von Herrn Rennwald bereits darauf hingewiesen, dass in der Praxis niemand allen Ernstes meinen kann, dass verantwortungsbewusste Leute aus dem Umfeld der Gewerkschaften, die diese Kontrolltätigkeit wahrnehmen werden, die Meldepflicht tatsächlich wahrnehmen. Machen wir also eine realistische Gesetzgebung, machen wir eine Gesetzgebung, die in diesem Sinne auf den Grundsäulen der Sozialpartnerschaft aufbaut, die ja in der Anlage der Kontrollkommission zum Ausdruck kommt und die das verfassungsmässige Verhältnismässigkeitsprinzip wahr.

Ich ersuche Sie mithin, dem Antrag der Minderheit II (Rennwald) zuzustimmen.

Rechsteiner Paul (S, SG): Nach den Ausführungen von Herrn Vischer kann ich es verhältnismässig kurz machen. Wichtig ist bei sämtlichen Bestimmungen über die Mitteilung, über die Vernetzung der Daten, dass das Verhältnismässigkeitsprinzip nicht nur aus Gründen des Verfassungsranges, sondern auch als elementares Datenschutzprinzip respektiert werden muss. Die Botschaft hat das festgehalten, es gilt auch als allgemeines Prinzip in diesem Bereich; das steht in diesem Sinne über allem.

Deshalb stehen wir seitens der SP-Fraktion bei den ersten Absätzen hinter der Mehrheitsfassung, also bei Artikel 17 hinter einer Bestimmung, die dem Grundsatz des Datenschutzes und auch den Stellungnahmen des Datenschutzbeauftragten entspricht. Wenn die Sozialversicherungsabgaben bezahlt sind, wenn regulär abgerechnet worden ist, dann gibt es für die Ausgleichskassen keinen Grund, in irgendeiner Art und Weise tätig zu werden. Es gibt eine Zweckbindung der Sozialversicherungsdaten; das ist ein Prinzip, das es aus sich selber heraus zu respektieren gilt. Es ist hier nicht sinnvoll, über den Vollzug der Sozialversicherungsgesetzgebung hinaus den Sozialversicherungsbehörden, den Ausgleichskassen, weitere Aufgaben zuzuweisen. Diese Bestimmungen sind in diesem Sinne datenschutzkompatibel.

Wir unterstützen sodann bei Artikel 17 den Minderheitsantrag Rennwald, weil er etwas ausdrücklich sagt, was eigent-

lich eine Selbstverständlichkeit – eine gewerkschaftliche Selbstverständlichkeit – ist. Es kann nicht infrage kommen, dass Gewerkschafter und Gewerkschafterinnen, in welcher Funktion auch immer, Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer mit prekärem Aufenthaltsstatus denunzieren. Das kann nicht infrage kommen. Das muss bei dieser Bestimmung klar festgehalten werden, was auch immer beschlossen wird. Aber ist es tatsächlich so, dass aufgrund der Bestimmungen betreffend die Mitteilungspflichten – sie sind im Rahmen der Gesetzestechnik nach Artikel 17 Absatz 1 auf die Behörden gemäss Artikel 16 Absatz 2 zugeschnitten – die tripartiten Kommissionen oder die paritätischen Instanzen überhaupt mit gemeint sind? Das ist unklar geblieben.

Der Vorteil der Fassung Rennwald wäre, dass das Nötige gerade explizit gesagt würde. Wir stehen deshalb hinter dieser Formulierung. Aber egal, was hier geschrieben steht: Es ist aus gewerkschaftlicher Sicht klar, dass dieses Prinzip eingehalten werden muss. Grundsätzlich müssen Kontrollen sein, aber es darf im Zusammenhang mit Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern keine Weiterleitung solcher Daten durch Gewerkschaftsvertreter an die Asyl- oder Ausländerbehörden geben.

Deiss Joseph, président de la Confédération: Suite à de longues délibérations et discussions au sein de la commission, il a été possible de développer une solution qui est maintenant celle de la majorité. Au nom du Conseil fédéral, je me rallie à la proposition de la majorité.

Cette proposition met en particulier en évidence le fait que les autorités fiscales cantonales ou fédérales ainsi que les autorités compétentes en matière d'assurances sociales ne sont pas des organes de police. Par conséquent, elles ne doivent pas communiquer les données de manière automatique ou systématique. En revanche, les alinéas 1 et 2 stipulent que la transmission des données a lieu lorsqu'il y a une grande évidence que des actes d'évasion ou de soustraction fiscale ont été commis, ou encore que les cotisations aux assurances sociales n'ont pas été versées. Dans ces conditions, nous apprécions le fait que l'on se réfère à des violations graves; les divers intérêts du point de vue juridique – ceux de la protection des données – sont garantis.

Par conséquent, je vous invite à soutenir la proposition de la majorité et à rejeter tant la proposition de la minorité I que celle de la minorité II.

Recordon Luc (G, VD), pour la commission: Il faut bien souligner que cet article 17 est au coeur du compromis politique délicat dont je faisais état lors du débat d'entrée en matière. C'est la raison pour laquelle la commission souhaite ardemment que les deux propositions de minorité ne soient pas suivies.

A cet égard, il est bon de se pencher un instant sur l'alinéa 2 qui a été concocté par la sous-commission, puis par la commission; car c'est à cet endroit-là que sont posés de véritables paravents, des «Chinese walls» comme on a coutume de le dire en français, qui doivent limiter en suffisance – espérons-le – le risque de cette fameuse chasse aux sorcières que j'ai déjà évoquée à plusieurs reprises devant vous et qui a préoccupé longuement la commission.

En effet, il nous apparaît que dans la formulation qui a été trouvée, tout particulièrement à la lettre a de l'alinéa 2, nous avons une protection contre une frénésie éventuelle de contrôle – qui pourrait prendre une quelconque autorité – de dénoncer des travailleurs en situation irrégulière. On lit en effet à cette lettre: «si la personne a perçu un revenu provenant d'une activité lucrative dépendante ou indépendante pour laquelle les contributions aux assurances sociales (AVS, AI, APG, AC) n'ont pas été versées», alors on communique les résultats aux autorités compétentes en matière de politique des étrangers; cela a pour conséquence que si les cotisations sont versées, on ne communique pas, a contrario. Les contributions peuvent toujours être versées après le contrôle, ce n'est pas ça le problème, il faut qu'elles soient versées.

En elle-même, cette clause est passablement protectrice et me permet dès lors de vous proposer de renoncer à l'approbation des deux propositions de minorité qui, outre qu'elles fragilisent énormément l'équilibre ainsi trouvé, ont pour conséquence de rendre probablement plus difficilement applicable la législation qui vous est proposée.

Gysin Hans Rudolf (RL, BL), für die Kommission: Zuerst eine Vorbemerkung an die Herren Rennwald und Vischer: Sie haben in Ihren Ausführungen immer wieder von den Gewissenskonflikten der in solchen Kommissionen aktiven Gewerkschafter gesprochen. Ich muss Ihnen einfach mitteilen, dass in solchen Kommissionen auch Arbeitgeber sitzen und dass diese ebenfalls ein Gewissen haben. Man könnte hier genau gleich argumentieren, wenn es darum geht, Daten weiterzuleiten. Ich möchte nicht, dass der Eindruck entsteht, nur die Arbeitnehmer in solchen Kommissionen hätten ein Gewissen.

Im Übrigen möchte ich jetzt doch noch versuchen, etwas Licht in das Dunkel von Artikel 17 zu bringen, der die Weitergabe der Kontrollergebnisse regelt. Es ist klar: Wir haben in diesem Kompromiss einerseits Einschränkungen, und andererseits haben wir Verpflichtungen. Die Steuerbehörden dürfen nur – sie müssen dann aber auch – die Ergebnisse ihrer Kontrollen an die AHV-Ausgleichskassen melden, wenn sie eine Steuerhinterziehung aufgedeckt haben, nur dann. Die Sozialversicherungen dürfen nur – sie müssen dann aber auch – die Ergebnisse ihrer Kontrollen an die Asyl- und Ausländerbehörden melden, wenn keine Sozialversicherungsbeiträge entrichtet wurden und es sich nicht sogleich ergibt, dass der Aufenthalt legal ist.

Damit soll es eigentlich bei gravierenden Verstössen, bei denen also auch eine Vermutung besteht, dass die fremdenpolizeilichen Vorschriften nicht eingehalten worden sind, eine Meldepflicht an die Ausländerbehörden geben. Diese Lösung entspricht aber auch der Tatsache, dass weder die Steuerbehörden noch die Sozialversicherungen eine fremdenpolizeiliche Untersuchungsfunktion haben und schon gar nicht haben wollen. Bei Feststellung gravierender Verstösse, und eben nicht nur bei Verdachtsmomenten, haben diese das den Ausländerbehörden dagegen weiterzumelden. Schliesslich sei noch darauf hingewiesen, dass dadurch der Aufenthalt ohne Ausländerbewilligung nicht legalisiert wird und dass eine Feststellung durch die Untersuchungsorgane gegebenenfalls ohne Einschränkung an die Ausländerbehörden gemeldet wird.

In der Kommission hat man das Dilemma, in dem sich die Linksparteien befanden, sehr deutlich gespürt – wie auch die Minderheit Rennwald aufzeigt. Sie bewegten sich zwischen Szylla und Charybdis. Einerseits möchten sie ebenfalls Schwarzarbeit bekämpfen, andererseits möchten sie gewisse Rechtsnormen im Bereich der Menschenrechte etwas höher bewerten und einen Schutzschild über gewisse Personenkreise legen. Nicht zuletzt deshalb hat ja Kommissionspräsident Pelli die Gelegenheit ergriffen und die streitenden Parteien in einer Arbeitsgruppe an den Tisch geholt. Darin waren Fraktionsvertreter von SP, CVP, FDP und SVP vertreten.

Der vorliegende Mehrheitsantrag ist das Ergebnis eines Kompromisses – ich möchte das nochmals betonen – zwischen den beiden Extremvarianten der Anträge der Minderheit I (Baader Caspar) bzw. der Minderheit II (Rennwald). Ich bitte Sie, zu beachten, dass die Mehrheitslösung einem intensiv erarbeiteten Kompromiss der Kommission entspricht. Lehnen Sie deshalb die Anträge der Minderheit I (Baader Caspar) und der Minderheit II (Rennwald) ab, und stimmen Sie der Mehrheit zu!

Erste Abstimmung – Premier vote

Für den Antrag der Mehrheit 88 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II 73 Stimmen

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

Für den Antrag der Mehrheit 112 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I 54 Stimmen

Art. 18

Antrag der Mehrheit

Titel

Ausschluss von Aufträgen des öffentlichen Beschaffungswesens und von öffentlichen Unterstützungsleistungen

Abs. 1

.... Ebene aus. Ebenso kann bei schwerwiegenden Verstössen eine Kürzung oder ein Ausschluss von Subventionen und anderen öffentlichen Unterstützungsleistungen angeordnet werden. (Rest streichen)

Abs. 2

.... stellt die vom Bundesrat bezeichnete Behörde eine Kopie

....

Abs. 3

Die vom Bundesrat bezeichnete Behörde führt ergangen ist. Die Liste ist den zuständigen Behörden des Bundes, der Kantone und der Gemeinden zugänglich zu machen. Im Übrigen gilt die Schweigepflicht gemäss Artikel 8.

Antrag der Minderheit

(Tschuppert, Bührer, Favre, Maitre, Mathys, Oehrli, Schneider, Seiler, Wandfluh)

Titel

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 1

.... Ebene aus. (Rest streichen)

Antrag der Minderheit

(Gysin Remo, Berberat, Fasel, Fässler, Goll, Rechsteiner Paul, Rennwald, Strahm)

Abs. 3

.... Die Liste ist öffentlich zugänglich. (Rest streichen)

Art. 18

Proposition de la majorité

Titre

Exclusion des marchés publics et des soutiens publics

Al. 1

.... cinq ans au plus. En cas d'infraction grave, une réduction ou une suppression des subventions et autres soutiens publics peut également être imposée. (Biffer le reste)

Al. 2

.... décision à l'organe désigné par le Conseil fédéral.

Al. 3

L'organe désigné par le Conseil fédéral établit décision entrée en force. La liste doit être rendue accessible aux autorités compétentes de la Confédération, des cantons et des communes. Pour le surplus, l'obligation de garder le secret selon l'article 8 est valable.

Proposition de la minorité

(Tschuppert, Bührer, Favre, Maitre, Mathys, Oehrli, Schneider, Seiler, Wandfluh)

Titre

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 1

.... cinq ans au plus. (Biffer le reste)

Proposition de la minorité

(Gysin Remo, Berberat, Fasel, Fässler, Goll, Rechsteiner Paul, Rennwald, Strahm)

Al. 3

.... entrée en force. Cette liste est accessible au public. (Biffer le reste)

Bührer Gerold (RL, SH): Wir haben in dieser Debatte mehrfach zum Ausdruck gebracht, dass wir mit diesem Gesetz zur Bekämpfung der Schwarzarbeit keinen Papiertiger wollen. Wir wollen, ganz bewusst, auch bei den Sanktionen Massnahmen, die diesem Gesetz Nachachtung verschaffen. Deswegen bejaht auch die Minderheit die Sanktionen in Artikel 18 bezüglich des Beschaffungswesens; das heisst, dass jemand, der gegen dieses Gesetz verstösst, von den zuständigen Behörden bis zu fünf Jahre von den entsprechenden

Aufträgen ausgesperrt werden kann. Damit sind wir einverstanden.

Wir sind hingegen nicht damit einverstanden, dass bei einem Vergehen jemand auch von sämtlichen öffentlichen Unterstützungsleistungen ausgeschlossen werden kann. Das aus folgenden Gründen:

Erstens mündet diese Bestimmung letztlich in eine Ungleichbehandlung, denn wir haben, wenn Sie die Wirtschaftslandschaft anschauen, einzelne Branchen – wenige zwar, ich nehme die Landwirtschaft als Beispiel –, die strukturell bedingt und politisch gewollt in ihrer Einkommenslage ganz erheblich von solchen öffentlichen Leistungen, von Direktzahlungen und anderen Subventionen, abhängen. Mit anderen Worten: Diese Bestimmung würde eine solche Branche massiv stärker belasten, während irgendein anderer Sektor der Wirtschaft von dieser Sanktion de facto gar nicht tangiert wäre.

Ein zweiter Punkt, den die Minderheit anführt, ist der Umstand, dass das Prinzip der Verhältnismässigkeit verletzt wird. Wenn Sie Artikel 18 in der Fassung der Mehrheit anwenden, heisst das im Klartext nichts anderes, als dass beispielsweise einem Landwirtschaftsbetrieb, bei dem ein solches Vergehen festgestellt wird, die öffentlichen Unterstützungsleistungen gestrichen werden können. Dieser Betrieb wird dann ökonomisch eindeutig in den Ruin getrieben. Damit ist rechtspolitisch der Grundsatz der Verhältnismässigkeit einer Strafe, einer Sanktion, nicht mehr gewährleistet. Ich ersuche Sie daher, bei Artikel 18 der Minderheit zuzustimmen. Die Minderheit sagt Ja zu harten Sanktionen in Bezug auf Auftragsvergabe, aber sie sagt Nein zum existenzbedrohenden Entzug sämtlicher Subventionen und anderer Unterstützungsleistungen.

Gysin Remo (S, BS): Ich spreche zu Artikel 18 Absatz 3. Hier soll gemäss der Fassung des Bundesrates eine Liste der Arbeitgeber geführt werden, «gegen die ein rechtskräftiger Entscheid über den Ausschluss von Aufträgen des öffentlichen Beschaffungswesens ergangen ist. Die Liste» – das ist der entscheidende Satz – «ist öffentlich zugänglich.» Die Mehrheit möchte das geändert haben, möchte eine Einschränkung, wonach nur die öffentliche Seite informiert wird. Hiermit würden also die private Seite – das ist die Unternehmerschaft – und auch die Konsumenten ausgeschlossen. Wenn ich in einem Verein eine Empfehlung machen möchte, dass man nicht bei Leuten einkauft, die ständig gegen das Ausländergesetz oder gegen ein anderes Gesetz verstossen, kann ich mich nicht erkundigen, weil die Liste dann nicht öffentlich ist. Oder wenn ich als sozialer Unternehmer nur dort einkaufen will, wo man sich auch an die Gesetze hält, weil ich die Wettbewerbsverzerrung nicht unterstützen will, dann werde ich nicht informiert und darf nicht informiert werden. Das ist die Absicht der Mehrheit, und das können wir nicht akzeptieren. Was wir wollen, ist Transparenz im Sinne einer Vermeidung der Wettbewerbsverzerrungen, sodass sich Unternehmer und Konsumenten, die ganze private Seite, auch informieren können. Das ist, was wir wollen.

Im Weiteren ist die Präzisierung der Mehrheit, dass die Schweigepflicht gemäss Artikel 8 eingehalten werden soll, nicht umstritten, aber es ist nicht nötig, das hier zu erwähnen. Das macht der Bundesrat auch nicht, weil sie selbstverständlich und in Artikel 8 schon zur Pflicht erhoben worden ist. Das muss also nicht zweimal festgehalten werden.

Die Minderheit will nichts anderes als die Lösung des Bundesrates. Ich bitte Sie, ihren Antrag zu unterstützen.

Walter Hansjörg (V, TG): Ich vertrete die SVP-Fraktion, welche bei Artikel 18 Absatz 1 der Minderheit zustimmen wird. Wir, auch die Vertreter der Landwirtschaft, sind ganz klar für strenge Sanktionen; wir sind aber für Sanktionen, die für alle gleich lauten. Es kann nicht sein, dass die Verhältnismässigkeit so verletzt wird, dass dort, wo der Bund Leistungsaufträge vergibt, über die Zahlungen Sanktionen vorgenommen werden können. Wenn somit bei den Direktzahlungen gekürzt würde, wäre das gleichbedeutend, wie wenn der Bund

einen Auftrag – zum Beispiel einen Bauauftrag – nicht bezahlen würde. Wir sind ganz klar für strenge Sanktionen; diese müssen sich aber nach der Leistungsfähigkeit des Straffälligen ausrichten und können nicht durch Kapitalzahlungen beeinflusst werden.

Ich bitte Sie also, hier die Verhältnismässigkeit und die Gleichheit zu berücksichtigen und somit dem Minderheitsantrag zu Artikel 18 Absatz 1 zuzustimmen.

Pelli Fulvio (RL, TI): Die FDP-Fraktion unterstützt den Antrag der Minderheit Tschuppert, die von Herrn Bühler vertreten wird, und lehnt den Antrag der Minderheit Gysin Remo ab.

Die FDP-Fraktion glaubt wie der Bundesrat, dass Sanktionen mit Mass einzuführen und Ungleichbehandlungen zu vermeiden sind. Die Einführung der Möglichkeit, Arbeitgeber, die Schwarzarbeiter einstellen, von der Vergabe öffentlicher Aufträge – d. h. von Aufträgen des Gemeinwesens im engeren Sinne und der konzessionierten Betriebe wie SBB, Post usw. – auszuschliessen, stellt eine sehr wichtige Verbesserung gegenüber der heutigen Situation dar. Insbesondere im Bauwesen kommt dieser Sanktion eine grosse Bedeutung zu; sie trägt insbesondere in den Randregionen dazu bei, das Phänomen Schwarzarbeit zu bekämpfen. Um die Wirksamkeit der Massnahme zu garantieren, ist die Aufstellung einer Liste der von der Massnahme betroffenen Unternehmen vorgesehen, die den zuständigen Behörden von Bund, Kantonen und Gemeinden zugänglich sein wird. Es ist deshalb nicht notwendig, die Veröffentlichung der Liste vorzusehen, wie es die Minderheit Gysin Remo vorschlägt.

Die Kommissionmehrheit möchte bei schwerwiegenden Verstössen eine Kürzung oder sogar einen Ausschluss von Subventionen und anderen Unterstützungsleistungen erlauben. Damit würde aber eine schwere Ungleichbehandlung zwischen Wirtschaftsbranchen geschaffen, die nicht gerechtfertigt ist. Die Tatsache, dass eine Branche wie z. B. die Landwirtschaft von staatlichen Subventionen abhängt, ist eine Konsequenz der Schwierigkeiten, die die Branche im Markt hat. Die Subventionen sind deshalb eine Art Kompensation für eine Benachteiligung. Oft hört man sogar, dass Direktzahlungen eine Entschädigung für im Interesse der Allgemeinheit geleistete Arbeit sind. Neben subventionierten Branchen gibt es auch andere Branchen – es ist die Mehrheit der Branchen –, die imstande sind, im Markt zu bestehen, und deshalb keine staatliche Unterstützung brauchen. Auch Unternehmer solcher Branchen betreiben Schwarzarbeit. Es ist deshalb nicht einzusehen, warum eine Sanktion vorgesehen sein muss, die nur die schwachen Branchen unserer Wirtschaft treffen könnte – nämlich jene Branchen, die Subventionen oder Unterstützungsbeiträge brauchen. Ich bitte Sie deshalb, die Minderheit Tschuppert zu unterstützen.

Meier-Schatz Lucrezia (C, SG): Unsere Fraktion war, als wir diesen Artikel in der Kommission berieten, noch geteilter Meinung. Wir haben uns deshalb in der Fraktion nochmals intensiv mit dem Antrag der Mehrheit und jenem der Minderheit auseinandergesetzt.

Die Mehrheit beantragt – das hat Herr Bühler explizit aufgezeigt –, als Sanktionen nicht nur den Ausschluss von Aufträgen des öffentlichen Beschaffungswesens, sondern auch den Ausschluss von öffentlichen Unterstützungsleistungen vorzusehen. Sie beantragt dies als Antwort auf die verschiedenen Verstösse gegen die heutige Gesetzgebung, namentlich in der Landwirtschaft.

Nach näherer Analyse des Antrages der Mehrheit kommt die CVP-Fraktion jedoch zur Auffassung, dass Kürzungen u. a. von Direktzahlungen – auf diese Kürzungen würde es hinauslaufen – nicht zulässig sind und die strafbaren Landwirte sogar in ihrer Existenz gefährden würden. Kürzungen von versprochenen Beiträgen, die gesetzlich verankert sind – ich spreche da von Direktzahlungen –, können so nicht zugelassen werden.

Dennoch gilt es, die strafbaren Landwirte, um nur diese Gattung anzusprechen, für ihre Gesetzesumgehungen mittels

Busse zu bestrafen. Die CVP-Fraktion unterstützt daher die Fassung der Minderheit Tschuppert, die mittlerweile mit jener des Bundesrates identisch ist. Ich mache darauf aufmerksam, dass in Absatz 1 gemäss Fassung des Bundesrates noch bestimmte Verstösse ausgenommen worden sind: jene bei Artikel 2 Absatz 1 Buchstabe d. Wir haben aber diesen Buchstaben bereits gestrichen; dementsprechend sind die beiden Fassungen deckungsgleich.

Wir werden daher die Minderheit Tschuppert unterstützen, und ich beantrage Ihnen namens der CVP-Fraktion, das Gleiche zu tun.

Genner Ruth (G, ZH): Ich erinnere mich noch an die Eintretensvoten von heute Morgen, wo Sie alle gesagt haben, Sie wollten die Schwarzarbeit bekämpfen und entsprechende Instrumente bereithalten. Jetzt, wo wir griffige Instrumente in dieses Gesetz einbauen, wollen Sie mit der Minderheit Tschuppert – vertreten von Herrn Bühler – diesem Gesetz die Zähne ziehen. Ich verstehe nicht, warum Sie hier so agieren. Gerade auf Arbeitgeberseite müssen Instrumente vorhanden sein, die im Falle einer Vergabe von Schwarzarbeit mindestens weh tun.

Sie sagen, Sie müssten hier die subventionierten Branchen etwas schützen, die ja ohnehin schwach seien. Damit verzerren Sie ja innerhalb solcher schwacher Branchen den Wettbewerb. Da müssten Sie ja dem Bauern X, dessen Nachbar Schwarzarbeiter anstellt, sagen, er solle es auch tun, weil er sonst weniger verdient als der andere. Die Ungleichbehandlung beginnt ja da, wo Sie riskieren, dass die einen Schwarzarbeit zulassen und die anderen sich ans Gesetz halten.

Ich meine, wir haben vonseiten des Staates, der Subventionen gibt oder Direktzahlungen ausrichtet, ein gewichtiges und legitimes Interesse, dass keine Schwarzarbeit vorhanden ist. Dann müssen wir genau diese Branchen auch entsprechend sauber halten können, und Sie müssen sich darum bemühen, dass auch in diesen Branchen keine Schwarzarbeit geleistet wird.

Ich bestreite übrigens auch, Herr Bühler, dass wir hier die Verhältnismässigkeit verletzen. Wenn Bauern Direktzahlungen beziehen, dann müssen wir dafür die Garantie bekommen, dass sie keine Schwarzarbeit zulassen.

Ich möchte Ihnen wirklich beliebt machen, dass Sie bei Artikel 18 der Mehrheit folgen und klar sowohl die Branchen, die Aufträge des öffentlichen Beschaffungswesens empfangen, als auch Branchen bzw. Betriebe, die öffentliche Unterstützungsleistungen erhalten, im Falle von Schwarzarbeit bestrafen. Sonst ist das letztlich ein Aufruf, ein Signal, dass Sie finden, in den Branchen, die Sie als schwach bezeichnen, dürfe es auch ein bisschen Schwarzarbeit geben. Wir Grünen meinen: Es darf keine Schwarzarbeit geben.

Müller Walter (RL, SG): Frau Genner, Sie betonen in diesem Parlament immer wieder, dass Sie für Rechtsgleichheit und Gerechtigkeit für alle eintreten. Jetzt muss ich Sie einfach fragen: Kürzt man einem Arbeitnehmer, der zu schnell oder in angetrunkenem Zustand auf der Autobahn fährt, auch den Lohn? Ist das für Sie Rechtsgleichheit, was Sie hier vertreten? Für die Landwirtschaft sind Direktzahlungen Abgeltungen für Leistungen. Sie kennen ja die Einkommenssituation. Aus Gründen der Gerechtigkeit gegenüber anderen kann ich durchaus akzeptieren, dass es eine Busse gibt. Wollen Sie die Landwirtschaft – nur weil sie teilweise vom Staat entschädigt wird – hier besonders strafen und eine Rechtsungleichheit schaffen? Ist das Ihr Anliegen?

Genner Ruth (G, ZH): Wir machen hier ein Gesetz zur Schwarzarbeit, und wir behandeln hier nur Schwarzarbeit. Es muss im Interesse aller sein, dass wir keine Schwarzarbeit haben. Ich möchte noch einmal betonen, dass es nicht angeht, dass wir subventionierte Branchen speziell schonen. Dies geht umso weniger an, als es ja staatliche Gelder sind. Normalerweise argumentieren gerade Sie für Unternehmungen und für privatwirtschaftliches Handeln. Sie können doch

Branchen, die subventioniert sind, hier nicht noch einmal schonen, ausnehmen und anders behandeln als die Privaten.

Gysin Remo (S, BS): Immer wenn es ernst wird, bekommt man kalte Füsse. Als es im Zusammenhang mit der Bekämpfung von Übertretungen im Bereich der Arbeitslosenversicherung um die Einkommen der Arbeitslosen ging, Herr Müller, waren hier die Vertreter der landwirtschaftlichen Verbände für schärfste Sanktionen gegen Arbeitslose. Da ging es dann wirklich um die Existenz und um das Einkommen derjenigen, die keine Arbeit hatten. Das hat Sie nicht weiter aufgeregt, aber hier malen Sie den Teufel an die Wand, in einer Form, in der er nicht existiert.

Lesen Sie bitte den Text: Es geht hier um die Übertretung des Gesetzes. Nur bei Schwarzarbeit und nur bei schwerwiegenden Verstössen soll eine Kürzung oder ein Ausschluss von Subventionen erfolgen. Glauben Sie, der Staat mache eine kohärente Politik, wenn er Ihnen zuschauen soll, wie Sie zum dritten Mal innert kurzer Zeit zehn Schwarzarbeiter aus Polen oder Portugal für Ihre Rebberge anstellen? Soll er dazu dann noch Beifall klatschen und Ihnen mit Subventionen unter die Arme greifen? Finden Sie, das sei eine kohärente Politik?

Es geht im vorliegenden Gesetzestext um Wiederholungen, es geht um schwerwiegende Wiederholungen, und da kann der Staat doch nicht wegschauen und sagen: Das macht nichts, wir schütten die Subventionen weiterhin aus, es ist nichts geschehen. Das ist das, was die Minderheit Tschuppert will; das können wir nicht akzeptieren.

Ich erinnere noch einmal daran – wir haben darüber gestern schon diskutiert –: Schwarzarbeit muss bekämpft werden, aus gesamtgesellschaftlicher Sicht, aus volkswirtschaftlicher Sicht und im Interesse der Unternehmen, die bereit sind, sich an die Regeln zu halten. Wenn wir das nicht tun, dann strafen wir diese Unternehmen, und da gehören auch die Landwirte und die Lebensmittelindustrie dazu. Sie strafen alle, die sich an die Regeln halten, wenn Sie der Minderheit Tschuppert folgen und den Sanktionen wieder die Zähne ausreissen. Das ist für mich der Schlüsselparagraph, bei dem auskommt, ob Sie Schwarzarbeit wirklich bekämpfen wollen oder nicht.

Ich bitte Sie im Namen der SP-Fraktion, hier der Mehrheit zu folgen. Das ist eine verhältnismässige Lösung. Es ist ein Ermessen darin, es geht nur um schwerwiegende Verstösse, und darauf kann man unterschiedlich reagieren, z. B. mit Kürzungen oder mit einem völligen Ausschluss. Das Ermessen, die Verhältnismässigkeit werden hier gewahrt. Es gibt keinen Grund, der Mehrheit nicht zu folgen.

Deiss Joseph, président de la Confédération: Je constate que pour l'alinéa 1, suite à la décision prise de biffer l'alinéa 1 lettre d à l'article 2, la version du Conseil fédéral est identique à celle de la minorité Tschuppert défendue par Monsieur Bühler. Par conséquent, il n'y a plus qu'une version et je me rallie à la proposition de la minorité Tschuppert.

Par là aussi je démontre que dès le départ, le Conseil fédéral n'avait pas l'intention d'ajouter, à la question des contrats de marchés publics, celle des subventions et autres soutiens publics, qui toucheraient en particulier l'agriculture. Je crois qu'on ne peut pas assimiler les conséquences de l'exclusion de l'accès aux marchés publics avec celles découlant de la suppression de paiements directs. En effet, en ce qui concerne les marchés publics, cela ne signifie pas que les entreprises concernées soient évincées des affaires tout court, puisqu'elles peuvent continuer à être actives dans les autres marchés.

Pour les paiements directs, il en va autrement puisque c'est une question existentielle pour les agriculteurs. Cela reviendrait à introduire une peine particulièrement lourde pour une catégorie spéciale de contrevenants, qui pourrait même être synonyme de mort économique pour les entreprises concernées.

En ce qui concerne l'alinéa 3, le Conseil fédéral soutient la minorité Gysin Remo qui en fait reprend la phrase initiale

dans la version de la majorité, à laquelle le Conseil fédéral peut se rallier, mais refuse la partie qui concerne la publicité des listes telle que prévue par la majorité de la commission. En effet, lorsqu'on part de l'idée que ces listes sont accessibles malgré tout à 26 cantons, 3000 communes ainsi que quelques dizaines de commissions paritaires cantonales, on ne peut plus véritablement parler de liste confidentielle.

Par conséquent, la solution de la minorité Gysin Remo nous semble plus adéquate.

Recordon Luc (G, VD), pour la commission: Une remarque d'abord: la commission s'est longuement penchée sur cette loi, vous le savez. Elle n'a pas pour autant manqué elle-même de pécher, en ne se rendant pas compte – et c'est maintenant trop tard pour corriger, puisque nous sommes sur le point de voter; j'en appelle donc à la grande sagesse du Conseil des Etats et de sa commission –, en ne se rendant pas compte, disais-je, que le début de la disposition – importante, puisque c'est sans doute la sanction la plus forte –, est mal écrit.

En effet, il y est dit «en cas d'infraction grave à la présente loi»; il eût fallu dire «en cas d'infraction grave à l'interdiction du travail au noir, au sens de l'article 2 alinéa 1», parce que les «infractions graves à la présente loi», ça ne peut être que les infractions – graves ou non, d'ailleurs – aux obligations imposées par la présente loi. Or, curieusement, la loi contre le travail au noir n'interdit pas formellement le travail au noir. Elle le définit, mais il est en général interdit ailleurs, par les lois sur les assurances sociales, par les lois sur les étrangers. Donc, permettez-moi de le dire un peu crûment: le début de cet article est mal fichu et on ne pourra pas le laisser entrer en vigueur comme ça.

J'en viens maintenant à la question des deux propositions de la minorité. La proposition de minorité Tschuppert, défendue par Monsieur Bühler, pose un problème particulier. En effet, si on suit ce point de vue, on en arrive au fond à privilégier une branche économique, celle qui vit essentiellement de subventions, au détriment d'autres branches économiques, qui vivent beaucoup plus, elles, sur les marchés publics. Cela veut dire qu'il y a une sorte d'inégalité dans les sanctions, une inégalité non pas «devant la loi», mais déjà «dans la loi». Et ça, lorsqu'on met en place un système de sanctions, c'est quand même un petit peu problématique.

C'est pour ça qu'il est important de ne pas suivre la minorité Tschuppert défendue par Monsieur Bühler, pour que l'on puisse prendre des mesures dans toutes les branches. Mais alors, je ne suivrai pas le tableau excessivement dramatique que vous a brossé Monsieur le président de la Confédération, parce qu'il raisonne comme si, en droit pénal, on passait automatiquement, toujours, à la sanction la plus grave. Chacun sait que ça n'est pas le cas; de mauvaises langues disent que ce serait souvent même plutôt le contraire!

Ce qui se produit, en droit pénal, c'est que l'on doit proportionner la sanction au cas. Je ne dis pas qu'on n'applique jamais le maximum de la sanction, mais on applique une sanction raisonnable. Ici, notamment, on devra appliquer une sanction raisonnable par rapport à la gravité de l'infraction en fonction du résultat économique produit. Cela peut arriver qu'une entreprise vive presque exclusivement de marchés publics; on ira probablement très rarement jusqu'à lui interdire totalement, définitivement ou pour très longtemps les marchés publics. Il en est de même pour les subventions: si un agriculteur se voyait, parce qu'il a engagé un travailleur au noir, privé du droit à tout paiement direct, ne serait-ce que pendant un ou deux ans, ce serait manifestement une sanction disproportionnée; et je ne vois pas un juge pénal, encore moins une autorité de recours, admettre une telle solution. Si vous lisez la solution choisie par la majorité de la commission, elle dit qu'en cas d'infraction grave, une «réduction» ou une suppression des subventions et autres soutiens publics peut également être imposée. Il est bien évident que la suppression ne pourra être prononcée que dans les cas où elle ne signifie pas la mort économique.

Donc, le cas de figure que défendait Monsieur le président de la Confédération ne saurait se produire qu'entre les mains d'un juge fou, ce qui ne doit pas exister très souvent, Dieu merci!

Je vous prie également de ne pas accepter la proposition de la minorité Gysin Remo, qui est aussi la solution du Conseil fédéral.

Je comprends d'ailleurs mal le Conseil fédéral nous dire qu'il faut rendre la liste accessible au public, parce que dans la solution de la commission, de toute façon, il finirait par y avoir des fuites. Bon, je sais bien que les fuites au Conseil fédéral, ça donne des boutons ces temps! Mais, malgré tout, la solution de la majorité de la commission est plus modérée: seules les autorités de la Confédération, des cantons et des communes auront accès à cette liste. Et ça me paraît finalement quand même plus sensé. Je n'en ai pas appelé toute la journée à renoncer à la chasse aux sorcières contre les travailleurs pour aujourd'hui vous appeler à la chasse aux sorcières contre les employeurs, en les clouant au pilori. Je trouve qu'il y a un peu de «Schadenfreude» et que la sanction n'est pas très digne.

C'est pour ça que je vous prie, au nom de la majorité de la commission, de rejeter les deux propositions de minorité.

Gysin Hans Rudolf (RL, BL), für die Kommission: Bei der Frage der Sanktionen beantragt die Kommissionsmehrheit mit 12 zu 9 Stimmen, dass im Falle eines schweren Verstosses die Arbeitgebenden nicht nur, wie im bundesrätlichen Gesetzentwurf vorgesehen, vom öffentlichen Beschaffungswesen ausgeschlossen werden können, sondern auch teilweise oder ganz den Anspruch auf staatliche Hilfen verlieren, beispielsweise auf Direktzahlungen in der Landwirtschaft. Der Minderheit Tschuppert, vertreten durch Herrn Bühler, geht diese Massnahme zu weit.

Die kriminell organisierte Schwarzarbeit findet nicht in der Landwirtschaft oder im Gastgewerbe statt. Bei diesen beiden Branchen stellt sich allenfalls die Frage, wie konsequent das Asyl- oder Ausländerrecht angewendet wird. Nein, die kriminell organisierte Schwarzarbeit findet vor allem in der Bauwirtschaft statt, richtet dort unermesslichen Schaden an und richtet sich gegen die Wettbewerbsfähigkeit der übrigen Marktteilnehmer. Deshalb ist es richtig, wie das der Bundesrat will, dass auf jeden Fall Massnahmen zum Ausschluss von Aufträgen des öffentlichen Beschaffungswesens ergriffen werden.

Ich muss hier sagen, ich werde persönlich für die Minderheit Tschuppert stimmen. Aber als Kommissionssprecher muss ich Ihnen die Haltung der Mehrheit beliebt machen, was ich hiermit getan habe.

In Absatz 3 geht es um die Zugänglichkeit der Liste jener Arbeitgebenden, gegen die ein rechtskräftiger Entscheid über den Ausschluss von Aufträgen des öffentlichen Beschaffungswesens ergangen ist. Die Kommission will es in Abweichung vom bundesrätlichen Entwurf dem Bundesrat überlassen, wer die genannte Liste führen soll. Der bundesrätliche Entwurf schreibt die Direktion für Arbeit des Seco als Verfasser der Liste vor.

Ebenfalls in Abweichung vom Bundesrat stellt sich die Kommissionsmehrheit gegen die Veröffentlichung dieser Liste. Die Mehrheit ist deshalb gegen die öffentliche Anprangerung, weil nach ihrer Ansicht ein Zugänglichmachen für die zuständige Behörde genügt; im Übrigen soll die Schweigepflicht gelten.

Die Minderheit Gysin Remo will analog zum bundesrätlichen Entwurf an der Veröffentlichung festhalten.

Ich beantrage Ihnen Zustimmung zur Mehrheit und Ablehnung der Minderheit Gysin Remo, denn hier geht es um das Gewissen der Arbeitgebenden. Sie sollen nicht wie Sünder an den mittelalterlichen Pranger gestellt werden. Das ist übrigens eine Parallele zur vorher geführten Diskussion über Gewissensbisse bei Gewerkschaftern; ich habe jetzt Gelegenheit gehabt, auch einmal vom Gewissen der Arbeitgebenden zu sprechen.

Ich bitte Sie, der Mehrheit zu folgen.

Cuche Fernand (G, NE): A l'intention de notre collègue Remo Gysin: non! L'Etat ne nous abreuve pas de subventions. L'Etat nous verse des contributions pour des prestations qui sont reconnues et qui font l'objet d'un contrat.

J'en reviens maintenant à la minorité Tschuppert. Elle ne me plaît pas, parce que cette proposition, une fois de plus, veut que l'agriculture se maintienne dans une situation économique difficile. C'est une erreur stratégique! C'est une erreur politique! C'est une erreur économique! Nous devons nous battre pour des prix rémunérateurs, qui vont nous donner la possibilité de rémunérer – et je l'ai déjà dit – convenablement les collaborateurs et les collaboratrices dans les exploitations agricoles.

En conclusion, je vous demande de voter la proposition de la majorité de la commission.

Präsident (Binder Max, Präsident): Weil wir Artikel 2 Absatz 1 Buchstabe d gestrichen haben, sind der Entwurf des Bundesrates und der Antrag der Minderheit Tschuppert nun identisch.

Titel, Abs. 1 – Titre, al. 1

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit 98 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit 65 Stimmen

Abs. 3 – Al. 3

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 98 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit 63 Stimmen

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Art. 19

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Präsident (Binder Max, Präsident): Ich bitte all jene, die den Anpfiff des Länderspieles Schweiz-England erleben möchten, dafür besorgt zu sein, dass der Schlusspfiff im Nationalrat nicht zu spät erfolgt.

6a. Abschnitt Titel

Antrag der Kommission

Ansprüche der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in illegaler Situation

Section 6a titre

Proposition de la commission

Prétentions des travailleurs irréguliers

Angenommen – Adopté

Art. 19a

Antrag der Mehrheit

Titel

Klagerecht der Arbeitnehmerverbände

Abs. 1

Wird ein Fall von Schwarzarbeit aufgedeckt, so kommt den gewerkschaftlichen Organisationen, die nach ihren Statuten die sozialen und wirtschaftlichen Interessen ihrer Mitglieder wahren, ein Klagerecht auf Feststellung über noch offene Ansprüche zu, die eine Arbeitnehmerin oder ein Arbeitneh-

mer gegen seinen Arbeitgeber geltend machen könnte. Dauert das Arbeitsverhältnis weiter an, so ist dazu das vorgängige Einverständnis der Arbeitnehmerin oder des Arbeitnehmers notwendig.

Abs. 2

Eine nach Absatz 1 eingereichte Feststellungsklage gilt als Unterbrechungsgrund der Verjährung im Sinne von Artikel 135 des Obligationenrechtes.

Abs. 3

Die Klage muss bei einem Gericht eingereicht werden, das gemäss den Artikeln 343 Absatz 2 des Obligationenrechtes und 24 des Bundesgesetzes vom 24. März 2000 über den Gerichtsstand in Zivilsachen für Streitigkeiten aus dem Arbeitsverhältnis zuständig ist.

Antrag der Minderheit

(Spuhler, Baader Caspar, Bühler, Ineichen, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)
Streichen

Art. 19a

Proposition de la majorité

Titre

Droit d'action des organisations syndicales

Al. 1

En cas de découverte d'une relation de travail au noir, les organisations syndicales ayant pour but statutaire de défendre les intérêts sociaux et économiques de leurs membres ont qualité pour agir en constatation de l'existence de prétentions encore ouvertes qu'un travailleur pourrait faire valoir à l'encontre de son employeur. Si la relation de travail perdure, l'accord préalable du travailleur est nécessaire.

Al. 2

L'action en constatation introduite en vertu de l'alinéa 1 vaut acte interruptif de prescription au sens de l'article 135 CO (RS 220).

Al. 3

L'action devra être introduite devant le tribunal compétent pour connaître des litiges découlant du contrat de travail, conformément aux articles 343 alinéa 2 CO (RS 220) et 24 de la loi fédérale du 24 mars 2000 sur les fors en matière civile (RS 272).

Proposition de la minorité

(Spuhler, Baader Caspar, Bühler, Ineichen, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)
Biffer

Spuhler Peter (V, TG): Wir haben heute Morgen ausführlich über Artikel 3 diskutiert. Ich möchte, bevor ich auf Artikel 19a zu sprechen komme, nochmals zwei, drei Punkte aufnehmen.

Ich bin ein grosser Verfechter von sozialpartnerschaftlich organisierten GAV. Was wir heute Morgen beschlossen haben, ist genau das Gegenteil, und wir marschieren in die genau gleich falsche Richtung, in die Deutschland marschiert ist. Mit solchen Gesetzesbestimmungen, die wir hier diskutieren und beschliessen, machen wir ein unflexibles, starres, flächendeckendes Gebilde.

Glauben Sie mir: Das ist der falsche Weg, dass alle diese Punkte, auch wenn sie absolut vertretbar sind, ins Bundesgesetz aufgenommen werden. Das ist eine Sache, die zwischen Arbeitnehmer- und Arbeitgebervertretern paritätisch gelöst werden müsste.

Ich komme zu Artikel 19a: Wir haben hier genau wieder so einen Punkt. Wenn wir hier Ja sagen, dann führen wir ein Verbandsbeschwerderecht bei der Schwarzarbeit ein. Das kann nicht sein! Ich möchte Sie daran erinnern, was wir aufseiten der Baubranche momentan erleben – ich möchte das vor allem den Zürchern in Erinnerung rufen. Das kann nicht sein!

Ich möchte Sie daran erinnern: Wir haben mit der liberalen Wirtschaftsordnung grosse Stärken in der Schweiz. Wir dürfen diese liberale Wirtschaftsordnung jetzt nicht Tranche für Tranche unterlaufen. Helfen Sie, die Wettbewerbs- und Kon-

kurrenzfähigkeit dieses Landes zu erhalten bzw. wiederherzustellen.

In Artikel 19a haben wir ein reines Klagerecht auf Feststellung, das eine extreme Belastung der Gerichte nach sich ziehen wird. Das kann es nicht sein! Im Übrigen ist ein derartiger Prozess, soweit er als Verjährungsunterbrechung dienen soll, absolut unverhältnismässig.

Um den «Abpiff» des Ratspräsidenten nicht unnötig hinauszuzögern, bitte ich Sie, den Antrag der Minderheit zu unterstützen.

Rechsteiner Paul (S, SG): Was wir jetzt von Herrn Spuhler zu hören bekamen, hat wenig bis nichts mit dem Thema zu tun, über das wir bei diesem Artikel sprechen. Er hat eine Breitseite auf dieses Gesetz abgefeuert. Praktisch läuft das, was er gesagt hat, darauf hinaus, dass es egal wäre, wenn die Sozialversicherungsabgaben, die doch bezahlt werden müssen – das ist reguläre Arbeit –, einfach nicht bezahlt würden. Deregulierung würde hier am ehesten heissen: Wenn es überhaupt keine Abgaben mehr gibt, wenn man keine Steuern mehr bezahlen muss, dann gibt es auch keine Schwarzarbeit mehr. Das ist, zugespitzt, etwa die Philosophie.

Aber gerade dann, wenn Sie sich zur Sozialpartnerschaft bekennen – was ja positiv ist –, muss auch die Arbeit ihren Wert und ihren Preis haben. Dieser Preis besteht nicht nur in der Bezahlung anständiger Löhne, sondern auch in der Einhaltung der Sozialversicherungsgesetze, im so genannten indirekten Lohn, in den AHV-Abgaben, den BVG-Abgaben, den Abgaben für die Unfallversicherung usw. Es ist der Zweck dieses Gesetzes, die Einhaltung der Gesetze zu gewährleisten. Das ist aber das Allgemeine; das hat mit dieser Bestimmung im Konkreten kaum etwas zu tun.

Diese Bestimmung hier – mit dem Klagerecht der Verbände, subsidiär zum Klagerecht des Betroffenen selber – nimmt eigentlich das Thema auf, das bei Artikel 15a bereits diskutiert wurde. Dort haben Sie es mehrheitlich abgelehnt, den Leuten, die sich in einer prekären fremdenpolizeilichen Situation befinden, die Möglichkeit einzuräumen, ihren Anspruch auf Lohn und weitere Leistungen, die ihnen zustehen, selber regulär und direkt geltend zu machen. Das führt dazu – wenn bei dieser Bestimmung nicht eine Korrektur eingeführt wird –, dass denjenigen Arbeitgebern, die schwarzarbeiten lassen, ein ungerechtfertigter Konkurrenzvorteil eingeräumt wird. Benachteiligt wären diejenigen Arbeitgeber – zum Glück ist es bei uns im Land immer noch die grosse Mehrheit –, die sich an die Regeln halten, die die Löhne bezahlen, die sie bezahlen müssen, und die auch die Sozialversicherungsabgaben bezahlen, die sie bezahlen müssen.

Wenn Sie hier keine Möglichkeit schaffen, dass in diesen prekären Situationen, gerade beispielsweise in der Landwirtschaft, diese Ansprüche auch geltend gemacht werden können, dann läuft die Bekämpfung der Schwarzarbeit ins Leere.

Wir werden in weiteren Voten vermutlich andere Argumente zu hören bekommen, die etwas stärker auf die technischen Bestimmungen selber zugeschnitten sind; deshalb kurz die technische Begründung: Die Feststellungsklage, die von der Verwaltung im Auftrag der Kommission erarbeitet worden ist, entspricht rechtstechnisch dem, was in der schweizerischen Gesetzgebung an vielen Orten gang und gäbe ist. Wir kennen dieses Feststellungsrecht für Arbeitnehmeransprüche im Bundesgesetz gegen den unlauteren Wettbewerb (UWG), und wir kennen es im Gleichstellungsgesetz. Wir kennen es ferner im Obligationenrecht für gesamtarbeitsvertragliche Ansprüche, wir kennen es im Mitwirkungsgesetz und seit einiger Zeit auch im so genannten Entsendegesetz. Genau das Recht, das hier jetzt von der Kommissionsmehrheit auf Vorschlag der Verwaltung als Feststellungsklage vorgeschlagen wird, ist in diesen Gesetzen, im Entsendegesetz u. a., als Klagerecht der Verbände vorgesehen.

Das ist im Übrigen in diesem Parlament nicht eine linke Erfindung. Es war der frühere baselstädtische Nationalrat

Christoph Eymann, damals noch ein Gewerbevertreter, der den weiter gehenden Vorschlag gemacht hat, für solche Situationen eine Leistungsklage einzuführen, um eben diesen ungerechtfertigten Konkurrenzvorteil für diejenigen Arbeitgeber zu beseitigen, die sich nicht an die Regeln halten und die schwarzarbeiten lassen. Der parlamentarischen Initiative 96.471 zur Bekämpfung der Schwarzarbeit ist hier in diesem Plenum Folge gegeben worden. Nur weil Herr Eymann nachher technisch keinen Vorschlag machen konnte, mit dem sich das auch als Leistungsklage im Verhältnis zu den individuellen Ansprüchen der Betroffenen hätte realisieren lassen können, ist dieses Projekt dann nicht weiterverfolgt worden. Die hier nun aufgenommene Feststellungsklage zieht die Lehren aus der damaligen parlamentarischen Initiative des Gewerbevertreters Eymann; sie versucht das auf eine technisch bessere Art und Weise aufzunehmen. Ich meine, das muss jetzt hier erfolgen, wenn es uns mit der Bekämpfung der Schwarzarbeit wirklich ernst ist.

Vischer Daniel (G, ZH): Diese Bestimmung ist die notwendige Folge Ihrer Ablehnung von Artikel 15a vor wenigen Minuten. Artikel 15a war ja so konzipiert, dass den Arbeitnehmern über die Gewährung des Aufenthaltsrechtes die Möglichkeit einer Leistungsklage eingeräumt worden wäre. Das haben Sie nicht gewollt; wir akzeptieren den demokratischen Entscheid.

Nun kann es aber nicht sein, dass aufgrund des Tatbestandes, dass jemand gar nicht mehr hier ist, die Ansprüche dieser Person einfach sang- und klanglos untergehen, weil diese Person nicht mehr in der Lage ist, ihre Ansprüche zu wahren. Deswegen wird hier die Feststellungsklage des Verbandes statuiert – ein subsidiärer Rechtsbehelf, der hier nötig wird, weil der andere nicht mehr zur Verfügung steht. Diese Feststellungsklage durch den Verband hat im Übrigen nichts mit dem Verbandsbeschwerderecht zu tun.

Herr Spuhler, Sie heizen hier einen allgemeinen Diskurs an; der mag in Ihren Postillen gut ankommen, aber Sie können nicht einfach Äpfel mit Birnen vergleichen. Dieses Recht eines Verbandes zur Feststellungsklage ist ein bewährtes Recht – wie dies mein Vorredner dargelegt hat –, das wir bereits in anderen einschlägigen Gesetzen zu ähnlichen Materien kennen, nicht zuletzt neuerdings im Entsendegesetz. Das ist ein Rechtsbehelf, der verhindert, dass plötzlich ein Arbeitgeber, der jemanden schwarzangestellt hat, vom Zustand profitiert, dass die Folgen dieser «Schwarzanstellung» mit Bezug auf nicht bezahlte Sozialversicherungsleistungen oder andere Ansprüche nicht mehr geahndet werden können.

Wir wollen nur, dass zum Recht kommt, wer Recht hat, d. h. berechnete Ansprüche geltend machen kann. Wir wollen verhindern, dass das Ausnützen von Arbeitnehmern in den heiklen Fällen dieser prekären Arbeitsverhältnisse so weit geht, dass am Schluss noch profitiert, wer Schwarzarbeiter beschäftigt, weil er die Folgen des übermässigen Ausnützens arbeitsrechtlich nicht tragen muss.

Diese Bestimmung ist eigentlich eine harmlose Bestimmung. Mein Vorredner hat mit Recht darauf hingewiesen: Man könnte sich ja auch eine Leistungsklage des Verbandes vorstellen. Es ist ja nicht so, dass es einfach ein abwegiger Gedanke wäre, eine Leistungsklage für Verbände zu statuieren. Wir haben aber eine gemässigte Variante gewählt, jene Variante, die bislang im Rahmen der Bundesgesetzgebung konsensual vorhanden war.

All jene, die nun diesen Artikel bekämpfen, mit welchen Argumenten auch immer, müssen wir fragen, auf welche andere Weise denn die Rechte der betroffenen Arbeitnehmer im Falle der Aufdeckung einer Schwarzarbeit gewährt werden können, wenn die Person nicht mehr hier ist. Sie müssen mir eine andere technische Möglichkeit aufzeigen, wie per Gesetz die Sicherung dieser Ansprüche normiert werden könnte. Die Verwaltung hat das geprüft und ist eigentlich zu keiner anderen praktikablen Lösung gekommen. So ist Artikel 19a auch entstanden.

Es hat mithin keinen Sinn, wenn Sie diesen Artikel ideologisch mit Argumenten bekämpfen, wie sie Herr Spuhler anführt, oder mit anderen Argumenten, die noch kommen werden. Es hat auch keinen Sinn, dass man sagt – das habe ich vorher gehört –, dieser Artikel stehe schräg in der Landschaft. Das Gegenteil ist der Fall. Dieser Artikel knüpft an vergleichbare Gesetzgebungen an und nimmt auf, was sich dort bewährt hat.

Ich denke, dieser Artikel ist letztlich ein Schicksalsartikel in diesem nun abgerundeten Gesetz. Dieser Fassung hat eine Mehrheit zugestimmt. Wer dazu beitragen will, dass dieses Gesetz keine eindeutige Schlagseite zuungunsten jener bekommt, die in prekären Verhältnissen arbeiteten und ausgeschafft werden, stimmt ihm zu.

Cina Jean-Michel (C, VS): Herr Spuhler weiss es: Im Fussball kommt es nicht auf den Pfiff zu Beginn des Spieles an, sondern der Schlusspfiff ist entscheidend. Deshalb werde ich mich etwas länger mit diesem Thema auseinandersetzen und nehme in Kauf, dass das Fussballspiel Schweiz-England dann einfach begonnen hat.

Die CVP-Fraktion hat durchaus Verständnis für einen sinnvollen Arbeitnehmerschutz, auch für die spezifischen Anliegen zum Schutz ausländischer Arbeitnehmer. Was uns jedoch die Mehrheit der Kommission in Artikel 19a beantragt, sprengt den Rahmen eines angemessenen, vernünftigen Arbeitnehmerschutzes. Wir können hier die Mehrheit, welche ein Klagerecht für Arbeitnehmerverbände fordert, nicht unterstützen. Selbst der Bundesrat hat nie auch nur im Entferntesten an eine derartige Bestimmung gedacht. Ich führe die folgenden, vor allem rechtlichen Argumente zur Unterstützung dieser Haltung ins Feld:

1. Die Arbeitnehmerverbände sollen nach dem Antrag der Mehrheit für individuell einklagbare Rechte ein Klagerecht erhalten, und zwar als Feststellungsklage ausformuliert. Diese Möglichkeit ist systemfremd. Der Einzelne hat seine individuellen Rechte selbst einzuklagen. Das ist für uns ein wesentlicher Grundsatz unseres Privatrechtssystems. Es ist im Weiteren systemfremd, dort Feststellungsklagen einzuführen, wo Leistungsklagen möglich sind. Hier würde sogar die Möglichkeit für Doppelverfahren geschaffen. Es wäre denkbar, dass theoretisch zwei Verfahren parallel durchgeführt würden. Auch nach einer Feststellungsklage müsste gegebenenfalls der Arbeitnehmer noch eine Leistungsklage einreichen, wenn der Arbeitgeber die Ansprüche des Arbeitnehmers nicht erfüllt. Das ist kompliziert und stellt einen unnötigen Zusatzaufwand dar. Es belastet die Justiz unnötig und führt zu weiteren rechtlichen Problemen, auf die ich im Einzelnen noch detailliert eingehen werde.

2. Die Bestimmung regelt nicht, wer das Prozessrisiko trägt und wer damit für die Kosten bei einem Unterliegen in einem Zivilprozess aufkommen wird. Ist es der Arbeitnehmer, der nicht Prozesspartei ist, oder ist es der Arbeitnehmerverband? Bei einem hohen bestehenden Beweisrisiko ist diese Frage sicherlich berechtigt.

3. Liest man die Bestimmung aufmerksam, dann könnte man die Schlussfolgerung ziehen, dass in Zukunft jeder Schwarzarbeiter gewerkschaftlich organisiert sein muss. Es stellt sich nämlich die Frage, ob die Arbeitnehmerverbände auch für Schwarzarbeiter tätig werden müssten, die nicht Mitglied dieses Verbandes sind. Oder müssten diese ausländischen Schwarzarbeiter vorab aus dem Ausland ein Beitrittsgesuch stellen?

4. Absatz 1 dieses Artikels sieht e contrario sogar vor, dass der Arbeitnehmerverband ohne Einverständnis des Schwarzarbeiters Ansprüche geltend machen könnte. Das geht nicht. Kommt hinzu, dass bei einer Fortsetzung des Arbeitsverhältnisses der frühere Schwarzarbeiter sogar besser gestellt würde als ein korrekt angemeldeter Arbeitnehmer. Der Arbeitnehmerverband erhielte nämlich die Möglichkeit zur Einreichung einer Feststellungsklage, die ihm in einem ordentlichen, nicht von einem GAV geregelten Arbeitsverhältnis zwischen Arbeitnehmer und Arbeitgeber nicht zusteht. Es ist nicht einzusehen, weshalb der Schwarzarbeiter, dessen Be-

ziehung in ein ordentliches Arbeitsverhältnis überführt wird, besser gestellt werden soll als derjenige, welcher sich bereits von Beginn an in einem ordentlichen Arbeitsverhältnis befand.

Ob das Anliegen anderweitig erfüllt werden kann, sodass dann den rechtlichen Bedenken Rechnung getragen ist, das lasse ich hier mal offen. Der Ständerat kann das noch überprüfen. In der vorliegenden Formulierung können wir diesen Antrag nicht akzeptieren.

Vischer Daniel (G, ZH): Herr Cina, ich habe zur Kenntnis genommen, dass Sie den Artikel in der vorliegenden Form nicht akzeptieren können. Nun war Ihre Fraktion auch in der Kommission vertreten. Sehen Sie denn eine andere Möglichkeit, diesen Artikel zu formulieren und diese Ansprüche zu wahren? Sie räumen ja selbst ein, dass es einen Schutz der Arbeitnehmer braucht, die nicht mehr hier sind.

Cina Jean-Michel (C, VS): Ich habe es bereits gesagt: Ich habe es nicht als meine Aufgabe erachtet, hier jetzt eine Lösung vorzuschlagen. Ob der Ständerat eine Lösung finden will und ob es überhaupt eine gibt, ist Sache des Ständerates.

Bührer Gerold (RL, SH): Ganz im Sinne unseres Ratspräsidenten möchte ich auch dazu beitragen, dass Sie den Anpfiff des Fussballspiels um 18 Uhr nicht verpassen.

Ich kann mich daher sehr kurz fassen und Ihnen bekannt geben, dass die FDP-Fraktion der Minderheit Spuhler zustimmen wird. Ich kann mich auch deshalb kurz fassen, weil die rechtspolitischen Argumente, wie sie von Kollege Cina dargelegt wurden, weitgehend auch unsere Überlegungen abdecken. Ich möchte einfach Folgendes festhalten: Es geht nach unserem Dafürhalten nicht um die Frage Ja – für einen besseren Arbeitnehmerschutz – oder Nein zu diesem Verbandsklagerecht. Die Frage ist vielmehr folgende:

1. Braucht es dieses Verbandsklagerecht?
2. Ist es auch unter Berücksichtigung der Auswirkungen auf die Gerichte sinnvoll, das so zu handhaben?
3. Man muss sich schon auch ganz grundsätzlich die Frage stellen, ob damit nicht eine Entwicklung in eine Richtung gestärkt wird, die wir aus bürgerlich-liberaler Sicht nicht für ideal halten.

Es sind diese drei Aspekte, die uns zur Ablehnung des Antrages der Mehrheit bewegen.

Zu Punkt 1: Wir sind nicht überzeugt davon, dass wir dieses Verbandsklagerecht brauchen. Auch unser Arbeitsrecht beruht sehr stark auf der individuellen Einklagbarkeit von Missständen, und wir sind der Meinung, dass dieses Recht auch hier zur Verfügung steht und im Falle von Missbräuchen von den Betroffenen genutzt werden kann und soll.

Zu Punkt 2: Auch stört uns, dass in Artikel 19a festgelegt werden soll, dass dieses Verbandsklagerecht auch ohne das Einverständnis des Arbeitnehmers geltend gemacht werden kann, sofern, wie gesagt, das Arbeitsverhältnis nicht mehr andauert. Das kann natürlich Tür und Tor öffnen, um publizitätsträchtige Aktionen zu machen.

Zu Punkt 3: Es ist erwähnt worden: Eine Stärke der Schweiz, ich komme von der Maschinenindustrie, ist die gelebte Sozialpartnerschaft. Wenn wir das Arbeitsrecht zu stark mit derartigen Rechtsinstrumenten durchsetzen, dann sind wir von der FDP-Fraktion der Meinung, dass wir damit diesen guten Geist der Sozialpartnerschaft sicher nicht fördern, sondern ihn menschlich-psychologisch eher belasten. Das wollen wir nicht.

Deswegen beantragen wir Ihnen: Stimmen Sie dem Antrag der Minderheit Spuhler zu.

Deiss Joseph, président de la Confédération: J'aimerais constater, comme le rapporteur de la commission l'a dit, qu'il ne s'agit pas là d'un droit d'action des organisations syndicales tel qu'il peut être conféré dans d'autres circonstances, par exemple en matière de protection de l'environnement, et lorsqu'il s'agit de défendre un but idéal. Il s'agit ici d'un droit

qui permet d'agir en constatation de l'existence d'une prétention à titre individuel.

Cette institution, contrairement à ce que certains ont prétendu, est déjà largement répandue en droit suisse. On trouve cela dans la loi sur la concurrence déloyale, la loi sur l'égalité, le Code des obligations, dans le domaine des travailleurs détachés et dans la loi sur la participation. Il ne s'agit donc pas d'un corps étranger à notre système juridique.

Pourquoi peut-on soutenir une telle proposition? En particulier parce que les travailleurs au noir, souvent d'origine étrangère, quittent le pays lorsque des difficultés se présentent et que, là où ils se trouvent, ils ne sont plus en mesure de faire valoir leurs droits. Or je pense qu'il est un élément important d'une loi qui veut lutter contre le travail au noir, à savoir de protéger les intérêts des personnes qui peuvent être lésées par ces pratiques.

Recordon Luc (G, VD), pour la commission: C'est probablement la dernière intervention que je fais en tant que rapporteur de la commission aujourd'hui, parce que c'est aussi le dernier article qui me paraît poser une question délicate. Mais alors, elle est politiquement très délicate.

Je crois vous avoir dit, au débat d'entrée en matière, que ce projet tenait à un fil. Eh bien, vous tenez le ciseau. Si vous voulez couper le fil, vous suivez la minorité Spuhler. J'ai les plus grands doutes, quant à moi, quant au maintien de cette loi et à son arrivée à bon port si cet article ne tient pas la route. Dois-je vous rappeler encore une fois qu'en commission il a fallu d'abord un échec complet au vote sur l'ensemble, un groupe de travail qui a négocié patiemment et d'extrême justesse un compromis pour arriver à un résultat.

Alors, j'en appelle à ceux qui estiment que ce pays doit se faire aussi sur les questions importantes – et Dieu sait que le travail au noir est une question éthique et économique importante – sur la base de concessions réciproques. Car, ici, c'est vraiment le cas. Si on prive les travailleurs qui auront été attrapés, qui auront été renvoyés à l'étranger, qui n'auront pas pu se faire payer, du droit de se faire représenter, ne serait-ce que pour une action constatatoire, «eine Feststellungsklage», de la possibilité de faire émerger le minimum de leurs droits, on enlève une des véritables armes importantes pour que cette loi soit une loi efficace et une loi de justice.

Je me permettrai d'ailleurs de me gausser gentiment de mon collègue Spuhler, qui ce matin pleurait des larmes de crocodile sur le fait que cette loi était inefficace et qui maintenant veut la priver d'une de ses armes principales. Je ne pleurerai pas des larmes de crocodile, mais je ne manquerai pas de relever à quel point j'ai été déçu de l'idéologisme extrémiste représenté par exemple par Monsieur Cina à cette tribune, lorsqu'il vient nous raconter, fâché qu'il est avec le principe de réalité, qu'il faut laisser les gens prendre leurs responsabilités et se défendre tout seuls. Eh bien, quand vous êtes un expulsé équatorien illettré, qui a fait les bas travaux en Suisse, et que vous n'avez pas pu vous faire payer, à la bonne heure de prendre vos responsabilités, de mener un procès civil! De qui se moque-t-on? Non, véritablement, cet article est une charnière.

Monsieur le conseiller fédéral l'a dit, et je ne le répéterai pas longtemps, ça n'a rien à voir avec le droit de recours des associations. D'abord, parce que ce n'est pas un droit de recours, mais un droit d'action. Ensuite, parce qu'il ne s'agit pas de faire valoir un intérêt idéal, mais des intérêts économiques individuels.

Et maintenant, l'économie de marché. Je déplore l'absence de tout député du Parti libéral dans la salle, mais je ne manquerai quand même pas de citer à mon tour et de nouveau les mannes de notre ancien collègue Eymann Christoph, qui rappelait que les distorsions de concurrence tuent l'économie de marché, que ce sont les tricheurs, les mauvais entrepreneurs qui sont ceux qui finissent par évincer les gens honnêtes et qui travaillent correctement. Alors, si vous ne sanctionnez pas sur le plan économique ceux qui trichent en

les obligeant ne serait-ce qu'à payer leur dû à ceux qu'ils ont employés, vous faites le lit d'une bien triste économie de marché. Die liberale Wirtschaft, die Sie wollen, wäre eine Schande.

Quant à l'extrême surcharge des tribunaux dont on nous a parlé, j'en doute fort, parce que ça concernera quand même peu de cas. Les syndicats n'ont pas les moyens de faire tant et tant de procès. Et s'il y a potentiellement beaucoup de procès, il n'y a pas meilleure démonstration que le cas est grave et qu'il faut donc s'en saisir avec des armes un peu puissantes.

Après ces propos quelque peu vifs, une petite remarque juridique. L'action de nature constatatoire est une action modérée. Elle signifie que l'action en paiement qui lui fait suite ne pourra être exercée qu'avec l'accord exprès du travailleur. Donc, pour ceux qui craindraient que les syndicats ne cherchent à faire le bonheur d'autrui contre la volonté du travailleur, sur le plan juridique, ça ne tient pas.

Je vous conjure de rejeter cette proposition de minorité.

Rime Jean-François (V, FR): Si j'ai pu comprendre les interventions de la gauche concernant les pénalités, notamment en relation peut-être avec les paiements directs des paysans, je crois vraiment que cette clause ne va absolument pas dans le but de la loi, qui est de combattre le travail au noir!

Vous n'avez pas l'impression, Monsieur Recordon, qu'il s'agit tout simplement, pour les organisations syndicales, de s'attribuer de nouvelles possibilités et de nouveaux pouvoirs?

Recordon Luc (G, VD), pour la commission: J'en parle d'autant plus à l'aise, mon cher collègue Rime, que je ne fais pas partie des organisations syndicales. Je suis un député vert, j'ai plutôt d'autres centres d'intérêt. Pour ce que je connais des organisations syndicales, elles sont en général surchargées de cas, elles ont de la peine à y faire face, les procès leur coûtent cher et elles doivent se montrer extrêmement sélectives pour les mener. Il en va d'ailleurs de même dans un milieu que je connais mieux, celui des associations de locataires; là aussi, la charge des procès est lourde et coûteuse. Donc, je ne crois pas qu'on chasse après les cas. Je crois véritablement qu'il y a la recherche d'un principe de justice et d'un effet de dissuasion général à l'égard de ceux qui pratiquent le travail au noir. Véritablement, c'est ma conviction.

Gysin Hans Rudolf (RL, BL), für die Kommission: Anscheinend hat in diesem Rat kurz vor dem Anpfiff des EM-Spiels noch ein Gesinnungswandel jener Fraktionen stattgefunden, deren Vertreter in der Kommission relativ klar – das Verhältnis betrug 12 zu 9 Stimmen bei 1 Enthaltung – der Mehrheit zugestimmt haben.

Herr Vischer, ich erlaube mir eine persönliche Bemerkung, vor allem weil Herr Rechsteiner unseren ehemaligen Kollegen Eymann zitiert hat. Herr Vischer, Sie wissen sehr wahrscheinlich nicht, dass es im Kanton Basel-Stadt ein Gesetz über ein Ständiges Staatliches Einigungsamt gibt. Im Rahmen dieses Gesetzes wurde vom Einigungsamt während Jahrzehnten, nämlich seit es im Kanton Basel-Stadt Gesamtarbeitsverträge gibt, gegenüber den gegen die Gesamtarbeitsverträge Verstossenden, die von den paritätischen Kommissionen verzeigt worden sind, die Leistungsklage hochgehalten. Im Kanton Basel-Stadt konnten die paritätischen Kommissionen sogar die Leistung verlangen. Herr Eymann hat das in einem Vorstoss aufgenommen.

Herr Vischer, vielleicht liegt eine gewisse Komik oder Tragik darin, dass es ausgerechnet Ihr Vater war, der im Kanton Basel-Stadt ein Gutachten erstellte, das das Ständige Staatliche Einigungsamt schlussendlich zu einer Praxisänderung führte, was zur Folge hatte, dass die Leistungsklage dort heute nicht mehr möglich ist. Aber es gibt ja keine Haftung von Sohn zu Vater; es war einfach eine persönliche Feststel-

lung zu Ihren Ausführungen, die Sie mit sehr viel Emotion vorgetragen haben.

Ich sage Ihnen ganz ehrlich, auch wenn ich da vielleicht wieder in eine falsche Ecke abgedrängt werde: Für mich und für die Mehrheit der Kommission war die Einführung der Feststellungsklage ein wichtiges Element für eine griffige Durchsetzung des Bundesgesetzes über Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit. Denn die Feststellungsklage ist nicht in erster Linie ein Instrument, um Arbeitnehmenden nachträglich zu Leistungen zu verhelfen, die ihnen vorenthalten worden sind – das ist ein Irrtum, dem vor allem auch Kollege Cina unterlegen ist –, sondern sie ist ein Wettbewerbselement. Mit der Feststellungsklage und der anschließenden Durchsetzungsklage wird nämlich erreicht, dass der Arbeitgebende, der sich bezüglich der korrekten Bezahlung aller Leistungen gegenüber seinen Kollegen einen Wettbewerbsvorteil verschafft hat, schliesslich nicht besser fährt. Beide Arbeitgeber, die miteinander im Wettbewerb stehen – nämlich jener, der sich unkorrekt verhalten hat, und jener, der sich korrekt verhalten hat –, sollen zumindest in ihrer Buchhaltung die gleichen Kosten ausweisen.

Eigentlich müsste man die den Arbeitnehmenden vorenthaltenen Gelder gar nicht unbedingt dem Arbeitnehmer ausbezahlen, sondern könnte sie irgendeiner karitativen Organisation zukommen lassen. Der Zweck liegt nämlich darin, dass der unkorrekt Handelnde die gleichen Kosten haben soll wie der korrekt Handelnde.

So weit ein paar Überlegungen, weshalb ich persönlich der Meinung bin, die Feststellungsklage – dasselbe gilt übrigens auch für die Leistungsklage – sei ein Wettbewerbsinstrument und nicht ein Instrument der Arbeitnehmerverbände, um nachträglich noch Gelder für Leute herauszuholen, die ja seinerzeit freiwillig darauf verzichtet hatten.

Aber auch ohne meine Argumente hätte ich Ihnen klar beantragt, die Minderheit abzulehnen, denn die Kommissionsmehrheit hat deutlich obsiegt. Ich bitte Sie, ihr zuzustimmen.

Cina Jean-Michel (C, VS): Ich muss Sie korrigieren, Herr Gysin: So, wie es da formuliert ist, ist es keine wettbewerbsrechtliche Klage. So, wie es formuliert ist, geht es vielmehr darum, festzustellen, ob ein Arbeitnehmer gegenüber seinem Arbeitgeber Ansprüche offen hat. Das ist niemals ein wettbewerbsrechtliches Element!

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 02.010/1188)

Für den Antrag der Minderheit 89 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit 76 Stimmen

Art. 19b

Antrag der Kommission

Titel

Informationspflicht der Behörden

Text

Im Rahmen eines Ausweisungsverfahrens informiert die Behörde die Ausländerin oder den Ausländer, deren bzw. dessen illegale Situation aufgedeckt wurde, dass sie bzw. er möglicherweise Ansprüche gegen den Arbeitgeber geltend machen kann. Die Behörde informiert die ausländische Person über die Möglichkeit, eine Vertreterin oder einen Vertreter zu bezeichnen, und gibt ihr gegebenenfalls die Gelegenheit, diese oder diesen zu treffen.

Art. 19b

Proposition de la commission

Titre

Devoir d'information des autorités

Texte

Dans le cadre de la procédure d'expulsion, l'autorité informe l'étranger découvert en situation irrégulière qu'il a potentiellement des prétentions à faire valoir à l'encontre de son employeur. Elle l'informe de la possibilité de constituer un

mandataire et, le cas échéant, lui offre la possibilité de rencontrer le mandataire constitué.

Angenommen – Adopté

Art. 20

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 21

Antrag der Kommission

Abs. 1, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Der Kostenentscheid kann mittels Beschwerde an eine vom Kanton bezeichnete Behörde weitergezogen werden. Im Weiteren findet Artikel 19 Anwendung. Findet kein Weiterzug statt, so ist der Entscheid einem vollstreckbaren gerichtlichen Urteil

Art. 21

Proposition de la commission

Al. 1, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

La décision relative aux frais de contrôle peut faire l'objet d'un recours auprès de l'autorité désignée par le canton. Pour le surplus, l'article 19 est applicable. Si la décision n'est pas attaquée, elle est assimilée à un jugement

Angenommen – Adopté

Art. 22

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

....

c. bei denen Indizien bestehen, dass

....

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Spuhler, Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Abs. 1

Die kantonale Dienststelle hält

Art. 22

Proposition de la majorité

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

(la modification ne concerne que le texte allemand)

Al. 2, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Spuhler, Baader Caspar, Kaufmann, Leu, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Al. 1

Le service cantonal tient

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 23–28

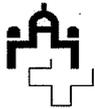
Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

**Geschäft / Objet:**

Bundesgesetz über Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit (Bundesgesetz gegen die Schwarzarbeit, BGSA)

Loi fédérale concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir (Loi fédérale contre le travail au noir, LTN)

Gegenstand / Objet du vote:

Art. 19a

Abstimmung vom / Vote du: 17.06.2004 17:20:26

Abate	+	R	TI
Aeschbacher	*	E	ZH
Allemand	+	S	BE
Amstutz	=	V	BE
Baader Caspar	=	V	BL
Bader Elvira	=	C	SO
Banga	+	S	SO
Baumann Alexander	=	V	TG
Bäumle	+	-	ZH
Beck	=	R	VD
Berberat	*	S	NE
Bezzola	=	R	GR
Bigger	=	V	SG
Bignasca Attilio	=	V	TI
Binder	#	V	ZH
Borer	=	V	SO
Bortoluzzi	=	V	ZH
Bruderer	*	S	AG
Brun	=	C	LU
Brunner Toni	=	V	SG
Brunschwig Graf	*	R	GE
Büchler	=	C	SG
Bugnon	*	V	VD
Bühlmann	+	G	LU
Bührer	=	R	SH
Burkhalter	=	R	NE
Cathomas	=	C	GR
Cavalli	+	S	TI
Chevrier	=	C	VS
Christen	*	R	VD
Cina	=	C	VS
Cuche	+	G	NE
Daguet	+	S	BE
Darbellay	+	C	VS
De Buman	*	C	FR
Donzé	=	E	BE
Dormond Béguelin	+	S	VD
Dunant	=	V	BS
Dupraz	+	R	GE
Egerszegi-Obrist	*	R	AG
Eggly	*	R	GE
Engelberger	*	R	NW
Fasel	+	G	FR
Fässler-Osterwalder	+	S	SG
Fattebert	=	V	VD
Favre	=	R	VD
Fehr Hans	=	V	ZH
Fehr Hans-Jürg	+	S	SH
Fehr Jacqueline	+	S	ZH
Fehr Mario	+	S	ZH

Fluri	=	R	SO
Föhn	=	V	SZ
Freysinger	=	V	VS
Frösch	*	G	BE
Gadient	=	V	GR
Gallade	+	S	ZH
Garbani	+	S	NE
Genner	+	G	ZH
Germanier	=	R	VS
Giezendanner	=	V	AG
Glasson	=	R	FR
Glur	=	V	AG
Goll	+	S	ZH
Graf	+	G	BL
Gross Andreas	+	S	ZH
Gross Jost	+	S	TG
Guisan	+	R	VD
Günter	+	S	BE
Gutzwiller	=	R	ZH
Gyr	*	S	SZ
Gysin Hans Rudolf	+	R	BL
Gysin Remo	+	S	BS
Häberli	=	C	TG
Haering	+	S	ZH
Haller	*	V	BE
Hämmerle	+	S	GR
Hassler	*	V	GR
Hegetschweiler	=	R	ZH
Heim Bea	+	S	SO
Hess Bernhard	*	-	BE
Hochreutener	=	C	BE
Hofmann Urs	+	S	AG
Hollenstein	+	G	SG
Huber	=	R	UR
Hubmann	+	S	ZH
Huguenin	+	-	VD
Humbel Näf	=	C	AG
Hutter Jasmin	=	V	SG
Hutter Markus	=	R	ZH
Imfeld	=	C	OW
Ineichen	=	R	LU
Janiak	+	S	BL
Jermann	=	C	BL
Joder	=	V	BE
Jutzet	+	S	FR
Kaufmann	*	V	ZH
Keller Robert	=	V	ZH
Kiener Nellen	+	S	BE
Kleiner	=	R	AR
Kohler	+	C	JU

Kunz	=	V	LU
Lang	+	G	ZG
Laubacher	=	V	LU
Leu	=	C	LU
Leuenberger Genève	+	G	GE
Leutenegger Filippo	=	R	ZH
Leutenegger Oberholzer	+	S	BL
Leuthard	=	C	AG
Levrat	+	S	FR
Loepfe	*	C	AI
Lustenberger	=	C	LU
Maillard	+	S	VD
Maitre	+	C	GE
Markwalder Bär	+	R	BE
Marti Werner	*	S	GL
Marty Kälin	*	S	ZH
Mathys	*	V	AG
Maurer	=	V	ZH
Maury Pasquier	*	S	GE
Meier-Schatz	+	C	SG
Menétrey-Savary	+	G	VD
Messmer	=	R	TG
Meyer Thérèse	*	C	FR
Miesch	=	V	BL
Mörgeli	=	V	ZH
Müller Geri	+	G	AG
Müller Philipp	=	R	AG
Müller Walter	=	R	SG
Müller-Hemmi	+	S	ZH
Müri	=	V	LU
Noser	=	R	ZH
Oehri	=	V	BE
Pagan	=	V	GE
Parmelin	=	V	VD
Pedrina	+	S	TI
Pelli	=	R	TI
Perrin	=	V	NE
Pfister Gerhard	=	C	ZG
Pfister Theophil	=	V	SG
Randegger	*	R	BS
Rechsteiner Paul	+	S	SG
Rechsteiner-Basel	+	S	BS
Recordon	+	G	VD
Rennwald	+	S	JU
Rey	+	S	VS
Reymond	=	V	GE
Riklin	+	C	ZH
Rime	=	V	FR
Robbiani	+	C	TI
Rossini	+	S	VS

Roth-Bernasconi	+	S	GE
Ruey	=	R	VD
Rutschmann	=	V	ZH
Sadis	=	R	TI
Salvi	+	S	VD
Savary	+	S	VD
Schenk	=	V	BE
Schenker	+	S	BS
Scherer Marcel	=	V	ZG
Schibli	=	V	ZH
Schliker	=	V	ZH
Schmid Walter	*	V	BE
Schneider	*	R	BE
Schwander	*	V	SZ
Siegrist	*	V	AG
Simoneschi-Cortesi	+	C	TI
Sommaruga Carlo	+	S	GE
Speck	*	V	AG
Spuhler	=	V	TG
Stahl	*	V	ZH
Stamm Luzi	*	V	AG
Steiner	=	R	SO
Strahm	+	S	BE
Studer Heiner	+	E	AG
Stump	+	S	AG
Teuscher	*	G	BE
Thanei	+	S	ZH
Theiler	=	R	LU
Triponez	=	R	BE
Vanek	+	-	GE
Vaudroz René	=	R	VD
Veillon	*	V	VD
Vermot-Mangold	+	S	BE
Vischer	+	G	ZH
Vollmer	+	S	BE
Waber Christian	=	E	BE
Wäfler	=	E	ZH
Walker Félix	*	C	SG
Walter Hansjörg	=	V	TG
Wandfluh	=	V	BE
Wasserfallen	*	R	BE
Wehrli	=	C	SZ
Weigelt	=	R	SG
Weyeneth	=	V	BE
Widmer	+	S	LU
Wobmann	=	V	SO
Wyss Ursula	+	S	BE
Zapfl	+	C	ZH
Zisayadis	+	-	VD
Zuppiger	=	V	ZH

Ergebnisse / Résultats:

Fraktion / Groupe / Gruppo	C	G	R	S	E	V	-	Tot.
Ja / oui / si	8	12	5	46	1	0	4	76
nein / non / no	16	0	27	0	3	43	0	89
enth. / abst. / ast.	0	0	0	0	0	0	0	0
entsch. Art. 57 4 / excusé art. 57 4 / scusato Art. 57 4	0	0	0	0	0	0	0	0
hat nicht teilgenommen / n'ont pas voté / non ha votato	4	2	8	6	1	12	1	34

Bedeutung Ja / Signification de oui: Antrag der Mehrheit
 Bedeutung Nein / Signification de non: Antrag der Minderheit (Spuhler)

+ ja / oui / si
 = nein / non / no
 o enth. / abst. / ast.
 % entschuldigt gem. Art. 57 Abs. 4
 excusé selon art. 57 al. 4 / scusato sec. art. 57 cps. 4
 * hat nicht teilgenommen / n'a pas voté / non ha votato
 # Der Präsident stimmt nicht
 Le président ne prend pas part aux votes

Änderung bisherigen Rechts
Modification du droit en vigueur

Einleitung, Ziff. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Introduction, ch. 1

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. 2 Art. 14 Abs. 6

Antrag der Kommission

Aufheben

Ch. 2 art. 14 al. 6

Proposition de la commission

Abroger

Angenommen – Adopté

Ziff. 2 Art. 14bis

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 2 art. 14bis

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. 2 Art. 50a Abs. 2bis

Antrag der Mehrheit

.... und der Gemeinden gemäss den Artikeln 16 Absatz 2 und 17 des Bundesgesetzes vom gegen die Schwarzarbeit bekannt gegeben werden.

Antrag der Minderheit

(Baader Caspar, Kaufmann, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates, aber:

.... sowie den in Artikel 17 Absatz 2 Buchstaben a bis d des Bundesgesetzes

Ch. 2 art. 50a al. 2bis

Proposition de la majorité

.... et communaux concernés conformément aux articles 16 alinéa 2, et 17 de la loi fédérale du contre le travail au noir.

Proposition de la minorité

(Baader Caspar, Kaufmann, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Adhérer au projet du Conseil fédéral, mais:

.... à l'article 17 alinéa 2 lettres a à d de la loi fédérale

Präsident (Binder Max, Präsident): Über den Antrag der Minderheit Baader Caspar wurde bereits bei Artikel 17 des Bundesgesetzes gegen die Schwarzarbeit entschieden.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 2 Art. 69 Abs. 2bis

Antrag der Kommission

Für die Durchführung des Verfahrens gemäss Abschnitt 1a BGSA werden den Ausgleichskassen Entschädigungen aus dem Ausgleichsfonds der Alters- und Hinterlassenenversicherung gewährt, deren Höhe vom Bundesrat festgesetzt wird.

Ch. 2 art. 69 al. 2bis

Proposition de la commission

Pour l'application de la procédure selon la section 1a LTN, les caisses de compensation sont rémunérées par le fonds de compensation de l'assurance-vieillesse et survivants. Le Conseil fédéral fixe le montant de la rémunération.

Angenommen – Adopté

Ziff. 2 Art. 93 Abs. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 2 art. 93 al. 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. 3 Art. 93 Abs. 7

Antrag der Kommission

Streichen

Ch. 3 art. 93 al. 7

Proposition de la commission

Biffer

Angenommen – Adopté

Ziff. 3 Art. 97 Abs. 1bis

Antrag der Mehrheit

.... dürfen gemäss den Artikeln 16 Absatz 2 und 17 des Bundesgesetzes vom gegen die Schwarzarbeit bekannt gegeben werden.

Antrag der Minderheit

(Baader Caspar, Kaufmann, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates, aber:

.... sowie den in Artikel 17 Absatz 2 Buchstaben a bis d des Bundesgesetzes

Ch. 3 art. 97 al. 1bis

Proposition de la majorité

Les données communiquées conformément aux articles 16 alinéa 2, et 17 de la loi fédérale du contre le travail au noir.

Proposition de la minorité

(Baader Caspar, Kaufmann, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Adhérer au projet du Conseil fédéral, mais:

.... à l'article 17 alinéa 2 lettres a à d de la loi fédérale

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 4 Art. 6

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 4 art. 6

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. 4 Art. 97a Abs. 2bis

Antrag der Mehrheit

.... und der Gemeinden gemäss den Artikeln 16 Absatz 2 und 17 des Bundesgesetzes vom gegen die Schwarzarbeit bekannt gegeben werden.

Antrag der Minderheit

(Baader Caspar, Kaufmann, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates, aber:

.... sowie den in Artikel 17 Absatz 2 Buchstaben a bis d des Bundesgesetzes

Ch. 4 art. 97a al. 2bis**Proposition de la majorité**

.... et communaux concernés conformément aux articles 16 alinéa 2, et 17 de la loi fédérale du contre le travail au noir.

Proposition de la minorité

(Baader Caspar, Kaufmann, Rime, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Adhérer au projet du Conseil fédéral, mais:

.... à l'article 17 alinéa 2 lettres a à d de la loi fédérale

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 5 Art. 96 Abs. 2**Antrag der Kommission**

.... nach Absatz 1 gemäss den Artikeln 16 Absatz 2 und 17 des Bundesgesetzes vom gegen die Schwarzarbeit bekannt gegeben werden.

Ch. 5 art. 96 al. 2**Proposition de la commission**

.... à l'alinéa 1 conformément aux articles 16 alinéa 2, et 17 de la loi fédérale du contre le travail au noir.

Angenommen – Adopté

Ziff. 6 Art. 22c Abs. 4**Antrag der Kommission**

.... und der Gemeinden gemäss den Artikeln 16 Absatz 2 und 17 des Bundesgesetzes vom gegen die Schwarzarbeit bekannt gegeben werden.

Ch. 6 art. 22c al. 4**Proposition de la commission**

.... et communaux concernés conformément aux articles 16 alinéa 2, et 17 de la loi fédérale du contre le travail au noir.

Angenommen – Adopté

Ziff. 7 Titel**Antrag der Kommission**

Bundesgesetz vom 14. Dezember 1990 über die direkte Bundessteuer (DBG; SR 642.11)

5. Kapitel: Steuerberechnung

2. Abschnitt: Sonderfälle

Ch. 7 titre**Proposition de la commission**

Loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct (LIFD; RS 642.11)

Chapitre 5: Calcul de l'impôt

Section 2: Cas particuliers

Angenommen – Adopté

Ziff. 7 Art. 37a**Antrag der Kommission****Titel**

Vereinfachtes Abrechnungsverfahren

Abs. 1

Bei kleinen Arbeitsentgelten aus unselbstständiger Erwerbstätigkeit ist die Steuer ohne Berücksichtigung der übrigen Einkünfte, allfälliger Berufskosten und Sozialabzüge zu einem Satz von 0,5 Prozent zu erheben. Voraussetzung ist,

dass der Arbeitgeber die Steuer im Rahmen des vereinfachten Abrechnungsverfahrens nach den Artikeln 2a und 2b BGSA entrichtet. Damit ist die Einkommenssteuer abgegolten.

Abs. 2

Die in Artikel 88 Absatz 1 Buchstaben b und c umschriebenen Pflichten des Schuldners der steuerbaren Leistung sowie das Recht auf eine Bezugsprovision gemäss Artikel 88 Absatz 4 werden auf die zuständige AHV-Ausgleichskasse übertragen.

Abs. 3

Der Bundesrat regelt die Einzelheiten, wobei er die Vorschriften der Artikel 88 und 89 sinngemäss berücksichtigt.

Ch. 7 art. 37a**Proposition de la commission****Titre**

Procédure de décompte simplifiée

Al. 1

Pour les petites rémunérations provenant d'une activité lucrative dépendante, l'impôt est prélevé au taux de 0,5 pour cent sans tenir compte des autres revenus, ni d'éventuels frais professionnels ni des déductions sociales. Cette possibilité est accordée à la condition que l'employeur paie l'impôt dans le cadre de la procédure de décompte simplifiée au sens des articles 2a et 2b LTN. L'impôt sur le revenu est ainsi acquitté.

Al. 2

Les obligations du débiteur de la prestation imposable définies à l'article 88 alinéa 1 lettres b et c ainsi que le droit à une commission de perception selon l'article 88 alinéa 4 sont transférés à la caisse de compensation AVS compétente.

Al. 3

Le Conseil fédéral règle les dispositions de détail en tenant compte par analogie des prescriptions des articles 88 et 89.

Angenommen – Adopté

Ziff. 7 Art. 83 Abs. 1**Antrag der Kommission**

Ausländische Arbeitnehmer, welche die fremdenpolizeiliche Niederlassungsbewilligung nicht besitzen, in der Schweiz jedoch steuerrechtlichen Wohnsitz oder Aufenthalt haben, werden für ihr Einkommen aus unselbstständiger Erwerbstätigkeit einem Steuerabzug an der Quelle unterworfen. Davon ausgenommen sind Einkünfte, die der Besteuerung nach Artikel 37a unterstehen.

Ch. 7 art. 83 al. 1**Proposition de la commission**

Les travailleurs étrangers qui, sans être au bénéfice d'un permis d'établissement, sont, au regard du droit fiscal, domiciliés ou en séjour en Suisse, sont assujettis à un impôt perçu à la source sur le revenu de leur activité lucrative dépendante. En sont exclus les revenus soumis à l'imposition selon l'article 37a.

Angenommen – Adopté

Ziff. 8 Titel**Antrag der Kommission**

Bundesgesetz vom 14. Dezember 1990 über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden (StHG; SR 642.14)

Ch. 8 titre**Proposition de la commission**

Loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID; RS 642.14)

Angenommen – Adopté

Ziff. 8 Art. 11 Abs. 4*Antrag der Kommission*

Bei kleinen Arbeitsentgelten aus unselbstständiger Erwerbstätigkeit ist die Steuer ohne Berücksichtigung der übrigen Einkünfte, allfälliger Berufskosten und Sozialabzüge zu erheben. Voraussetzung ist, dass der Arbeitgeber die Steuer im Rahmen des vereinfachten Abrechnungsverfahrens nach den Artikeln 2a und 2b BGSA entrichtet. Damit sind die Einkommenssteuern von Kanton und Gemeinde abgegolten. Die in Artikel 37 Absatz 1 Buchstaben b und c umschriebenen Pflichten des Schuldners der steuerbaren Leistung sowie das Recht auf eine Bezugsprovision gemäss Artikel 37 Absatz 3 werden auf die zuständige AHV-Ausgleichskasse übertragen.

Ch. 8 art. 11 al. 4*Proposition de la commission*

Pour les petites rémunérations provenant d'une activité dépendante, l'impôt peut être prélevé sans tenir compte des autres revenus, d'éventuels frais professionnels et des déductions sociales. Cette possibilité est accordée à la condition que l'employeur paie l'impôt dans le cadre de la procédure de décompte simplifiée au sens des articles 2a et 2b LTN. Les impôts cantonaux et communaux sur le revenu sont ainsi acquittés. Les obligations du débiteur de la prestation imposable définies à l'article 37 alinéa 1 lettres b et c ainsi que le droit à une commission de perception selon l'alinéa 3 sont transférés à la caisse de compensation AVS compétente.

Angenommen – Adopté

Ziff. 8 Art. 32 Abs. 1*Antrag der Kommission*

Ausländische Arbeitnehmer, welche die fremdenpolizeiliche Niederlassungsbewilligung nicht besitzen, im Kanton jedoch steuerrechtlichen Wohnsitz oder Aufenthalt haben, werden für ihr Einkommen aus unselbstständiger Erwerbstätigkeit einem Steuerabzug an der Quelle unterworfen. Dieser tritt an die Stelle der im ordentlichen Verfahren zu veranlagenden Steuern. Davon ausgenommen sind Einkünfte, die der Besteuerung nach Artikel 11 Absatz 4 unterstehen. Vorbehalten bleibt die ordentliche Veranlagung nach Artikel 34 Absatz 2.

Ch. 8 art. 32 al. 1*Proposition de la commission*

Les travailleurs étrangers qui, sans être au bénéfice d'un permis d'établissement, sont, au regard du droit fiscal, domiciliés ou en séjour dans le canton, sont assujettis à un impôt perçu à la source sur le revenu de leur activité lucrative dépendante. L'impôt à la source se substitue aux impôts perçus selon la procédure ordinaire. En sont exclus les revenus soumis à l'imposition selon l'article 11 alinéa 4. L'article 34 alinéa 2 sur la taxation ordinaire est réservé.

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 02.010/1189)

Für Annahme des Entwurfes 128 Stimmen

Dagegen 24 Stimmen

*Abschreibung – Classement**Antrag des Bundesrates*

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse
gemäss Brief an die eidgenössischen Räte

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires
selon lettre aux Chambres fédérales

Angenommen – Adopté

04.3001

**Postulat WAK-NR (02.010).
Landesweite Informations-
und Aufklärungskampagne
über die Folgen der Schwarzarbeit**
**Postulat CER-CN (02.010).
Campagne nationale d'information
et de sensibilisation quant
aux conséquences du travail au noir**

Einreichungsdatum 26.01.04

Date de dépôt 26.01.04

Nationalrat/Conseil national 17.06.04

Präsident (Binder Max, Präsident): Obwohl nicht traktandiert, empfehle ich Ihnen, das Postulat 04.3001 der Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrates – Sie finden es auf Seite 30 der Fahne – hier noch zu behandeln. Der Bundesrat beantragt Annahme des Postulates.

Angenommen – Adopté

Präsident (Binder Max, Präsident): Meine Damen und Herren, Sie haben sich den Feierabend verdient. Unsere Nationalmannschaft hat einen Sieg verdient – und Sie einen schönen Fussballabend. *(Beifall)*

Schluss der Sitzung um 17.30 Uhr

La séance est levée à 17 h 30

**Geschäft / Objet:**

Bundesgesetz über Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit (Bundesgesetz gegen die Schwarzarbeit, BGSA)
 Loi fédérale concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir (Loi fédérale contre le travail au noir, LTN)

Gegenstand / Objet du vote:

Gesamtabstimmung
 Vote sur l'ensemble

Abstimmung vom / Vote du: 17.06.2004 17:23:22

Abate	+	R	TI	Freysinger	o	V	VS	Kunz	o	V	LU	Roth	+	S	GE
Aeschbacher	+	E	ZH	Frösch	*	G	BE	Lang	=	G	ZG	Ruey	+	R	VD
Allemann	+	S	BE	Fässler	+	S	SG	Laubacher	+	V	LU	Rutschmann	+	V	ZH
Amstutz	+	V	BE	Föhn	+	V	SZ	Leu	+	C	LU	Sadis	+	R	TI
Baader Caspar	=	V	BL	Gadient	+	V	GR	Leuenerberger Genève	=	G	GE	Salvi	+	S	VD
Bader Elvira	+	C	SO	Gallade	+	S	ZH	Leutenegger Filippo	o	R	ZH	Savary	+	S	VD
Banga	+	S	SO	Garbani	+	S	NE	Leutenegger Susanne	+	S	BL	Schenk	o	V	BE
Baumann Alexander	+	V	TG	Genner	=	G	ZH	Leuthard	+	C	AG	Schenker	+	S	BS
Beck	+	R	VD	Germanier	+	R	VS	Levrat	+	S	FR	Scherer Marcel	o	V	ZG
Berberat	*	S	NE	Giezendanner	+	V	AG	Loepfe	+	C	AI	Schibli	=	V	ZH
Bezzola	+	R	GR	Glasson	+	R	FR	Lustenberger	+	C	LU	Schläuer	=	V	ZH
Bigger	o	V	SG	Glur	=	V	AG	Maillard	+	S	VD	Schmid Walter	*	V	BE
Bignasca Attilio	+	V	TI	Goll	+	S	ZH	Maitre	+	C	GE	Schneider	*	R	BE
Binder	#	V	ZH	Graf	=	G	BL	Markwalder	+	R	BE	Schwander	*	V	SZ
Borer	=	V	SO	Gross Andreas	+	S	ZH	Marti Werner	*	S	GL	Siegrist	*	V	AG
Bortoluzzi	=	V	ZH	Gross Jost	+	S	TG	Marty Kälin	+	S	ZH	Simoneschi-Cortesi	+	C	TI
Bruderer	+	S	AG	Guisan	+	R	VD	Mathys	*	V	AG	Sommaruga Carlo	+	S	GE
Brun	+	C	LU	Gutzwiller	+	R	ZH	Maurer	=	V	ZH	Speck	*	V	AG
Brunner Toni	o	V	SG	Gyr	*	S	SZ	Maury Pasquier	*	S	GE	Spuhler	+	V	TG
Brunschwig Graf	*	R	GE	Gysin Hans Rudolf	+	R	BL	Meier-Schatz	+	C	SG	Stahl	*	V	ZH
Bugnon	*	V	VD	Gysin Remo	+	S	BS	Messmer	+	R	TG	Stamm Luzi	*	V	AG
Burkhalter	+	R	NE	Günter	+	S	BE	Meyer Thérèse	*	C	FR	Steiner	+	R	SO
Bäumle	+	G	ZH	Haering Binder	+	S	ZH	Miesch	=	V	BL	Strahm	+	S	BE
Büchler	+	C	SG	Haller	*	V	BE	Ménétrey Savary	=	G	VD	Studer Heiner	+	E	AG
Bühlmann	o	G	LU	Hassler	*	V	GR	Mörgeli	=	V	ZH	Stump	+	S	AG
Bührer	+	R	SH	Hegetschweiler	+	R	ZH	Müller Geri	=	G	AG	Teuscher	*	G	BE
Cathomas	+	C	GR	Heim Bea	+	S	SO	Müller Philipp	+	R	AG	Thanei	+	S	ZH
Cavalli	+	S	TI	Hess Bernhard	*	-	BE	Müller Walter	+	R	SG	Theiler	=	R	LU
Chevrier	+	C	VS	Hochreutener	+	C	BE	Müller-Hemmi	+	S	ZH	Triponoz	+	R	BE
Christen	*	R	VD	Hofmann Urs	+	S	AG	Müri	+	V	LU	Vanek	o	-	GE
Cina	+	C	VS	Hollenstein	=	G	SG	Noser	+	R	ZH	Vaudroz René	+	R	VD
Cuche	=	G	NE	Huber	+	R	UR	Oehrl	+	V	BE	Veillon	*	V	VD
Daquet	+	S	BE	Hubmann	+	S	ZH	Pagan	=	V	GE	Vermot	+	S	BE
Darbellay	+	C	VS	Huguenin	=	-	VD	Parmelin	+	V	VD	Vischer	+	G	ZH
De Buman	*	C	FR	Humbel Näf	*	C	AG	Pedrina	+	S	TI	Vollmer	+	S	BE
Donzé	+	E	BE	Hutter Jasmin	=	V	SG	Pelli	+	R	TI	Waber Christian	+	E	BE
Dormond Marlyse	+	S	VD	Hutter Markus	+	R	ZH	Perrin	+	V	NE	Walker Félix	*	C	SG
Dunant	o	V	BS	Häberli	+	C	TG	Pfister Gerhard	+	C	ZG	Walter Hansjörg	+	V	TG
Dupraz	+	R	GE	Hämmerle	+	S	GR	Pfister Theophil	o	V	SG	Wandfluh	o	V	BE
Egerszegi	*	R	AG	Imfeld	+	C	OW	Randegger	*	R	BS	Wasserfallen	*	R	BE
Eggly	*	R	GE	Ineichen	+	R	LU	Rechsteiner Paul	+	S	SG	Wehrli	*	C	SZ
Engelberger	*	R	NW	Janiak	+	S	BL	Rechsteiner-Basel	+	S	BS	Weigelt	o	R	SG
Fasel	+	G	FR	Jermann	+	C	BL	Recordon	=	G	VD	Weyeneth	+	V	BE
Fattebert	+	V	VD	Joder	+	V	BE	Renwald	+	S	JU	Widmer	+	S	LU
Favre	+	R	VD	Jutzet	+	S	FR	Rey	+	S	VS	Wobmann	+	V	SO
Fehr Hans	o	V	ZH	Kaufmann	*	V	ZH	Reymond	o	V	GE	Wyss Ursula	+	S	BE
Fehr Hans-Jürg	+	S	SH	Keller Robert	+	V	ZH	Riklin	+	C	ZH	Wäfler	+	E	ZH
Fehr Jacqueline	+	S	ZH	Kiener Nellen	+	S	BE	Rime	+	V	FR	Zapfl	+	C	ZH
Fehr Mario	+	S	ZH	Kleiner	+	R	AR	Robbiani	+	C	TI	Zisyadis	=	-	VD
Fluri	+	R	SO	Kohler	+	C	JU	Rossini	+	S	VS	Zuppiger	=	V	ZH

+ ja / oui / si % entschuldigt gem. Art. 57 Abs. 4 / excusé selon art. 57 al. 4 / scusato sec. Art. 57 al. 4
 = nein / non / no * hat nicht teilgenommen / n'a pas voté / non ha votato
 o enth. / abst. / ast. # Der Präsident stimmt nicht / Le président ne prend pas part aux votes

Ergebnisse / Résultats:

Fraktion / Groupe / Gruppo	C	G	R	S	E	V	-	Tot.
ja / oui / si	23	3	29	48	5	20	0	128
nein / non / no	0	9	1	0	0	12	2	24
enth. / abst. / ast.	0	1	2	0	0	11	1	15
entsch. Art. 57 4 / excusé art. 57 4 / scusato Art. 57 4	0	0	0	0	0	0	0	0
hat nicht teilgenommen / n'a pas voté / non ha votato	5	2	8	4	0	12	1	32

Bedeutung Ja / Signification de oui:
 Bedeutung Nein / Signification de non:

02.010

Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit

Loi contre le travail au noir

Zweitrat – Deuxième Conseil

Botschaft des Bundesrates 16.01.02 (BBl 2002 3605)

Message du Conseil fédéral 16.01.02 (FF 2002 3371)

Nationalrat/Conseil national 17.06.04 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 17.06.04 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 16.12.04 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 16.12.04 (Fortsetzung – Suite)

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Die WAK hat beschlossen, auf das Bundesgesetz über Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit einzutreten, und sie empfiehlt Ihnen, das Gleiche zu tun. Wir waren uns einig, dass es notwendig ist, im Bereich der Schwarzarbeit Massnahmen zu treffen, um das Ausmass dieser Erscheinung möglichst gering zu halten. Wir sind uns auch bewusst, dass sich die Schwarzarbeit nie vollständig beseitigen lassen wird. Es besteht aber ein legitimes Interesse des Staates, der konkurrierenden Betriebe und Arbeitnehmer, dass alle Gesetze, die den Arbeitsmarkt betreffen, von allen Marktteilnehmern korrekt eingehalten werden. Diesem Zweck dient dieses Gesetz.

Wir haben in der WAK allerdings Änderungen an diesem Gesetz vorgenommen. Wenn Sie die Fahne anschauen, dann sehen die Änderungen relativ umfassend aus; das ist aber nur der äussere Anschein. Im Wesentlichen geht es um eine Vereinfachung und eine Klärung verschiedener Punkte, die ich jetzt aufzählen möchte. Es sind im Prinzip vier Punkte:

1. Es geht um eine klare Definition der Aufgabe der Kontrollorgane. Hier haben sich der Bundesrat und auch der Nationalrat dazu entschlossen, die Kontrollaufgabe durch eine Definition der Schwarzarbeit zu umschreiben. Wir haben

dieses Vorhaben genau geprüft, insbesondere Artikel 2 des Entwurfs des Bundesrates, und sind zum Schluss gekommen, dass dieser Versuch, die Aufgabe der Kontrollorgane zu umschreiben, nicht optimal ist. Er lässt viele Fragen offen, viele unbestimmte Gesetzesbegriffe werden eingeführt, das Behördenhandeln wird sehr unklar und unscharf umschrieben; man weiss nicht genau, was wirklich zu tun ist.

Wir haben uns daher entschieden, eine ganz klare und einfache Regelung, eine eher pragmatische Regelung zu treffen, indem wir in Artikel 9 des Gesetzes – er ist hier zentral – ganz genau und konkret umschreiben, was die Aufgabe der Kontrolleure ist. Die Aufgabe besteht darin, die Einhaltung der Melde- und Bewilligungspflichten bei den Betrieben und auf den Baustellen zu prüfen, und zwar jene Melde- und Bewilligungspflichten, die das Sozialversicherungsrecht vorschreibt, die das Ausländerrecht vorschreibt und die das Quellensteuerrecht vorschreibt. In diesen drei Gesetzesbereichen gibt es immer genaue Bestimmungen, in denen es heisst, dass man sich melden oder eine Bewilligung einholen muss. Wir wollen, dass das in den Betrieben auch kontrolliert wird, dass diese Meldungen gemacht und diese Bewilligungen eingeholt wurden. Das ist ganz genau und präzise der Gegenstand dieser Kontrollen.

Was wir nicht wollen: dass diese Behörden neue Meldungen einführen, dass neue Bewilligungen eingeführt werden, dass diese Behörden Aufgaben übernehmen, die schon andere Behörden erfüllen, beispielsweise die Steuerbehörden oder die Arbeitsinspektoren, die ja schon bestehen. Die Kontrollorgane haben eine ganz präzise und auf die Zielsetzung des Gesetzes beschränkte Aufgabe.

Das ist in Artikel 9 des Gesetzes umschrieben.

2. Eine weitere Zielrichtung des Antrages der Mehrheit geht dahin, die Struktur der Kontrollorgane den Kantonen zu überlassen. Das heisst, wir sind der Meinung, es gehöre zur Organisationshoheit der Kantone zu sagen, wie sie die Kontrollbehörden im Einzelnen ausgestalten wollen. Der Bundesgesetzgeber soll sich hier im Prinzip nicht einmischen. Es geht um einen klassischen Vorgang: Bundesrecht wird durch die Kantone vollzogen. Das haben wir in sehr vielen Fällen, und in all diesen Fällen waren wir bis jetzt der Meinung – und wir finden, das soll auch in Zukunft so sein –, dass die Kantone entsprechend ihrer Struktur, Grösse und Behördenorganisation selbst bestimmen sollen, wie sie diese Kontrollaufgabe erfüllen.

Für uns ist auch ganz klar – das kommt vielleicht im Entwurf des Bundesrates und der Fassung des Nationalrates nicht so ohne weiteres zum Ausdruck –, dass diese Kontrollorgane Behörden sind, und zwar sind es im Prinzip, verwaltungsrechtlich betrachtet, Polizeibehörden mit Eingriffskompetenzen in die Rechte der Bürgerinnen und Bürger. Weil sie solche Eingriffsbefugnisse haben, sehen wir auch vor, dass das kantonale Gesetz diese Behördenstruktur festlegen muss; das Ganze muss also auch demokratisch legitimiert sein.

Im Übrigen befolgen die Behörden bei ihrem Handeln die geltenden Regeln des Verwaltungsverfahrensrechtes und auch des Verwaltungsstrafrechtes. Wir müssen hier nichts Neues erfinden. Klar ist – das sei zum Schluss gesagt –, dass es die Kantone auch in der Hand haben, die Behördenfunktion an paritätische bzw. an tripartite Organisationen abzutreten; dann werden diese die Behördenfunktion haben. Offenbar gibt es in gewissen Kantonen sogar quadripartite Organe, wo noch die Suva dabei ist. Das ist den Kantonen selbstverständlich gestattet, aber es sind Behörden, und die Kantone – insbesondere ihre Regierungen – haben die Verantwortung dafür, dass sie korrekt handeln. Mit anderen Worten: Diese Kontrollorgane sind keine Privatpolizei, sie sind keine Verbandspolizei, sondern kantonale Gewerbebehoörden, wenn man es verwaltungsrechtlich betrachtet.

3. Es lag uns sehr daran, im Sanktionenkatalog Klarheit zu erlangen und zu präzisieren, wie die Sanktionstatbestände sind, wann Strafen ausgesprochen werden und wann insbesondere diese Massnahmen bezüglich der öffentlichen Subventionen ausgesprochen werden. Hier legen wir dem Rat präzisierete Vorschläge vor.

4. Schliesslich haben wir uns sehr intensiv mit den Voraussetzungen für die administrativen Erleichterungen befasst. Wir sind der Meinung, dass für Klein- und Kleinstbetriebe dringend ein «Einheitsschalter» geschaffen werden muss, wo sie alle ihre Melde- und Bewilligungspflichten *uno actu*, in einem Akt, erfüllen können. Wir wollen ja, dass das möglichst einfach ist. Entsprechend haben wir auch für diesen Bereich die Grenzen im Gesetz definiert, damit das möglichst einfach gehandhabt werden kann.

In diesem Sinne empfehlen wir Ihnen, auf diese Vorlage einzutreten.

Leumann-Würsch Helen (RL, LU): Glaubt man den verfügbaren Daten, so hat die Schwarzarbeit auch in der Schweiz ein beträchtliches Volumen erreicht; man spricht von rund 37 Milliarden Franken für das Jahr 2001. Ich frage mich immer wieder, ob dieser Betrag tatsächlich stimmt. Natürlich kommt Schwarzarbeit immer wieder vor, kann also grundsätzlich nicht verhindert werden. Aber wenn die Zahlen stimmen, die wir von Gastrosuisse in ihrer Zuschrift erhalten haben, wonach bei den veröffentlichten Schätzungen im Gastgewerbe rund 60 000 Schwarzarbeitende beschäftigt sein müssten, stellen sich doch gewisse Fragen.

Selbst wenn diese Schätzungen zu hoch sein sollten, ist es aber doch eine Tatsache, dass die hinterzogenen Beträge nicht mehr in Kauf genommen werden können, besonders wenn man den Einkommensverlust für den öffentlichen Sektor – Steuern und Sozialversicherungen –, aber auch die Gefährdung des Arbeitnehmerschutzes, die Verzerrung des Wettbewerbs und des Finanzausgleichs in Betracht zieht.

Schwarzarbeit umfasst ja zahlreiche Sachverhalte: Beschäftigung von ausländischen Arbeitnehmerinnen und -nehmern; Verletzungen der Meldepflicht bei den Sozialversicherungen; aber auch Arbeit ausserhalb der gesetzlichen Arbeitszeit, beispielsweise wenn man einem Kollegen am Samstag beim Hausbau hilft oder eine Raumpflegerin beschäftigt, die ihr Einkommen nicht versteuern will. Nicht zu vergessen ist auch der Bereich der persönlichen Dienstleistungen, zum Beispiel im Bereich der Kosmetik oder Haarpflege, der Kinderbetreuung oder Nachhilfe. Vermutlich erleichtern auch moderne Technologien und Kommunikationsmittel die Schwarzarbeit, denn wie können zum Beispiel länderübergreifend erbrachte Informatikdienstleistungen tatsächlich kontrolliert werden?

Es darf trotz allem nicht vergessen werden – damit entschuldige ich die Schwarzarbeit keineswegs, das möchte ich mit aller Deutlichkeit festhalten –, dass viele Tätigkeiten ohne Schwarzarbeit nicht mehr angeboten würden und dass das damit verdiente Geld sofort wieder für Güter und Dienstleistungen ausgegeben wird. Entsprechend fliesst es wenigstens in den wirtschaftlichen Kreislauf zurück, und da auf den meisten Gütern die Mehrwertsteuer erhoben wird, kommt wenigstens ein kitzelkleiner Teil wieder an den Bund zurück. Aber ich betone nochmals: Damit soll Schwarzarbeit nicht entschuldigt werden; ich möchte einfach die Fakten klar darlegen.

Neben der Schwarzarbeit gibt es noch den Begriff der Schattenwirtschaft. Das ist eigentlich ein Oberbegriff aller wirtschaftlichen Tätigkeiten, die nicht versteuert werden, wie zum Beispiel der Drogenhandel, die Geldwäscherei, die amtlich nicht erfasste Prostitution oder das Erbringen von Dienstleistungen ohne Zahlung allfällig anfallender Zölle. Es darf hier nicht übersehen werden, dass solche Tätigkeiten, die nicht unter den Begriff der Schwarzarbeit fallen, einen nicht minder grossen volkswirtschaftlichen Schaden anrichten, aber sehr viel schwerer zu kontrollieren sind. Denn solche Geschäfte werden in der Regel bar abgewickelt, um keine Spuren zu hinterlassen, und da wird die Kontrolle sehr schwierig. Es würde mich interessieren zu wissen, Herr Bundesrat, ob diese Tätigkeiten ebenfalls in den genannten 37 Milliarden Franken enthalten sind.

Alles in allem können wir die Augen nicht länger davor verschliessen, dass die Steuermoral ständig abnimmt und immer mehr Leute bereit sind, Steuern zu hinterziehen. Dieses

Geld, das dann für die ordentlichen Budgets fehlt, wird durch zusätzliche Abgaben auf die Wirtschaft überwälzt, was konkret heisst, dass ehrliche Arbeitnehmer und Arbeitgeber die Steuern und Abgaben der Schwarzarbeitenden mitbezahlen. Die nötigen Gesetze, um Schwarzarbeit verhindern zu können, wären ja mehr oder weniger vorhanden. Die Problematik liegt aber vor allem darin, dass es eine Vielzahl von Gesetzen mit unterschiedlichen Vollzugsorganen und fehlender Koordination gibt. Das hat zur Folge, dass die Ressourcen verstreut sind und eine Gesamtsicht fehlt. Entsprechend ist es auch richtig, dass der Bundesrat aktiv geworden ist. Wir können heute eine Botschaft beraten, die im Nationalrat zu langen Diskussionen geführt hat und sogenannte verbessert wurde. Wirklich zufrieden war aber am Schluss trotzdem niemand.

Ich möchte hier nicht weiter auf die Arbeit unserer Subkommission eingehen; das hat Herr David, unser Kommissionspräsident, ausführlich getan. Ich kann mich ihm vollumfänglich anschliessen. Ich freue mich, dass der Ständerat das Gesetz wesentlich vereinfacht hat, und stehe entsprechend voll und ganz hinter diesem schlanken Vorschlag – ausser in einem Punkt, der in der letzten Sitzung noch aufgenommen wurde; es betrifft den Einbezug der Mehrwertsteuer. Darauf werde ich aber in der Detailberatung zurückkommen.

Ich bitte Sie also, auf die Vorlage einzutreten und die beantragten Änderungen zu akzeptieren.

Berset Alain (S, FR): Après des années de travaux – il y a bientôt dix ans que le premier postulat (96.3090) sur cette question a été déposé –, après, aussi, d'importants travaux en commission, nous pouvons enfin nous saisir de ce projet de loi contre le travail au noir. Je crois utile de rappeler que c'est un projet très important à plusieurs titres.

Nous disposons d'une législation qui indique quelles sont les conditions générales dans lesquelles nous souhaitons que les relations de travail se développent. Nous avons une législation sociale qui comprend une assurance-vieillesse, une prévoyance professionnelle, d'autres assurances. Nous avons aussi une législation sur les étrangers, qui prévoit à quelles conditions les étrangers peuvent résider et travailler en Suisse. Et pourtant, nous savons qu'il existe de nombreux cas dans lesquels ces prescriptions ne sont simplement pas respectées, avec des conséquences très importantes pour les employés, mais aussi pour les entreprises et pour les employeurs. Lutter contre le travail au noir, c'est donc lutter contre des conditions de travail qui ne respectent pas les lois en vigueur.

Ce projet est important pour les personnes concernées, qui travaillent dans notre pays mais qui n'ont pas pour autant accès à la protection voulue par les lois; et nous savons – parce que des cas surgissent presque tous les jours – qu'il existe dans notre pays un nombre très important de personnes qui travaillent sans autorisation, pour des salaires extrêmement faibles, sans que les cotisations sociales ne soient payées pour elles. C'est simplement inacceptable, et ce doit être contrôlé et réparé.

Ce projet est également important pour les milieux économiques et pour les entreprises. L'immense majorité des employeurs remplissent correctement leur devoir d'annonce et d'autorisation en matière d'assurances sociales et de droit des étrangers, pour prendre ces deux exemples. Ces entreprises doivent aujourd'hui faire face à la concurrence tout à fait déloyale de celles qui ne respectent pas les règles du jeu, de celles qui ne respectent pas leurs obligations d'annoncer leurs employés aux assurances sociales, ou qui emploient des étrangers sans demander d'autorisation de travail. Cela ouvre la porte à toutes sortes d'excès, à toutes sortes de dérapages. Je crois que je n'ai pas besoin ici de vous citer d'exemples précis pour que vous compreniez de quoi je veux parler.

Dans la mesure donc où la législation doit être appliquée, dans la mesure où c'est dans l'intérêt des employés et des employeurs qu'elle le soit, ce projet de loi répond effectivement à un besoin.

Maintenant, le projet que vous propose la commission comporte à mon sens des lacunes. Ce projet donne parfois l'impression qu'on a sacrifié la précision et l'efficacité sur l'autel de la concision. Vous savez qu'un tiers des articles du projet du Conseil fédéral a été supprimé par la commission, parfois à raison, c'est bien clair, mais parfois aussi au prix de pertes matérielles. Par exemple, la disparition de toute définition de la notion de travail au noir, la disparition de toute définition précise de qui effectue les contrôles, la disparition de toute définition précise des conditions de délégation des compétences de contrôle, laissent penser que ce projet mène peut-être à moins d'efficacité dans la lutte contre le travail au noir. Nous y reviendrons probablement dans la discussion par article.

Ce projet a non seulement été raccourci, comme je viens de le dire, mais il a aussi été fortement retouché par la commission. Elle a modifié absolument tous les articles de la version du Conseil fédéral amendée par le Conseil national, tous, sauf cinq articles relativement mineurs. C'est quand même suffisamment important et suffisamment rare pour être relevé ici. Cela signifie que nous travaillerons véritablement sur un texte à peu près entièrement nouveau.

Cela dit, ce texte a malgré tout sa propre cohérence. Il n'est pas parfait, je viens de le dire; les changements réalisés sont tels qu'il ne peut pas l'être et nous avons encore l'occasion d'en débattre ici.

Justement pour cette raison, ce texte doit être débattu et je vous propose d'entrer en matière.

Forster-Vannini Erika (RL, SG): Ich teile die Meinung der Vorrednerin und der Vorredner, dass die Schwarzarbeit schwerwiegende Auswirkungen auf die Gesellschaft und den Staat hat. Aber eigentlich sollte die heutige materielle Gesetzgebung genügen, indem sie Schwarzarbeit konsequent verbietet.

Wir müssen aber leider feststellen, dass sie trotzdem floriert, obwohl die Dichte der Kontrollen ein beträchtliches Ausmass aufweist; dies ist bereits heute der Fall. Verschiedene Vollzugsbehörden intervenieren heute unter Anwendung verschiedener Gesetze. So kontrollieren die Kontrollorgane gemäss Arbeitsgesetz, gemäss Sozialversicherungs-, Ausländer- und Quellensteuerrecht, und es wird via Mehrwertsteuer und Suva kontrolliert. Offenbar gestaltet sich vor allem der Vollzug problematisch. Jede Instanz kontrolliert nur für sich. Daten werden nicht ausgetauscht, und die Sanktionsmöglichkeiten reichen nicht aus, um hinreichend präventiv wirken zu können. Die Sachverhalte der Schwarzarbeit sind zahlreich und gehen von der gelegentlichen Samstagarbeit bis hin zur Beschäftigung illegal anwesender Ausländer und Ausländerinnen. Wir haben es demnach mit den verschiedensten Arten von Schwarzarbeit zu tun, und das macht die Definition des Begriffs kompliziert.

Ich teile mit der Kommission die Meinung, dass weder mit der Fassung des Bundesrates noch mit derjenigen des Nationalrates die Gratwanderung zwischen wirksamer Bekämpfung der Schwarzarbeit einerseits und übermässigen Eingriffen in die Sozialpartnerschaft andererseits gelungen ist. Meines Erachtens wurde im Nationalrat das Ziel, die Schwarzarbeit wirksam zu bekämpfen, vor lauter Angst, bestehende Lücken ungenügend abzudecken, letztlich aus den Augen verloren, und es wurde ein zu engmaschiges und dadurch schwerfälliges und schwierig zu handhabendes Gesetz geschaffen. In der Debatte im Nationalrat wurde denn auch zu Recht darauf hingewiesen, dass mit der nationalrätlichen Fassung die absolute Balance noch nicht gefunden werden konnte.

Die ständerätliche Kommission hat bei dieser Feststellung angesetzt. Dabei wurde darauf geachtet, dass das Gesetz, obwohl es einfacher und schlanker ist, keine Abschwächung gegenüber dem Willen des Nationalrates beinhaltet.

Herr Berset hat vorhin erklärt, dass seiner Meinung nach Lücken entstanden sind. Ich möchte hingegen darauf hinweisen, dass Arbeitgeber und Arbeitnehmende, die eine Melde- oder Bewilligungspflicht missachten, sich schuldig

machen. Das Nichteinreichen einer Steuererklärung ist hingegen nach unserer Fassung keine Schwarzarbeit, und eine fehlerhafte Buchhaltung wird nicht als Schwarzarbeit geahndet, sondern nach wie vor via Steuerrecht erfasst. Mit dem Antrag, wonach die Kontrollorgane bei Anhaltspunkten für einen Verstoß gegen das Mehrwertsteuergesetz Meldung an die Steuerverwaltung machen können, geht die Mehrheit der Kommission in eine Richtung, bei der wegen der Komplexität der Materie zumindest nicht à fond studiert werden konnte, wohin sie führt.

Im verständlichen Bemühen, sämtliche Lücken zu schliessen, öffnen wir den Auftrag der Kontrollorgane in eine Richtung, in der die Leute nicht geschult und deshalb überfordert sind. Wir werden in der Detailberatung darauf zurückkommen. Deshalb beschränke ich mich auf diese wenigen Bemerkungen.

Ansonsten wurde das Gesetz entschlackt und wurden die Kontrollen fokussiert. Die vom Nationalrat gewünschten administrativen Vereinfachungen wurden auf das Normalverfahren fokussiert. Die Erleichterungen sind darauf angelegt, dass die Umsetzung mit möglichst geringem Aufwand erfolgen kann. Gegenüber heute hat dieses vereinfachte Verfahren zwei Vorteile. Es gibt eine einzige Anlaufstelle, die Ausgleichskasse. Sie hat die Aufgabe eines «guichet unique» und knüpft die Kontakte zur Unfallversicherung und soweit nötig zu den Steuerbehörden. Der Arbeitgeber hat mit den anderen Stellen im Anmeldeverfahren direkt nichts zu tun; die Akontozahlungen fallen weg. Von der AHV und von der Unfallversicherung gibt es jährlich nur noch einmal eine Rechnung. Gemäss Aussagen der Ausgleichskassen erachten sie dieses Verfahren als praktikabel. Allerdings ist diese Vereinfachung nicht gratis zu haben. Die Ausgleichskassen werden neue EDV-Programme benötigen, und es wird neue Zahlungsabläufe geben, die alle programmiert werden müssen.

Im vereinfachten Abrechnungsverfahren ist ausserdem vorgesehen, dass die AHV-Ausgleichskassen bei diesen Arbeitsverhältnissen auch die Steuern erheben. Die Anknüpfung am Arbeitsverhältnis statt an der Person könnte das vereinfachte Abrechnungsverfahren möglicherweise unnötig belasten. Dieser Problematik, so meine ich, haben wir in der Kommission zu wenig Beachtung geschenkt. Sollte dies vom Rat so beschlossen werden, scheint es mir wichtig, dass sich der Nationalrat mit den verschiedenen Fragen, die sich in diesem Zusammenhang stellen, nochmals vertieft auseinandersetzt.

Alles in allem bin ich überzeugt, dass wir dem Rat mit der Fassung der Kommission ein effizientes, im Vergleich zur nationalrätlichen Fassung aber weit einfacher zu handhabendes Gesetz vorlegen. In diesem Sinne bitte ich Sie einzutreten.

Ger mann Hannes (V, SH): Absolute Priorität hat eine wirkungsvolle Bekämpfung der für die Volkswirtschaft schädlichen Schwarzarbeit. Das schlanke Rahmengesetz, das wir jetzt im Ständerat geschaffen haben, verdient darum Unterstützung. Es trägt diesem Ansinnen Rechnung. Allerdings und grundsätzlich ist zu beachten, dass Schwarzarbeit vor allem die Folge ungünstiger wirtschaftlicher Rahmenbedingungen ist. Mehr Kontrollen und Repression allein führen nicht zum Ziel. Der Hebel ist vielmehr auch bei der zu hohen Belastung der Arbeitsleistung mit Steuern und Sozialversicherungsabgaben sowie bei kostensteigernden Überregulierungen und Interventionen anzusetzen.

Wir haben vorhin die Interpellationen Wicki und Forster behandelt, die beide eigentlich diese Thematik beinhalten. Wir waren dort enttäuscht, dass vom Bundesrat keine mutigere Antwort gekommen ist, dass man die Problematik Unternehmersteuer und KMU-Entlastung offenbar noch nicht allzu vehement angehen will. Ich bin aber überzeugt, diese Massnahmen gehören flankierend ebenso dazu. Das ist entscheidend für den Wirtschaftsstandort Schweiz.

Was mir am Gesetz Mühe bereitet, ist die Ausdehnung der Sanktionen auf die Finanzhilfen. Wir werden dann in der De-

tailberatung darauf zu sprechen kommen. Das ist für mich einfach noch ein bisschen ein Fremdkörper, auch wenn dieser Schritt schon begründbar ist.

Wichtig ist, dass wir keine zusätzliche Bürokratie schaffen, das heisst, einen schlanken Kontrollapparat einführen. Unsere Konzentration muss voll und ganz auf der Missbrauchsbekämpfung und auf der effizienten Bekämpfung von Ungerechtigkeiten liegen, das heisst von Wettbewerbsverzerrungen, zu denen Schwarzarbeit führen kann.

In diesem Sinne bitte ich Sie, auf das Gesetz einzutreten und zuzustimmen.

Sommaruga Simonetta (S, BE): Dieses Gesetz hat eine lange Vorlaufzeit. Schon seit 1987 spricht man von Schattenwirtschaft und ist die Schwarzarbeit ein Thema. Trotzdem verfügen wir bis heute nicht einmal über eine juristische Definition der Schwarzarbeit. Ich komme bei Artikel 2 nochmals darauf zurück. Aber auch wenn die juristische Definition fehlt, ist mittlerweile doch unbestritten, dass Schwarzarbeit eine strafbare Handlung ist und dass sie bekämpft werden muss, und zwar aus wirtschaftlichen, aus juristischen, aber auch aus ethischen Gründen.

Wenn wir allein die wirtschaftliche Bedeutung der Schwarzarbeit anschauen, dann handelt es sich hier um beträchtliche Summen. Gemäss den heute verfügbaren Daten – es ist nicht einfach, diese Daten überhaupt zu erhalten – entgehen dem Fiskus und den Sozialversicherungen aufgrund der Schwarzarbeit Beiträge von knapp 40 Milliarden Franken pro Jahr; das entspricht 9 Prozent des Bruttoinlandproduktes. Wenn man sich vorstellt, dass man von diesen 9 Prozent auf 8 Prozent des BIP zurückgehen könnte – dank der Massnahmen, die wir heute hoffentlich beschliessen –, dann würde das bedeuten, dass allein dadurch 4 Milliarden Franken von der Schwarzarbeit in den sogenannten normalen Arbeitsbereich transferiert würden. Das hätte wiederum zur Folge, dass dadurch zusätzlich 500 Millionen Franken in die Sozialwerke fliessen würden. Das entspricht gerade etwa den Erträgen des gesamten Goldes, das wir heute Morgen verteilt haben. Das sind Mittel, die der öffentlichen Hand fehlen, respektive es sind Mittel, die von anderen, von Arbeitnehmern und -nehmerinnen und von ehrlichen Arbeitgebern und -geberinnen bezahlt werden müssen.

Die Schwarzarbeit muss aber auch aus anderen Gründen bekämpft werden. Die Schwarzarbeit hat eine stark wettbewerbsverzerrende Wirkung, und zwar für die Arbeitnehmenden, aber auch für die Unternehmen. Deshalb ist mittlerweile – das ist heute auch klar geworden – auch aufseiten der Arbeitgeber und des Gewerbes Unterstützung für dieses Gesetz vorhanden, für griffige Massnahmen, für Kontrollen und für Sanktionen. Das ist genau das, was bis heute weitgehend gefehlt hat. Wenn aber der Wettbewerb fehlt oder verfälscht wird, dann hat das immer volkswirtschaftlich negative Auswirkungen, weil die Unternehmen mit unterschiedlich langen Spiessen kämpfen müssen.

Schliesslich aber ist die Schwarzarbeit auch ein Faktor von wirtschaftlicher Zerrüttung. Die Schwarzarbeit beeinträchtigt die Glaubwürdigkeit der Behörden in den Augen der Steuerpflichtigen. Sie verstärkt das allgemeine Misstrauen gegenüber den Institutionen, aber auch gegenüber der Wirtschaft. Das Schwarzarbeitsgesetz verdient deshalb prioritäre Behandlung, insbesondere auch deshalb, weil die Bekämpfung der Schwarzarbeit angesichts der Personenfreizügigkeit eine zusätzliche Brisanz erhält. Deshalb ist es, meine ich, angemessen, dass wir das Schwarzarbeitsgesetz möglichst zusammen mit den flankierenden Massnahmen umsetzen, weil diese beiden Gesetze sehr viel miteinander zu tun haben, besonders auch was die Kantone und ihre Kontrollaufgaben betrifft.

Nun hat der Ständerat als Zweitrat diese Vorlage doch beträchtlich abgeändert; wir werden darauf im Detail zu sprechen kommen. Ich persönlich begrüsse die administrativen Vereinfachungen. Es soll niemand wegen zu hoher administrativer Hürden zur Schwarzarbeit verleitet werden. Schliesslich hat unsere Kommission im Bereich der Kontrollen sehr

viele Kompetenzen an die Kantone delegiert. Ich meine, dass das nicht schlecht sein muss, solange die Vorgaben und die Ziele klar sind, und dass die Kantone diesen Spielraum auch autonom ausnützen können und sollen und das auch tun werden. Was im Antrag der Kommissionsmehrheit aber fehlt, ist wie gesagt eine Definition der Schwarzarbeit. Es ist doch merkwürdig, wenn man ein Schwarzarbeitsgesetz macht und nirgends sagt, was Schwarzarbeit ist.

Die wohl wichtigste Neuerung gegenüber dem Nationalrat, die unsere Kommission Ihnen vorschlägt, ist die Möglichkeit von Feststellungsklagen. Wenn Sie sich auch nur eine Minute lang in eine Arbeitnehmerin hineinversetzen, die als Ausländerin schwarz beschäftigt ist und sich wehren sollte, dann wissen Sie, dass diese Arbeitnehmerin ohne die Möglichkeit einer Feststellungsklage überhaupt keine Chance haben wird, zu ihrem Recht zu kommen und allfällige Ansprüche geltend zu machen und durchzusetzen.

Ich bitte Sie, auf diese wichtige Vorlage einzutreten.

Deiss Joseph, président de la Confédération: Je dirai premièrement quelques mots concernant le travail au noir et l'économie souterraine ou parallèle – «Schattenwirtschaft», comme cela s'appelle en allemand. Je répondrai par là aussi à la question posée par Madame Leumann.

Au cours de ces deux dernières décennies, des économistes se sont passablement occupés de la question du travail au noir, en particulier de l'économie parallèle, notamment pour savoir ce que pouvait représenter ce type d'activité par rapport à l'ensemble du produit national.

En général, on considère comme économie parallèle différents types d'activités, qui ne sont que partiellement visés par cette loi. Il y a des activités qui, en soi, sont légales – il n'est pas illégal de construire une maison ou de faire du travail dans son jardin –, mais qui échappent à certaines taxes, que ce soit dans le domaine des assurances sociales, de l'impôt, ou encore qui sont faites en infraction à la législation sur les étrangers, etc. Il y a évidemment aussi, dans l'économie parallèle, les activités qui elles-mêmes sont illégales, comme le trafic de drogue et d'autres activités qui, par définition, ne sont pas annoncées à l'AVS ou à d'autres assurances sociales.

Le tout a été estimé dans divers pays. La conclusion la plus importante tirée de ces travaux devrait, en partie, nous rassurer: la proportion de l'économie parallèle est d'autant plus importante que les charges fiscales et sociales sont lourdes. Les pays où les charges fiscales sont les plus élevées offrent le plus d'incitation à tricher dans ce domaine. Par conséquent, la Suisse – selon les travaux du professeur Schneider et ceux du professeur Pommerhene, qui sont, je crois, plus anciens – se situe à 10 pour cent, alors que des pays au système fiscal plus lourd arrivent à des résultats de 20 pour cent et davantage. Je ne parle pas des économies étatisées: évidemment que l'économie parallèle était particulièrement importante dans l'ancienne Union soviétique ou au sein des pays de l'Est.

Le second élément, mais cela ne doit bien sûr pas être une raison pour ne pas combattre le phénomène – je crois que nous avons maintes raisons de le faire –, c'est le problème de l'extension de la libre circulation des personnes à l'Est. Les cas qui ont été signalés dans ce contexte – et l'on doit noter que de nombreux cas qui ont été dévoilés ces temps passés ne sont pas des cas liés à l'immigration – sont souvent des problèmes causés par des entreprises et des travailleurs qui sont en Suisse. C'est donc le travail au noir qui est concerné.

J'aimerais vous inciter non seulement à entrer en matière, mais également à traiter ce dossier avec diligence parce que cela fait quelque temps qu'on en parle. Et plus on en parle, moins on en fait! Et donc moins on donne d'assurances à ceux qui aujourd'hui craignent que nous ne soyons pas décidés à lutter contre les abus – que ce soit ici ou que ce soit dans le domaine de la libre circulation des personnes. Ce dossier peut être considéré comme étant en parallèle avec les discussions que nous avons menées. D'ailleurs, vous

verrez que, sur le plan pratique, il est possible de gérer cela, par exemple à travers les commissions tripartites qui ont été créées dans le cadre de l'accord sur la libre circulation des personnes.

Je pense qu'il faut maintenant aller de l'avant parce que, finalement, les cas que nous voulons viser ont été bien définis. Il s'agit du domaine des assurances sociales, du domaine fiscal et de certaines législations. On peut donc relativement bien définir le champ d'application où on veut s'engager le plus largement et prendre des mesures relativement simples pour pouvoir lutter là-contre.

La version qui a été élaborée par votre commission est un texte qui simplifie, qui allège fortement d'une part le projet du Conseil fédéral, et d'autre part la version issue des discussions au sein du Conseil national. Le Conseil fédéral aurait préféré que les travaux du Parlement puissent se poursuivre sur la base de sa version qui date de 2002 et qui aurait peut-être permis d'aller un peu plus vite. Je ne reproche pas à la commission du Conseil des Etats d'avoir perdu du temps, mais il est nécessaire néanmoins maintenant que je dise au Parlement qu'il faut se déterminer sur un résultat, sur un projet dans les meilleurs délais. C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral peut aussi se rallier à la solution qui est proposée maintenant par la commission dans la mesure où cette solution n'affaiblit pas, sur les points essentiels, le projet initial.

Même si la version de la commission renonce à donner une définition précise des différentes situations que l'on doit qualifier de travail au noir, la définition des contrôles couvre les domaines que nous entendons viser. En somme, ce que nous devons faire ici n'est pas une analyse scientifique du phénomène de l'économie parallèle ou du travail au noir – et cela d'une manière exhaustive –, mais nous devons définir quels sont les principaux domaines où des abus existent et doivent être réprimés. Nous devons nous concentrer, avec un système aussi souple et simple que possible, sur ces cas.

Si je dis que les points essentiels du projet sont maintenus, c'est parce qu'ils concernent les trois axes dans lesquels le Conseil fédéral vous propose d'agir: 1. le renforcement des contrôles; 2. le renforcement des sanctions; 3. des mesures incitatives qui doivent permettre de ramener vers les différents domaines de contribution des activités qui ont eu tendance à s'en éloigner.

A ce titre, quelques mots encore sur les trois axes précités: 1. Il s'agit d'améliorer l'exécution des législations existantes. Pour ce faire, on propose la création dans chaque canton d'un organe appelé à jouer un rôle de plaque tournante et qui a une vision globale de la lutte contre le travail au noir. Cet organe peut être un organe administratif du canton ou une commission tripartite, comme je l'ai mentionné à l'instant dans le cadre de la libre circulation des personnes. Des collaborations, voire même des délégations de compétence peuvent être attribuées aux organes paritaires institués par des conventions collectives de travail: c'est encore une autre possibilité qui démontre – en cela, nous sommes d'accord avec la commission – qu'on peut laisser aux cantons une large liberté de manoeuvre pour l'organiser.

Il y a aussi la nécessité d'améliorer la coordination et l'échange d'informations entre les organes d'exécution des diverses législations et l'organe cantonal de contrôle d'une part, et l'autorité d'exécution d'autre part. C'est un point essentiel, car c'est de lui que dépendra l'efficacité du système que l'on veut mettre en place.

2. En renforçant l'arsenal répressif, d'une part en revoyant à la hausse le montant des amendes dans différentes lois dont la nouvelle loi sur les étrangers et celles touchant certaines assurances sociales, d'autre part en introduisant une nouvelle sanction sous la forme d'une exclusion des procédures de soumission à des marchés publics et d'octroi de subsides publics, nous donnons ainsi plus de mordant aux instruments destinés à réprimer les abus.

3. Le projet comporte des mesures incitatives par le biais d'une facilitation des procédures dans le domaine des assurances sociales et des impôts. Si vous voulez récupérer

ceux qui trouvent non pas que l'impôt est tellement élevé, mais surtout que les travaux administratifs y relatifs sont compliqués, il faut donner des possibilités simplifiées de faire ses décomptes et de s'acquitter de son dû.

Là, la commission a retravaillé le dispositif qui a été mis en place par le conseil prioritaire, je pense, de manière positive. Le champ d'application de ces facilitations a été élargi par rapport à ce que prévoyait le Conseil fédéral et il a été précisé par rapport à la version du Conseil national. La solution retenue par votre commission exclut en particulier une application en parallèle de la procédure ordinaire et de la procédure simplifiée dans la même entreprise.

Le projet ainsi conçu forme un paquet de mesures qui nous semble cohérent et qui devra, à notre sens, être aussi complété par une campagne de sensibilisation et d'information. Maintenant, je vous invite donc à suivre la commission, à entrer en matière et à donner un signal clair, cohérent vers l'extérieur, à savoir que nous voulons véritablement prendre des mesures contre le travail au noir et par là permettre aussi de diminuer les craintes que beaucoup de personnes peuvent avoir face aux changements qui sont en train de se mettre en place. C'est donc aussi une mesure d'amélioration de la confiance dans notre système.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

Bundesgesetz über Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit
Loi fédérale concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Titel

Zweck

Text

.... sieht es administrative Erleichterungen sowie Kontroll- und Sanktionsmassnahmen vor. (Rest streichen)

Art. 1

Proposition de la commission

Titre

But

Texte

.... Elle institue des simplifications administratives ainsi que des mécanismes de contrôle et de répression. (Biffer le reste)

Leumann-Würsch Helen (RL, LU), für die Kommission: In Artikel 1 haben wir die Überschrift geändert, indem wir das Wort «Gegenstand» durch das Wort «Zweck» ersetzt haben, denn es handelt sich ja um einen «Zweckartikel», den wir hier festschreiben, und nicht um einen «Gegenstandsartikel».

Dann haben wir Artikel 1 gekürzt. Weil wir ja ein schlankes Gesetz schaffen wollen, haben wir uns darauf konzentriert, in Artikel 1 nur zu sagen, dass wir mit diesem Gesetz Kontroll- und Sanktionsmassnahmen vorsehen, um die Schwarzarbeit zu bekämpfen. Wie, wo und durch wen diese Kontrollen gemacht werden sollen, wird in den nachfolgenden Artikeln festgehalten. Entsprechend können wir den Rest des Satzes – «welche die betroffenen Behörden und Organisationen auf eidgenössischer und auf kantonaler Ebene mit einbeziehen» – ersatzlos streichen.

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Mehrheit

Streichen

Antrag der Minderheit

(Berset, Sommaruga Simonetta, Studer Jean)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

(siehe auch Art. 9 Abs. 1)

Art. 2

Proposition de la majorité

Biffer

Proposition de la minorité

(Berset, Sommaruga Simonetta, Studer Jean)

Adhérer à la décision du Conseil national

(voir également art. 9 al. 1)

Leumann-Würsch Helen (RL, LU), für die Kommission: Dieser Artikel muss in Zusammenhang mit Artikel 9 betrachtet werden. Die Mehrheit will Artikel 2 streichen, denn wir wollen

02.010

Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit

Loi contre le travail au noir

Fortsetzung – Suite

Botschaft des Bundesrates 16.01.02 (BBl 2002 3605)

Message du Conseil fédéral 16.01.02 (FF 2002 3371)

Nationalrat/Conseil national 17.06.04 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 17.06.04 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 16.12.04 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 16.12.04 (Fortsetzung – Suite)

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition



ja die Kontrollen verstärken; das ist der zentrale Punkt dieses Gesetzes. Deshalb sind wir vom ziemlich unbestimmten Begriff der Schwarzarbeit, wie er im nationalrätlichen Artikel 2 enthalten ist, weggekommen und haben uns für ein anderes Konzept entschieden. Anstatt die Schwarzarbeit zu definieren, werden die «Pflichten» festgelegt, die von den Kontrollorganen kontrolliert werden. Es muss ganz klar gesagt werden, was von wem und wie kontrolliert wird, und dies wird dann in Artikel 9 entsprechend umschrieben, indem dort gesagt wird: «Die Kontrollorgane prüfen die Einhaltung der Melde- und Bewilligungspflichten gemäss Sozialversicherungs-, Ausländer- und Quellensteuerrecht.» Das heisst, die Kontrolleure müssen auf den Baustellen und in den Betrieben kontrollieren, ob die Melde- und Bewilligungspflichten, die es im AHV-, im Ausländer- und Quellensteuerrecht gibt, erfüllt werden oder nicht.

Die Pflichten müssen wir nicht näher definieren, denn diese sind im AHV-Gesetz, im Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts sowie im Ausländergesetz und auch im Quellensteuerrecht festgelegt. Wir knüpfen damit vollständig an bestehendes Recht an: Das, was dort festgelegt ist, muss kontrolliert werden, und entsprechend können wir auf die weit ausholende Definition in Artikel 2 gemäss Nationalrat verzichten.

Wir haben hier den Minderheitsantrag Berset, der dem Konzept des Nationalrates folgen will. Es wird sich also bei diesem Artikel entscheiden, ob wir weitergehend dem schlanken Gesetz folgen werden, wie es Ihnen die Kommissionsmehrheit vorschlägt, oder der Fassung, wie sie vom Nationalrat her kommt.

Berset Alain (S, FR): L'article 2 du projet de loi définit ce qu'il faut comprendre sous la notion de travail au noir tandis que l'article 9 précise que l'organe de contrôle vérifie le respect des dispositions concernant le travail au noir.

Avec la proposition de la majorité de la commission, comme vient de le dire Madame Leumann, on retournerait simplement cette logique – un peu comme on retourne une crêpe – en proposant, d'une part, de biffer purement et simplement l'article 2 et, d'autre part, de préciser dans l'article 9 du projet de loi ce qui doit être contrôlé. Ce retournement de situation nous semble avoir des conséquences négatives importantes.

La première conséquence négative, c'est qu'avec cette proposition de minorité, on supprime toute définition du travail au noir. Intuitivement – si je peux dire les choses comme cela –, on sent bien que le travail au noir, c'est le travail qui n'est pas déclaré, c'est le travail illégal, mais il est difficile d'aller plus loin avec la seule intuition. De la littérature scientifique, comme l'a rappelé tout à l'heure le président de la Confédération – qui s'est penché sur cette question –, on a ressorti autant de définitions qu'il y a d'auteurs sur le sujet.

Je crois qu'il y a d'abord un intérêt de logique et un intérêt de cohérence du texte à conserver une définition. Il me paraît relativement difficile de mettre au point une loi contre le travail au noir – c'est le titre de la loi –, une loi dont le premier article précise qu'elle vise à lutter contre le travail au noir et une loi qui ne nous dit ensuite plus rien de ce qu'est le travail au noir; une loi qui ne fixe plus aucune définition de la notion elle-même.

Une définition claire du travail au noir aurait aussi un intérêt didactique et nous avons le devoir de faire des lois qui soient aussi claires que possible, des lois qui puissent être d'un abord pas trop compliqué et je crois qu'on attend quand même – c'est la moindre des choses – d'une loi contre le travail au noir qu'elle donne une certaine définition du concept. J'imagine que cela serait utile aussi pour les cantons de voir ce qu'on entend par travail au noir, puisque c'est à eux qui devraient revenir les principales compétences dans l'application de la loi.

Deuxièmement, au-delà de la stricte question de la définition, je crois que cette modification a vraisemblablement des conséquences matérielles. On est en train de changer quelque chose sur le fond. Autrement dit, il y a des situations qui

étaient considérées comme du travail au noir selon la version du Conseil fédéral et selon celle du Conseil national et qui ne semblent plus couvertes par la proposition de la majorité de la commission.

A ce titre, j'aimerais vous citer l'exemple de l'article 2 alinéa 1 lettre e où il est question des faux indépendants. Selon la version de la majorité de la commission, l'emploi de faux indépendants ne peut plus être considéré comme du travail au noir, quand bien même nous savons que le nombre des faux indépendants travaillant pour des salaires très faibles est en forte croissance – il y a eu notamment des travaux qui ont été menés dans le canton du Tessin sur cette question – et on sait aussi qu'il ne suffit pas, au regard du droit suisse, de se déclarer indépendant pour l'être vraiment. L'article 2 – en relation avec l'article 9 – définit donc clairement que les organes de contrôle auraient pour tâche de vérifier que les indépendants le sont vraiment, selon la législation. Si l'on biffe cet article, on ne sait plus vraiment si les organes de contrôle ont pour tâche non seulement de vérifier l'affiliation aux assurances sociales, mais encore que les cotisations soient effectivement versées pour tous ceux qui dépendent, de fait, d'un employeur, même s'ils sont, à tort, considérés comme des indépendants.

Cet exemple montre bien la nécessité d'avoir une définition précise de ce que l'on entend par travail au noir. Pour moi, cette définition pourrait bien sûr être différente de celle fixée jusqu'ici à l'article 2. Mais sans définition, comme c'est le cas avec la proposition de la majorité de la commission, on risque d'admettre, d'une part, qu'il y a du travail au noir illégal – celui qui est effectivement combattu à l'article 9 – et, d'autre part, qu'il y a du travail au noir, ou ce que l'on peut entendre par travail au noir, qui serait du coup toléré. Je pense ici à la question des faux indépendants, ce qui serait quand même un comble pour une loi qui entend lutter contre le travail au noir.

Pour cette raison, je vous demande d'adopter la proposition de la minorité, qui demande que la loi conserve une définition de la notion absolument centrale de travail au noir.

Sommaruga Simonetta (S, BE): In Artikel 2 stehen sich bei den Anträgen von Kommissionsmehrheit und Kommissionsminderheit eigentlich zwei Konzepte gegenüber. Entweder wir beschreiben die konkreten Situationen, wo Schwarzarbeit stattfindet und wie sich Schwarzarbeit äussert, oder wir begnügen uns, wie das die Kommissionsmehrheit möchte, mit einem Hinweis darauf, was die Kontrollorgane in Bezug auf Melde- und Bewilligungspflichten, gemäss Sozialversicherungs-, Ausländer- und Quellensteuerrecht, prüfen müssten.

In Artikel 1 steht: «Mit diesem Gesetz soll die Schwarzarbeit bekämpft werden.» Wenn nachher nirgends steht, was Schwarzarbeit ist, dann ist das meines Erachtens ein sonderbarer Zustand. Wichtiger ist aber für mich die Frage, ob es zwischen der Fassung der Kommissionsmehrheit und jener der Kommissionsminderheit materielle Unterschiede gibt. Soweit ich das abklären konnte, habe ich keine gefunden. Doch wir haben das nicht in allen Einzelheiten und für alle Eventualitäten geprüft. Sollte es heute zu einer Differenz kommen, so wäre es die Aufgabe des Nationalrates, diese Überprüfung noch einmal im Detail vorzunehmen.

Selbst wenn wir aber keine materiellen Differenzen schaffen, scheint es mir, dass diese klare, konkrete Formulierung von Bundesrat und Nationalrat auch Vorteile hat, und zwar auch für die Kantone. In meinem Kanton z. B. gibt es ein Arbeitsmarktgesetz, das explizit auf die Tatbestände verweist, wie sie hier in Artikel 2 formuliert sind. Wenn wir Artikel 2 und diese explizit formulierten Tatbestände wieder streichen würden, dann hätte dies für die Kantone Rechtsunsicherheit zur Folge. Das möchte ich vermeiden, vor allem, weil hier eine solche Rechtsunsicherheit unnötig ist. Das Papier, das Sie mit der Streichung von Artikel 2 sparen, brauchen Sie nachher wieder für Erklärungen, und das macht wenig Sinn.

Ich bitte Sie deshalb, dem Bundesrat, dem Nationalrat und der Kommissionsminderheit zu folgen.

Deiss Joseph, président de la Confédération: Je puis vous dire qu'à mon sens, les deux approches parviennent finalement au même résultat, à savoir à la possibilité de pouvoir réprimer des situations qu'on appelle «travail au noir», à cause desquelles l'Etat ou des privés subissent des dommages. Ces dommages résultent du fait que l'assurance sociale ou la caisse publique ne reçoivent pas leur dû; ou encore du fait que, par le non-respect de telles législations – je pense à la loi sur le séjour et l'établissement des étrangers –, il est possible d'obtenir des avantages concurrentiels par rapport à des compétiteurs honnêtes qui subissent évidemment aussi un dommage. Je crois que les trois ou quatre domaines les plus importants et qui sont visés, même avec la version abrégée que propose la majorité de la commission, sont les questions liées à l'autorisation en matière d'étrangers, aux assurances sociales, à l'imposition à la source; à l'article 18, il sera encore question de la TVA. Voilà les domaines où il s'agit de réprimer, et je ne crois pas que la recherche toujours imparfaite d'une définition plus exhaustive nous apporte plus de clarté.

Il faut d'ailleurs constater que, très souvent, les délits d'une catégorie s'accompagnent d'autres délits, ou les entraînent: si vous occupez des étrangers sans permis, vous n'allez pas les annoncer aux assurances sociales, parce que cela permettrait de vous «coincer», ou de vous «coller». Par conséquent, les deux délits vont généralement de pair, et je ne pense pas qu'avec la version abrégée on ait des difficultés au niveau de l'application.

Comme je vous l'ai dit d'entrée de cause: pour pouvoir faire avancer le dossier, si votre conseil, en suivant la majorité de la commission, estime que la version allégée permet d'arriver plus vite au résultat, je peux me rallier à cette façon de faire.

Président (Frick Bruno, Président): Der Bundesrat schliesst sich dem Antrag der Mehrheit an.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 27 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit 9 Stimmen

1a. Abschnitt Titel

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Section 1a titre

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 2a

Antrag der Kommission

Arbeitgeber können die Löhne der in ihrem Betrieb beschäftigten Arbeitnehmenden gemäss den nachstehenden Bestimmungen abrechnen, sofern:

- der einzelne Lohn den Grenzbetrag nach Artikel 7 BVG nicht übersteigt; und
- die gesamte jährliche Lohnsumme des Betriebes den anderthalbfachen Betrag der maximalen jährlichen Altersrente der AHV nicht übersteigt; und
- die Löhne des gesamten Personals nach den nachstehenden Bestimmungen abgerechnet werden.

Art. 2a

Proposition de la commission

Les employeurs peuvent effectuer le décompte des salaires des travailleurs occupés dans leur entreprise conformément aux dispositions ci-dessous, à condition:

- que le salaire annuel respectif de chaque salarié n'excède pas le salaire minimum fixé à l'article 7 LPP; et
- que la masse salariale annuelle totale de l'entreprise n'excède pas 150 pour cent du montant de la rente vieillesse annuelle maximale de l'AVS; et

c. que le décompte des salaires s'effectue selon les dispositions ci-après pour l'ensemble du personnel.

Leumann-Würsch Helen (RL, LU), für die Kommission: Die Artikel 2a und 2b sind im Zusammenhang mit dem AHV-Gesetz zu sehen. Wir unterscheiden dort zwei Kategorien:

1. Personen mit einem Bagatelleinkommen von weniger als 2150 Franken pro Jahr will man in der AHV gar nicht mehr erfassen.

2. Als Ausnahme gelten Personen, die typischerweise solche kleinen Einkommen erzielen, beispielsweise die berühmten Raumpflegerinnen, die bei vielen verschiedenen Arbeitgebern arbeiten und bei diesen einzelne Bagatelleinkommen erzielen, insgesamt aber auf eine Einkommenssumme kommen, die man erfassen muss.

In unserer Version von Artikel 2a geht es um die administrativen Vereinfachungen. Buchstabe a besagt, dass der Lohn des Arbeitnehmers den Grenzbetrag nach Artikel 7 BVG nicht übersteigen darf. Das ist ab 2005 ein Jahresalär von 19 350 Franken. In Buchstabe b geht es um die gesamte jährliche Lohnsumme des Betriebes, die den anderthalbfachen Betrag der maximalen jährlichen Altersrente der AHV nicht übersteigen darf. Ab 2005 sind das 38 700 Franken. Das heisst: Bei Personen, die nicht in einer Firma angestellt sind und verschiedene Arbeitgeber haben, z. B. bei privatem Reinigungspersonal, und die gesamthaft ein Einkommen erzielen, das nicht aus den Sozialversicherungen ausgeklammert werden soll, ist der Anknüpfungspunkt der Arbeitgeber und nicht die Arbeitnehmerin oder der Arbeitnehmer. Wenn also ein Arbeitnehmer oder eine Arbeitnehmerin bei verschiedenen Arbeitgebern angestellt ist, dann können diese vereinfacht abrechnen. Dies betrifft natürlich in erster Linie private Haushalte. Wenn aber beispielsweise eine Raumpflegerin bei einem Betrieb angestellt ist, der eine Lohnsumme von über 100 000 Franken ausweist, weil mehrere Personen dort beschäftigt sind, so kann für diese Raumpflegerin nicht vereinfacht abgerechnet werden, sondern sie ist in der Gesamtlohnsumme aufgeführt.

Es gibt noch ein weiteres Problem, das wir diskutiert haben; es betrifft die Unfallversicherung. Bei den Unfallversicherungen sind die Lohnbestandteile versichert und nicht die Personen. Es wurde uns aber bestätigt, dass z. B. Raumpflegerinnen, d. h. Kleinstarbeiterinnen und -arbeiter, trotzdem versichert sind. Denn entweder hat ein entsprechender Arbeitgeber für weitere Arbeitnehmer eine Unfallversicherung, oder aber der Arbeitgeber beschäftigt nur beitragsbefreite Arbeitnehmer, und dann muss der Arbeitgeber nichts unternehmen. Tritt trotzdem ein Berufsunfall ein, so übernimmt die Ersatzkasse der Unfallversicherung die Leistungen und erhebt die Unfallversicherungsprämien rückwirkend im Rahmen der Verjährung.

Dies sicherzustellen war uns natürlich ein Anliegen, denn wir wollten nicht, dass es Personen gibt, die nicht unfallversichert sind.

Beim vereinfachten Verfahren müssen je nach Grösse des Betriebes bei der AHV Akontozahlungen geleistet werden, und Ende Jahr wird eine definitive Lohnmeldung gemacht. Bei der Unfallversicherung läuft es ähnlich, ausser dass dort keine Akontozahlungen verlangt werden, denn dort wird einmal pro Jahr definitiv abgerechnet.

Betriebe, deren gesamte Lohnsumme das Eineinhalbfache der maximalen AHV-Altersrente nicht übersteigt, können das vereinfachte Verfahren wählen, sofern sie nur Arbeitnehmer beschäftigen, welche keine berufliche Vorsorge haben. Hierzu gibt es dann ein Anmeldeformular, das vom Internet heruntergeladen werden kann. Dieses wird ausschliesslich bei der Ausgleichskasse eingereicht. Die AHV zieht dann die Beiträge für AHV, IV, EO, Familienzulagen und Arbeitslosenversicherung ein. Für die Arbeitgeber wird das eine echte Erleichterung.

Dieses System wurde in einer Arbeitsgruppe erarbeitet, in der die Ausgleichskasse, die Unfallversicherer und die öffentliche Arbeitslosenkasse vertreten waren. Entsprechend haben wir das System, wie es uns vorgeschlagen wurde, als Antrag in die Vorlage aufgenommen.

Deiss Joseph, président de la Confédération: La solution proposée par la commission est plus précise que celle du Conseil national. Il y a quelques différences: par exemple, au lieu de fixer un nombre de personnes occupées, c'est une somme au niveau des revenus distribués par année – et la limite est un peu plus «large» que celle prévue par le Conseil national.

Le point évoqué par Madame Leumann me permet de signaler en passant que cette procédure simplifiée de décompte ne vise pas seulement les cas dont il est question ici, mais toutes les entreprises. Vous pourrez, à partir de l'année prochaine, «déclencher» avec une seule communication vos cotisations dans toutes les assurances sociales. Nous estimons que cela devrait permettre aux entreprises d'économiser des sommes considérables. Si l'on fait le calcul sur l'ensemble de l'économie, c'est par dizaines voire par centaines de millions de francs que cela doit pouvoir se chiffrer. Il s'agit donc d'une mesure de simplification administrative qu'on nous réclame si souvent. Il va de soi que, pour les cas mentionnés ici, c'est aussi un avantage, puisque là, souvent, c'est le fait que la paperasse soit difficile à remplir qui rebute et qui fait que l'on ne déclare pas, alors que les montants en jeu ne sont pas si considérables que cela. Je vous invite donc à suivre la commission.

Angenommen – Adopté

Art. 2b

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 2c

Antrag der Kommission

Streichen

Proposition de la commission

Biffer

Leumann-Würsch Helen (RL, LU), für die Kommission: Dieser Artikel kann gestrichen werden, nachdem wir vorher alles in einem Block geregelt haben.

Angenommen – Adopté

Art. 3

Antrag der Mehrheit

Titel

Kontrollorgane

Abs. 1

Die Kantone bezeichnen die für ihr Gebiet zuständigen Kontrollorgane durch die kantonale Gesetzgebung und erstellen ein entsprechendes Pflichtenheft.

Abs. 2

Der Bundesrat bestimmt die Mindestanforderungen.

Abs. 2bis

Alle in kantonalen Kontrollorganen und für kantonale Kontrollorgane tätigen Personen dürfen auf keinen Fall in einem direkten wirtschaftlichen Konkurrenzverhältnis zu den kontrollierten Personen stehen.

Abs. 3

Das kantonale Kontrollorgan erstattet der vom Bundesrat bezeichneten Behörde jährlich Bericht über seine Tätigkeit.

Abs. 4

Streichen

Antrag der Minderheit I

(Sommaruga Simonetta, Berset, David, Schiesser, Studer Jean)

Abs. 2

Der Bundesrat bestimmt die Mindestanforderungen, namentlich in Bezug auf die Qualifikation der Kontrollorgane.

Antrag der Minderheit II

(Berset, Studer Jean)

Abs. 1, 3, 4

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates (vgl. auch Art. 4 und 5)

Abs. 2

Der Bundesrat bestimmt die Mindestanforderungen, namentlich in Bezug auf die Qualifikation der Kontrollorgane.

Art. 3

Proposition de la majorité

Titre

Organe de contrôle

Al. 1

Les cantons désignent, dans le cadre de leur législation, les organes de contrôle compétents sur leur territoire et établissent le cahier des charges correspondant.

Al. 2

Le Conseil fédéral détermine les exigences minimales.

Al. 2bis

Les personnes travaillant au sein d'organes de contrôle cantonaux ou pour de tels organes ne doivent en aucun cas se trouver dans un rapport de concurrence économique direct avec les personnes contrôlées.

Al. 3

L'organe cantonal de contrôle adresse chaque année, à l'organe désigné par le Conseil fédéral, un rapport sur son activité.

Al. 4

Biffer

Proposition de la minorité I

(Sommaruga Simonetta, Berset, David, Schiesser, Studer Jean)

Al. 2

Le Conseil fédéral définit les exigences minimales, notamment en ce qui concerne la qualification des organes de contrôle.

Proposition de la minorité II

(Berset, Studer Jean)

Al. 1, 3, 4

Adhérer à la décision du Conseil national

(voir également art. 4 et 5)

Al. 2

Le Conseil fédéral définit les exigences minimales, notamment en ce qui concerne la qualification des organes de contrôle.

Leumann-Würsch Helen (RL, LU), für die Kommission: In Artikel 3 Absatz 1 haben wir ausdrücklich festgelegt, dass die kantonale Gesetzgebung die Kontrollorgane und deren Pflichtenheft definiert. Es ist durchaus möglich, dass ein Kanton die Kontrolle an eine eigene Verwaltungsstelle delegiert. Es ist aber auch möglich, dass er sie an eine paritätische, an eine tripartite oder gar an eine quadripartite Kommission delegiert. Das heisst, das Kontrollorgan ist eine Behörde, auch wenn es aus Arbeitgebern und Arbeitnehmern zusammengesetzt ist. Das Wort Kontrollorgan beinhaltet sämtliche Formen von Kontrollmöglichkeiten, die von einem Kanton bestimmt werden können. Wichtig ist, dass es eine Behörde ist, mit allen Rechten und Pflichten, und keine Privatorganisation; wichtig ist auch, dass eine klare, saubere kantonale Gesetzesgrundlage vorliegt.

In Absatz 2 haben wir festgeschrieben, dass der Bundesrat die Mindestanforderungen festlegen muss. Er kann dies in einer Verordnung anstatt in einem Gesetz tun. Es ist dann leichter, sie zu ändern, sollten Änderungen vorgenommen werden müssen.

Absatz 2bis legt fest, dass Personen, die für Kontrollorgane tätig sind, nicht in einem Konkurrenzverhältnis zueinander stehen dürfen. Eigentlich wäre dieser Abschnitt rechtlich nicht nötig, aber gerade in kleinen Kantonen, wo jeder jeden kennt und die Kontrolleure auch Konkurrenten sein können,

darf es nicht passieren, dass beispielsweise ein Schreiner einen anderen Schreiner kontrolliert.

In Absatz 3 wird festgelegt, dass das Kontrollorgan der vom Bundesrat bezeichneten Behörde jährlich Bericht über seine Tätigkeit erstatten muss – dies, damit der Bund einerseits weiss, wie die Kontrollen in den Kantonen durchgeführt werden, und andererseits Vergleiche angestellt werden können.

Sommaruga Simonetta (S, BE): Die Kommissionsmehrheit schlägt Ihnen in Absatz 1 im Folgenden vor, dass die Kantone grundsätzlich selber entscheiden müssen, wie sie ihre Kontrollorgane organisieren. Ich kann mit dieser Organisationsautonomie für die Kantone leben. Es ist aber trotzdem wichtig, dass wir eine minimale Übereinstimmung zwischen den Kantonen in Bezug auf die Kontrollorgane haben, und deshalb brauchen wir auch eine Koordination. Es ist auch für die Kantone einfacher, wenn nicht jeder Kanton selber diese Organisation der Kontrollorgane neu erfinden muss. Deshalb braucht es diese Mindestanforderungen, wie sie in Absatz 2 festgeschrieben sind.

Weshalb ist nun ein spezieller Hinweis auf die Qualifikation der Kontrollorgane nötig? Die Kommission schlägt Ihnen vor, dass wir Artikel 7 dieses Gesetzes streichen; dieser betrifft die Ausbildung der Kontrollorgane. Wenn wir diesen Artikel 7 streichen, dann wäre es doch wichtig, dass wir mindestens in Artikel 3 Absatz 2 festhalten, dass die Mindestanforderungen, welche der Bundesrat an diese Kontrollorgane stellt, auch in Bezug auf die Qualifikation dieser Kontrollorgane festgeschrieben sind. Ich meine, dass von einer Qualifikation der Kontrollorgane letztlich die Glaubwürdigkeit der Kontrollorgane und die Qualität ihrer Arbeit abhängt. Ich meine aber mit meinem Hinweis auf die Qualifikation nicht, dass es nicht auch andere Mindestanforderungen gibt; aber nachdem wir die Vorschriften in Bezug auf die Ausbildung der Kontrollorgane gestrichen haben, wäre hier ein besonderer Hinweis auf die Qualifikation dringend notwendig.

Ich bitte Sie, der Minderheit I zu folgen.

Zur Minderheit II (Berset) muss ich einfach darauf hinweisen, dass die Kantone mit einer detaillierten Beschreibung, wie sie ihre Kontrollorgane organisieren, auch sehr gut leben können. Es gibt mehrere Kantone, die ihre Vorschriften bereits in die Richtung dieses Gesetzes, wie es vom Bundesrat vorgeschlagen wird, umgesetzt haben. Das funktioniert sehr gut, und man kann also auch mit einer detaillierteren Vorschrift durchaus an die Kantone treten, weil sie das bereits auch umgesetzt haben.

Berset Alain (S, FR): L'enjeu de cet article est de savoir qui contrôle. La majorité de la commission propose de laisser le champ très libre aux cantons, avec le risque, quand même, de voir apparaître des manières de faire très différentes d'un canton à l'autre. Il y a clairement, pour moi, des domaines dans lesquels la marge de manoeuvre des cantons doit être forte; cependant il y a aussi des domaines qui sont de la compétence de la Confédération, mais dont l'exécution dépend des cantons, où une trop grande marge de manoeuvre risque de devenir contre-productive. Imaginez un instant une entreprise qui est active dans plusieurs cantons et qui devra se soumettre à des contrôles qui seront parfois réalisés par un office cantonal de l'emploi, parfois par une commission paritaire, parfois par une commission tripartite, parfois par une commission quadripartite ou encore par un autre organe, une autre entité que prévoirait le droit cantonal: j'ai la crainte qu'on complique véritablement les choses pour l'exécution d'une tâche qui est quand même fédérale.

Ce que vous propose la minorité II, à l'alinéa 1, c'est de suivre la version du Conseil fédéral et du Conseil national, qui est à la fois précise et suffisamment souple, et qui prévoit que les cantons ont la possibilité de confier le contrôle soit à un service cantonal, soit à une commission tripartite. C'est une solution qui préserve aussi la marge de manoeuvre des cantons qui connaissent actuellement une commission quadripartite. Cela respecte l'autonomie des cantons dans l'exercice de leurs tâches, cela permet de ne pas avoir af-

faire à plus de deux ou trois sortes d'organes de contrôle sur l'ensemble du territoire et, surtout, cela permet de faire un lien très utile avec les commissions tripartites, lesquelles sont définies à l'article 360 du Code des obligations – celles dont nous avons parlé ces derniers jours dans le cadre des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes.

Ces commissions existent déjà; leur rôle est d'observer le marché du travail, et il me paraît acceptable qu'elles s'occupent également de l'exécution des contrôles prévus dans la loi contre le travail au noir, lorsque les cantons le souhaitent. C'est efficace et c'est relativement simple.

Cette solution me paraît surtout permettre d'éviter à chaque canton de réinventer la roue dans son coin. La définition des organes de contrôle est une question suffisamment importante pour figurer dans la loi contre le travail au noir, et pas seulement dans une ordonnance du Conseil fédéral, comme le souhaite la majorité, d'autant plus que, pour l'instant, nous ne connaissons pas du tout le contenu que pourrait avoir cette ordonnance.

Voilà les raisons qui ont poussé la minorité II à vous proposer de soutenir la version du Conseil fédéral et du Conseil national.

Schmid-Sutter Carlo (C, AI): Ich habe als Nichtmitglied der Kommission eine Frage an die Frau Referentin: Wir diskutieren hier die Absätze 2 und 2bis von Artikel 3. Ich habe gehört, wie bei der Begründung von Absatz 2 gesagt worden ist, es gehe darum, die direkte Konkurrenz auszuschalten; das wäre aber der Inhalt von Absatz 2bis. Ich bin einfach bei der Darlegung der Begründung, weswegen man Mindestanforderungen festzulegen hat, nicht mehr drausgekommen. Ich wäre dankbar, wenn man das noch einmal sagen könnte. Ich habe keine Ahnung, was jetzt wozu gehört.

Leumann-Würsch Helen (RL, LU), für die Kommission: Kollege Schmid, ich habe mich möglicherweise unklar ausgedrückt. In Absatz 2 legt der Bundesrat die Mindestanforderungen fest, aufgrund deren die kantonale Gesetzgebung ausgeführt werden muss. Bei Absatz 2bis geht es darum festzulegen, dass Personen, die für die Kontrollorgane tätig sind, nicht in einem Konkurrenzverhältnis zueinander stehen dürfen.

Zu den beiden Minderheitsanträgen: Beim Antrag der Minderheit II (Berset) geht es wiederum um das grundsätzliche Konzept: Wollen wir der schlanken Version unseres Rates folgen, oder wollen wir auf die Fassung des Nationalrates umschwenken? Nachdem wir uns bei Artikel 2 für das schlanke Gesetz entschieden haben, bitte ich Sie auch hier wieder, der Mehrheit zu folgen.

Zur Minderheit I (Sommaruga Simonetta): Es ist nicht nötig, dass wir einen Hinweis auf die Qualifikation der Kontrollorgane im Gesetz festschreiben. Denn es gibt andere Kontrollorgane, die von den Kantonen beauftragt werden, Kontrollen vorzunehmen. Es ist auch eine Frage der kantonalen Gesetzgebung. Ein Parlament in einem Kanton hat festzuschreiben, was die Anforderungen sind, aufgrund der Vorgaben, die vom Bund kommen. Aber das hier explizit aufzuführen ist nicht nötig.

Ich bitte Sie also, beide Minderheitsanträge abzulehnen und der Mehrheit zu folgen.

David Eugen (C, SG): Wenn ich mich noch melde, dann zu Absatz 2, damit wirklich keine Missverständnisse bestehen. Was man hier möchte, ist, dass der Bund zur Qualitätssicherung noch Bestimmungen aufstellen darf, damit diese Beamten oder Angehörigen der Kontrollorgane wirklich ihre Pflichten, die sie nach Artikel 9 haben, auch korrekt erfüllen. Im Prinzip sind es Polizeiaufgaben, die hier erfüllt werden müssen. Was wir mit den Mindestanforderungen aber nicht wollen – das möchte ich einfach nachdrücklich unterstreichen –, ist, dass der Bund nachher Organisationsrecht setzt, dass er den Kantonen vorschreibt, wie sie diese Behörden organisieren müssen. Das wollen wir auf keinen Fall. Man

kann also nicht die Meinung haben, dass man das, was jetzt an detaillierten Organisationsvorschriften im Gesetz steht, nachher einfach auf Verordnungsstufe wiedergibt. Es geht hier vielmehr um Qualitätsstandards, die man von Bundesrechts wegen für diese Behörden setzen darf, damit sie nachher den Aufgaben nach Artikel 9 genügen. Es geht aber nicht um kantonales Organisationsrecht. Das wollte ich aus den Kommissionsberatungen noch einbringen.

Deiss Joseph, président de la Confédération: Je vous invite maintenant à suivre la voie que vous avez choisie notamment à l'article 2. Je plaide donc pour une loi souple et aussi succincte que possible. C'est pourquoi je me rallie à la proposition de la majorité de la commission. Pour ce qui est de l'alinéa 2 et de la détermination par le Conseil fédéral des exigences minimales, il ne s'agit bien entendu pas de rattraper par là ce que la loi n'aurait pas fait. Personnellement, je suis convaincu de la nécessité de laisser aux cantons un maximum de liberté dans leur façon de s'organiser, d'autant plus que les situations sont très différentes selon la taille des cantons ou pour d'autres raisons. Par conséquent, je vous invite notamment à ne pas suivre la minorité I, puisque cela reviendrait à donner trop d'importance en mentionnant le seul aspect de la qualification des organes, et à vous en tenir à la version courte de la majorité de la commission.

Erste Abstimmung – Premier vote

Für den Antrag der Mehrheit 31 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit II 8 Stimmen

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

Für den Antrag der Mehrheit 27 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit I 10 Stimmen

Art. 4, 5

Antrag der Mehrheit
Streichen

Antrag der Minderheit

(Berset, Sommaruga Simonetta, Studer Jean)
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 4, 5

Proposition de la majorité
Biffer

Proposition de la minorité

(Berset, Sommaruga Simonetta, Studer Jean)
Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 6

Antrag der Kommission
Streichen
Proposition de la commission
Biffer

Angenommen – Adopté

Art. 7, 8

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates
Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 9

Antrag der Mehrheit
Titel
Kontrollgegenstand

Abs. 1

Die Kontrollorgane prüfen die Einhaltung der Melde- und Bewilligungspflichten gemäss Sozialversicherungs-, Ausländer- und Quellensteuerrecht.

Abs. 2, 3

Streichen

Antrag der Minderheit

(Berset, Sommaruga Simonetta, Studer Jean)

Titel, Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 9

Proposition de la majorité

Titel

Objet du contrôle

Al. 1

L'organe cantonal de contrôle examine le respect des obligations en matière d'annonce et d'autorisation conformément au droit des assurances sociales, des étrangers et de l'imposition à la source.

Al. 2, 3

Biffer

Proposition de la minorité

(Berset, Sommaruga Simonetta, Studer Jean)

Titre, al. 1

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 10

Antrag der Kommission

Titel

Befugnisse der Kontrollorgane

Abs. 1

Die mit der Kontrolle betrauten Personen dürfen:

a. Betriebe oder Arbeitsplätze während der Arbeitszeit der dort tätigen Personen betreten;

....

c. alle erforderlichen Unterlagen konsultieren und kopieren;

....

Abs. 2

Die mit der Kontrolle betrauten Personen haben sich auszuweisen, und sie dürfen

Abs. 3

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 10

Proposition de la commission

Titel

Attributions des organes de contrôle

Al. 1

Les personnes chargées des contrôles peuvent:

a. pénétrer dans une entreprise ou dans tout autre lieu de travail pendant les horaires de travail des personnes qui y sont employées;

....

c. (la modification ne concerne que le texte allemand)

....

Al. 2

Les personnes chargées des contrôles sont tenues de justifier de leur qualité officielle et ne peuvent en aucun cas prendre

Al. 3

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 11

Antrag der Kommission

Titel

Mitwirkungspflichten der kontrollierten Personen und Betriebe

Text

.... zu erteilen. Sie müssen ihnen während der Arbeitszeit der dort tätigen Personen freien Zutritt zu Betrieben und Arbeitsplätzen gewähren.

Art. 11*Proposition de la commission**Titre*

Obligation de collaborer des personnes et entreprises contrôlées

Texte

.... de pénétrer librement dans l'entreprise ou tout autre lieu de travail pendant les horaires de travail des personnes qui y sont employées.

*Angenommen – Adopté***Art. 12***Antrag der Mehrheit**Abs. 1*

.... Bezug zum Kontrollgegenstand im Sinne von Artikel 9 Absatz 1 haben. Kopierte Unterlagen sind dem Protokoll beizulegen.

Abs. 2

.... betrauten Personen müssen das lassen. Auskunftspersonen erhalten von den Kontrollorganen eine Kopie des Protokolls, soweit dieses deren protokollierte Auskünfte enthält.

Abs. 3

Das Kontrollorgan:

a. leitet das Protokoll an die Behörden und Organisationen weiter, die für Ermittlungen und Entscheide bezüglich der bei der Kontrolle festgestellten Verstösse zuständig sind;

b. stellt den kontrollierten Personen und Betrieben eine Kopie des Protokolls zu.

Abs. 4

Ergeben sich im Rahmen der Kontrollen nach Artikel 9 Anhaltspunkte für einen Verstoß gegen das MWSTG, so teilt das Kontrollorgan seine Feststellungen den dafür zuständigen Behörden mit, damit diese eine Untersuchung vornehmen und einen Entscheid fällen können.

Antrag der Minderheit

(Leumann)

Abs. 4

Streichen

Art. 12*Proposition de la majorité**Al. 1*

.... Seules les constatations en relation avec l'objet du contrôle au sens de l'article 9 alinéa 1 doivent être consignées. Les documents copiés doivent être joints au procès-verbal.

Al. 2

.... les personnes contrôlées. Les personnes ayant fourni des renseignements obtiennent des organes de contrôle une copie du procès-verbal, pour autant que ce dernier contient les renseignements donnés.

Al. 3

L'organe de contrôle:

a. transmet le procès-verbal aux autorités et aux organisations compétentes pour instruire et statuer sur les infractions constatées lors du contrôle;

b. remet une copie du procès-verbal aux personnes et entreprises contrôlées.

Al. 4

Si des indices d'infraction en matière de TVA sont constatés dans le cadre des contrôles au sens de l'article 9, l'organe de contrôle communique ses constatations aux autorités compétentes pour instruire et statuer sur ces cas.

Proposition de la minorité

(Leumann)

Al. 4

Biffer

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Hier geht es darum, dass wir uns in Absatz 4 nochmals zu den Aufgaben der Kontrollorgane äussern. Die Hauptaufgabe der Kontrollorgane ist es, im Sozialversicherungs-, Ausländer- und Quellensteuerrecht Melde- und Bewilligungspflichten zu prüfen. Im Sozialversicherungsrecht – um ein konkretes Beispiel zu nehmen – geht es darum, dass der Arbeitgeber, der zum ersten Mal jemanden anstellt, sich bei der Ausgleichskasse als Arbeitgeber anmelden muss, wie das in Artikel 64 AHVG steht. Ausserdem muss der Arbeitgeber die einzelnen Arbeitnehmer anmelden, wie es in Artikel 36 AHVV steht, nämlich wenn er über die Löhne am Ende des Jahres abrechnet und die Anmeldung ans Amt schickt.

Es gibt auch bei der Quellensteuer eine klare Meldepflicht: Der Arbeitgeber muss nämlich nach Artikel 13a der Quellensteuerverordnung melden, welche Beschäftigten aus der EU bei ihm tätig sind, und zwar innert acht Tagen nach Stellenantritt. Es sind sehr präzise Melde- und Bewilligungspflichten in diesen Gesetzen.

Die Kommission hat sich noch gefragt, wie es sich bei der Mehrwertsteuer verhält. Die Mehrheit ist der Meinung: Wenn es sich bei der Quellensteuerkontrolle, bei der AHV-Kontrolle und der Ausländergesetzkontrolle ergibt – also bei Kontrollen, die nach Artikel 9 durchgeführt wurden –, dass auch ein Verstoß gegen das Mehrwertsteuergesetz vorliegen könnte, so sollte die Kontrollbehörde nicht selber eine Kontrolle durchführen können, sollte dies aber der Mehrwertsteuerbehörde melden, damit jene nachher die Kontrolle vornehmen kann.

Die Minderheit ist demgegenüber der Meinung, wir sollten uns beschränken und die Fälle, welche die Mehrwertsteuer betreffen, hier nicht einbeziehen, da dies ein separates Kontrollfeld ist.

Ich bitte Sie, bei Absatz 4 der Mehrheit zuzustimmen.

Leumann-Würsch Helen (RL, LU): Ich bin der Meinung, dass der Bezug zur Mehrwertsteuer hier absolut fehlt am Platz ist. Damit weiten wir das Schwarzarbeitsgesetz auf einen Bereich aus, der nicht hierher gehört. Denn dieses Gesetz sollte sich ja ausschliesslich auf Fragen der Schwarzarbeit konzentrieren. Wenn wir hier einen Bezug zur Mehrwertsteuer schaffen, dann öffnen wir die Büchse der Pandora, dann können wir das auf alle möglichen Sachen, die kontrolliert werden müssen, ausweiten.

Die Mehrwertsteuer wird ja in regelmässigen Abständen in den Betrieben vor Ort minutiös revidiert, und zwar durch Kontrollorgane des Bundes. Wer sich je bei einem Gewerbetreibenden oder in einem KMU bei einer für die Mehrwertsteuer zuständigen Person über diese Revision informiert hat, weiss, wie sorgfältig auch dem kleinsten Detail nachgegangen wird. Es ist also nicht denkbar, dass in einem buchführungspflichtigen Unternehmen einzelne Posten untergehen. Wird in einem solchen Unternehmen ein Fall von Schwarzarbeit nachgewiesen, dann war die Buchführung nicht korrekt. Denn nur belanglose Fälle können aus der Portokasse finanziert werden. Wird Schwarzarbeit im Bereich der Nichtanmeldung bei den Sozialversicherungen systematisch betrieben, laufen diese Ausnahmen ausserhalb der Buchhaltung, denn andernfalls könnten die Löhne ja nicht bezahlt werden. Es kommt dazu, dass die Kontrollen betreffend Schwarzarbeit von kantonalen Kontrollorganen durchgeführt werden, und es kann nicht angehen, dass die Buchführung betreffend die Mehrwertsteuerabrechnungen auch von diesen kantonalen Kontrollorganen kontrolliert wird. Es wäre höchstens möglich, dass kantonale Kontrolleure einem Unternehmen eins auswischen wollen, aus welchen Gründen auch immer, wenn sie der Meinung sind: Wenn der hier nicht ganz sauber ist, ist er wahrscheinlich in einem anderen Bereich auch nicht ganz sauber. Das ist von mir aus gesehen Denunziantentum, und das, finde ich, gehört nicht in ein solches Gesetz. Wir haben uns konsequent auf die Bereiche Ausländerrecht, Quellensteuerrecht und Sozialversicherungsrecht konzentriert. Die Erwähnung der Mehrwertsteuer, die ein Fremdkörper ist, hat hier nichts zu suchen.

Entsprechend bitte ich Sie um Unterstützung meines Minderheitsantrages.

Forster-Vannini Erika (RL, SG): Sie sehen, ich figuriere hier nicht als Unterzeichnerin des Antrages der Minderheit; ich habe in der Kommission der Mehrheit zugestimmt. Nach Rücksprache mit den Praktikern in verschiedenen Firmen gelange ich aber zum Schluss, dass wir mit dem Mehrheitsantrag zu weit gehen. In der guten Absicht, alle Lücken zu schliessen, regeln wir, was in diesem Gesetz nicht zu regeln ist. Ich muss der Mehrheit der Kommission zugute halten, dass wir eine einschränkende Formulierung vorliegen haben. Dennoch bitte ich Sie, diesem Mehrheitsantrag nicht zuzustimmen.

Es stellt sich in diesem Fall tatsächlich die Frage, wie die Kontrollorgane feststellen können, ob ein Mehrwertsteuervergehen vorliegt. Die Konsultation der Buchhaltung alleine genügt nicht, um einen Verstoß gegen die Mehrwertsteuer nachzuweisen, dazu müssen die Steuerabrechnungen verglichen werden. Es gibt ja nicht nur die krassen Fälle, die nicht verbucht werden, sondern auch solche, in denen zwar die Buchhaltung ordnungsgemäss geführt wird, aber nicht alle Umsätze deklariert werden. Buchhaltungen in allen Facetten zu verstehen, bedingt ein beachtliches Wissen und Können. Die fachliche Kompetenz der Kontrolleure ist hier sicherzustellen. Nach meiner Meinung ist es aber gar nicht Aufgabe der Kontrolleure, sich auch in dieser schwierigen Materie auszukennen. Wegen der Schwierigkeit für die Kontrollorgane, nichtdeklarierte Umsatzzahlen aufzudecken, zweifle ich an der Effizienz eines solchen Vorschlages. Zudem fehlt mir die Logik im System. Wenn die Steuerbehörden eine Meldung erhalten, sind sie verpflichtet, diesem Hinweis nachzugehen.

Was heisst das nun aber für die Firmen? Eine Mehrwertsteuerkontrolle – auch lediglich auf Verdacht – muss immer umfassend sein, es können nicht nur Details kontrolliert werden. Mehrwertsteuerkontrollen sind für die Firmen, vor allem für die KMU, belastend; sie binden personelle Ressourcen, welche gerade in den KMU anderweitig benötigt werden. Die KMU werden durch die vielen staatlichen Kontrollen heute schon zu stark belastet. Ob uns der Antrag der Mehrheit in der Bekämpfung der Schwarzarbeit effektiv Resultate bringt oder ob wir damit lediglich den bereits beachtlichen Kontrollapparat noch weiter ausbauen, können wir nicht mit Bestimmtheit voraussagen.

Aufgrund all der dargelegten Unsicherheiten bitte ich Sie, in dieser Frage eher restriktiv zu sein, d. h., der Minderheit zu folgen.

Deiss Joseph, président de la Confédération: Je vous invite à suivre la majorité dans la mesure où l'adjonction de cet alinéa 4 à l'article 12 est un complément nécessaire si l'on veut conserver ce que le Conseil fédéral avait prévu à l'article 2 qui a désormais été biffé. Par conséquent, l'infraction en matière de TVA, qui était incluse dans l'article 2, ne réapparaît pas dans les autres articles que vous avez modifiés. Il est donc nécessaire de pouvoir l'ajouter ici.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 17 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit 17 Stimmen

*Mit Stichentscheid des Präsidenten
wird der Antrag der Mehrheit angenommen
Avec la voix prépondérante du président
la proposition de la majorité est adoptée*

Art. 13, 14

*Antrag der Kommission
Streichen
Proposition de la commission
Biffer*

Angenommen – Adopté

Art. 15

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 2

Sie informieren die für die Massnahmen gemäss Artikel 18 zuständigen Behörden über ihre

Art. 15

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 2

Elles informent les autorités compétentes pour les sanctions prévues à l'article 18 de leurs décisions

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Bei Artikel 15 Absatz 2 möchte ich auf einen Punkt hinweisen. Es geht darum, welches der Kontrollorgane über festgestellte Verstösse zu informieren ist. Wir wollen, dass diese Mitteilungen an eine ganz bestimmte Behörde gehen und nur an diese, nämlich an jene Behörde, die dann Sanktionen bezüglich des Submissions- und des Subventionswesens verhängen muss. Darum heisst es in unserer Fassung von Artikel 15 Absatz 2: «Sie informieren die für die Massnahmen gemäss Artikel 18 zuständigen Behörden»

Angenommen – Adopté

Art. 16

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Streichen

Abs. 2

Die zuständigen Behörden der Kantone und des Bundes in Sachen Arbeitsinspektion, Arbeitsmarkt und Arbeitslosenversicherung, Beschäftigung, Polizei, Flüchtlingswesen, Ausländerpolizei, Zivilstand und Steuerwesen arbeiten mit den Kontrollorganen zusammen; dasselbe gilt für die Behörden der Kantone und des Bundes und die privaten Organisationen, die für den Vollzug der Gesetzgebung über die Sozialversicherungen zuständig sind.

Abs. 3

Diese Behörden und Organisationen informieren das kantonale Kontrollorgan über Feststellungen, die sie im Rahmen ihrer Tätigkeit machen und die Indizien für das Vorliegen von Schwarzarbeit sind.

Antrag der Minderheit

(Berset, Schiesser, Sommaruga Simonetta, Studer Jean)

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 16

Proposition de la majorité

Al. 1

Biffer

Al. 2

Les autorités cantonales ou fédérales compétentes en matière d'inspection du travail, de marché du travail et d'assurance-chômage, d'emploi, de police, d'asile, de police des étrangers, d'état civil ainsi qu'en matière fiscale, de même que les autorités cantonales ou fédérales et les organismes privés chargés de l'application des législations relatives aux assurances sociales, collaborent activement avec les organes de contrôle.

Al. 3

Elles informent l'organe cantonal de contrôle lorsqu'elles relèvent des indices de travail au noir dans le cadre de leurs activités courantes.

Proposition de la minorité

(Berset, Schiesser, Sommaruga Simonetta, Studer Jean)

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil national

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Hier geht es um die Frage der Zusammenarbeit der Kontrollorgane, die wir jetzt eingesetzt haben, mit anderen Behörden und Organisationen. Die Mehrheit ist der Meinung, dass eine solche Zusammenarbeit stattfinden muss und soll, aber mit anderen Behörden und Organisationen, die auch öffentlich-rechtliche Pflichten erfüllen. Das ist in Absatz 2 ausreichend, weitgehend und umfassend geregelt. Soweit insbesondere Verbände behördliche Funktionen erfüllen, z. B. im Rahmen des Entsendegesetzes oder von Ähnlichem, sind sie unter Absatz 2 erfasst. Immer dann, wenn Berufsorganisationen behördliche Funktionen erfüllen, sind sie insoweit als Behörden in den Informationsfluss mit einbezogen.

Was wir als Mehrheit nicht wollen, ist ein genereller Informationsaustausch mit Arbeitgeber- und Arbeitnehmerverbänden. Hier geht es um eine Behördenfunktion, um Verletzungen, um Verstösse im Einzelfall, und wir sehen nicht ein, weshalb diese Dinge nachher in den Verbänden behandelt werden sollen. Dies soll weder in den Arbeitgeber- noch in den Arbeitnehmerverbänden geschehen. Es kann insbesondere nicht der Zweck dieses Gesetzes sein, dass beispielsweise das Fehlverhalten eines Baumeisters dem Schweizerischen Baumeisterverband gemeldet wird und dass man sich nachher in diesem Verband, soweit er keine behördliche Funktion wahrzunehmen hat, darüber unterhält. Es gehört nach unserer Meinung zum Schutz des Individuums in behördlichen Verfahren, dass Informationen nicht überall verbreitet werden, insbesondere auch angesichts der Konkurrenten. Daher denkt die Mehrheit, dass die gegenseitige Informationspflicht, soweit sie notwendig ist, in Absatz 2 umfassend geregelt ist; eine Zusatzregelung in Absatz 1 ist also nicht nötig.

Im zweiten Satz von Absatz 1 lesen Sie: «Die Kontrollorgane dürfen auf keinen Fall personen- oder betriebsbezogene Daten an Arbeitgeber- und Arbeitnehmerverbände oder an andere Berufsorganisationen weiterleiten.» Aber was sollen sie denn weitergeben, wenn sie den Namen des Täters, des Betriebes, quasi nicht weitergeben dürfen? Das Übrige, worüber zu informieren ist, ist ohnehin öffentlich. Das steht in den Berichten der Kontrollorgane. Wenn das in die Verbände käme, wäre es jedoch interessant zu wissen, welcher Betrieb sich nicht korrekt verhalten hat, und gerade das wollen wir nicht.

Daher ist Artikel 16 Absatz 1 nach Meinung der Mehrheit zu streichen.

Berset Alain (S, FR): J'ai rappelé dans le débat d'entrée en matière que la lutte contre le travail au noir comporte un intérêt important pour les employés, c'est clair, mais qu'elle représente aussi un grand intérêt pour les employeurs qui doivent lutter contre des concurrents déloyaux qui ne respectent pas la législation.

L'article 16 ne prévoit rien d'autre qu'une collaboration entre les partenaires sociaux et les organes de contrôle. Il me paraît clair que ce ne sont pas les organes de contrôle qui ont le plus intérêt à cela. J'ai vu plusieurs fois, dans mes activités professionnelles antérieures, des représentants d'organisations professionnelles, qui demandaient à connaître les résultats généraux des contrôles effectués dans leur propre branche et, s'ils étaient demandeurs, c'est parce que cela leur était utile dans le cadre de leurs activités. Cet article ne demande rien d'autre qu'un échange d'informations. C'est dire si j'ai été surpris de voir qu'il a été contesté justement par les représentants des milieux qui, pour moi, avaient le plus intérêt à ce que cet article soit maintenu, de sorte que les organisations professionnelles puissent avoir accès à des informations qui les concernent et à des informations qui existent de toute façon.

En général, la nécessité de dialoguer et de collaborer avec les meilleurs connaisseurs des branches concernées par les

contrôles devrait presque être une évidence. On a intérêt à ce que les éléments puissent être discutés. Cela permet aussi aux organisations professionnelles de savoir assez précisément ce qui se passe dans leur branche d'activités. C'est pour cette raison que ma minorité vous propose de maintenir l'alinéa 1 de l'article 16.

Deiss Joseph, président de la Confédération: Je vous invite à soutenir la proposition de la minorité, c'est-à-dire en fait le projet du Conseil fédéral.

Il n'est pas question, d'ailleurs cela est dit expressément dans le texte, de communiquer des informations individuelles «permettant d'identifier des personnes ou des entreprises». En revanche, il est utile que les divers organes ou organisations puissent échanger des informations concernant les expériences faites dans l'application de cette loi ou encore permettant d'éviter des doubles emplois, à savoir que l'on fasse par exemple des opérations semblables simultanément dans le même domaine. Il n'y a donc pas là le danger, que Monsieur David semble craindre, que des indications relatives à des cas particuliers soient communiquées, puisque cela est expressément interdit par le texte de cet alinéa.

Je vous invite donc à suivre la minorité.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 28 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit 10 Stimmen

Art. 17*Antrag der Kommission**Abs. 1*

Die kantonalen Steuerbehörden melden den kantonalen Ausgleichskassen, wenn sie feststellen, dass Einkommen aus unselbstständiger Erwerbstätigkeit überhaupt nicht deklariert wurden. Der Bundesrat legt einen Mindestbetrag für das zu meldende Einkommen fest.

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 2bis

.... mit, wenn Indizien dafür bestehen, dass bei der Ausübung einer entgeltlichen Tätigkeit das Sozialversicherungs-, Ausländer- oder Quellensteuerrecht missachtet worden ist.

Abs. 2ter, 3

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 17*Proposition de la commission**Al. 1*

Les autorités fiscales des cantons avisent les caisses cantonales de compensation lorsqu'elles constatent qu'un revenu d'une activité lucrative dépendante n'a pas été du tout déclaré. Le Conseil fédéral fixe un montant minimum pour le revenu à annoncer.

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 2bis

.... lorsqu'il existe un indice que lors de l'exercice d'une activité rémunérée, le droit des assurances sociales, des étrangers ou de l'impôt à la source n'a pas été respecté.

Al. 2ter, 3

Adhérer à la décision du Conseil national

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Ich möchte eine kurze Bemerkung zu unserer Änderung in Absatz 1 machen. Es ist klar, dass die Steuerbehörden der AHV-Ausgleichskasse die Ergebnisse ihrer Kontrollen melden müssen, was die selbstständigen Erwerbstätigen betrifft. Offen war noch folgende Frage: Was müssen die Steuerbehörden der AHV bei unselbstständig Erwerbenden melden? Das haben wir hier ganz klargestellt: Es muss nicht jede Einkommensveränderung an die AHV gemeldet werden, sondern es muss gemeldet werden, wenn die Steuerbehörden feststellen, dass Einkommen aus unselbstständiger Erwerbstätigkeit

überhaupt nicht deklariert worden ist. Dann ist eine Meldung der Steuerbehörde an die AHV-Ausgleichskasse fällig.

Angenommen – Adopté

Art. 18

Antrag der Mehrheit

Titel

Sanktionen im Bereich der Aufträge der öffentlichen Hand und der Finanzhilfen

Abs. 1

Der Arbeitgeber, welcher wegen schwerwiegender oder wiederholter Missachtung seiner Melde- und Bewilligungspflichten gemäss Sozialversicherungs- oder Ausländerrecht rechtskräftig verurteilt worden ist, wird von der zuständigen kantonalen Behörde während höchstens drei Jahren von künftigen Aufträgen der öffentlichen Hand auf kommunaler, kantonaler und eidgenössischer Ebene ausgeschlossen, oder es können ihm während höchstens drei Jahren Finanzhilfen angemessen gekürzt werden.

Abs. 1bis

Ferner schliesst die zuständige kantonale Behörde einen Arbeitgeber nach Absatz 1 von künftigen Aufträgen der öffentlichen Hand aus oder kürzt ihm angemessen Finanzhilfen, wenn er in einem schweren Fall der Verletzung der Anmeldepflicht von Artikel 56 MWSTG nach Artikel 86 MWSTG, wegen vorsätzlicher Steuerhinterziehung nach Artikel 85 Absatz 1 MWSTG oder wegen Abgabebetruges nach Artikel 14 VStrR rechtskräftig verurteilt worden ist.

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 3

.... von Aufträgen der öffentlichen Hand oder über die Kürzung von Finanzhilfen ergangen ist. Die Liste ist öffentlich zugänglich.

Antrag der Minderheit

(Schiesser, Berset, Forster, Sommaruga Simonetta)

Abs. 1

.... höchstens fünf Jahren höchstens fünf Jahren

Antrag der Minderheit

(Leumann, David, Forster, Slongo)

Abs. 1bis

Streichen

Art. 18

Proposition de la majorité

Titre

Sanctions en matière de marchés publics et d'aides financières

Al. 1

En cas de condamnation définitive d'un employeur en raison du non-respect important ou répété de ses obligations en matière d'annonce et d'autorisation conformément au droit des assurances sociales ou au droit des étrangers, l'autorité cantonale compétente exclut l'employeur concerné des futurs marchés publics aux niveaux communal, cantonal et fédéral pour une période de trois ans au plus ou peut diminuer les aides financières de manière appropriée pour une période de trois ans au plus.

Al. 1bis

En outre, l'autorité cantonale compétente exclut un employeur des futurs marchés publics au sens de l'alinéa 1 ou elle réduit de manière adéquate les aides financières dont il bénéficie, s'il a été condamné définitivement pour soustraction d'impôt intentionnelle en vertu de l'article 85 alinéa 1 LTVA, escroquerie en matière de contributions en vertu de l'article 14 DPA ou, dans un cas grave, pour violation de l'obligation de s'annoncer (art. 56 LTVA) en vertu de l'article 86 LTVA.

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 3

L'organe désigné par le Conseil fédéral établit une liste des employeurs faisant l'objet d'une décision entrée en force d'exclusion des marchés publics ou de diminution des aides financières. Cette liste est accessible au public.

Proposition de la minorité

(Schiesser, Berset, Forster, Sommaruga Simonetta)

Al. 1

.... de cinq ans au plus de cinq ans au plus.

Proposition de la minorité

(Leumann, David, Forster, Slongo)

Al. 1bis

Biffer

Abs. 1 – Al. 1

Germann Hannes (V, SH), für die Kommission: In Artikel 18 werden die Sanktionen im Bereich der Aufträge der öffentlichen Hand geregelt. Konkret handelt es sich um die Möglichkeit, bei schwerwiegenden oder wiederholten Verstössen gegen die gesamtarbeitsvertraglichen oder gesetzlichen Bestimmungen über die Schwarzarbeit den fehlbaren Arbeitnehmer vorübergehend von Aufträgen des öffentlichen Beschaffungswesens auszuschliessen. Es geht vor allem um Gemeinwesen im engeren Sinn oder um konzessionierte Betriebe wie die SBB oder die Post. Konkret ist der Ausschluss von sämtlichen Aufträgen der öffentlichen Hand auf kommunaler, kantonaler und eidgenössischer Ebene als Sanktion möglich. Die genaue Ausschlussbestimmung finden Sie wie gesagt in Absatz 1. Dort hat die Kommission zudem eine Erweiterung des Sanktionsbereichs vorgenommen, sodass nicht nur Ausschlussbestimmungen getroffen, sondern zusätzlich auch Finanzhilfen gekürzt werden können. Zwar haben sich Bundesrat und Verwaltung sowie der Sprechende gegen eine solche Ausweitung ausgesprochen. Die Mehrheitsverhältnisse waren dabei aber so klar, dass ich auf meinen Minderheitsantrag im Rat nicht mehr zurückkommen will.

In diesem Sinne beantrage ich Ihnen, hier der Kommissionsmehrheit zu folgen.

Schiesser Fritz (RL, GL): Wie Sie der Fahne entnehmen können, wäre die Minderheit dafür, dem Bundesrat zu folgen, was das zeitliche Ausmass betrifft. Der Bundesrat hat beantragt, betroffene Arbeitgeber während höchstens fünf Jahren von künftigen Aufträgen des öffentlichen Beschaffungswesens auszuschliessen.

Man muss sich einmal vergegenwärtigen, welche Voraussetzungen erfüllt sein müssen, damit es überhaupt zu einem solchen Ausschluss kommen kann. Es müssen Arbeitgeber sein, welche wegen schwerwiegender oder wiederholter Missachtung von gesetzlichen Pflichten verurteilt worden sind. Und zwar müssen sie rechtskräftig verurteilt worden sein; also schwerwiegend oder wiederholt. Sie müssen die Melde- und Bewilligungspflichten gemäss Sozialversicherungs- oder Ausländerrecht missachtet haben. Das heisst mit anderen Worten: Sie haben entweder Leute beschäftigt, die sie nicht hätten beschäftigen dürfen, und/oder sie haben die entsprechenden Beiträge an die Sozialversicherungseinrichtungen nicht abgeliefert.

Ich glaube, in diesem Punkt gibt es kein Pardon, wenn wir sehen, welche Auswirkungen dies haben kann, und dass solche Unternehmen durch diese Missachtung von Meldepflichten und Ablieferungspflichten sich auf dem Markt natürlich einen entsprechenden Konkurrenzvorteil verschaffen können.

Wenn wir also als Höchstsanktion einen maximal dreijährigen Ausschluss haben, muss man sich immer auch noch bewusst sein, dass in der Regel diese Maximalfrist eben nicht ausgeschöpft wird, sondern dass tiefer gegangen wird. Dann kommen wir bei einer maximalen Frist von drei Jahren bald einmal in einen Bereich, in dem sich ein Unternehmer auch überlegen kann: Lohnt sich das letztlich, oder lohnt

sich das nicht? Ich glaube, zu diesen Überlegungen sollte es nicht kommen können, sondern die Gesetzgebung muss eine Möglichkeit haben, die als Abwehrmittel, als Vorbeugemittel dienen kann.

Ich erinnere Sie daran, dass wir beim Kartellgesetz ganz saftige Sanktionen in den Gesetzestext aufgenommen haben, nicht weil wir diese Sanktionen verhängt haben wollen, sondern weil diese scharfen Sanktionen dazu führen können, dass sich jemand zweimal überlegt, ob er diesen Weg beschreiten soll oder nicht; also im Sinn der Prävention.

Genau gleich sollte es auch hier sein. Wir sollten eine wirkliche Sanktion vorsehen, die abschreckend wirkt. Ich möchte noch einmal auf den Umstand hinweisen, dass es unfair ist, wenn Unternehmungen sich mit solchen Mitteln in eine vorteilhafte Wettbewerbsposition versetzen gegenüber denjenigen Arbeitgebern und Unternehmern, welche ihre Pflichten vollständig erfüllen und als selbstverständlich ansehen. Ich glaube, wir dürfen nicht Hand bieten dazu, dass diese Sanktionen, die hier vorgesehen sind, das Ganze letztlich als Kavaliersdelikt erscheinen lassen.

Ich bitte Sie also – auch im Interesse der anständigen Unternehmer und Arbeitgeber –, hier ein klares Zeichen zu setzen und mit der Minderheit zu stimmen.

Germann Hannes (V, SH), für die Kommission: Noch eine Ergänzung – ich habe beim Stichwort Minderheitsantrag etwas früh abgebrochen –: Den Ausschlag für die Ausdehnung auf Finanzhilfen gab die präventive Wirkung, die sich die Kommissionsmehrheit von einer derart restriktiven Massnahme verspricht. Im Gegenzug zu dieser Ausweitung hat sich die Mehrheit dafür ausgesprochen, die Sanktion von fünf auf drei Jahre zu verkürzen – dies im Wissen darum, dass ein Ausschluss – gerade etwa im Bereich des Tiefbaus, wo man praktisch ausschliesslich auf öffentliche Aufträge angewiesen ist – für ein Unternehmen sehr weit reichende Folgen haben kann. Dies gilt nicht nur für den fehlbaren Unternehmer selber, sondern vor allem auch für Arbeitnehmende in dessen Unternehmen, die wie gesagt mit dem fehlbaren Verhalten nichts zu tun haben.

Darum plädiert die Mehrheit für die moderate Anpassung der Frist, während der jemand ausgeschlossen werden kann – im Gegenzug zur Ausdehnung auf Finanzhilfen.

Schiesser Fritz (RL, GL): Nur ganz kurz, nachdem der Berichterstatter noch ein Element für den Mehrheitsstandpunkt angefügt hat, und zwar betreffend die Finanzhilfen und die Auswirkungen auf allfällige Unternehmen: Ich möchte darauf hinweisen, dass die Verwaltungsstelle, welche die Sanktion zu verhängen hat, natürlich auch solche Aspekte berücksichtigen wird. Es wird eine Interessenabwägung geben, für die ein grosser Ermessensspielraum besteht. Ich meine, man sollte auf den konkreten Einzelfall Rücksicht nehmen können.

Ich bitte Sie, der Minderheit zuzustimmen, weil der Minderheitsantrag einen entsprechenden Sanktionscharakter hat. Im Antrag der Mehrheit scheint mir das nicht enthalten zu sein.

Deiss Joseph, président de la Confédération: J'aimerais vous inviter à suivre la minorité puisque le Conseil fédéral, dans sa proposition initiale, prévoyait également cinq années durant lesquelles de telles sanctions peuvent être prises, notamment pour diminuer des aides financières dans les cas où de telles subventions sont versées.

Cela peut effectivement poser un problème. Mais, dans d'autres lois, de telles sanctions ont déjà été prévues lorsqu'il s'agit d'aides financières – on pense notamment à l'agriculture et aux paiements directs. L'ordonnance sur les paiements directs prévoit que lorsqu'il y a infraction aux règles de la législation agricole, de la protection des eaux, de l'environnement, de la protection de la nature, etc., il est possible de réduire les paiements directs, et cela pendant cinq ans aussi.

Je m'opposerais à cette proposition si elle ne contenait pas le principe de proportionnalité, comme vient de le rappeler

Monsieur Schiesser. Le texte dit: «peut diminuer les aides financières de manière appropriée» – «angemessen» en allemand. Cela signifie que, dans des situations telles que celles que Monsieur Germann a mentionnées, à savoir lorsque c'est une question existentielle pour l'agriculteur en question, il est nécessaire que, dans la détermination de la sanction, ces éléments soient pris en considération. Mais d'un autre côté, il faut bien admettre aussi, que ce soient des entrepreneurs ou des agriculteurs – qui sont aussi des entrepreneurs – qui bénéficient soit de contrats publics, soit de subventions, qu'il n'est pas acceptable qu'il n'y ait pas de conséquences lorsque ceux-ci ne s'acquittent pas des obligations que les autres doivent respecter aussi, alors qu'ils touchent de l'argent public. Par conséquent, il faut avoir des sanctions qui aient une certaine efficacité, un certain effet répressif pour être efficaces.

Je vous invite donc à suivre la minorité et à opter pour une période de cinq ans.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit 19 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit 17 Stimmen

Abs. 1bis – Al. 1 bis

Germann Hannes (V, SH), für die Kommission: Hier hat sich für die Kommission die Frage gestellt, wie weit man diese Sanktionsmöglichkeiten ausdehnen soll. Die Mehrheit ist zum Schluss gekommen, wenn schon, so solle dieses Gesetz über die Schwarzarbeit ein griffiges Instrumentarium sein, und deshalb haben wir beschlossen, einen Arbeitgeber auch mit Sanktion zu belegen, «wenn er in einem schweren Fall der Verletzung der Anmeldepflicht von Artikel 56 MWSTG nach Artikel 86 MWSTG, wegen vorsätzlicher Steuerhinterziehung nach Artikel 85 Absatz 1 MWSTG oder wegen Abgabebetruges nach Artikel 14 VStrR rechtskräftig verurteilt worden ist». Das ist der wörtliche Inhalt, und der hat ziemlich viel zu reden gegeben. Die Kommissionsmehrheit hat gefunden, es sei logisch, dass man diese Sünden auch entsprechend sanktionieren können sollte, wenn man sie schon quasi aufdecke.

Damit bitte ich Sie, in diesem Sinne der Mehrheit zu folgen und nun konsequent den Weg der strengeren Sanktionsvariante zu gehen.

Leumann-Würsch Helen (RL, LU): Wenn man schon einen Sündenfall begangen hat, heisst das nicht, dass man gleich noch zwei weitere begehen soll.

Es ist auch hier absolut nicht einleuchtend, weshalb ein Verstoß gegen das Mehrwertsteuergesetz zu Sanktionen im Bereich der Aufträge der öffentlichen Hand und der Finanzhilfen führen soll, wenn diese Sanktionen gemäss Absatz 1 auf die Missachtung von Pflichten, die sich aus dem Sozialversicherungs- und Ausländerrecht ergeben, beschränkt sind. Das Mehrwertsteuergesetz hat seinen eigenen Sanktionsmechanismus, und es ist gesetzestechnisch gefährlich und materiell falsch, hier in diesen Mechanismus einzugreifen und eine Sanktion zu statuieren. Es ist nicht Sache des Mehrwertsteuergesetzes, das Beschaffungswesen zu regeln. Wenn ein Bedürfnis besteht, Steuersünder von Aufträgen der öffentlichen Hand auszuschliessen, ist dies an den entsprechenden Orten zu regeln.

Entsprechend bitte ich Sie, der Minderheit zu folgen.

David Eugen (C, SG): Ich bin hier auch bei der Minderheit. Ich habe vor allem das Problem, dass man mit dieser Zusatzsanktion einen Bereich aus dem Steuerrecht herauschneidet. Man kann mit Fug und Recht behaupten, dass man das dann auch bei der Einkommens- und bei der Unternehmenssteuer und überhaupt bei ganz anderen staatlichen Regeln tun kann. Es gibt ja noch x andere Vorschriften, Sie können z. B. die Feuerpolizei nehmen. Am Schluss wird auch noch das Auftragsrecht tangiert, und man wird von öffentlichen Aufträgen ausgeschlossen. Ich finde, es ist wichtig, dass wir Sanktionen haben, aber wir sollten auch hier

Mass halten. Es gibt hier eine Grenze; wie wir sie in Absatz 1 für das Ausländerrecht und für das Sozialversicherungsrecht ziehen, ist es richtig. Das sind die Kernbereiche, wo es um die Schwarzarbeit geht. Hingegen finde ich die Ausdehnung dieser Sanktionen in einen willkürlich gewählten Steuerbereich – die Mehrwertsteuer ohne die Einkommenssteuer usw. – verfehlt.
Ich habe mich hier daher der Minderheit angeschlossen.

Deiss Joseph, président de la Confédération: Je vous invite à suivre la majorité et à inclure cet «aspect» de la TVA, comme le proposait d'ailleurs le Conseil fédéral à l'article 2 du projet.

L'argument principal qui est à la base de cette loi est de renforcer les sanctions. Dire qu'il ne faut pas ajouter des sanctions parce que la loi fiscale en comporte déjà est un argument qui est aussi applicable pour les assurances sociales, ou pour la législation relative aux étrangers, qui prévoient aussi des sanctions. Avec cet argument, vous tuez tout le sens que doit avoir cette loi.

Quels sont maintenant les domaines où il faut prendre des mesures accrues? Comme je l'ai dit d'emblée, je crois que ce sont les domaines où l'Etat, ou les concurrents, subissent un dommage majeur. Or, il est assez courant que l'on renonce à faire des factures pour certaines activités, certains services, afin d'éviter de payer la TVA. Cela vous donne un avantage concurrentiel, par rapport aux autres, qui est quand même substantiel. Par conséquent, cela représente pour l'entreprise tout autant, ou presque autant, que de ne pas payer les autres assurances sociales: l'AVS, etc.

Donc, il est tout à fait dans l'esprit de cet instrument que vous propose le Conseil fédéral d'inclure la TVA, et je ne vois pas là quelque chose d'arbitraire.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit 20 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit 17 Stimmen

Abs. 3 – Al. 3

Germann Hannes (V, SH), für die Kommission: Unserer Kommission ist es ungefähr ähnlich ergangen wie bei den letzten Abstimmungen: Es gab sehr labile Mehrheiten. Jetzt wäre eigentlich Absatz 3 besonders heikel, und ich bin froh, dass es hierzu keinen Minderheitsantrag gibt.

Es ging mir einfach darum, einen pragmatischen und praktikablen Weg zu finden, wie man die Sanktionen durchsetzen kann. So kamen wir im Laufe der Diskussionen davon ab, dass man die Liste der Sanktionierten quasi den zuständigen Behörden des Bundes, der Kantone oder der Gemeinden zugänglich zu machen hätte, weil man sie laufend aktualisieren müsste. Dann kämen auch noch alle Zweckverbände und Unterabteilungen in den Gemeindeorganisationen hinzu, die auch bedient werden müssten. Es gäbe also einen ziemlich langen Rattenschwanz und einen grossen Verwaltungsaufwand. Darum haben wir uns nach längerer Diskussion darauf geeinigt, die Publikation per Internet vorzunehmen, und zwar aus Gründen der Einfachheit. Bei manchen mag auch die Überlegung mitspielen, dass die präventive Wirkung dann noch grösser ist. Es sei hier auch nicht verschwiegen, dass es natürlich schon problematisch ist, wenn man in einem Rechtsbereich, in dem Übertretungen stattfinden, solche auch öffentlich publiziert. Aber wir stellen das einmal zur Diskussion, und der Nationalrat kann sich mit diesem Vorschlag auch noch einmal befassen.

Wir haben das nicht getan, um quasi zur Abschreckung den Pranger wieder einzuführen; wir haben es getan, weil es uns die einfachste und praktikabelste Lösung zu sein scheint.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Art. 19

Antrag der Kommission

Streichen

Proposition de la commission

Biffer

Germann Hannes (V, SH), für die Kommission: In der bundesrätlichen Fassung sollten in Artikel 19 die Rechtsmittel gegen Beschlüsse geregelt werden, die ein Unternehmen bzw. einen Betrieb vom öffentlichen Beschaffungswesen ausschliessen. Die Kommission beantragt Ihnen jedoch, diesen Artikel zu streichen. Mit dieser Streichung soll auf unsere klare Rechtsordnung verwiesen werden. Verfügungen, die gestützt auf das Bundesrecht im Sinne von Artikel 5 VwVG erlassen werden, unterliegen dem ordentlichen Rechtsweg. Zuerst werden die Fälle von der kantonalen Behörde, dann – falls erforderlich – vom kantonalen Verwaltungsgericht oder schliesslich vom Bundesgericht beurteilt. Der Ausschlussgrund, der im OG für das öffentliche Beschaffungswesen festgehalten ist, kommt hier nicht zum Zug, da es sich um Sanktionen gegen die Schwarzarbeit handelt.

Angenommen – Adopté

6a. Abschnitt Titel

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Section 6a titre

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 19a

Antrag der Kommission

Im Rahmen eines Weg- oder Ausweisungsverfahrens weisen die Behörden die betroffenen Ausländerinnen und Ausländer insbesondere darauf hin:

a. dass sie aufgrund ihrer nichtbewilligten Erwerbstätigkeit gegebenenfalls Ansprüche gegenüber Arbeitgebern besitzen;

b. dass zur Durchsetzung allfälliger Ansprüche die Möglichkeit besteht, eine Vertreterin oder einen Vertreter zu bezeichnen.

Art. 19a

Proposition de la commission

Dans le cadre d'une procédure de renvoi ou d'expulsion, les autorités signalent aux étrangers concernés en particulier:

a. qu'ils peuvent avoir, le cas échéant, des prétentions à l'égard de leur employeur en rapport avec l'activité lucrative non autorisée;

b. qu'ils ont la possibilité de désigner un mandataire pour faire valoir leurs droits.

Germann Hannes (V, SH), für die Kommission: Artikel 19a ist vom Nationalrat zusätzlich aufgenommen worden mit dem Ziel, die Informationspflicht der Behörden gesetzlich zu verankern. Konkret sollen Arbeitnehmende, die illegal gearbeitet haben, darauf aufmerksam gemacht werden, dass gegenüber ihrem Arbeitgeber möglicherweise noch Ansprüche bestehen. Dies für den Fall, dass bei Schwarzarbeit keine orts- oder branchenüblichen Löhne bezahlt worden sind. Die Verwaltung respektive das Imes hat uns hier einen praktikablen Weg zur Umsetzung aufgezeigt. So sollen Merkblätter abgegeben werden, analog zur bestehenden Praxis mit Kabaretttänzerinnen, wo man das heute schon so handhabt.

Deiss Joseph, président de la Confédération: Je vous invite à soutenir la proposition de la commission, qui apporte des précisions utiles à la version adoptée par le Conseil national.

Angenommen – Adopté

Art. 19b*Antrag der Kommission**Titel*

Feststellungsklagerecht der Arbeitnehmerv Verbände

Abs. 1

Wird ein Fall von Verletzung der Bewilligungs- oder Meldepflicht des Ausländerrechtes aufgedeckt und hat die betroffene Person die Schweiz verlassen, so kommt den gewerkschaftlichen Organisationen, die nach ihren Statuten die sozialen und wirtschaftlichen Interessen ihrer Mitglieder wahren, ein Klagerecht auf Feststellung über die Ansprüche zu, die eine Arbeitnehmerin oder ein Arbeitnehmer gegen seinen Arbeitgeber geltend machen könnte.

Abs. 2

Eine nach Absatz 1 eingereichte Feststellungsklage gilt als Unterbrechungsgrund der Verjährung im Sinne von Artikel 135 des Obligationenrechtes.

Abs. 3

Die Klage muss bei einem Gericht eingereicht werden, das gemäss den Artikeln 343 Absatz 2 des Obligationenrechtes und 24 des Bundesgesetzes vom 24. März 2000 über den Gerichtsstand in Zivilsachen für Streitigkeiten aus dem Arbeitsverhältnis zuständig ist.

Art. 19b*Proposition de la commission**Titre*

Droit d'action en constatation des organisations syndicales

Al. 1

En cas de violation des obligations d'annonce et d'autorisation en matière de droit des étrangers et dans la mesure où la personne concernée a quitté le territoire suisse, les organisations syndicales ayant pour but statutaire de défendre les intérêts sociaux et économiques de leurs membres ont qualité pour agir en constatation de l'existence de prétentions qu'un travailleur pourrait faire valoir à l'encontre de son employeur.

Al. 2

L'action en constatation introduite en vertu de l'alinéa 1 vaut acte interruptif de prescription au sens de l'article 135 CO.

Al. 3

L'action devra être introduite devant le tribunal compétent pour connaître des litiges découlant du contrat de travail, conformément aux articles 343 alinéa 2 CO et 24 de la loi fédérale du 24 mars 2000 sur les fors en matière civile.

Germann Hannes (V, SH), für die Kommission: In Artikel 19b hat die Kommission neu das Feststellungsklagerecht der Arbeitnehmerv Verbände aufgenommen. Wir haben uns mit diesem Zusatz in der Kommission recht schwer getan und schliesslich eine einvernehmliche Lösung finden können. Dies erstens mit der Beschränkung des Feststellungsklagerechtes der Arbeitnehmerv Verbände auf Fälle, in denen die betroffene Person die Schweiz wegen einer Verletzung des Ausländerrechtes verlassen hat. Damit wird verhindert, dass es zu einer Ungleichbehandlung zwischen Schweizern und Ausländern kommt. Zweitens wird damit verhindert, dass die Gewerkschaften gegen den Willen eines Arbeitnehmers oder einer Arbeitnehmerin ein Klagerecht ausüben können, das den Interessen der betroffenen Person zuwiderläuft.

Dieser Kompromiss fand letztlich einhellige Zustimmung, weil wir uns auch einig waren, dass solche Ansprüche sehr wahrscheinlich bestehen können und dass diesen dann auch zum Durchbruch verholfen werden muss.

Deiss Joseph, président de la Confédération: Je voudrais affirmer mon soutien à la proposition de la commission. Je pense que c'est une précision utile. Elle permet d'éviter que le renvoi ou l'expulsion d'une personne étrangère qui a été employée au noir, par exemple sans le respect des minima requis, puisse procurer des avantages à l'entreprise concernée ou encore faire perdre des droits à la personne impliquée. La possibilité d'intervention est d'ailleurs limitée, dans

la mesure où la personne concernée a déjà quitté le territoire suisse.

Angenommen – Adopté

Art. 20*Antrag der Kommission**Abs. 1*

Für die Kosten der Kontrollen werden bei den kontrollierten Personen Gebühren erhoben, wenn Verstösse im Sinne von Artikel 9 Absatz 1 aufgedeckt worden sind. Der Bundesrat regelt die Einzelheiten und legt den Gebührentarif fest.

Abs. 1bis

Die nach Absatz 1 und durch die Bussen nicht gedeckten Kosten der Kontrollen gehen je zur Hälfte zulasten des Bundes und der Kantone.

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 20*Proposition de la commission**Al. 1*

Les contrôles sont financés par des émoluments perçus auprès des personnes contrôlées lorsque des atteintes au sens de l'article 9 alinéa 1 ont été constatées. Le Conseil fédéral fixe les modalités et le montant des émoluments.

Al. 1bis

La part du coût des contrôles qui n'est pas financée selon l'alinéa 1 ni par les amendes est prise en charge pour moitié par la Confédération et pour moitié par les cantons.

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil national

Germann Hannes (V, SH), für die Kommission: Im 7. Abschnitt wird die Finanzierung geregelt. In Artikel 20 geht es darum, wer die Kosten der Tätigkeit der Kontrollorgane zu tragen hat. Werden Verstösse im Sinne von Artikel 9 Absatz 1 aufgedeckt, können bei den kontrollierten Personen Gebühren erhoben werden.

Absatz 1bis von Artikel 20 regelt sodann die Verteilung der nicht gedeckten Kosten. Während Bundesrat und Verwaltung für eine maximale Beteiligung des Bundes von 30 Prozent plädieren, schlägt die Kommission vor, dass die nicht gedeckten Kosten je zur Hälfte von Bund und Kantonen zu tragen sind. Dahinter steckt die Überlegung, dass es hier nebst der Anwendung des Quellensteuerrechtes von der Interessenlage her vor allem auch um die Durchsetzung des Sozialversicherungs- und des Ausländerrechtes geht. Man generiert mit dem Vollzug des Schwarzarbeitsgesetzes zusätzliche Einnahmen für die Sozialversicherungen. Daher scheint uns der Verteiler 50 zu 50 gerechtfertigt.

Im Übrigen könnte man jetzt vielleicht noch anfügen, dass dieser Verteiler ja auch im Einklang mit dem Kostenverteiler bei den flankierenden Massnahmen zu den Bilateralen II steht.

Deiss Joseph, président de la Confédération: Le Conseil fédéral vous proposait 30 pour cent et, par conséquent, le devoir de collégialité veut que je défende ces 30 pour cent. Mais je suis bien conscient que du moment où vous avez adopté 50 pour cent dans le cadre des mesures d'accompagnement, il semble logique que l'on mette ici aussi 50 pour cent.

Angenommen – Adopté

Art. 21*Antrag der Kommission**Streichen**Proposition de la commission**Biffer*

Germann Hannes (V, SH), für die Kommission: Dieser Artikel wird hinfällig, da wir die Auferlegung der Kontrollkosten in Ar-

tikel 20 Absatz 1 bereits geregelt haben. Absatz 2 betreffend die Rechtsmittel haben wir gestrichen, weil unseres Erachtens – wie wir das jetzt konsequent durchgezogen haben – für den Gebührenentscheid in diesem Fall der normale Rechtsweg gilt.

Angenommen – Adopté

Art. 22

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Das kantonale Kontrollorgan ist befugt, folgende Daten über natürliche und juristische Personen zu sammeln:

- a. Streichen
- b. Streichen
- c. Daten, die in den Kontrollprotokollen enthalten sind, sofern die Kontrollen einen oder mehrere Fälle von Missachtung der Melde- und Bewilligungspflicht gemäss Artikel 9 Absatz 1 aufgedeckt haben;
- d. Daten aus Mitteilungen, die beim Kontrollorgan von den für den Kontrollgegenstand in der Sache zuständigen Behörden eingehen.
- e. Streichen

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit

(Studer Jean, Berset)

Abs. 1 Bst. a

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 22

Proposition de la majorité

Al. 1

L'organe cantonal de contrôle peut collecter les données suivantes sur les personnes physiques et morales:

- a. Biffer
- b. Biffer
- c. données contenues dans les procès-verbaux, dans la mesure où les contrôles ont mis au jour un ou plusieurs cas de non-respect des obligations d'annonce et d'autorisation conformément à l'article 9 alinéa 1;
- d. données communiquées à l'organe de contrôle par les autorités compétentes pour l'objet du contrôle.
- e. Biffer

Al. 2, 3

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité

(Studer Jean, Berset)

Al. 1 let. a

Adhérer à la décision du Conseil national

Germann Hannes (V, SH), für die Kommission: Artikel 22 ermächtigt das zuständige Kontrollorgan, Daten zu bearbeiten, die nach dem Bundesgesetz gegen die Schwarzarbeit als besonders schützenswert gelten. Deshalb ist eine formelle gesetzliche Grundlage unumgänglich. Die bundesrätliche Vorlage mit fünf neuen Datensammlungen ging uns allerdings zu weit. Die Mehrheit will sich daher auf zwei relevante Datensammlungen gemäss Absatz 1 Buchstaben c und d beschränken. Die Streichung von Buchstabe b war unbestritten, da wir die paritätischen Kommissionen im Gesetz nicht mehr explizit erwähnen.

Umstritten ist einzig Buchstabe a, wo es um die Sammlung von Daten von Personen geht, gegen die eine administrative oder strafrechtliche Sanktion verhängt worden ist. Hier vertritt die Kommissionsmehrheit die Ansicht, dass jene Behörde, welche die Beschaffungsurteile fällt, auch die schriftlichen Urteile bekommt. Artikel 15 über die Verfolgung von Verstössen durch Verwaltungs- und Gerichtsbehörden scheint uns eine ausreichende Grundlage dafür zu sein, dass Urteile, wie sie im Sinne von Artikel 22 gefordert werden, aufbewahrt werden können.

Die Minderheit Studer Jean möchte das in Artikel 22 Absatz 1 Buchstabe a explizit festgehalten haben.

Studer Jean (S, NE): Je crois qu'on fait une confusion ici. L'article 22 alinéa 1 lettre a ne crée pas une nouvelle compétence pour l'organe de contrôle, mais met simplement en adéquation la loi avec les exigences d'une autre loi, en l'occurrence la loi fédérale sur la protection des données. On a vu notamment, à l'article 18, que l'organe de contrôle – autorité cantonale compétente – pouvait prendre un certain nombre de sanctions, notamment en cas de condamnation pénale, et exclusion de futurs marchés publics des employeurs qui auraient été condamnés pour le non-respect de leurs obligations: cela implique forcément la tenue d'un fichier. Et en vertu de la loi sur la protection des données, les fichiers qui contiennent des condamnations pénales sont des données sensibles et, toujours en vertu de cette loi, on ne peut avoir un fichier de données sensibles que s'il y a une loi au sens formel qui le prévoit expressément.

Donc à l'article 22 alinéa 1, on ne fait que mettre en adéquation la loi contre le travail au noir avec les exigences formelles de la loi fédérale sur la protection des données. Il n'y a donc pas là de nouvelles compétences qui seraient données à l'organe de contrôle, mais simplement le respect des exigences que fixe la loi sur la protection des données pour permettre à l'organe d'avoir un fichier dont on a déjà admis l'existence, ne fût-ce par exemple qu'à l'article 18.

Deiss Joseph, président de la Confédération: J'aimerais vous inciter à soutenir la minorité. Comme cela vient d'être expliqué par Monsieur Studer, il s'agit d'une disposition technique, qui doit permettre à l'autorité cantonale compétente de collecter les informations requises pour pouvoir appliquer des sanctions. Le seul but est de permettre l'application de la loi.

Je vous invite par conséquent à suivre la minorité à l'article 22 alinéa 1 lettre a.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 31 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit 11 Stimmen

Art. 23

Antrag der Kommission

Wer vorsätzlich Kontrollen gemäss den Artikeln 9 und 10 erschwert oder vereitelt oder wer vorsätzlich seine Mitwirkungspflicht nach Artikel 11 verletzt, wird mit Busse bestraft. Die Strafverfolgung obliegt den Kantonen.

Art. 23

Proposition de la commission

Sera puni de l'amende, quiconque s'oppose intentionnellement, d'une manière ou d'une autre, aux contrôles visés aux articles 9 et 10, ou viole intentionnellement l'obligation de collaborer visée à l'article 11. La poursuite pénale incombe aux cantons.

Angenommen – Adopté

Art. 24

Antrag der Kommission

Auf die Kontrollorgane finden die Bestimmungen der Artikel 312ff. des Strafgesetzbuches betreffend strafbare Handlungen gegen die Amtspflicht Anwendung.

Art. 24

Proposition de la commission

Les dispositions des articles 312ss. du Code pénal s'appliquent aux organes de contrôle en cas d'infractions contre les devoirs de fonction.

Germann Hannes (V, SH), für die Kommission: Bei Artikel 24 verweisen wir auf die allgemeingültigen Bestimmungen der Artikel 312ff. des Strafgesetzbuches. Es handelt sich bei den

eingesetzten Kontrollorganen um Gremien, die vom Gesetzgeber eingesetzt worden sind. Sie führen also eine hoheitliche Aufgabe aus. Darum sollen alle Strafartikel, die für Behörden gelten, auch auf diese Organe anwendbar sein. Mit unserer Fassung schaffen wir Klarheit bzw. räumen diesbezüglich alle Zweifel aus.

Angenommen – Adopté.

Art. 25

Antrag der Kommission

Streichen

Proposition de la commission

Biffer

Germann Hannes (V, SH), für die Kommission: Artikel 25 kann gestrichen werden. Die Zuständigkeit der Kantone für die Strafverfolgung ist bereits in Artikel 23 festgehalten.

Angenommen – Adopté

Art. 26–28

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Germann Hannes (V, SH), für die Kommission: Mit der Verpflichtung zur Evaluation gemäss Artikel 170 der Bundesverfassung kann die systematische Überprüfung der Wirksamkeit und der Zielerreichung des neuen Gesetzes sichergestellt werden. Es scheint uns eben auch wichtig zu erwähnen, dass eine Evaluation stattfindet. Allfällige Probleme können so frühzeitig erkannt und behoben werden. Die Schlussbestimmungen in den Artikeln 27 und 28 haben wir unverändert übernommen.

Angenommen – Adopté

Änderung bisherigen Rechts Modification du droit en vigueur

Einleitung, Ziff. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Introduction, ch. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Ziff. 2 Art. 5 Abs. 5

Antrag der Kommission

Aufheben

Ch. 2 art. 5 al. 5

Proposition de la commission

Abroger

Angenommen – Adopté

Ziff. 2 Art. 14

Antrag der Kommission

Abs. 5

Der Bundesrat kann bestimmen, dass auf einem jährlichen massgebenden Lohn bis zum Betrag der maximalen monatlichen Altersrente keine Beiträge entrichtet werden müssen; er kann diese Möglichkeit für bestimmte Tätigkeiten ausschliessen. Der Arbeitnehmer kann jedoch in jedem Fall verlangen, dass der Arbeitgeber die Beiträge entrichtet.

Abs. 6

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 2 art. 14

Proposition de la commission

Al. 5

Le Conseil fédéral peut prévoir qu'aucune cotisation ne soit versée si le salaire annuel déterminant ne dépasse pas la rente de vieillesse mensuelle maximale; il peut exclure cette possibilité pour des activités déterminées. Le salarié peut toutefois demander que les cotisations soient dans tous les cas payées par l'employeur.

Al. 6

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Ziff. 2 Art. 14bis; 50a Abs. 2bis; 69 Abs. 2bis; 93 Abs. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 2 art. 14bis; 50a al. 2bis; 69 al. 2bis; 93 al. 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Ziff. 3 Art. 73 Abs. 2bis

Antrag der Kommission

Absatz 2 ist nicht anwendbar für Arbeitgeber, welche ausschliesslich Arbeitnehmer mit geringfügigen Einkommen gemäss Artikel 14 Absatz 5 AHVG beschäftigen.

Ch. 3 art. 73 al. 2bis

Proposition de la commission

L'alinéa 2 ne s'applique pas aux employeurs qui occupent exclusivement des travailleurs dont la rémunération est de minime importance au sens de l'article 14 alinéa 5 LAVS.

Ziff. 3 Art. 93 Abs. 7

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 3 art. 93 al. 7

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Ziff. 3 Art. 95

Antrag der Kommission

Abs. 2

Der Arbeitgeber, welcher ausschliesslich Arbeitnehmer mit geringfügigen Einkommen gemäss Artikel 14 Absatz 5 AHVG beschäftigt, schuldet die Ersatzprämie nur bei versicherten Unfällen. Absatz 1 Sätze 2 und 3 ist nicht anwendbar.

Abs. 3

Die Suva und die Ersatzkasse unterrichten sich gegenseitig über die verfügbaren Ersatzprämien.

Ch. 3 art. 95

Proposition de la commission

Al. 2

L'employeur qui occupe exclusivement des travailleurs dont la rémunération est de minime importance au sens de l'article 14 alinéa 5 LAVS n'est tenu de payer des primes spéciales qu'en cas d'accidents assurés. L'alinéa 1 phrases 2 et 3 n'est pas applicable.

Al. 3

La CNA et la caisse supplétive se renseignent mutuellement sur les décisions concernant les primes spéciales.

Berset Alain (S, FR), pour la commission: Je veux juste vous dire qu'à l'article 73 alinéa 2bis de la loi fédérale sur l'assurance-accidents, nous sommes dans les mesures de simplifications administratives. Les articles 73 alinéa 2bis et 95

alinéas 2 et 3 remplacent l'article 93 alinéa 7 biffé par le Conseil national.

Angenommen – Adopté

Ziff. 3 Art. 97 Abs. 1bis; 102a Abs. 2bis

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 3 art. 97 al. 1bis; 102a al. 2bis

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Ziff. 4–6

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 4–6

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Ziff. 7 Art. 37a

Antrag der Kommission

Titel

Vereinfachtes Abrechnungsverfahren

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 2

Artikel 88 Absatz 1 Buchstabe a gilt sinngemäss.

Abs. 3

Der Schuldner der steuerbaren Leistung ist verpflichtet, die Steuern periodisch der zuständigen AHV-Ausgleichskasse abzuliefern.

Abs. 4

Die AHV-Ausgleichskasse stellt dem Steuerpflichtigen eine Aufstellung oder eine Bestätigung über den Steuerabzug aus. Sie überweist der zuständigen Steuerbehörde die einkassierten Steuerzahlungen.

Abs. 5

Das Recht auf eine Bezugsprovision gemäss Artikel 88 Absatz 4 wird auf die zuständige AHV-Ausgleichskasse übertragen.

Abs. 6

Der Bundesrat regelt die Einzelheiten, wobei er die Vorschriften der Artikel 88 und 89 sinngemäss berücksichtigt.

Ch. 7 art. 37a

Proposition de la commission

Titre

Procédure de décompte simplifiée

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 2

L'article 88 alinéa 1 lettre a s'applique par analogie.

Al. 3

Le débiteur de la prestation imposable a l'obligation de verser périodiquement les impôts à la caisse de compensation AVS compétente.

Al. 4

La caisse de compensation AVS compétente remet au contribuable un relevé ou une attestation indiquant le montant de l'impôt retenu. Elle verse à l'autorité fiscale compétente les impôts encaissés.

Al. 5

Le droit à une commission de perception selon l'article 88 alinéa 4 est transféré à la caisse de compensation AVS compétente.

Al. 6

Le Conseil fédéral règle les dispositions de détail en tenant compte par analogie des prescriptions des articles 88 et 89.

Angenommen – Adopté

Ziff. 7 Art. 83 Abs. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 7 art. 83 al. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Ziff. 8 Art. 11 Abs. 4

Antrag der Kommission

.... abgegolten. Artikel 37 Absatz 1 Buchstabe a gilt sinngemäss. Die Steuern sind periodisch der zuständigen AHV-Ausgleichskasse abzuliefern. Diese stellt dem Steuerpflichtigen eine Aufstellung oder eine Bestätigung über den Steuerabzug aus. Sie überweist der zuständigen Steuerbehörde die einkassierten Steuerzahlungen. Das Recht auf eine Bezugsprovision gemäss Artikel 37 Absatz 3 wird auf die zuständige AHV-Ausgleichskasse übertragen.

Ch. 8 art. 11 al. 4

Proposition de la commission

.... sont ainsi acquittés. L'article 37 alinéa 1 lettre a s'applique par analogie. Les impôts doivent être versés périodiquement à la caisse de compensation AVS compétente. Celle-ci remet au contribuable un relevé ou une attestation indiquant le montant de l'impôt retenu. Elle verse à l'autorité fiscale compétente les impôts encaissés. Le droit à une commission de perception selon l'article 37 alinéa 3 est transféré à la caisse de compensation AVS compétente.

Angenommen – Adopté

Ziff. 8 Art. 32 Abs. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 8 art. 32 al. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Ziff. 9 Titel

Antrag der Mehrheit

Bundesgesetz vom 2. September 1999 über die Mehrwertsteuer

Antrag der Minderheit

(Leumann, David, Forster, Slongo)

Streichen

Ch. 9 titre

Proposition de la majorité

Loi fédérale du 2 septembre 1999 régissant la taxe sur la valeur ajoutée

Proposition de la minorité

(Leumann, David, Forster, Slongo)

Biffer

Ziff. 9 Art. 55 Abs. 3

Antrag der Mehrheit

Die Steuerbehörden der Kantone, Bezirke, Kreise und Gemeinden und die Eidgenössische Steuerverwaltung können die zur Bekämpfung der Schwarzarbeit notwendigen Daten an die kantonalen Kontrollorgane, die mit dieser Aufgabe betraut sind, sowie die betroffenen Behörden im Sinne der Arti-

kel 15 Absatz 2 und 16 Absatz 2 des Bundesgesetzes vom gegen die Schwarzarbeit weiterleiten.

Antrag der Minderheit

(Leumann, David, Forster, Slongo)
Streichen

Ch. 9 art. 55 al. 3

Proposition de la majorité

Les données nécessaires à la lutte contre le travail au noir peuvent être communiquées par les autorités fiscales des cantons, des districts, des arrondissements et des communes ainsi que l'Administration fédérale des contributions aux organes cantonaux de contrôle en matière de travail au noir ainsi qu'aux autorités concernées conformément aux articles 15 alinéa 2 et 16 alinéa 2 de la loi fédérale du contre le travail au noir.

Proposition de la minorité

(Leumann, David, Forster, Slongo)
Biffer

Berset Alain (S, FR), pour la commission: Je crois que les décisions que nous avons prises à l'article 18 alinéa 1bis nous permettent de régler aussi cette disposition.

Angenommen gemäss Antrag der Minderheit

Adopté selon la proposition de la minorité

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes 32 Stimmen
Dagegen 1 Stimme

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse
gemäss Brief an die eidgenössischen Räte

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires
selon lettre aux Chambres fédérales

Angenommen – Adopté

Achte Sitzung – Huitième séance

Mittwoch, 9. März 2005

Mercredi, 9 mars 2005

08.00 h

02.010

Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit

Loi contre le travail au noir

Differenzen – Divergences

Botschaft des Bundesrates 16.01.02 (BBl 2002 3605)

Message du Conseil fédéral 16.01.02 (FF 2002 3371)

Nationalrat/Conseil national 17.06.04 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 17.06.04 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 16.12.04 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 16.12.04 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 09.03.05 (Differenzen – Divergences)

Bundesgesetz über Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit

Loi fédérale concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir

Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 2a

Antrag der Mehrheit

Festhalten

Antrag der Minderheit

(Fässler, Daguët, Fehr Hans-Jürg, Genner, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Müller Geri, Rechsteiner Paul, Rennwald)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Hochreutener

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 2a

Proposition de la majorité

Maintenir

Proposition de la minorité

(Fässler, Daguët, Fehr Hans-Jürg, Genner, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Müller Geri, Rechsteiner Paul, Rennwald)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Hochreutener

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Fässler-Osterwalder Hildegard (S, SG): Wir stellen einen Minderheitsantrag bei Artikel 2a. Worum geht es? Es geht darum, dass wir ein vereinfachtes Abrechnungsverfahren bei

den Abgaben für die Sozialversicherungen und Steuern vorsehen; dies als administrative Vereinfachung. Die Frage ist nun nur noch folgende: Wer kann von diesem Recht Gebrauch machen, welche Unternehmen sind hier zugelassen? Da gibt es einen Unterschied zwischen der ständerätlichen und der nationalrätlichen Version.

Wenn Sie die nationalrätliche Version anschauen, sehen Sie, dass es dort um Betriebe geht, bei denen höchstens fünf Arbeitnehmende berücksichtigt werden können, wobei deren Löhne nicht mehr als die Hälfte des nach Artikel 7 BVG geregelten Betrages erreichen dürfen. Das bedeutet aber, dass nach der Version des Nationalrates in einem Unternehmen auf zweierlei Arten abgerechnet werden kann, nämlich auf dem normalen Weg und für eine kleine Anzahl von Angestellten eben mit diesem vereinfachten Verfahren.

Die Minderheit ist folgender Ansicht: Wenn ein Unternehmen nach dem einen Verfahren abrechnet, nach dem normalen, dürfte es eigentlich kein grosses Problem sein, auch für die weiteren fünf Arbeitnehmenden nach demselben Verfahren abzurechnen, weil dieses Verfahren ja schon verwendet wird. Es sollte deshalb kein grosses, zusätzliches Problem sein, dieses Verfahren allenfalls für fünf weitere Leute anzuwenden. Wir sind deshalb davon ausgegangen, dass es nur für Unternehmen zulässig sein sollte, die nur Arbeitsverhältnisse haben, bei denen nicht sehr viel verdient wird, und dass eben nur so abgerechnet werden darf. In Artikel 2a Buchstabe c (ständerätliche Version) ist festgehalten, dass die Löhne des gesamten Personals nach diesen vereinfachten Bestimmungen abgerechnet werden müssen. Das ist wahrscheinlich der kritische Punkt. Die Minderheit findet, dass dies Sinn macht: Wenn schon nach dem vereinfachten Verfahren abgerechnet werden soll, soll das eben für alle möglich sein, und man soll nicht zwei verschiedene Abrechnungsverfahren, ein normales und ein vereinfachtes, parallel nebeneinander laufen lassen.

Nun wollen wir selbstverständlich nicht, dass ein Unternehmen einfach auslesen kann, ob es für alle das vereinfachte Verfahren oder für alle das normale Verfahren machen will. Deshalb gibt es auch noch die Buchstaben a und b, die die Grenze angeben, welche für die Einzelnen und auch für das gesamte Personal gelten soll.

Sie müssen hier nun entscheiden: Wollen Sie dieses vereinfachte Verfahren auch für Betriebe zulassen, die sonst nach den üblichen Regeln abrechnen, oder wollen Sie es für Unternehmen zulassen, die dann nur nach diesem vereinfachten Verfahren abrechnen dürfen? Dazu gibt es eben noch den Buchstaben a, wo klargestellt wird, dass der Lohn der einzelnen Angestellten den Grenzbetrag nach Artikel 7 BVG nicht übersteigen darf, und den Buchstaben b, der festlegt, dass die gesamte jährliche Lohnsumme des Betriebes das Anderthalbfache der maximalen jährlichen AVH-Rente nicht übersteigen darf.

Sie wählen hier zwischen zwei ganz verschiedenen Systemen. Ich möchte Ihnen empfehlen, für die vereinfachte Abrechnung das zweite System zu wählen, nämlich gemäss Beschluss des Ständerates. Der Ständerat hat hier unseres Erachtens eine kluge Lösung gefunden: Sie hilft, administrativ zu vereinfachen, sie hilft auch dann, wenn ein Unternehmen etwas mehr als fünf Personen als Personal hat. Es müssen aber einfach alle nach demselben Verfahren abgerechnet werden.

Die Minderheit findet den Beschluss des Ständerates richtig. Ich bitte Sie, diese Differenz auszuräumen.

Recordon Luc (G, VD), pour la commission: Je crois en effet qu'à ce stade, il n'est pas inutile de faire quelques commentaires d'ordre général, parce que le projet de loi que nous avons adopté l'été dernier a été revu de manière très pointilleuse par le Conseil des Etats, qui en a fait un examen attentif et qui a apporté de nombreuses modifications, pas toutes absolument essentielles; mais je voudrais quand même en souligner ici les grandes lignes.

Tout d'abord, le but de la législation défini par le Conseil des Etats est plus large puisqu'il met en tête les simplifications

administratives, avant même les mécanismes de contrôle et de répression qui avaient été voulus comme but premier par le Conseil fédéral et approuvés par notre chambre. Ensuite, on remarque – un peu curieusement, d'ailleurs – que la définition même du travail au noir disparaît de la loi pour être laissée à la jurisprudence. Le système des limites de décompte simplifié est un peu différent et certaines nouvelles limites sont proposées en matière de LAVS et de LAA, par exemple. On remarquera également que le Conseil des Etats a choisi une sorte de porosité accrue dans les rapports entre l'AVS et le fisc ou entre les autorités de contrôle de la nouvelle LTN et la TVA – donc le fisc aussi.

Par ailleurs, passablement d'indications d'organisation ont été supprimées – je pense que cela vous aura frappés –, notamment la nature des autorités de contrôle, les rapports qu'elles établissent, la suppression de la notion de commission paritaire, laissée à l'ordonnance du Conseil fédéral ou à la décision des cantons eux-mêmes, le choix de désigner des inspecteurs, leur degré de qualification ou de formation, la possibilité de recourir à des experts, ainsi que la collaboration avec les syndicats et avec les organisations professionnelles. Cela ne veut pas dire que ces choses-là deviendront impossibles, mais qu'elles sont laissées à la discrétion du Conseil fédéral dans son ordonnance ou des cantons dans leurs dispositions d'organisation propres.

Le champ des contrôles et des constats a également été modifié. Le droit d'être entendu a été amélioré pour les personnes contrôlées. Une disposition importante est l'introduction de l'exclusion des marchés publics comme sorte de sanction ou en tout cas de conséquence de la violation de la loi contre le travail au noir. Je souligne la très remarquable création d'un droit d'intervention des organisations syndicales; à l'heure où le droit de recours des associations n'a pas le vent en poupe, c'est assez digne d'être noté.

Enfin, il y a d'une part un allègement, d'autre part un accroissement des sanctions. Vous constaterez à l'article 23 que la sanction est plus légère et à l'article 24 que, par le renvoi aux articles 312ss. du Code pénal, la sanction est plus lourde.

Je relève également avec satisfaction qu'à l'article 17 alinéa 2^{ter} lettre e, le caractère potestatif est strictement maintenu de l'avis qui peut – et non qui doit – être donné aux autorités en matière de droit des étrangers.

Maintenant, en ce qui concerne la proposition de la minorité Fässler, il y a une certaine difficulté peut-être à comprendre le cœur de la divergence à l'article 2a entre ce que nous avons fait et ce qu'a fait le Conseil des Etats. Nous avons mis un double critère de cinq travailleurs occupés dans l'entreprise et d'un salaire minimum n'excédant pas celui figurant à l'article 7 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité comme conditions à l'acceptation du système du décompte simplifié. Le Conseil des Etats, lui, a choisi un triple critère et ses critères quantitatifs ne sont pas les mêmes: il veut «que le salaire annuel respectif de chaque salarié n'excède pas le salaire minimum fixé à l'article 7 LPP» et que la masse salariale totale n'excède pas 150 pour cent de la rente vieillesse annuelle maximale de l'AVS.

Si vous comparez les critères quantitatifs respectifs des deux versions, vous constatez qu'assez nettement la limite jusqu'à laquelle on peut faire un décompte simplifié était, dans la version précédemment adoptée par notre conseil, un peu plus large que dans celle du Conseil des Etats, mais que, peut-être, celui-ci a un système plus précis, exigeant en outre que le décompte s'effectue pour l'ensemble du personnel.

Il n'en demeure pas moins qu'au contraire de la minorité représentée par Madame Fässler et d'une proposition Hochreutener – qui a maintenant été retirée, son auteur voyant qu'elle concordait avec celle de la minorité –, la majorité de la commission a décidé de s'en tenir à la version précédemment adoptée par notre conseil. Dans le cas présent, la commission s'est déterminée à l'inverse de ce qu'elle a fait dans la plupart des autres cas sur ce projet, où elle s'est ralliée au Conseil des Etats.

Gysin Hans Rudolf (RL, BL), für die Kommission: Ich werde zuerst ein paar allgemeine Bemerkungen machen, da der Ständerat an der Vorlage des Nationalrates doch recht grosse Änderungen vorgenommen hat. Dann werde ich auf den Antrag der Minderheit Fässler eingehen.

Beim neuen Bundesgesetz über Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit hat der Ständerat am 16. Dezember 2004 als Zweitrat eine gegenüber der Fassung des Nationalrates viel schlankere und in wesentlichen Punkten vereinfachte Version verabschiedet. Der Ständerat hat im System des Gesetzes einiges umgestellt, materiell hat er aber nicht allzu viel geändert. Der Ständerat verzichtet ausdrücklich auf die Definition des Begriffes Schwarzarbeit. Das bedeutet, dass Artikel 2, der eine entsprechende Umschreibung vorsieht, gestrichen worden ist. An die Stelle der Begriffsdefinition tritt die Definition des Kontrollgegenstandes, also Artikel 9. Dabei beschränkt sich der Ständerat darauf festzulegen, was die Kontrollorgane zu prüfen haben, nämlich die Einhaltung der Melde- und Bewilligungspflichten gemäss Sozialversicherungs-, Ausländer- und Quellensteuerrecht.

Neu wird in Artikel 3 ausdrücklich festgelegt, dass nicht – wie in der Fassung des Nationalrates vorgesehen – der Bund, sondern die Kantone die Kontrollorgane und deren Pflichtenheft definieren. Die Kantone sollen frei sein, dafür eine eigene Verwaltungsstelle oder aber eine paritätisch oder tripartit zusammengesetzte Kommission einzusetzen. Das aufgrund der dannzumal noch zu erlassenden kantonalen Gesetzgebung einzusetzende Kontrollorgan soll dabei Behördenfunktion haben. Der Bundesrat legt dann die Mindestanforderungen an diese Behörde fest.

Bei den administrativen Vereinfachungen für den Arbeitgeber hat der Ständerat eine schlankere Variante als der Nationalrat festgelegt und dabei auch entsprechende betragliche Begrenzungen vorgenommen. Neu hat der Ständerat in Artikel 19b das Feststellungsklagerecht für Arbeitnehmerverbände aufgenommen. Dieses Feststellungsklagerecht ist allerdings auf jene Fälle beschränkt, in denen die betroffene Person wegen Verletzung des Ausländerrechtes die Schweiz verlassen hat. Diese ausdrückliche Einschränkung verhindert, dass die Gewerkschaften gegen den Willen eines Arbeitnehmenden generell ein Klagerecht ausüben können, das z. B. den Interessen der betroffenen Person zuwiderläuft.

Bezüglich der Deckung der nicht durch Gebühren und Busen gedeckten Kosten hat der Ständerat eine Lösung beschlossen, die bereits bei den flankierenden Massnahmen Eingang gefunden hat, nämlich eine Fifty-fifty-Kostenaufteilung zwischen Bund und Kantonen.

Die nationalrätliche Kommission beschloss nach eingehender Diskussion, die «verschlankte» Gesetzesrevision im Grundsatz zu übernehmen. Auf die verbleibenden Differenzen wird in der Detailberatung einzugehen sein.

Nun zu Artikel 2a, administrative Vereinfachungen: Der Nationalrat hatte bei seiner ersten Beratung die administrative Vereinfachung so gestaltet, dass ein Arbeitgeber Arbeitnehmende, die kleine unselbstständige Erwerbstätigkeiten ausüben, bei der AHV-Ausgleichskasse in einem Zug für die verschiedenen Sozialversicherungen anmelden könnte. Die Ausgleichskasse soll sich um die Erhebung der Pflichtbeiträge und auch um die Erhebung einer Pauschalsteuer kümmern.

Der Ständerat war zwar mit der vorgeschlagenen Vereinfachung einverstanden, beschloss aber auch hier eine schlankere Lösung und beschränkte den Anwendungsbereich dieser Bestimmung praktisch nur auf die Privathaushalte.

Die Mehrheit der WAK hielt das Modell des Ständerates für zu restriktiv und beantragt – mit 14 zu 9 Stimmen bei 1 Enthaltung –, dass auch Unternehmen, z. B. Restaurants, die Möglichkeit erhalten, Löhne von Arbeitnehmenden nach diesem System abzurechnen. Darüber hinaus will die WAK-Mehrheit am nationalrätlichen Beschluss festhalten, wonach diese Unternehmen gleichzeitig auch Personen beschäftigen können, deren Löhne nach dem gewöhnlichen Verfah-

ren abgerechnet werden. Die WAK-Mehrheit stellt sich also hinter ein System, in dem einerseits das normale Deklarationsverfahren zur Anwendung kommt und andererseits, parallel dazu, das vereinfachte Verfahren.

Die Minderheit und der Einzelantrag Hochreutener sprechen sich für Zustimmung zur Fassung des Ständerates aus.

Ich bitte Sie aus den dargelegten Gründen, der Mehrheit zuzustimmen.

Präsidentin (Meyer Thérèse, Präsidentin): Die FDP-Fraktion teilt mit, dass sie den Antrag der Minderheit unterstützt.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: En premier lieu, je formulerai l'une ou l'autre remarque générale par rapport au projet tel qu'il est ressorti des délibérations du Conseil des Etats.

Le Conseil des Etats a souhaité épurer la loi, la simplifier, tout en recentrant son application. Le Conseil fédéral peut se rallier à cette refonte du projet, essentiellement parce que ce projet n'affaiblit pas celui qui était initialement présenté. Nous soutiendrons les cantons dans leurs travaux, dans la mesure où ils se voient conférer davantage de liberté de manœuvre, notamment en mettant à leur disposition des exemples de lois cantonales d'exécution, ainsi qu'en adoptant les dispositions nécessaires au niveau de l'ordonnance.

La commission de votre conseil s'est ralliée pour l'essentiel aux décisions du Conseil des Etats et il nous reste maintenant trois divergences à examiner.

J'en viens donc en second lieu à l'article 2a. Le Conseil fédéral, dans un premier temps, avait prévu une délégation de compétence lui permettant de régler par voie d'ordonnance une simplification des démarches administratives en matière d'assurances sociales pour les personnes employées pour une durée limitée ou touchant de petits salaires. On visait principalement les activités domestiques.

Votre conseil a apporté des modifications, d'abord en ancrant cette question dans la loi et en élargissant ensuite le champ d'application de cette procédure simplifiée à d'autres employeurs. Votre conseil a donc décidé qu'un employeur devait pouvoir, sous certaines conditions, effectuer le décompte pour une partie de ses travailleurs selon les règles ordinaires et, pour certains autres, selon des règles simplifiées. Les caisses de compensation AVS se sont opposées à cette solution et, lors de vos délibérations, plusieurs orateurs se sont aussi exprimés dans ce sens, et on est parti de l'idée que le Conseil des Etats devrait procéder à un nouvel examen de l'ensemble de cette problématique.

Le Conseil des Etats a donné suite à votre demande. Au sein de sa sous-commission d'abord, puis au sein de la commission du conseil, un texte a été élaboré et adopté, qui permet d'arriver à une simplification réelle tout en prenant en considération les besoins des organes d'exécution des assurances sociales. Ces derniers ont donné leur accord pour le nouveau modèle.

Maintenant, on se trouve dans la situation où la majorité de la commission vous propose de ne pas reprendre ce modèle et de maintenir votre solution initiale.

Or, cette solution, à mon sens, comporte de nombreux inconvénients. Elle tombe à faux à un moment où, partout, on demande des simplifications administratives. Ce que la majorité de la commission propose implique des complications à la fois pour les employeurs et pour les assurances sociales. Pour quelles raisons? D'abord parce que la voie ordinaire permet de régler ces versements aux assurances sociales selon un système d'acomptes trimestriels et de faire un décompte final à la fin de l'année. Si vous admettez que l'on puisse encore utiliser la version simplifiée en même temps, cela implique des délais différents et empêche de faire ce décompte à la fin de l'année. Par conséquent, il y a un premier inconvénient pour les organes de l'AVS, puisqu'ils auraient par rapport aux mêmes contribuables des délais différents pour faire des décomptes. Dans ces cas, cela engendre une augmentation de 20 pour cent des coûts pour l'administration et j'estime qu'il n'est pas nécessaire d'aller dans ce sens.

Il y a ensuite une surcharge de travail pour les employeurs, ce qui est quand même paradoxal lorsque l'on veut simplifier une situation. En effet, cela supposerait qu'un même employeur serait confronté, suivant la catégorie de travailleurs, à des formulaires différents, à des délais de paiement différents et à des règles sur les intérêts moratoires différentes.

Enfin, dans le cadre de la procédure ordinaire, l'engagement d'un travailleur supplémentaire ne provoque aucun surcroît de travail administratif, puisque le cas se règle à la fin de l'année, comme je vous l'ai dit. Il y a des acomptes trimestriels et c'est le décompte final à la fin de l'année qui permet d'introduire les mutations qui ont eu lieu au cours de l'année. Le Conseil fédéral est donc convaincu qu'il faut adopter la proposition de la minorité Fässler. Elle apporte une procédure simplifiée pour les PME ou les micro-entreprises, qui en ont vraiment besoin.

En revanche, je vous invite à ne pas compliquer la tâche de l'administration de l'AVS inutilement, ni celle des employeurs. D'ailleurs, la solution adoptée par le Conseil des Etats n'est pas aussi restrictive qu'on pourrait le croire. D'une part, le salaire annuel par travailleur est limité à 19 350 francs et non pas à 9675 francs, comme dans la version initiale de votre conseil. D'autre part, une masse salariale possible pour l'entreprise va jusqu'à 38 700 francs. Il s'agit donc d'un pas important pour toute une série d'employeurs.

Pour toutes ces raisons, je vous invite à adopter la proposition de la minorité Fässler.

Spuhler Peter (V, TG): Als Fraktionssprecher spreche ich zu Artikel 2a. Ich bin vorher leider vergessen worden.

Wir haben eine Ausgangslage: Schwarzarbeit. Alle sind sich einig, dass Schwarzarbeit schädlich ist und dass etwas dagegen getan werden muss. Das Problem heute ist nicht die fehlende Rechtsgrundlage, sondern wir haben in der Schweiz ein Vollzugsproblem. Wir hatten hier beschlossen – und das in der Kommission auch umgesetzt –, dass wir ein neues Gesetz gegen die Schwarzarbeit brauchen.

Wir haben zwei Möglichkeiten, die Schwarzarbeit zu reduzieren. Die eine ist: Wir reduzieren die Lohnnebenkosten und motivieren somit mehr Arbeitgeber und Arbeitnehmer, entsprechend Meldung zu machen. Die zweite ist: Wir müssen eine Vereinfachung bei den administrativen Abläufen hinkriegen. Das Gesetz, das wir hier in der Differenzbereinigung haben, zielt hierauf ab.

Wir haben in Artikel 2a nun folgendes Problem: Die WAK hat sich zu der Lösung zusammengerauft, wonach es möglich sein soll, beide Abrechnungsverfahren parallel anzuwenden. Der Ständerat will das nicht. Er will nur eine Entweder-oder-Lösung. Aus meiner Sicht ist eine solche Lösung nicht praktikabel und verliert die beabsichtigte Wirkung.

Nehmen Sie einmal das Beispiel eines Ausflugsrestaurants: Dort gibt es drei, vier Festangestellte. Am Wochenende, bei schönem Wetter, stellt der Wirt vier, fünf Hilfskräfte ein. Jetzt muss er entscheiden, ob er das vereinfachte Verfahren anwenden kann oder eben nicht. In diesem Fall geht es nicht, und die beabsichtigte Wirkung, dass die Schwarzarbeit reduziert wird, geht verloren. Ich bitte Sie darum, in diesem Punkt unbedingt auf die Lösung der Mehrheit einzuschwenken. Denn dann hat der Wirt die Möglichkeit zu entscheiden, ob er die Abrechnung für die fünf Hilfskräfte über das normale oder über das vereinfachte Verfahren abwickeln will. Wir haben uns auch zu dieser Obergrenze von fünf Mitarbeitern durchgerungen. Ich persönlich hätte sie auf zehn erhöht, aber wir waren mit fünf einverstanden, damit nicht beispielsweise grosse Reinigungsfirmen – ich denke da an den Flughafen Kloten mit tausend Temporärangestellten – das vereinfachte Verfahren wählen können.

Wenn wir uns nicht dazu bekennen, wirklich eine administrative Vereinfachung haben zu wollen, und den KMU wieder nur eine Entweder-oder-Lösung anbieten, dann verliert dieses Gesetz an Wirkung. Ich möchte Sie bitten: Wenn wir schon ein neues Gesetz beschliessen, dann wollen wir schlussendlich auch eine Wirkung haben und somit die Schwarzarbeit reduzieren.

Aus diesem Grund bitte ich Sie, der Mehrheit zuzustimmen und den Antrag der Minderheit Fässler sowie den Antrag Hochreutener abzulehnen.

La présidente (Meyer Thérèse, présidente): Le groupe démocrate-chrétien soutient la proposition de la majorité. Le groupe des Verts soutient la proposition de la minorité.

Deiss Joseph, Bundesrat: Was Ihnen Herr Spuhler jetzt vorgebracht hat, ist genau das Gegenteil von dem, was er anstrebt. Herr Spuhler, für diejenigen, der ohnehin nach dem normalen System abrechnen muss, ist Ihr Antrag keine Vereinfachung! Ich nehme an, dass Sie in Ihrem Betrieb diese Angelegenheit nicht selber erledigen. Ein Unternehmer, der die ordentliche Abrechnung macht, zahlt drei Trimester aufgrund einer Forfait-Lösung, und alle Leute, die Mutationen während des Jahres darstellen, kommen am Ende des Jahres auf eine einzige Abrechnung. Sie schlagen vor, dass dieser Unternehmer zwei Abrechnungen für alles macht, mit verschiedenen Verfalldaten und mit verschiedenen Fristen. Das bringt keine Vereinfachung, sondern das bringt eine Verkomplizierung für den Unternehmer, insbesondere, wenn er während des Jahres Leute kurzfristig anstellt. Für die AHV-Verwaltung entstehen bei jedem Fall, bei dem doppelt abgerechnet wird, 20 Prozent zusätzliche Kosten. Sie gehören doch zu jenen, die administrative Vereinfachungen verlangen, und hier schlagen Sie das Gegenteil davon vor.

Spuhler Peter (V, TG): Herr Bundesrat, ich möchte Sie fragen, ob bei einer Kann-Lösung dann nur die Möglichkeit besteht, entweder das vereinfachte Verfahren oder eben das normale Verfahren anzuwenden? Überlassen Sie es doch bitte dem Unternehmer, ob er die Lohnabrechnung für die Temporärangestellten über das vereinfachte Verfahren oder über das normale Verfahren abwickeln will!

Rime Jean-François (V, FR): J'aimerais appuyer mon collègue Spuhler et vous poser la question suivante: pourquoi est-ce que l'entreprise ne pourrait pas faire le décompte annuel et trimestriel – comme vous l'avez dit – pour les employés permanents et, pour les quelques employés où il y aurait un décompte simplifié, faire ce décompte chaque mois? Je ne vois pas la complication.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Dans le premier cas, l'entreprise ne fait qu'un décompte à la fin de l'année – elle ne fait pas de décompte trimestriel dans le système ordinaire –, mais elle paie un acompte. Et si elle choisit de déclarer séparément les personnes qu'elle engage temporairement durant l'année, elle fait un autre décompte, qui est échu à un autre moment. Cependant, elle peut mettre ces gens sur le même décompte que celui qu'elle doit faire de toute façon à la fin de l'année. Je ne vois donc pas la simplification qui consiste à faire deux décomptes. Mais je sais en tout cas que, pour l'AVS, ça va coûter plus cher parce qu'il y aura plus de «matériel» à traiter.
Alors, je vous en prie, ne compliquez pas les choses.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 81 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit/Hochreutener 73 Stimmen

Art. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Zisyadis

Festhalten

Art. 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Zisyadis

Maintenir

Zisyadis Josef (–, VD): Vous avez reçu ma proposition de maintenir la décision de notre conseil, c'est-à-dire de créer une divergence avec le Conseil des Etats. En effet, les expressions «travail au noir», «travail clandestin», «travail illégal» sont utilisées souvent indifféremment et largement identifiées à l'immigration clandestine.

A mon avis, il est totalement invraisemblable que le Conseil des Etats renonce à inscrire dans la loi toute définition précise du travail au noir. Ce refus est non seulement susceptible de rendre plus inefficaces encore les contrôles, mais surtout de jeter davantage la suspicion sur une catégorie particulière: les immigrés. Or, il n'y a aucun lien logique entre le travail au noir – que la loi contre le travail au noir veut combattre – et l'immigré clandestin. Le travail au noir est le résultat d'une politique de déréglementation; c'est un travail privé de toute règle. Cette forme d'économie souterraine s'accompagne d'une augmentation de la flexibilité des conditions de travail. En tirent avantage d'abord les employeurs, qui versent des salaires particulièrement bas dans les secteurs économiques concernés, tout en échappant à leur obligation en matière d'assurance sociale.

On l'a déjà dit, en Suisse, le travail au noir représente 9,3 pour cent du PIB, soit environ 37 milliards de francs, selon des estimations concordantes. Lorsque le travail clandestin est effectué par le citoyen X, il est plutôt considéré comme sympathique. C'est le bon vieux «système D» de la débrouille personnelle. A l'opposé, l'immigré ne dispose pas de la même sympathie, surtout s'il est clandestin, grâce à l'amalgame que favorisent les mots. Or, on ne saurait prétendre lutter contre le travail au noir – c'est-à-dire contre un phénomène économique – tout en s'en prenant en fait quasiment exclusivement aux immigrés non européens, c'est-à-dire à une population plus facile à repérer.

Déjà, la loi contre le travail au noir va tout à fait dans cette direction dès lors qu'elle ne s'accompagne pas d'une régularisation collective des travailleurs sans papiers. Mais si, en plus, la loi contre le travail au noir refuse de préciser ce qu'est le travail au noir, elle va devenir encore plus discriminatoire. De plus, lorsqu'une loi comme celle que nous discutons comporte des sanctions pénales, il est particulièrement saugrenu de livrer les personnes à un flou juridique qui ne va que renforcer, et sans garde-fou, le pouvoir judiciaire.

En conclusion, «A gauche toute!» vous invite à rejeter ce travail délibérément bâclé du Conseil des Etats, et à maintenir une divergence qui précise de quoi on parle en termes de travail au noir.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Je vous invite à rejeter la proposition Zisyadis, pour la simple raison qu'elle fait double emploi avec la décision du Conseil des Etats à l'article 9 alinéa 1.

Le Conseil des Etats ayant remodelé tout le projet, il a aussi modifié cela en simplifiant le texte. En effet, nous n'avons pas besoin d'une liste détaillée, d'une sorte d'encyclopédie des différentes formes de travail au noir, mais il s'agit de désigner les domaines où l'intervention doit se faire: c'est l'objet des contrôles, et ce sont les diverses législations qui sont mentionnées à l'article 9 alinéa 1.

Vous pouvez donc, Monsieur Zisyadis, accepter sans crainte que l'on biffe l'article 2, puisque le Conseil des Etats a décidé la même chose.

Recordon Luc (G, VD), pour la commission: En effet, ce qu'a voulu faire la commission, de manière peut-être un peu subreptice, il est vrai, puisque reporté à l'article 9 de la loi, c'est avoir une sorte de clause générale plutôt qu'une liste de définitions exhaustive. C'est aussi ce que le Conseil des Etats avait jugé plus opportun. Evidemment, la question est pertinente de savoir si, à l'article 2 selon l'ancienne version du Conseil national et à l'article 9 selon la version du Conseil des Etats, on trouve la même solution juridique, cette dernière ayant simplement une forme plus ramassée du point de vue de son texte.

C'est l'opinion de la commission, qui considère en effet que cette solution est plus élégante, mais qu'aucune des clauses qui figuraient à l'article 2 alinéa 1 selon la version du Conseil fédéral et du Conseil national n'est exclue par la nouvelle formule de l'article 9 alinéa 1 selon le Conseil des Etats et selon notre conseil. Même ce qui pourrait relever, par exemple, de la législation du service de l'emploi peut être considéré, en tant qu'il s'agit de travailleurs étrangers, comme relevant du droit des étrangers au sens de ce qui est dit à l'article 9 alinéa 1. Je vous le concède, c'est une interprétation exhaustive, mais la volonté très claire de la commission et du Conseil des Etats n'est pas de restreindre le champ des définitions.

Alors on peut donner acte à Monsieur Zisyadis de ce que la solution ancienne, surtout avec des dispositions pénales à la clé, avait le mérite d'être plus facile à lire pour un non-juriste – et la lisibilité d'une loi n'est pas un mince mérite. En revanche, la solution qui a été adoptée par la commission et par le Conseil des Etats a l'avantage d'être peut-être moins inélégante dans son expression.

C'est la raison pour laquelle je vous prie, au nom de la commission, d'adopter cette solution.

Gysin Hans Rudolf (RL, BL), für die Kommission: Wie schon vorgängig ausgeführt, hat sich die Mehrheit der WAK dem Grundsatz angeschlossen, den der Ständerat formuliert hat, nämlich das ganze Gesetz zu «verschlanken» und umzubauen. Mit diesem Umbau des Gesetzes war es nötig, verschiedene Artikel der nationalrätlichen und der bundesrätlichen Fassung zu streichen, vor allem auch Artikel 2, bei dem jetzt Herr Zisyadis den Antrag stellt, ihn wieder aufzunehmen. An die Stelle von Artikel 2 ist Artikel 9, Fassung Ständerat, getreten. Der Ständerat hat sich auf den Grundsatz geeinigt, dass nicht nochmals zu definieren sei, was Schwarzarbeit sei, sondern dass lediglich zu definieren sei, was zu kontrollieren sei. Deshalb ist eigentlich Artikel 9 das Gegenstück zu Artikel 2. Sollte man hier dem Antrag Zisyadis folgen, müssten verschiedene weitere Artikel ebenfalls angepasst werden.

Die Kommission ist ganz eindeutig der Meinung, es sei dem Ständerat zu folgen, und ich bitte Sie deshalb, den Antrag Zisyadis abzulehnen.

La présidente (Meyer Thérèse, présidente): Le groupe UDC communique qu'il soutient la proposition de la commission.

Zisyadis Josef (–, VD): Je voudrais poser une question à Monsieur Gysin, qui a parlé de simplification. Monsieur Gysin, ne croyez-vous pas que vous allez simplifier peut-être le travail de la justice – qui va décider elle-même et qui aura toute latitude pour le faire –, mais pas le travail des citoyens?

Gysin Hans Rudolf (RL, BL), für die Kommission: Wie ich eben ausgeführt habe, passt der Artikel nicht mehr ins System. Wenn wir neu in den Mittelpunkt stellen wollen, dass im Gesetz nur noch gesagt wird, was zu kontrollieren sei, und sich der Fokus auf die Kontrolle richtet, dann hat eine Definition, was Schwarzarbeit ist und was nicht, keinen Platz mehr. All diese Ansätze findet man bereits in den entsprechenden Gesetzen der Sozialversicherung und in der Steuergesetzgebung.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission 134 Stimmen

Für den Antrag Zisyadis 17 Stimmen

Art. 2c, 3–6, 9–17

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 18

Antrag der Mehrheit

Abs. 1, 3

Festhalten

Abs. 1bis

Ferner schliesst die zuständige kantonale Behörde einen Arbeitgeber nach Absatz 1 von künftigen Aufträgen der öffentlichen Hand aus oder kürzt ihm angemessene Finanzhilfen, wenn er in einem schweren Fall der Verletzung der Anmeldepflicht von Artikel 56 MWStG nach Artikel 86 MWStG, wegen vorsätzlicher Steuerhinterziehung nach Artikel 85 Absatz 1 MWStG oder wegen Abgabebetruges nach Artikel 15 VStrR rechtskräftig verurteilt worden ist.

Antrag der Minderheit

(Genner, Daguet, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Gysin Hans Rudolf, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Müller Geri, Pelli, Rechsteiner Paul, Rennwald)

Abs. 1, 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Spuhler, Baader Caspar, Bühler, Favre, Leu, Rime, Theiler, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Abs. 1bis

Streichen

Art. 18

Proposition de la majorité

Al. 1, 3

Maintenir

Al. 1bis

En outre, l'autorité cantonale compétente exclut un employeur visé à l'alinéa 1 des futurs marchés publics ou réduit de manière appropriée le montant des aides financières qu'il perçoit, s'il a fait l'objet d'une condamnation entrée en force de chose jugée pour avoir soit gravement violé, au sens de l'article 86 LTVA, l'obligation de s'annoncer visée à l'article 56 LTVA, soit commis une fraude fiscale intentionnelle au sens de l'article 85 alinéa 1 LTVA, soit commis une escroquerie au sens de l'article 15 DPA.

Proposition de la minorité

(Genner, Daguet, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Gysin Hans Rudolf, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Müller Geri, Pelli, Rechsteiner Paul, Rennwald)

Al. 1, 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Spuhler, Baader Caspar, Bühler, Favre, Leu, Rime, Theiler, Walter Hansjörg, Wandfluh, Zuppiger)

Al. 1bis

Biffer

Genner Ruth (G, ZH): Wir machen ein Bundesgesetz gegen die Schwarzarbeit, und wir wollen ein Gesetz schaffen, das Wirkung zeigt. Wenn wir ein Gesetz machen, das keine wirklichen Sanktionen beinhaltet, ist es ein Papiertiger. Wir haben an sich schon recht beschränkte Möglichkeiten, um überhaupt Sanktionen auszusprechen.

Wen möchten wir sanktionieren? Am liebsten alle, die gegen dieses Bundesgesetz gegen die Schwarzarbeit verstossen. Ganz besonders wollen wir jedoch diejenigen sanktionieren, die vom Staat Mittel erhalten. Was sind das für Leute? Das sind Leute, Institutionen oder Firmen, die öffentliche Aufträge erhalten, auf welcher Ebene auch immer – Gemeinde, Kanton oder Bund. Oder es sind Personen, Institutionen und Firmen, die Finanzhilfen erhalten, beispielsweise auch in der Landwirtschaft.

Die zentrale Frage bei dieser Sanktionierungsmöglichkeit ist: Wollen wir die Schwarzarbeit effektiv bekämpfen oder eben nicht? Die Minderheit will ganz klar, dass wir gemäss Ständerat diese Leute sanktionieren, dass wir sie von Aufträgen

im öffentlichen Beschaffungswesen während einer Zeit von fünf Jahren ausschliessen und dass wir ihnen die Finanzhilfen angemessen kürzen können; das heisst nicht, dass wir die Mittel überhaupt streichen, sondern wir können dem Vergehen entsprechend kürzen.

In Absatz 3 geht es ferner darum, ob wir die Liste derjenigen, die wir hier sanktionieren, auch veröffentlichen. Das bedeutet eigentlich, dass wir solche Leute quasi an einen modernen Pranger stellen, sei es nun mit einer Liste im Internet oder wo auch immer. Ich frage Sie aber: Warum sollen wir diejenigen, die rechtskräftig verurteilt sind und auch wirklich sanktioniert werden, verstecken? Diese Liste soll öffentlich sein, selbstverständlich sind die Namen nur für diese begrenzte Dauer der Sanktion zugänglich.

Ich möchte Sie bitten, diesem Gesetz hier wirklich Zähne zu geben, sodass es Wirkung zeitigen kann, und in diesem Sinne dem Beschluss des Ständerates zuzustimmen, also meinen Minderheitsantrag zu unterstützen.

Parmelin Guy (V, VD): Madame Genner, en tant que représentante de la minorité, vous avez spécifié effectivement que certaines catégories de personnes étaient visées. J'ai compris que, dans ces catégories, il y avait en tout cas les agriculteurs qui touchent les paiements directs. Donc, vous l'avez avoué vous-même: cela crée différentes catégories de personnes qui sont touchées.

Je vous pose la question suivante: accepteriez-vous, par analogie, qu'un fonctionnaire d'une administration publique, quel qu'il soit d'ailleurs, se voie supprimer par exemple des allocations familiales – qui sont aussi des aides financières – parce qu'il aurait employé au noir une femme de ménage de manière répétitive? Il y a encore d'autres exemples: je pourrais aussi parler des prestations AVS. J'attends votre réponse.

Genner Ruth (G, ZH): Im Grunde genommen haben Sie Recht, Herr Parmelin, dass wir eigentlich alle, die staatliche Leistungen erhalten, sanktionieren können sollten; seien es Leute, die Aufträge erhalten, seien es solche, die Finanzhilfen bekommen. Ich habe diejenigen der Landwirtschaft erwähnt. Wir sind in der Gesetzesberatung nicht so weit gegangen, dass wir gesagt haben, auch Sozialleistungen würden berührt. Ich könnte mir das aber durchaus vorstellen, weil im Falle, dass Steuerhinterziehung im Spiel ist, aus meiner Sicht auch das durchaus möglich ist. Ich würde Sie in diesem Sinne durchaus unterstützen. Wir haben das aber in der Kommission nicht expressis verbis bis ins Detail legifert.

Spuhler Peter (V, TG): Bei Artikel 18 Absatz 1bis vertrete ich die Minderheit mit dem Antrag auf Streichung. Die Mehrheit will eine Vermischung zwischen dem Gesetz zur Bekämpfung der Schwarzarbeit und dem Mehrwertsteuergesetz. Wir haben Vergehen gegen die Mehrwertsteuer im Mehrwertsteuergesetz sanktioniert. Ich finde es nicht gut, wenn eine Vermischung von Gesetzen stattfindet.

Sie haben vorher Herrn Bundesrat Deiss gehört, der gesagt hat, wir sollten die Dinge einfach halten. Hier haben wir Gelegenheit, sie einfach zu halten und eine klare Trennung zwischen diesen Gesetzen beizubehalten und nicht eine unvernünftige Verzahnung zu beschliessen.

Aus diesem Grund bitte ich Sie, meinen Minderheitsantrag zu unterstützen, damit wir ein einfaches, klares Gesetz haben und keine Vermischung mit dem Mehrwertsteuergesetz.

Walter Hansjörg (V, TG): Die SVP-Fraktion hat Artikel 18 intensiv beraten und über die Gesamtheit der Konsequenzen diskutiert. Betreffend die Sanktionen sind wir ganz klar der Meinung, dass dieses Gesetz nur Wirkung hat, wenn gegenüber der heutigen Rechtsprechung auch in diesem Bereich gewisse Verschärfungen vorgenommen werden. Wir haben jetzt einerseits ein vereinfachtes Verfahren – da gibt es keine Entschuldigung mehr, nicht anzumelden –, und andererseits gibt es entsprechende Sanktionen. Diese Sanktionen sollten

aber zur bisherigen Rechtsprechung kongruent sein und auch nicht in erheblichem Mass davon abweichen. Wir sind deshalb klar dagegen, dass hier mit der Kürzung von Finanzleistungen noch ausgedehnt wird. Wir sind der Meinung, dass dies im Bussenverfahren oder, im Wiederholungsfall, mit Gefängnis geregelt werden kann.

Was heisst Finanzhilfen? Ich gebe zu, es sind auf der einen Seite die Direktzahlungen der Landwirtschaft, aber es sind auf der anderen Seite auch Sozialleistungen wie Kinderzulagen, Familienzulagen oder AHV-Leistungen. Wir haben festgestellt, dass auch im privaten Bereich relativ viel nicht abgerechnet wird. Dies muss dann bei Kürzungen auch herangezogen werden. Wir sind der Meinung, dass man dies über Bussen regeln muss.

Bezüglich des Ausschlusses im Submissionsverfahren können wir uns der Mehrheit anschliessen. Der Auftraggeber, und das ist in diesem Fall nun einmal der Staat – die Gemeinden oder der Bund –, hat das Recht, die Fehlbaren von Aufträgen im Submissionsverfahren auszuschliessen. Dann besteht kein Rechtsanspruch mehr.

Betreffend die Aufnahme von gleichen Sanktionsmassnahmen im Mehrwertsteuergesetz – da spreche ich jetzt zum Antrag der Kommissionminderheit, die von Kollege Spuhler angeführt wird – sind wir der Meinung, dass dies im Rahmen des Mehrwertsteuergesetzes diskutiert und allenfalls dort geregelt werden soll. Es geht nicht an, dass im Bundesgesetz zur Bekämpfung der Schwarzarbeit Regelungen vorgenommen werden, welche nicht dorthin gehören. Betreffend die Veröffentlichung dieser «schwarzen» Listen sind wir klar der Auffassung, dass die Mehrheit unterstützt werden sollte. Wir sind der Meinung, dass dies genügen sollte. Es muss dort zugänglich sein, wo es eben nötig ist, also in der öffentlichen Verwaltung betreffend die Ausschreibung im Submissionsverfahren.

Die SVP-Fraktion bittet Sie, diese Überlegungen zu berücksichtigen.

Rechsteiner Paul (S, SG): Bei den Sanktionen, die in Artikel 18 geregelt werden, geht es um die zweite noch verbliebene Differenz. Hier hat der Ständerat einen Entscheid getroffen, bei dem wir der Auffassung sind, dass wir ihm folgen sollten. Im Ständerat ist klar dargelegt worden, dass es schon sehr viel braucht, bis eine solche Sanktion vorgenommen werden kann. Es braucht eine rechtskräftige Verurteilung, es braucht ernsthafte, schwerwiegende oder wiederholte Verstösse gegen diese Gesetzgebung. Jemand muss also wiederholt oder in schwerwiegender Art Sozialversicherungsbeiträge nicht bezahlt, also die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer um diese Beiträge an die Sozialversicherungen betrogen haben. Oder er muss andere Bestimmungen dieses Gesetzes in schwerwiegender Art oder wiederholt verletzt haben, und das muss rechtskräftig festgestellt sein. Das ist die Voraussetzung, damit das überhaupt zur Anwendung kommt. Deshalb herrschte ja im Ständerat die Meinung, dass unter dieser Voraussetzung nicht nur der Abschluss von Aufträgen der öffentlichen Hand stattfinden müsse, sondern dass auch die Finanzhilfen, sprich die Subventionen, angemessen gekürzt werden dürften.

Herr Walter hat auf ein Problem hingewiesen, als er darauf aufmerksam machte, dass damit auch Kinderzulagen oder AHV-Leistungen betroffen werden könnten. Diese fallen aber sicher nicht unter diesen Begriff; denn das sind Sozialversicherungsleistungen, die nach dem Wortlaut und Sinn des Gesetzes nicht betroffen sein können. Es geht nur um die Subventionen, sprich Direktzahlungen. Herr Walter, es ist Ihnen ja bekannt, dass bei Direktzahlungen und bei Subventionen im Landwirtschaftsrecht auch bei schwerwiegenden Verstössen beispielsweise gegen Umweltauflagen eine Kürzung der entsprechenden Beträge stattfinden kann. Es ist nicht einzusehen, weshalb dann, wenn es zu wiederholten oder zu schwerwiegenden Verstössen in diesem Bereich gekommen ist und das rechtskräftig festgestellt ist, diese angemessene Kürzung nicht stattfinden soll.

Es ist klar, dass eine Sanktion immer auch dem Verhältnismässigkeitsprinzip entsprechen muss. In diesem Sinne

braucht es hier eine Proportionalität bei der entsprechenden Sanktion. Aber es ist nicht einzusehen, weshalb das nur bei Umweltvorschriften gelten soll, nicht aber dann, wenn die elementaren Bestimmungen über die Beschäftigung von Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern gravierend verletzt worden sind. Dann muss das auch stattfinden können.

In diesem Sinne muss ich Sie namens der SP-Fraktion bitten, bei dieser Bestimmung dem Ständerat zu folgen.

Dasselbe gilt letztlich auch für den Mehrheitsantrag zu Artikel 18 Absatz 1bis gegenüber der Minderheit Spuhler. Es ist ebenfalls nicht einsichtig, weshalb dieser Ausschluss hier nicht erfolgen können soll, weshalb diese Sanktionen nicht greifen sollen, wenn die Mehrwertsteuer nicht abgeliefert wird; auch hier braucht es ja die entsprechende rechtskräftige Verurteilung. Sonst würden diejenigen Unternehmer belohnt, die sich vor der Bezahlung der Steuern drücken, die sagen: Ich gebe dir eine Rechnung ohne Mehrwertsteuer statt mit Mehrwertsteuer – Gebräuche, wie sie in Italien eine Zeit lang gang und gäbe waren. Ein solcher Verstoß, ein solches Verhalten, soll nicht belohnt werden. Hier drängt es sich ebenfalls auf, der Mehrheit zu folgen. Die Hürden dafür, dass eine solche Sanktion angewendet werden kann, sind dann immer noch relativ hoch.

In diesem Sinne geht es darum, in Absatz 1 die Fassung des Ständerates zu verabschieden. Damit kann dieses Gesetz noch in dieser Session unter Dach gebracht werden. Es sind nicht mehr viele Punkte offen. Hier geht es um eine Bestimmung, die für die Bekämpfung der Schwarzarbeit notwendig ist.

La présidente (Meyer Thérèse, présidente): A l'article 18, le groupe radical-libéral communique qu'il soutient la proposition de la majorité aux alinéas 1 et 3 et celle de la minorité à l'alinéa 1bis.

Le groupe démocrate-chrétien communique qu'il soutient la proposition de la majorité aux alinéas 1 et 3.

Je donne la parole à Monsieur Cuche pour une brève déclaration personnelle.

Cuche Fernand (G, NE): Cette brève intervention s'adresse à mes collègues paysans. C'est vrai que, dans ces propositions, de nombreuses personnes qui bénéficient de prestations de la Confédération ne sont pas soumises à une égalité de traitement. Je tiens à préciser une chose: les paiements directs ne sont pas des aides sociales. Les paiements directs sont des rémunérations de la Confédération pour des prestations fournies par les agriculteurs: ce n'est pas le cas des allocations familiales. S'il vous plaît, chers collègues paysans, nous ne sommes pas en bout d'écurie, en train de négocier une bête à vendre; nous sommes dans un contexte où l'on parle d'éthique et de relations transparentes par rapport à nos employés.

Je vous invite à adopter la proposition qui tend à réprimer ceux qui ne respectent pas la législation en matière de travail des étrangers, et à militer, à batailler pour avoir des prix à la production qui nous permettent d'employer des gens qui sont annoncés, qui travaillent dans des conditions socialement durables.

Encore une fois, suivez la proposition qui va vers la transparence et dans le sens du respect de nos collaborateurs.

La présidente (Meyer Thérèse, présidente): A l'article 18, le groupe des Verts soutient la proposition de la minorité aux alinéas 1 et 3 et celle de la majorité à l'alinéa 1bis.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Je vous invite à adopter la proposition de la minorité Genner à l'article 18 alinéa 1.

Le Conseil fédéral peut se rallier en particulier sur le point qui reste contesté et qui concerne les paiements directs. Monsieur Cuche a très justement souligné que les paiements directs sont conçus comme une rétribution de l'agriculteur pour un service rendu à la collectivité et que, par ce biais, l'agriculteur est dans un contrat avec l'Etat comme un autre fournisseur. Par conséquent, on peut appliquer à cette

catégorie de personnes les mêmes règles qui touchent les marchés publics. Le Conseil fédéral se rallie à cette solution, dans la mesure où elle est aussi modérée, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de supprimer totalement les paiements directs, ce qui pourrait mettre en question l'existence même de l'agriculteur concerné, mais de pouvoir diminuer de manière appropriée l'aide pour une période déterminée.

A l'article 18 alinéa 1bis, je vous invite à adopter la proposition de la majorité de la commission, puisque la version telle qu'elle est présentée propose des sanctions en matière de marchés publics pour un nombre restreint d'infractions particulièrement graves qui sont exhaustivement énumérées dans la loi, et parce qu'il peut tout de même être choquant que l'Etat puisse passer des contrats avec des contribuables qui trichent de manière notoire.

Parmelin Guy (V, VD): Monsieur le conseiller fédéral, j'ai bien compris la différence que vous faites entre les paiements directs et d'autres aides. Vous avez parlé de contrat: un employé d'une administration publique, qui emploie des personnes au noir et qui touche des allocations familiales de son employeur, a un contrat moral avec son employeur qui est l'Etat, lequel est financé par tous les contribuables du pays. Je ne vois pas la différence; le problème est exactement le même. L'employé devrait être traité de la même manière qu'un agriculteur ou toute autre personne qui touche des aides de l'Etat.

Deiss Joseph, conseiller fédéral: Le rapporteur vous a déjà répondu. Je crois qu'il ne faut pas mélanger le droit du travail et la relation d'employé par rapport à l'Etat avec celle d'un fournisseur de prestations.

Recordon Luc (G, VD), pour la commission: Il y a donc deux questions qui se posent ici: choisir à l'alinéa 1 entre la version du Conseil des Etats et celle du Conseil national, et choisir à l'alinéa 1bis entre la version de la majorité ou de la minorité de la commission.

La première question qui se pose n'a pas une portée énorme et elle prête à un très léger sourire. C'est en réalité une question liée au principe de la proportionnalité: veut-on que la sanction d'exclusion des marchés publics puisse être atténuée par une sanction de simple réduction des aides? Il est évident que la simple réduction des aides est une sanction moins lourde et qu'elle est donc un peu plus compréhensive pour les employeurs. C'est là que se place mon sourire; la version la plus gentille pour les employeurs est pour une fois défendue par la minorité représentée par Madame Genner et soutenue par la gauche, alors que la version la plus dure pour les employeurs est soutenue par la droite de la commission, qui en est aussi la majorité.

Mon rôle est ici de vous inviter à soutenir la majorité, donc la solution la plus dure pour les employeurs.

L'autre question, qui se pose sur la minorité Spuhler, a quand même des conséquences sensiblement plus graves parce qu'elle tendrait à supprimer complètement un certain nombre de sanctions dans ce domaine. Je crois alors très nettement que la majorité de la commission – et ce n'est plus un problème gauche/droite – a souhaité par cohérence que cet alinéa 1bis soit inscrit dans la loi. Je crois véritablement que c'est un cadeau malvenu que la minorité Spuhler vous propose de faire en supprimant totalement l'alinéa 1bis. Là, il n'y a plus de sourire et il n'y a plus d'hésitation; je vous prie de rejeter très nettement la proposition de la minorité Spuhler.

Gysin Hans Rudolf (RL, BL), für die Kommission: Artikel 18 Absatz 1 regelt die Sanktionen bei schwerwiegenden Verstößen und rechtskräftiger Verurteilung im Bereich des Sozialversicherungs- und Ausländerrechtes. Der ständerätliche Beschluss sieht vor, dass die Arbeitgeber in diesem Fall nicht nur – wie in der nationalrätlichen Version vorgesehen – vom öffentlichen Beschaffungswesen ausgeschlossen werden können, sondern auch teilweise oder ganz den An-

spruch auf staatliche Hilfen verlieren, z. B. den Anspruch auf Direktzahlungen in der Landwirtschaft. Die Kommission ist mit 14 zu 11 Stimmen zur Auffassung gelangt, dass ein Ausschluss vom öffentlichen Beschaffungswesen genüge und die Streichung von Finanzhilfen im Konflikt mit anderen Gesetzesbestimmungen stünde. Ich bitte Sie daher, bei Artikel 18 Absatz 1 der Kommissionsmehrheit zuzustimmen und somit an Ihrem Beschluss festzuhalten.

Bei Artikel 18 Absatz 1bis geht es auch um Sanktionen, allerdings nicht im Sozialversicherungsbereich, sondern im Bereich der Mehrwertsteuer. Es geht um Sanktionen wegen bestehender rechtskräftiger Verurteilungen im Rahmen des Mehrwertsteuerrechtes, z. B. wegen vorsätzlicher Steuerhinterziehung oder sogar wegen Abgabebetrug. Die Kommission hat hier einen Punkt aufgegriffen, welcher in der bundesrätlichen Vorlage steht und vom Nationalrat übernommen worden, bei der Entschlackung des Gesetzes durch den Ständerat aber durch die Maschen gefallen ist: Beim konzeptionellen Wechsel von der Definition von Schwarzarbeit in Artikel 2 hin zur Umschreibung der Kontrollgegenstände in Artikel 9 sind die Vergehen gegen die Mehrwertsteuerbestimmungen plötzlich nicht mehr aufgeführt worden. Die Kommission hat hier allerdings sehr knapp entschieden und ist mit 12 zu 11 Stimmen bei 1 Enthaltung der Auffassung, dass diese Lücke mit der entsprechenden Ergänzung in Artikel 18 Absatz 1bis wieder geschlossen werden soll. Die Mehrheit vertritt die Auffassung, dass es nicht sein darf, dass Unternehmen, welche die Mehrwertsteuer ordentlich entrichten, im Wettbewerb – insbesondere eben im Submissionswettbewerb – Nachteile erleiden und somit nicht mit gleich langen Wettbewerbsspiessen rechnen können, weil Unternehmen, welche sich ungerechtfertigt bereichern und dem Staat wesentlich und absichtlich Schaden zufügen, noch mit öffentlichen Aufträgen belohnt würden. Ich bitte Sie deshalb, hier der Kommissionsmehrheit zuzustimmen und Absatz 1bis einzufügen.

Abs. 1 – Al. 1

La présidente (Meyer Thérèse, présidente): Nous votons sur l'alinéa 1. – Quelques députés n'ont pas pu voter. Je répète le vote sur l'article 18 alinéa 1.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 89 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit 73 Stimmen

Abs. 1bis – Al. 1bis

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit 90 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit 74 Stimmen

Abs. 3 – Al. 3

Genner Ruth (G, ZH): Ich habe den Minderheitsantrag bereits vorhin begründet. Es geht um die Frage, ob wir diejenigen, die rechtskräftig verurteilt und in diesem Sinne von öffentlichen Aufträgen und Finanzhilfen ausgeschlossen sind, in einer Liste publizieren. Ich sehe nicht ein, warum wir diese Namen nicht öffentlich machen sollten. Nach der vorherigen Abstimmung ist es sowieso so, dass es nur Leute sind, die über das öffentliche Beschaffungswesen Aufträge bekommen. Damit ist umso mehr begründet, dass wir diese Liste öffentlich machen.
Ich möchte Sie bitten, dem Ständerat zu folgen und die Minderheit zu unterstützen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 94 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit 66 Stimmen

Art. 19, 19a, 19b, 20, 21

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 22

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 1bis

Die für die Massnahmen gemäss Artikel 18 zuständigen Behörden sind befugt, Daten über natürliche und juristische Personen zu bearbeiten, gegen die eine administrative oder strafrechtliche Sanktion verhängt worden ist.

Art. 22

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 1bis

Les autorités compétentes chargées des mesures visées à l'article 18 sont habilitées à traiter les données de personnes physiques ou morales qui se sont vu infliger une sanction administrative ou pénale.

Angenommen – Adopté

Art. 23–25

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Änderung bisherigen Rechts

Modification du droit en vigueur

Ziff. 2 Art. 5 Abs. 5, Art. 14 Abs. 5; Ziff. 3 Art. 73

Abs. 2bis, Art. 95 Abs. 2, 3; Ziff. 7 Art. 37a Abs. 2–6;

Ziff. 8 Art. 11 Abs. 4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 2 art. 5 al. 5, art. 14 al. 5; ch. 3 art. 73 al. 2bis, art. 95

al. 2, 3; ch. 7 art. 37a al. 2–6; ch. 8 art. 11 al. 4

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Vierte Sitzung – Quatrième séance

Donnerstag, 2. Juni 2005

Jeudi, 2 juin 2005

08.00 h

05.9001

**Mitteilungen des Präsidenten
Communications du président**

Präsident (Frick Bruno, Präsident): Ich darf Ihnen zu Beginn unserer Verhandlungen eine Mitteilung überbringen. Es handelt sich nicht um einen Geburtstag, aber doch um ein Jubiläum: Am 2. Juni 1980 wurde unser Kollege Carlo Schmid in diesem Saal im juvenilen Alter von 30 Jahren vereidigt. Er feiert heute sein silbernes Jubiläum als Ständerat. *(Heiterkeit)*

Bereits seit einem Vierteljahrhundert bereichert er unsere Arbeit in den Kommissionen und im Rat. Carlo Schmid ist ein begnadeter Debatter und ein eigenständiger Denker. Er ist Politiker mit allen Fasern, emotional mitreissend und rational überzeugend. Vor fünf Jahren hat er unseren Rat präsiert. Um ihm unsere Gratulation zu überbringen, bedarf es eines Schwergewichtes im wahrsten Sinne des Wortes: eines «40-Tönners». *(Der Präsident nimmt ein kleines Lastwagenmodell hervor; Heiterkeit)* Und woher kann er denn kommen – wenn nicht aus dem gelobten Lande USA? *(Heiterkeit)* Ich darf Sie versichern, Herr Schmid: Er erfüllt überdies alle EU-Normen, ist von der Astag approbiert und wird auch in Appenzell zugelassen. *(Heiterkeit)* Dieser Truck deckt das ganze wirtschaftliche Tätigkeitsfeld von Carlo Schmid ab. Er eignet sich für Transporte im Auftrage der Schweizer Viehhändler genauso wie für Materialien von Ostschweizer Bauunternehmen. Seine grossen Blachen sind prädestiniert für Affichagen aus Genf wie für die Schweizer Werbung allgemein. So lässt sich sogar das rot-blaue Sternendekor für die Promotion echter Schweizer Produkte überdecken. Und wenn das nicht hilft, lieber Kollege Carlo, so lässt sich alles Amerikanische mühelos abhängen, und der Truck fährt ohne Ballast und mit unbänd'ger Schmid'scher Energie weiter durchs Schweizerland.

Silberne Jubiläen sind mehr als selten. Niemand vermag sich hier im Rat eines solchen zu erinnern. Einmalige Ereignisse verlangen einmalige Regeln. So werde ich vom präsidentalen Sitz hinuntersteigen und Ihnen das Gefährt überreichen, das Ihre Politik verkörpert: manchmal schrötig, aber fast immer nötig. *(Heiterkeit; der Präsident überreicht Herrn Schmid das Lastwagenmodell)* Die Blumen hingegen werden Ihrer Gemahlin in Oberegg ausgeliefert.

Im Namen aller Kolleginnen und Kollegen gratuliere ich Ihnen zum Jubiläum und wünsche ich Ihnen weitere 25 Jahre Tatkraft in der Politik, noch einige Jahre als Ständerat und dann noch viele Jahre als Landammann von Appenzell Innerrhoden. *(Beifall)*

02.010

**Massnahmen zur Bekämpfung
der Schwarzarbeit****Loi contre
le travail au noir***Differenzen – Divergences*

Botschaft des Bundesrates 16.01.02 (BBI 2002 3605)
Message du Conseil fédéral 16.01.02 (FF 2002 3371)
Nationalrat/Conseil national 17.06.04 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 17.06.04 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 16.12.04 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Ständerat/Conseil des Etats 16.12.04 (Fortsetzung – Suite)
Nationalrat/Conseil national 09.03.05 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 02.06.05 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 07.06.05 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 17.06.05 (Schlussabstimmung – Vote final)
Ständerat/Conseil des Etats 17.06.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

**Bundesgesetz über Massnahmen zur Bekämpfung der
Schwarzarbeit****Loi fédérale concernant des mesures en matière de lutte
contre le travail au noir****Art. 2a***Antrag der Kommission**Einleitung, Bst. a, c*

Festhalten

Bst. b

b. den zweifachen Betrag

Art. 2a*Proposition de la commission**Introduction, let. a, c*

Maintenir

Let. b

b. 200 pour cent

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Wir haben im Bundesgesetz gegen die Schwarzarbeit noch drei Differenzen zu beraten.

Ich beginne mit Artikel 2a: Hier geht es um das vereinfachte Abrechnungsverfahren. Dem Nationalrat ist es ein Anliegen, dass Arbeitgeber mit höchstens fünf Arbeitnehmern nach diesem Verfahren abrechnen können, wenn die Löhne gering sind bzw. – gemäss Beschluss des Nationalrates – die Hälfte des BVG-Mindestlohnes nicht übersteigen; das sind etwa 10 000 Franken. Wir sind diesem Anliegen insofern entgegengekommen, als wir die Gesamtlohnsomme für die vereinfachte Abrechnung, die wir bisher auf 36 000 Franken festgelegt hatten, auf 50 000 Franken angehoben haben. Damit ist es eben praktisch möglich – wie das auch der Nationalrat möchte –, fünf Arbeitnehmer mit einem individuellen Lohn in der Grössenordnung von 10 000 Franken zu beschäftigen. Das sind in der Regel ja Teilzeitbeschäftigte, die vorübergehend bei einem Arbeitgeber tätig sind.

Wir möchten formal aber an der Lösung festhalten, die wir in der ersten Runde beschlossen haben. Warum? Weil uns die Ausgleichskassen mit allem Nachdruck darauf aufmerksam gemacht haben, dass das Verfahren, das der Nationalrat vorschlägt, für sie untauglich ist, riesigen administrativen Aufwand bewirkt und von ihnen daher mit allem Nachdruck abgelehnt wird. Wir haben das wiederholt geprüft und sind der gleichen Meinung wie die Ausgleichskassen. Man sollte ein Verfahren wählen, das sie durchführen können, das auch von der administrativen Seite her machbar ist. Daher schlagen wir vor, bezüglich des Verfahrens in Artikel 2a bei unserem Beschluss zu bleiben, bezüglich der quantitativen Grenze aber eben auf 50 000 Franken zu gehen und damit

dem Anliegen des Nationalrates entgegenzukommen. Die Kommission hat hier einstimmig entschieden.

Angenommen – Adopté

Art. 18 Abs. 1, 3

Antrag der Kommission
Festhalten

Art. 18 al. 1, 3

Proposition de la commission
Maintenir

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Artikel 18 regelt die Sanktionen im Falle einer gravierenden Schwarzarbeit. Aus zwei Gründen beantragen wir Ihnen, hier an unserer Fassung festzuhalten. Erster Grund: Wir haben den Tatbestand ganz klar und ganz eindeutig definiert, bei dem eben diese Sanktionen zum Zuge kommen. Mit einer Sanktion rechnen müssen gemäss Artikel 18 Absatz 1 Arbeitgeber, die in schwerwiegender Weise oder wiederholt die Melde- und Bewilligungspflichten im Sozialversicherungsrecht oder im Ausländerrecht missachtet haben. Es wird also ein doch gravierendes Verhalten vorausgesetzt. Demgegenüber steht im Text des Nationalrates zwar auch der Ausdruck «schwerwiegend», aber es wird einfach gesagt «bei schwerwiegenden Verstössen gegen dieses Gesetz». Das ist nach unserer Ansicht nicht präzise. Es muss genau gesagt werden, welche Verletzungen eben vorgekommen sein müssen, nämlich wiederholte Missachtung der Melde- und Bewilligungspflichten gemäss Sozialversicherungsrecht und Ausländerrecht. Das ist der erste Punkt.

Der zweite Grund ist der, dass der Nationalrat diese Sanktion nur auf den gewerblichen Bereich beschränken möchte, wo öffentliche Aufträge erteilt werden; hingegen möchte er den Subventionsbereich von Sanktionen ausschliessen und keine Kürzung von Finanzhilfen, d. h. Subventionen, vornehmen. Wir sind der Ansicht, dass wir hier alle gleich behandeln müssen. Überall, wo öffentliche Mittel fliessen und Schwarzarbeit vorkommt, sollte Gleichbehandlung stattfinden, also eben nicht nur im Bereich der öffentlichen Aufträge. Daher beantragen wir Ihnen auch aus einer Gerechtigkeitsüberlegung heraus, hier an der Kürzung der Finanzhilfen festzuhalten. Ich darf noch darauf hinweisen, insbesondere auch für den Bereich der Landwirtschaft, der hier – allenfalls neben dem Tourismus, den Forstbetrieben usw. – sicher betroffen ist: Wir halten im Gesetzestext fest, dass eine angemessene Kürzung erfolgen muss, d. h. die beurteilende Behörde hat immer noch das Recht, die Umstände genau zu beurteilen und dann im Einzelfall die Kürzung entsprechend vorzunehmen.

Wir bitten Sie, dem zu folgen. Auch dieser Entscheid wurde einstimmig getroffen.

Die dritte Differenz steht unten auf Seite 3 der Fahne; diese Differenz bei Artikel 18 Absatz 3 müssen wir noch behandeln. Hier geht es um die Mitteilung der Kürzungsmassnahmen oder der Nichterteilung öffentlicher Aufträge.

Der Nationalrat hat beschlossen, dass den zuständigen Behörden des Bundes, der Kantone und der Gemeinden eine Liste zugänglich gemacht wird. Das heisst, es würden über 3000 Gemeinden immer wieder, regelmässig mit Listen bedient werden. Der Nationalrat ist der Meinung, diese Listen seien nicht öffentlich zu machen. Wir sind der Auffassung: Wenn 3000 Listen an Gemeinden verschickt werden, dann ist das öffentlich. In dem Sinne ist diese Liste «öffentlich zugänglich». Das ist dasselbe, wie wenn Sie etwas im Amtsblatt publizieren.

Von daher gesehen finden wir – in Übereinstimmung mit der Verwaltung – diese Beschränkung in Bezug auf die Öffentlichmachung eines Versandes an die Gemeinden nicht richtig. Wir schlagen Ihnen vor, bei Artikel 18 Absatz 3 am Beschluss unseres Rates festzuhalten, dass die Liste öffentlich zugänglich ist.

Angenommen – Adopté

Art. 22 Abs. 1bis

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 22 al. 1bis

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

David Eugen (C, SG), für die Kommission: Bei Artikel 22 Absatz 1bis schliessen wir uns dem Nationalrat an.

Angenommen – Adopté

05.024

Zolltarifrische Massnahmen 2004/II.

Bericht

Mesures tarifaires 2004/II.

Rapport

Erstrat – Premier Conseil

Bericht des Bundesrates 16.02.05 (BBl 2005 1743)
Rapport du Conseil fédéral 16.02.05 (FF 2005 1615)

Bericht APK-NR 05.04.05
Rapport CPE-CN 05.04.05

Bericht APK-SR 14.04.05
Rapport CPE-CE 14.04.05

Ständerat/Conseil des Etats 02.06.05 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 09.06.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Präsident (Frick Bruno, Präsident): Es liegt ein schriftlicher Bericht der Kommission vor. Sie beantragt einstimmig, vom Bericht über die zolltarifrischen Massnahmen im zweiten Halbjahr 2004 Kenntnis zu nehmen und dem Bundesbeschluss über die Genehmigung von zolltarifrischen Massnahmen zuzustimmen.

Stähelin Philipp (C, TG), für die Kommission: Das vorliegende Geschäft ist einerseits von hoher handels- und damit wirtschaftspolitischer Bedeutung. Andererseits gehört die Behandlung des Bundesratsberichtes über zolltarifrische Massnahmen zweifellos zu den Routineaufgaben des Parlamentes. Dies zeigt sich schon darin, dass wir heute den 30. Halbjahresbericht vor uns haben und wohl quasi aus «Jubiläumgründen» als nächstes Geschäft über die Motion 04.3618 beschliessen, welche vom Halbjahresrhythmus zur jährlichen Berichterstattung wechseln will.

Nun aber zurück zum vorliegenden Bericht. Das Parlament hat auf dieser Grundlage darüber zu entscheiden, ob die in der zweiten Hälfte 2004 getroffenen zolltarifrischen Massnahmen in Kraft bleiben oder allenfalls ergänzt bzw. geändert werden sollen.

Eine erste Massnahme geht dahin, dass der Zollansatz für Zucker kompensierend erhöht wurde, weil der Garantiefondsbeitrag im Rahmen der Pflichtlagerbewirtschaftung um 2 Franken pro 100 Kilogramm reduziert wurde. Die Grenzbelastung des Zuckers bleibt damit gleich; für den Bund resultieren aus diesen Anpassungen Mehreinnahmen von rund einer halben Million Franken aus Zollerträgen.

Bei den Kartoffeln – inklusive Saatgut – wurde das Zollkontingent um 700 Tonnen erhöht, was mit Problemen des Virusbefalls der Kartoffeln zusammenhängt. Sodann hatten acht der neuen EU-Staaten ein Freihandelsabkommen im Rahmen der Efta, in welchem Konzessionen enthalten waren, die mit der EU nicht bestehen. Die EU und die Schweiz haben sich darauf geeinigt, dass diese Konzessionen in ihrer Substanz weiter zu gewähren sind. Die Konzessionen für verarbeitete Landwirtschaftsprodukte sind im neuen Protokoll der bilateralen Abkommen II geregelt, die eigentlichen Agrarkonzessionen sollen ins bilaterale Agrarabkommen mit der EU übertragen werden.

01.465

**Parlamentarische Initiative
Chevrier Maurice.
Bürgschaften. Zustimmung
des Ehegatten (Art. 494 OR)**
**Initiative parlementaire
Chevrier Maurice.
Cautionnement. Consentement
du conjoint (art. 494 CO)**

*Schlussabstimmung – Vote final*Einreichungsdatum 13.12.01Date de dépôt 13.12.01Bericht RK-NR 02.09.02
Rapport CAJ-CN 02.09.02

Nationalrat/Conseil national 20.06.03 (Erste Phase – Première étape)

Bericht RK-NR 01.07.04 (BBI 2004 4955)

Rapport CAJ-CN 01.07.04 (FF 2004 4647)

Stellungnahme des Bundesrates 08.09.04 (BBI 2004 4965)

Avis du Conseil fédéral 08.09.04 (FF 2004 4657)

Nationalrat/Conseil national 15.12.04 (Zweite Phase – Deuxième étape)

Ständerat/Conseil des Etats 08.03.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 15.06.05 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 17.06.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 17.06.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

Obligationenrecht (Bürgschaften. Zustimmung des Ehegatten)**Code des obligations (Cautionnement. Consentement du conjoint)***Abstimmung – Vote*

Für Annahme des Entwurfes 25 Stimmen

Dagegen 20 Stimmen

(0 Enthaltungen)

02.010

**Massnahmen zur Bekämpfung
der Schwarzarbeit****Loi contre
le travail au noir***Schlussabstimmung – Vote final*

Botschaft des Bundesrates 16.01.02 (BBI 2002 3605)

Message du Conseil fédéral 16.01.02 (FF 2002 3371)

Nationalrat/Conseil national 17.06.04 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 17.06.04 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 16.12.04 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 16.12.04 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 09.03.05 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 02.06.05 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 07.06.05 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 17.06.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 17.06.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

**Bundesgesetz über Massnahmen zur Bekämpfung der
Schwarzarbeit****Loi fédérale concernant des mesures en matière de lutte
contre le travail au noir***Abstimmung – Vote*

Für Annahme des Entwurfes 42 Stimmen

Dagegen 2 Stimmen

(1 Enthaltung)

04.053

**Rechtshilfe
in Strafsachen.
Abkommen mit den Philippinen**
**Entraide judiciaire
en matière pénale.
Accord avec les Philippines**

Schlussabstimmung – Vote final

Botschaft des Bundesrates 01.09.04 (BBI 2004 4867)

Message du Conseil fédéral 01.09.04 (FF 2004 4559)

Ständerat/Conseil des Etats 14.12.04 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 13.06.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 17.06.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

Nationalrat/Conseil national 17.06.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

**Bundesbeschluss zum Vertrag zwischen der Schweiz
und den Philippinen über Rechtshilfe in Strafsachen**
**Arrêté fédéral concernant le Traité d'entraide judiciaire
en matière pénale entre la Suisse et les Philippines**

Abstimmung – Vote

Für Annahme des Entwurfes 45 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

04.054

**Für Lebensmittel
aus gentechnikfreier Landwirtschaft.
Volksinitiative**

**Pour des aliments produits
sans manipulations génétiques.
Initiative populaire**

Schlussabstimmung – Vote final

Botschaft des Bundesrates 18.08.04 (BBI 2004 4937)

Message du Conseil fédéral 18.08.04 (FF 2004 4629)

Ständerat/Conseil des Etats 15.03.05 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 14.06.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 14.06.05 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 17.06.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

Nationalrat/Conseil national 17.06.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

**Bundesbeschluss über die Volksinitiative «für Lebens-
mittel aus gentechnikfreier Landwirtschaft»**
**Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire «pour
des aliments produits sans manipulations génétiques»**

Abstimmung – Vote

Für Annahme des Entwurfes 35 Stimmen

Dagegen 10 Stimmen

(0 Enthaltungen)

01.465

**Parlamentarische Initiative
Chevrier Maurice.
Bürgschaften. Zustimmung
des Ehegatten (Art. 494 OR)**

**Initiative parlementaire
Chevrier Maurice.
Cautionnement. Consentement
du conjoint (art. 494 CO)**

Schlussabstimmung – Vote final

Einreichungsdatum 13.12.01

Date de dépôt 13.12.01

Bericht RK-NR 02.09.02

Rapport CAJ-CN 02.09.02

Nationalrat/Conseil national 20.06.03 (Erste Phase – Première étape)

Bericht RK-NR 01.07.04 (BBI 2004 4955)

Rapport CAJ-CN 01.07.04 (FF 2004 4647)

Stellungnahme des Bundesrates 08.09.04 (BBI 2004 4965)

Avis du Conseil fédéral 08.09.04 (FF 2004 4657)

Nationalrat/Conseil national 15.12.04 (Zweite Phase – Deuxième étape)

Ständerat/Conseil des Etats 08.03.05 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 15.06.05 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 17.06.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 17.06.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses (BBI 2005 4041)

Texte de l'acte législatif (FF 2005 3825)

Obligationenrecht (Bürgschaften. Zustimmung des Ehegatten)

Code des obligations (Cautionnement. Consentement du conjoint)

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 01.465/2256)

Für Annahme des Entwurfes 173 Stimmen

Dagegen 9 Stimmen

02.010

**Massnahmen zur Bekämpfung
der Schwarzarbeit**

**Loi contre
le travail au noir**

Schlussabstimmung – Vote final

Botschaft des Bundesrates 16.01.02 (BBI 2002 3605)

Message du Conseil fédéral 16.01.02 (FF 2002 3371)

Nationalrat/Conseil national 17.06.04 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 17.06.04 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 16.12.04 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 16.12.04 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 09.03.05 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 02.06.05 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 07.06.05 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 17.06.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 17.06.05 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses (BBI 2005 4193)

Texte de l'acte législatif (FF 2005 3973)

Rennwald Jean-Claude (S, JU): Le travail au noir est un fléau social dans la mesure où il contribue à faire pression sur les salaires et les conditions de travail, et où aussi il peut ruiner la vie de travailleurs qui sont victimes d'un accident et qui ne bénéficient d'aucune couverture sociale. Le travail au noir est de plus un fléau économique qui représente près de 10 pour cent du PIB du fait qu'il introduit une distorsion de

concurrence en pénalisant les entreprises honnêtes au détriment de celles qui ne le sont pas. Enfin, le travail au noir est un fléau pour les collectivités publiques et les assurances sociales, car celles-ci se voient ainsi privées des recettes nécessaires à leur fonctionnement.

Grâce à la loi contre le travail au noir, nous pourrions dorénavant mieux combattre ce mal qui ronge les fondements mêmes de notre société. La loi contre le travail au noir sera ainsi un régulateur économique et social et le groupe socialiste vous recommande par conséquent de l'adopter.

Il vous demande aussi d'accepter cette loi parce que les mesures de lutte contre le travail au noir constituent pour lui un complément indispensable au renforcement des mesures d'accompagnement relatives à l'extension de l'accord sur la libre circulation des personnes. Autant dire qu'en acceptant la loi contre le travail au noir, vous donnerez un signal éminemment positif dans la perspective de la votation du 25 septembre prochain sur l'extension de la libre circulation des personnes, votation qui, on le sait, s'annonce difficile.

A l'inverse, en rejetant la loi contre le travail au noir, comme l'a récemment suggéré l'Union patronale suisse, le Parlement commettrait une erreur historique qui entacherait sa crédibilité, car la population du pays ne comprendrait pas que l'on reprenne d'une main ce que l'on a donné de l'autre. Les enjeux de ce vote final sont ainsi clairement posés. Dans quelques instants, le groupe socialiste prendra ses responsabilités en acceptant ce projet de loi: il souhaite ardemment que la majorité des membres du conseil en fasse de même, car aujourd'hui, en définitive, c'est une partie de l'avenir du pays qui est en jeu!

Häberli-Koller Brigitte (C, TG): Die CVP-Fraktion steht hinter dieser Vorlage, weil wir dieses Gesetz zur Kontrolle eines fairen Arbeitsmarktes brauchen. Gerade deswegen stellt es auch eine wichtige Ergänzung der flankierenden Massnahmen zu den Bilateralen dar. Das Gesetz ist in den parlamentarischen Beratungen wesentlich vereinfacht worden, wie es den Wünschen der Wirtschaft entsprach. Es beschränkt sich nun auf drei Kontrollen: erstens Ausländerbewilligung, zweitens AHV-Abzug und drittens Quellensteuerabzug. Diese drei Dinge, und nicht mehr, wollen wir, und zwar weil wir wollen, dass sich alle Arbeitnehmer an diese Regeln halten. Damit sollen Wettbewerbsverzerrungen sowie Preisdumping und damit die Marktverdrängung einheimischer Arbeitnehmer verhindert werden.

Gerade aus dieser Perspektive ist die Position der SVP unverstänlich, da sie damit ausländische Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer schützt und die Schweizer diskriminiert, dies insbesondere in den Bereichen Bau, Baunebenbetriebe, Tourismus, Helppersonal, Reinigungspersonal usw. Damit die Korrekthandelnden nicht die Dummen sind, braucht es zudem Regeln, welche die Leute bestrafen, die wiederholt und in gravierender Weise Missbräuche betreiben haben. Zu den wirksamen Sanktionen gehört auch, dass staatliche Mittel – Subventionen, Steuern – nicht noch denen zufallen, die ihrerseits den Staat um Steuern betrogen haben. Dies ist nicht mehr denn logisch und fair.

Schliesslich gilt es noch festzuhalten, dass während den ganzen Beratungen zum Bundesgesetz gegen die Schwarzarbeit Gespräche und ein intensiver Gedankenaustausch mit dem Arbeitgeberverband, den Arbeitnehmerverbänden und dem Gewerbeverband stattgefunden haben. Mehrheitlich wurde das Ergebnis der parlamentarischen Debatten dann auch positiv beurteilt. Mit vielen Vertretern der Wirtschaft sind wir deswegen der Meinung, dass dieses Gesetz nicht wirtschaftsfeindlich ist, sondern im Gegenteil wichtige Regeln für einen fairen Wettbewerb aufstellt.

Wir brauchen und wollen dieses Gesetz jetzt. Ich rufe Sie dazu auf, heute das richtige Zeichen zu setzen und der Vorlage zuzustimmen.

Leuenberger Ueli (G, GE): La loi contre le travail au noir est nécessaire et le groupe des Verts va la voter. Elle répond à la nécessité de lutter contre le travail au noir, qui prive la col-

lectivité de milliards de francs d'impôts et de cotisations sociales. Dans le contexte actuel de la libre circulation des personnes, elle est également nécessaire pour éviter les sous-enchères sur les conditions de travail dans notre pays. Nous tenons à rappeler que le travail au noir est à 95 pour cent le fait de citoyens suisses ou d'étrangers légalement établis dans notre pays. Il n'y a donc pas lieu d'ouvrir la chasse aux travailleurs sans papiers légaux.

Le groupe des Verts regrette vivement que notre Parlement n'ait toujours pas la clairvoyance et le courage nécessaires pour mettre fin à une des injustices et hypocrisies les plus criantes dans notre pays. Je parle ici des milliers de femmes et d'hommes sans autorisation de travail et de séjour, qui ont besoin de notre soutien et pour lesquels la seule solution consiste en une régularisation de leur situation.

La pesée des intérêts incite le groupe des Verts à voter quand même cette loi, tout en insistant sur la nécessité de l'améliorer très rapidement.

Wandfluh Hansruedi (V, BE): Schwarzarbeit ist volkswirtschaftlich schädlich, Schwarzarbeit verzerrt den Wettbewerb, Schwarzarbeit muss bekämpft werden. Am besten würden wir das Problem an der Wurzel packen, bei den Steuern und Abgaben, bei den komplizierten administrativen Abläufen. Wir haben uns keine Illusionen gemacht, dass wir mit dem neuen Bundesgesetz gegen die Schwarzarbeit die Steuern und Abgaben senken können. Wir sind aber davon ausgegangen, dass es gelingen wird, die Administration zu vereinfachen in Branchen, in denen Schwarzarbeit leider vorkommt, in Branchen, bei Betrieben, die ein oder zwei festangestellte Personen haben und daneben nach Bedarf zusätzliche Personen beiziehen. Es ist uns leider nicht gelungen, dies hier im Parlament durchzubringen. Wir haben mit dem Bundesgesetz gegen die Schwarzarbeit ein Gesetz zur Durchsetzung der heutigen Normen geschaffen. Es ist schon heute so, dass Schwarzarbeit strafbar ist. Es ist schon heute so, dass Schwarzarbeit bekämpft wird. Es ist heute so, dass beispielsweise Baustellenkontrollen durchgeführt werden – und das effizient – und dass Übeltäter überführt und strafrechtlichen Massnahmen zugeführt werden. Das haben wir heute. Die Strafen, die da ausgesprochen werden, können wir auch noch verschärfen. Aber was wir gemacht haben, ist ein Putzfrauengesetz, verbunden mit einer Verschärfung der Repressionen und einer Aufblähung des Kontrollapparates. Wir bezweifeln auch die Wirkung dieses Gesetzes. Dieses Gesetz, wie es jetzt daherkommt, wird weitgehend wirkungslos sein.

Wir, die SVP-Fraktion, sind gegen Schwarzarbeit, aber wir sind auch gegen wirkungslose Gesetze. Deshalb werden wir das Gesetz ablehnen.

Gutzwiller Felix (RL, ZH): Ich möchte die Sachlage, wie wir sie sehen, nochmals ganz ruhig und nüchtern präsentieren. Schwarzarbeit ist in der Schweiz verboten. Schwarzarbeit könnte eigentlich – Kollege Wandfluh hat es gesagt – mit den bestehenden Gesetzen wirksam bekämpft werden. Trotzdem haben wir Schwarzarbeit, die 40 Milliarden Schweizer Franken entspricht. Schwarzarbeit ist verboten, Schwarzarbeit richtet einen grossen wirtschaftlichen Schaden an. Die staatlichen Instanzen agieren nach unserer Einschätzung nicht hinreichend. Deshalb wollten wir zusätzlich handeln. Wir wollten handeln, weil wir den Rechtsstaat durchsetzen wollen. Das hat nichts mit Bürokratie zu tun, das hat mit Rahmenbedingungen für die Wirtschaft zu tun. Diese Rahmenbedingungen müssen günstig sein. Selbstverständlich gehören tiefe Steuern dazu, aber es gehört eben auch ein effizienter und funktionierender Rechtsstaat dazu. Deshalb kämpfen wir für Rahmenbedingungen nicht nur auf steuerlicher Ebene, sondern eben auch bezüglich eines funktionierenden Rechtsstaates.

Das Gesetz, über das wir jetzt abstimmen, will Folgendes: Es zwingt die staatlichen Instanzen zur Zusammenarbeit, zum Datenaustausch, es sieht Sanktionen vor, welche dank ihrer Härte präventive Wirkung entfalten sollen. Ohne Zwei-

fel kann ein Gesetz immer auch noch verbessert werden. Nicht alle in unserer Fraktion stimmen mit dem ganzen Herzen, aber die allermeisten mit dem Kopf diesem Gesetz zu. Die ursprüngliche Vorlage – auch das darf man sagen – ist im Zweitrat deutlich «verschlankt» worden. Es ist ein Gesetz geworden, welches zusätzliche Effizienz im Kampf gegen die Schwarzarbeit verspricht. Es ist ein Gesetz, welches es auch den Kantonen erlaubt, gezielt und mit eigenen Massnahmen gegen Schwarzarbeit vorzugehen. Ich bitte Sie, dieses Gesetz zu unterstützen.

Zisyadis Josef (–, VD): «A gauche toute!» ne votera pas cette loi. Nous préférons la cohérence aux bricolages qui ont été mis en place. Pour nous, les choses sont claires: tant qu'il n'y aura pas de régularisation des 100 000 travailleurs sans papiers dans ce pays, toute loi concernant la lutte contre le travail au noir sera inopérante. C'est une fois de plus la partie la plus faible – c'est-à-dire ceux qui vivent depuis des années chez nous, «sous» cette hypocrisie, travaillent et font la richesse de ce pays – qui va être touchée par la mise en place de cette nouvelle loi contre le travail au noir. Dès lors, nous vous appelons à ne pas voter cette loi.

Beck Serge (RL, VD): Les mesures de lutte contre le travail au noir sont indispensables pour la cohésion et la cohérence de notre Etat, dans ses dimensions tant sociales qu'économiques. Ces mesures visent – il convient de le rappeler – tant à la protection des travailleurs qu'à celle des entrepreneurs face à la concurrence déloyale; et nous pouvons voir chez certains de nos voisins qui sont quasiment ruinés les résultats de cette économie parallèle.

Malheureusement, la majorité qui en a décidé ainsi au Parlement a dérapé à deux reprises. D'une part, en ce qui concerne l'agriculture et les suspensions de paiements directs: on aurait dû et on doit sanctionner les agriculteurs selon une méthode normale et ordinaire, avec des amendes – si fortes soient-elles –, et pas par la suppression de paiements directs. D'autre part, et plus encore, cette même majorité a dérapé lorsqu'elle a instauré la punition collective qu'est pour certaines entreprises fautives l'exclusion des marchés publics. Ces sanctions pousseront vers le chômage des travailleurs des entreprises écartées, plutôt que de sanctionner pénalement et administrativement le plus lourdement possible les personnes responsables de ces entreprises, qui ont pris la décision de s'engager dans l'économie parallèle et dans le travail au noir.

Pour ces raisons, je ne pourrai voter cette loi.

Bundesgesetz über Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit

Loi fédérale concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 02.010/2257)

Für Annahme des Entwurfes 121 Stimmen

Dagegen 48 Stimmen

Geschäft / Objet:

Bundesgesetz über Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit (Bundesgesetz gegen die Schwarzarbeit, BGSA)

Loi fédérale concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir (Loi fédérale contre le travail au noir, LTN)

Gegenstand / Objet du vote:

Vote final

Abstimmung vom / Vote du: 17.06.2005 10:00:05

Abate	+	R	TI
Aeschbacher	+	E	ZH
Allemann	+	S	BE
Amherd	+	C	VS
Amstutz	=	V	BE
Baader Caspar	=	V	BL
Bader Elvira	+	C	SO
Banga	+	S	SO
Barthassat	+	C	GE
Baumann Alexander	*	V	TG
Bäumle	+	-	ZH
Beck	=	R	VD
Berberat	+	S	NE
Bezzola	o	R	GR
Bigger	=	V	SG
Bignasca Attilio	=	V	TI
Binder	=	V	ZH
Borer	*	V	SO
Bortoluzzi	=	V	ZH
Bruderer	+	S	AG
Brun	+	C	LU
Brunner Toni	=	V	SG
Brunschwig Graf	o	R	GE
Büchler	+	C	SG
Bugnon	=	V	VD
Bühlmann	+	G	LU
Bührer	o	R	SH
Burkhalter	+	R	NE
Cathomas	+	C	GR
Cavalli	+	S	TI
Chevrier	+	C	VS
Christen	+	R	VD
Daguet	+	S	BE
Darbellay	+	C	VS
De Buman	+	C	FR
Donzé	+	E	BE
Dormond Béguelin	+	S	VD
Dunant	*	V	BS
Dupraz	+	R	GE
Egerszegi-Obrist	+	R	AG
Eggly	*	R	GE
Engelberger	+	R	NW
Fasel	+	G	FR
Fässler-Osterwalder	+	S	SG
Fattebert	=	V	VD
Favre	+	R	VD
Fehr Hans	=	V	ZH
Fehr Hans-Jürg	+	S	SH
Fehr Jacqueline	+	S	ZH
Fehr Mario	+	S	ZH

Fluri	+	R	SO
Föhn	*	V	SZ
Freysinger	=	V	VS
Frösch	+	G	BE
Füglister	=	V	AG
Gadient	+	V	GR
Gallade	+	S	ZH
Garbani	+	S	NE
Genner	+	G	ZH
Germanier	+	R	VS
Giezendanner	=	V	AG
Glasson	+	R	FR
Glur	=	V	AG
Goll	+	S	ZH
Graf Maya	+	G	BL
Graf-Litscher Edith	+	S	TG
Gross Andreas	+	S	ZH
Guisan	+	R	VD
Günter	+	S	BE
Gutzwiller	+	R	ZH
Gyr	+	S	SZ
Gysin Hans Rudolf	+	R	BL
Gysin Remo	+	S	BS
Häberli	+	C	TG
Haering	+	S	ZH
Haller	o	V	BE
Hämmerle	+	S	GR
Hassler	o	V	GR
Hegetschweiler	+	R	ZH
Heim Bea	+	S	SO
Hess Bernhard	+	-	BE
Hochreutener	+	C	BE
Hofmann Urs	+	S	AG
Hollenstein	+	G	SG
Huber	+	R	UR
Hubmann	+	S	ZH
Huguenin	=	-	VD
Humbel Näf	=	C	AG
Hutter Jasmin	=	V	SG
Hutter Markus	+	R	ZH
Imfeld	*	C	OW
Ineichen	+	R	LU
Janiak	+	S	BL
Jermann	+	C	BL
Joder	=	V	BE
John-Calame	+	G	NE
Jutzet	+	S	FR
Kaufmann	=	V	ZH
Keller Robert	o	V	ZH
Kiener Nellen	+	S	BE

Kleiner	+	R	AR
Kohler	+	C	JU
Kunz	o	V	LU
Lang	+	G	ZG
Laubacher	=	V	LU
Leu	+	C	LU
Leuenberger Genève	+	G	GE
Leutenegger Filippo	o	R	ZH
Leutenegger Oberholzer	+	S	BL
Leuthard	+	C	AG
Levrat	+	S	FR
Loepfe	*	C	AI
Lustenberger	*	C	LU
Markwalder Bär	+	R	BE
Marti Werner	+	S	GL
Marty Kälin	+	S	ZH
Mathys	*	V	AG
Maurer	=	V	ZH
Maury Pasquier	+	S	GE
Meier-Schatz	+	C	SG
Menétrey-Savary	o	G	VD
Messmer	+	R	TG
Meyer Thérèse	#	C	FR
Miesch	=	V	BL
Mörgeli	=	V	ZH
Müller Geri	+	G	AG
Müller Philipp	+	R	AG
Müller Walter	o	R	SG
Müller-Hemmi	+	S	ZH
Müri	=	V	LU
Nordmann	+	S	VD
Noser	+	R	ZH
Oehri	=	V	BE
Pagan	=	V	GE
Parmelin	=	V	VD
Pedrina	+	S	TI
Pelli	+	R	TI
Perrin	=	V	NE
Pfister Gerhard	o	C	ZG
Pfister Theophil	=	V	SG
Randegger	%	R	BS
Rechsteiner Paul	+	S	SG
Rechsteiner-Basel	+	S	BS
Recordon	o	G	VD
Rennwald	+	S	JU
Rey	+	S	VS
Reymond	=	V	GE
Riklin	+	C	ZH
Rime	*	V	FR
Robbiani	+	C	TI

Rossini	+	S	VS
Roth-Bernasconi	+	S	GE
Ruey	o	R	VD
Rutschmann	=	V	ZH
Sadis	+	R	TI
Salvi	+	S	VD
Savary	+	S	VD
Schenk	=	V	BE
Schenker	+	S	BS
Scherer Marcel	=	V	ZG
Schibli	=	V	ZH
Schlüer	=	V	ZH
Schmied Walter	=	V	BE
Schneider	+	R	BE
Schwander	=	V	SZ
Siegrist	o	V	AG
Simoneschi-Cortesi	+	C	TI
Sommaruga Carlo	+	S	GE
Spuhler	*	V	TG
Stahl	=	V	ZH
Stamm Luzi	=	V	AG
Steiner	o	R	SO
Stöckli	+	S	BE
Studer Heiner	+	E	AG
Stump	+	S	AG
Teuscher	+	G	BE
Thanei	*	S	ZH
Theiler	+	R	LU
Triponoz	+	R	BE
Vanek	=	-	GE
Vaudroz René	+	R	VD
Veillon	=	V	VD
Vermot-Mangold	+	S	BE
Vischer	+	G	ZH
Vollmer	+	S	BE
Waber Christian	=	E	BE
Wäfler	=	E	ZH
Walker Félix	+	C	SG
Walter Hansjörg	o	V	TG
Wandfluh	=	V	BE
Wasserfallen	+	R	BE
Wehrli	+	C	SZ
Weigelt	o	R	SG
Weyeneth	=	V	BE
Widmer	+	S	LU
Wobmann	=	V	SO
Wyss Ursula	+	S	BE
Zapfl	+	C	ZH
Zisvadis	=	-	VD
Zuppiger	=	V	ZH

Fraktion / Groupe / Gruppo	C	G	R	S	E	V	-	Tot.
Ja / oui / si	23	12	29	51	3	1	2	121
nein / non / no	0	0	1	0	2	42	3	48
enth. / abst. / ast.	1	2	8	0	0	6	0	17
entsch. Art. 57 4 / excusé art. 57 4 / scusato Art. 57 4	0	0	1	0	0	0	0	1
hat nicht teilgenommen / n'ont pas voté / non ha votato	3	0	1	1	0	7	0	12
Vakant / Vacant / Vacante	0	0	0	0	0	0	0	0

+ ja / oui / si
 = nein / non / no
 o enth. / abst. / ast.
 % entschuldigt gem. Art. 57 Abs. 4
 excusé selon art. 57 al. 4 / scusato sec. art. 57 cps. 4
 * hat nicht teilgenommen / n'a pas voté / non ha votato
 # Der Präsident stimmt nicht
 Le président ne prend pas part aux votes
 v Vakant / Vacant / Vacante

Bedeutung Ja / Signification de oui:
 Bedeutung Nein / Signification de non: